JEAN-LUC EINAUDI

Un Algérien

MAURICE LABAN

la cherche midi éditeur

BIBLIOTHÈQUE
CHERCHELL

UN ALGÉRIEN
Maurice Laban

DU MÊME AUTEUR

Pour l'exemple (L'affaire Fernand Iveton), L'Harmattan, 1986.
La Ferme Ameziane (Enquête sur un centre de torture pendant la guerre d'Algérie), L'Harmattan, 1991.
La Bataille de Paris (17 octobre 1961), Le Seuil, 1991.
Un rêve algérien, Dagorno, 1994.
Les Mineurs délinquants, Fayard, 1995.

JEAN-LUC EINAUDI

UN ALGÉRIEN
Maurice Laban

RÉCIT

COLLECTION « DOCUMENTS »
DIRIGÉE PAR
PIERRE DRACHLINE

le cherche midi éditeur
23, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris

Tous droits réservés. La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit – photographie, photocopie, microfilm, bande magnétique, disque ou autre – sans le consentement de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© le cherche midi éditeur, 1999.

Nous sommes le 5 juin 1956 au matin, en Algérie, dans la région d'Orléansville, non loin du village de Lamartine, au djebel Deradj précisément. Un petit groupe de maquisards s'est réfugié là, quelques heures plus tôt, en pleine forêt, sur une hauteur permettant d'observer les alentours. L'un d'eux est parti de très bonne heure, avec une mule, acheter du ravitaillement à Lamartine. Comme il tarde anormalement à revenir, ses camarades s'inquiètent, envisageant même de quitter les lieux. Mais ne pouvant se résoudre à l'abandonner, ils se décident à l'attendre tout en renforçant leur guet. Bientôt, l'alerte est donnée. Ils voient se diriger vers eux des troupes nombreuses. Deux compagnies de militaires français épaulés par des supplétifs algériens les encerclent. Ils se préparent alors au combat, sans espoir de survie. Les premiers coups de feu claquent. L'un des maquisards, le visage marqué par un rictus, se tient debout, à découvert, tentant de forcer le passage, avançant tout en tirant des rafales de mitraillette. Le voyant ainsi, l'un de ses camarades pense à un tigre. L'homme est aussitôt fauché en pleine course. Il se nomme Maurice Laban.

Ce qui va suivre est l'histoire de cet homme que les autorités françaises, civiles et militaires, ainsi qu'une certaine presse et une grande partie des Européens d'Algérie qualifièrent de « traître ». Voilà une quinzaine d'années maintenant que j'ai rencontré ce nom pour la première fois, à l'occasion des recherches que j'effectuais concernant l'affaire Fernand Iveton, ce communiste d'Algérie condamné à mort et guillotiné à Alger en février 1957 alors que le garde des Sceaux

s'appelait François Mitterrand. Je fus frappé par la tragédie oubliée de Maurice Laban et lui consacrai un chapitre de mon livre Pour l'exemple. *Je fis alors également connaissance de celle qui fut son épouse, Odette Laban. Lorsque, des années plus tard, celle-ci me dit avoir retrouvé d'anciennes lettres de son mari, je décidai de relater cet itinéraire qui se confond aussi avec une partie de l'histoire de l'Algérie.*

I

UNE ENFANCE DANS L'AURÈS

Tout commence en Algérie, dans le Sud-Constantinois, à Biskra. C'est là, en effet, que naît Maurice Laban, le 30 octobre 1914. Son père, Étienne Laban, est né à quelques kilomètres de Tarbes. Fils unique d'une famille de fermiers, Étienne a été admis à l'École normale de Pau et en est sorti instituteur. De sensibilité socialiste, pacifiste et résolument laïque, il adhérera plus tard à la franc-maçonnerie. En âge d'accomplir son service militaire, il demande à l'effectuer en Algérie. Sans doute frappé par l'état de misère et d'ignorance qu'il découvre dans la colonie, il décide d'y revenir afin d'instruire les petits Arabes. Pour cela il choisit la voie méprisée de l'enseignement indigène. Extrêmement rares sont alors les enseignants qui font un tel choix car l'opinion la plus courante est qu'il est inutile voire dangereux d'ouvrir l'école aux Arabes. D'abord nommé dans des postes reculés de Haute Kabylie, où l'on accède à dos de mulet, il apprend le kabyle puis l'arabe qu'il parle couramment. Aux yeux des indigènes, cela lui confère un grand prestige : il est pour eux non seulement le maître d'école mais aussi le médecin, l'arbitre et le conciliateur. Il est ouvert et gagne très vite la sympathie des gens.

C'est au cours d'un séjour qu'il effectue en Tunisie avec un groupe d'instituteurs qu'il fait la connaissance de Jeanne Bruel, sa future épouse, elle aussi en voyage d'études.

Elle est issue d'une famille de paysans très pauvres vivant de la cueillette de la gentiane sur les hautes terres du Cantal. Enfant, elle a gardé les vaches à la belle saison, n'allant à l'école qu'en hiver.

Animée par une farouche volonté de s'instruire et de réussir, elle a passé avec succès le concours d'entrée à l'École normale d'où elle est sortie institutrice. Laïque résolue elle aussi, elle a eu des démêlés au début de sa carrière avec le curé d'un village où elle avait été nommée et qu'elle a dû quitter. Sans être particulièrement antireligieuse, elle pense que la réussite provient uniquement du travail et que la prière n'est que perte de temps.

Elle rejoint Étienne en Kabylie et se met aussitôt à l'étude de la langue du pays. Dès les premières années de sa présence en Algérie, elle obtient un brevet d'arabe et de kabyle qu'elle arrive à parler couramment avec, toutefois, un fort accent auvergnat dont elle ne pourra jamais se défaire et qui surprendra d'abord puis fera fréquemment sourire les indigènes.

Ayant tous deux choisi l'enseignement indigène, Étienne et Jeanne sont mutés à l'école du quartier arabe du M'Cid, dans le vieux Biskra. C'est dans cette école que naissent leurs deux enfants, une fille d'abord, puis, plus tard, Maurice [1].

Son immense oasis s'étendant à la porte du Sahara a valu à Biskra le titre de Reine des Zibans, du nom de ce groupe d'oasis situées plus au sud. Au premier abord, la ville européenne ne se différencie guère de celles du nord de l'Algérie. Hormis son jardin public, à nul autre pareil par sa longueur et l'épaisseur de son ombrage où s'abritent l'église, le fort Saint-Germain, et où André Gide aimait à se promener, le centre est une agglomération de maisons basses aux murs crépis ou passés à la chaux, où les rues se croisent à angle droit, nues et poussiéreuses. Derrière l'hôtel de ville, construit selon un style de vague imitation mauresque, à mesure que l'on s'approche du marché, on se heurte à des encombrements de caisses, d'ânes et de charrettes. Le marché est le centre d'une activité intense et tumultueuse, où se croisent, s'interpellent et s'invectivent Biskris et gens venus d'ailleurs, M'Zabites, notamment, et Soudanais. Des odeurs se répandent et se mélangent: méchoui sur la broche pour les riches, friture de sauterelles pour les pauvres, ragoûts au piment, parfums de fourrages, de graines et de merga qui sert à assaisonner le couscous, odeur de goudron protégeant les pattes des chameaux, mêlée à celle, âcre, des mon-

1. Entretiens d'Odette Laban avec l'auteur.

ceaux de dattes. La partie recouverte du marché s'offre à un commerce précaire et misérable de minuscules tas d'oignons, d'ail ou de dattes sèches, entre lesquels circule le marchand de soupe de fèves ou de pois chiches avec son bidon, son bol et sa louche que les mendiants regardent avec envie. Sous les arcades qui entourent la place s'ouvrent des tavernes de kahouadjis, des restaurants dégageant de lourds fumets. On y voit des forgerons qui battent le fer et des barbiers pratiquant au besoin des saignées. Dans les boutiques de commerçants en tissus m'zabites, on confectionne, à la demande, gandourahs et boubous prisés aussi bien par les indigènes que par les touristes qui, durant la saison hivernale, peuplent les vastes et confortables hôtels de la ville et constituent la principale clientèle du casino.

En dehors de la ville se tient le « village nègre », un conglomérat de maisons de toube – argile mêlée de paille moulée en brique, séchée au soleil – ignoré des services de la voirie et où l'odeur de la misère interdit l'entrée.

À l'écart de la ville s'étale l'oasis de Beni Mora et, plus loin, l'hippodrome.

À l'entrée de la palmeraie du vieux Biskra, véritable forteresse, sous la surveillance de gardes, se tient le palais du bachagha Ben Gana dont la tour de la mosquée privée domine la ville. Derrière sa grille et ses hautes murailles s'étend la luxuriance de ses jardins.

Au-delà de Biskra, dont la population compte une faible minorité de Juifs et d'Européens, et qui est une commune de plein exercice où règne le pouvoir civil, s'étendent à l'infini les Territoires du Sud dont les populations indigènes sont soumises au pouvoir des militaires français, des administrateurs, et à la tyrannie de la famille Ben Gana.

Les Ben Gana, avec à leur tête Si Bou Aziz Ben Gana, se sont ralliés aux troupes du général Galbois dès 1838 et ont combattu militairement la résistance animée par l'émir Abd El Kader. En 1840, après le combat de Salsou livré à Abd El Kader, Si Mohammed Sghir Ben El Hadj Ali Ben Guidoun Ben Gana est fait chevalier de la Légion d'honneur. En 1844, lors de l'arrivée de la première colonne française dans le Sahara, il reçoit du duc d'Aumale le titre de caïd et le commandement des Zibans. Il combat ensuite avec ses goumiers, aux côtés de l'armée française, l'insurrection de Bou Maza. En 1849, il participe à la répression contre les révoltés de Zaatcha conduits par Bouzian.

Tous les habitants de Zaatcha sont massacrés, la cité détruite, Bouzian tué. Le jour de la prise de Zaatcha, un des fils de Bouzian est fait prisonnier. Comme le général français envisage de lui laisser la vie sauve, Si Mohammed Sghir Ben Gana lui objecte : « Un chacal ne peut enfanter que des chacals ! » La mort du prisonnier est décidée et il est aussitôt exécuté. En récompense de ces hauts faits, le général Herbillon répartit les places de caïds dans la région saharienne entre les membres de la famille Ben Gana.

En 1858-1859, lors d'une nouvelle insurrection dirigée par le marabout Si Saddok bel Hadj, les Ben Gana combattent les rebelles à Sidi Okba et pénètrent dans les montagnes des Aurès pour y réprimer les populations soulevées. En janvier 1859, Si Mohammed Sghir Ben Gana incendie la Zaouia de Si Saddok et razzie le village des Ahl Roufi. De 1859 à 1870, toute révolte ayant été écrasée, il peut se consacrer à l'administration de son caïdat. Mais en 1876, aux côtés du général Carteret, il participe avec ses goums à la répression du village d'El Amri[2].

En échange de ce zèle au service de la domination française, les Zibans sont mis en coupe réglée par les Ben Gana et leurs hommes de main.

En 1879, le maire de Biskra lui-même alerte le préfet du département de Constantine contre ces agissements. Chaque jour, les habitants des Zibans doivent fournir du couscous, de l'orge, alors que depuis trois ans le pays n'a produit ni blé ni orge. Sous le moindre prétexte ils sont condamnés à des amendes. Fréquemment ils doivent effectuer des corvées : transporter gratuitement des vivres, des matériaux. Afin d'échapper à cette tyrannie, certains cherchent à s'installer à Biskra. Pour l'en empêcher l'un d'eux est jeté en prison.

Le maire s'inquiète. « La colère gronde dans les cœurs. Leur état, d'après eux, est si pitoyable qu'ils préfèrent mourir plutôt que de mener une aussi misérable existence. Ils disent tout haut dans les mosquées et dans les cafés qu'ils n'ont plus rien à perdre puisqu'on leur a tout pris et que s'ils avaient déjà rencontré un homme pour se mettre à leur tête, ils auraient déjà pris les armes[3]. »

2. Notice nécrologique parue dans *Le Mobacher*, 27 octobre 1888.

3. Lettre du maire de Biskra au préfet du département de Constantine « au sujet du mouvement des esprits autour de Biskra », 21 mars 1879.

Des indigènes sont arrêtés, traînés sur des kilomètres, sous un soleil accablant, les mains liées dans le dos, puis jetés en prison et condamnés à payer des amendes, selon le bon vouloir des Ben Gana.

En juillet 1879, une commission d'enquête est instituée par le gouverneur civil de l'Algérie. Des indigènes se rendent à Batna pour lui apporter leurs témoignages sur les agissements des Ben Gana père et fils. Le cheikh Mohamed Ben El Hadj Ben Gana est accusé d'avoir assassiné un indigène à coups de bâton et une plainte est déposée auprès de l'autorité militaire. En vain.

« Il faut ou que M. le Gouverneur n'ait pas été mis au courant des affaires de notre pays ou que les autorités françaises redoutent les Ben Gana pour les y laisser encore maîtres et se rire des lois, de la justice et de l'autorité civile[4] », s'indigne le maire de Biskra.

En avril 1880, à la suite d'une crue de la rivière Sidi Okba, les habitants conviennent, selon l'usage, de remplir les réservoirs pour eux-mêmes et leurs bêtes. Mais un serviteur du cheikh décide d'accaparer toute l'eau et de la conduire sur les terres des Ben Gana. Les habitants du village s'y opposent. Dès le lendemain, venant de Biskra, des troupes ayant à leur tête le commandant supérieur des Territoires du Sud font une démonstration de force à proximité de Sidi Okba. Dans le même temps, une lettre du capitaine du Bureau arabe invite un certain nombre d'habitants à se rendre à Biskra où, dès leur arrivée, sans même être entendus, ils sont jetés en prison et accusés de rébellion. Apprenant cela, d'autres habitants de Sidi Okba viennent au camp militaire pour protester contre ces accusations et les arrestations opérées. Ils sont repoussés et, sur les indications du cheikh, plusieurs d'entre eux sont, à leur tour, arrêtés. Pour la plupart, il s'agit d'indigènes qui, devant la commission d'enquête, ont accusé le cheikh d'assassinat et de vols. Au total dix-huit habitants de Sidi Okba sont ainsi emprisonnés, sous l'accusation d'insurrection.

Pendant ce temps, des hommes de main du cheikh circulent dans les rues de Sidi Okba, obligeant les gens à signer une lettre du cheikh dénonçant les emprisonnés comme des « gens de désordre ». Ce dernier menace des indigènes : « Vous avez vu ce que j'ai fait de vos frères les prisonniers. Il faut que vous reveniez à moi et témoigniez en

4. Lettre du maire de Biskra au préfet du département de Constantine « au sujet de l'état des esprits dans les Zibans », 26 novembre 1879.

ma faveur en toutes circonstances ou bien je vous traiterai comme les autres. »

Quelques-uns lui doivent de l'argent. En échange d'une réduction de moitié de leur dette et d'un remboursement différé du reste, il leur demande d'aller déclarer au commandant supérieur que les emprisonnés sont de « mauvaises gens ». Il fait venir les autres habitants chez lui et leur propose de signer des attestations accusant de désordre les emprisonnés. Certains, effrayés, acceptent. D'autres refusent. Parmi ceux-ci, plusieurs, craignant des représailles, demandent asile à Biskra[5].

Le maire de Biskra dénonce ces faits au préfet de Constantine et s'insurge : « [...] D'honnêtes personnes gémissent en prison, victimes d'avoir cru à la parole de M. le gouverneur civil qui, dans son arrêté du 5 juillet 1879, prescrivant l'enquête, invitait les malheureux à venir déposer devant la commission institué par lui. Il s'agit maintenant de savoir si le gouverneur général de 1880 permettra de traiter en criminels ceux qui ont eu foi en sa parole de 1879, et qui ont dévoilé les actes d'une famille qui ne relèvent que de la justice criminelle ; je m'en suis assuré déjà en partie.

C'est le cœur navré que je vous parle de ces faits ; car jamais le mépris de la loi et de l'honnêteté n'ont été poussés à ce point[6]. »

Des mois plus tard, des indigènes de Sidi Okba, toujours réfugiés à Biskra, s'adressent « à l'excellent, le magnanime, le bien-utile Monsieur le Préfet de Constantine ». « La situation est que nous, gens de Sidi Okba, vos serviteurs, nous sommes dans le dénuement, la pauvreté nous étreint, nous ne possédons rien, nous ne nous occupons que de nous, nous cherchons à gagner notre subsistance, et errons dans tout le pays. Comment aurions-nous pu faire ce dont on nous accuse quand nous nous trouvons dans un tel état de faiblesse, quand nous n'avons pas commis cette action odieuse au temps où nous étions dans l'aisance [...] nous faisons appel à votre générosité, à votre bienveillance, pour que vous jetiez un regard sur nos frères incarcérés, que vous parliez pour eux et que vous ne les oubliez pas, car nous sommes vos serviteurs et nous n'avons que vous pour parler pour nous et nous aider contre ceux qui nous ont opprimés[7] ».

5. Lettre du maire de Biskra au préfet du département de Constantine, 27 mai 1880.
6. Lettre du maire de Biskra au préfet du département de Constantine, 10 mai 1880.
7. Lettre de Mohammed Ben Eddaïkha, Mohammed es Seghir Ben El Akkal, Mohammed es Seghir Ben El Bachir Ben Yahia, El Biskri Ben Moussa, Mohammed Ben Elletif, Messaoud Ben El Messaoud, Ben El Miloud Ben Ammar, Ibrahim Ben El Arbi, au préfet de Constantine, 2 septembre 1880.

Des décennies plus tard rien n'aura changé dans les Zibans. Le règne tyrannique de la famille Ben Gana s'y perpétuera selon les mêmes méthodes et toujours avec la complicité de l'autorité militaire.

C'est dans l'école du M'Cid que Maurice grandit. Sa sœur et lui-même sont à l'école comme au village les seuls enfants européens. Rien ne distingue apparemment Maurice des autres élèves : il parle l'arabe aussi bien qu'eux, partage leurs jeux, prend leurs manières, fraternise. Dès ce moment, il lie avec certains de ses camarades arabes une amitié qui ne cessera jamais.

Ses parents sont estimés et respectés dans le village. Très convaincus d'être investis d'une mission civilisatrice, ils exercent leur métier avec la plus grande ardeur et des générations de jeunes Biskris leur seront reconnaissants d'avoir pu émerger de la pauvreté ambiante grâce à ce qu'ils leur auront appris.

Étienne, pour avoir longtemps réfléchi aux méfaits de la colonisation envers les indigènes et au peu de perspectives qu'elle offre à ses jeunes élèves, pense que ceux-ci n'auront d'avenir, pour la plupart, que dans l'agriculture et il s'emploie à leur enseigner le travail de la terre. Joignant l'utile à l'agréable, il fait fréquemment ses cours sur les terrains où les élèves apprennent à planter et où il leur dispense de nombreuses leçons d'histoire naturelle. Le tableau noir n'est cependant pas négligé pour autant.

Jeanne, quant à elle, pratique avec conscience et passion un enseignement plus traditionnel. C'est une excellente institutrice, plus redoutée par les enfants que son mari, qui obtient de très bons résultats.

Selon Étienne, « il faut laisser à l'enfant le temps de vivre son enfance », et c'est ainsi que ses propres enfants n'apprennent à lire et à écrire qu'à l'âge de huit ans et évoluent jusque-là en parfaite liberté. Leur père est passionné par la recherche (botanique notamment), l'invention, la création. Il fabrique un aéroplane qu'il tente de faire décoller. Les Arabes du douar, qui apprécient son originalité, sont venus pour assister à l'événement. Jeanne et les deux enfants attendent impatiemment qu'Étienne s'envole. Très fièrement, il est installé devant le manche à balai ; l'avion s'élance, fait un bond et achève sa course dans des herbes à chameaux... Le voyant quelque peu vexé de cet envol raté, Jeanne, pour le réconforter, s'exclame : « Il a quand même fait un bond ! »

Dès qu'il atteint l'âge de la retraite, Étienne se retire de l'enseignement pour s'adonner, fidèle à ses origines terriennes, à l'agriculture. L'administration lui concède une terre à une quarantaine de kilomètres de Biskra, au sud de Sidi Okba, au douar Saâda. Il bâtit d'abord lui-même la demeure familiale avec des toubes, selon la tradition des villages du sud algérien, puis se livre à une étude approfondie des possibilités de création d'une plantation de palmiers dattiers et à l'expérimentation de nouvelles méthodes de culture dont il communique les résultats au service agronomique du gouvernement général. Il fait procéder au forage d'un puits artésien. Quelques ouvriers de la région sont employés sur ses chantiers. C'est ainsi que, finalement, il se trouvera à la tête d'une plantation de moyenne importance comptant deux mille palmiers sur laquelle travailleront des ouvriers saisonniers. Mais il lui faudra attendre quelque dix années avant que la palmeraie n'entre en production, dix années durant lesquelles les Laban se lanceront dans l'élevage de moutons afin de pallier aux dépenses d'exploitation.

Un peu plus tard, Jeanne prend également sa retraite d'enseignante et vient vivre à Saâda où elle se révélera aussi âpre envers les travailleurs qu'elle l'a été avec elle-même dans sa jeunesse. Tandis qu'Étienne se mêle aux gens du douar, leur parle et les écoute avec mansuétude, elle se montre méfiante à leur égard mais est, par ailleurs, capable de gestes de pitié quand leur misère est trop voyante.

De son père, Maurice hérite l'esprit de recherche et d'invention ainsi que la perspicacité et l'humour. De sa mère, il tient l'opiniâtreté et l'esprit combatif.

Dans le Sud, il connaît une enfance heureuse qui devient comme un paradis perdu lorsqu'il doit partir au lycée de Constantine, à l'âge de douze ans. « Le lycée, ma première prison », écrira-t-il plus tard, repensant avec nostalgie à son enfance. « Elle était toute de liberté, d'activité, de joie et pourtant aussi de sérieux », se souviendra-t-il. « Tout ce qui vient après est teinté de gris et de noir. »

Élevé jusque-là dans la liberté, familier du village, des gens et des bêtes, il découvre la discipline au lycée. Vivant parmi les enfants arabes, Maurice en a adopté les manières. Il se tient à l'écart des autres enfants européens venus de Biskra qui ne lui adressent pas la parole et que, pour sa part, il ne cherche pas à fréquenter. Il ne se sent tout simplement pas de leur monde. Durant les sept années qu'il passera au lycée de Constantine, jamais, par exemple, il n'adressera la parole à

l'un de ses condisciples, futur maire de Biskra. Il s'y fera en revanche des camarades qui l'accompagneront tout au long de sa vie : Simon Kalifa, issu d'une famille juive de Batna ; Bernard Sportisse, lui aussi d'une famille juive de Constantine et dont le frère aîné, Lucien, instituteur, est un militant communiste de premier plan qui sera révoqué puis emprisonné pour propagande parmi les indigènes ; enfin et surtout Georges Raffini. En 1933-34, ils vont former ce qu'ils appellent un groupe d'étudiants communistes. À Biskra, peut-être fait-il la connaissance d'un cheminot communiste, Dominique Rossi, muté en 1930 par mesure disciplinaire.

Lors des vacances scolaires, Maurice retourne à Saâda, et, là, prend conscience que, sans être riches, ses parents sont devenus de petits colons et se comportent comme tels. Il se rend compte de la modicité des salaires payés aux ouvriers, ce qui lui devient de plus en plus insupportable et il va jusqu'à susciter des grèves sur le chantier, les conduisant face à ses parents. Le père et le fils s'opposent alors vivement sans que cependant cela les mène jusqu'à la rupture. Maurice réalise que pour ses parents les Arabes sont des êtres inférieurs qu'ils ont pour mission de civiliser et que si les rapports qu'ils ont avec eux s'ouvrent quelquefois sur la pitié et la générosité, ils sont toujours empreints de paternalisme.

Ces désaccords ne vont pas jusqu'à remettre en cause les profonds liens d'affection l'unissant à ses parents.

Maurice ouvre également les yeux sur les injustices qui règnent dans la région, en particulier sur la tyrannie du bachagha Bouaziz Ben Gana que l'on nomme aussi Cheikh El Arab. Celui-ci s'approprie, selon son bon vouloir, palmiers et chèvres appartenant aux paysans arabes. Quand il visite un jardin, il observe les palmiers, repère les plus productifs et les fait marquer à la chaux, ce qui signifie que leur récolte sera pour lui. Il procède de même pour le bétail.

Maurice devient bachelier peu avant ses vingt ans et, comme il montre des dispositions particulières pour les sciences et spécialement pour la chimie, son père, qui a de l'ambition pour lui, décide de l'envoyer à l'École d'ingénieurs de Marseille. Mais, là-bas, Maurice ne se plaît pas, l'enseignement qu'il reçoit ne lui convient pas. « Les études n'étaient pas aussi sérieuses que je le voulais », dira-t-il plus tard. Au bout de quatre mois, à la fin de l'année 1934, il quitte cette école.

De retour en Algérie, il passe les huit premiers mois de l'année 1935 sur la propriété de ses parents où il dirige les travaux. À la rentrée universitaire de 1935, il part pour Alger où il est étudiant à la faculté des sciences durant un an.

Au cours de ces années, le docteur Mohamed Chérif Saâdane est, à Biskra, le principal opposant au bachagha Ben Gana. Proche du docteur Bendjelloul et de Ferhat Abbas, il fait partie de ces notables musulmans qui revendiquent alors des réformes améliorant le sort de la population indigène, tant sur le plan économique que sur celui des droits, sans pour autant contester l'appartenance de l'Algérie à la France. À cette époque, en effet, seuls les nationalistes révolutionnaires du parti de la Glorieuse Étoile nord-africaine que dirige Messali Hadj ainsi que les communistes défendent l'idée d'indépendance de l'Algérie.

En mai 1934, le docteur Saâdane prend, à Biskra, la tête d'un puissant mouvement de protestation contre des projets mettant en cause l'enseignement de l'arabe, la liberté religieuse et la presse musulmane. Un rassemblement de six mille personnes se tient à Biskra, sous sa présidence. Un télégramme est adressé au gouvernement : « Population musulmane de Biskra représentée par délégués de toutes classes au nombre de 6 000 a manifesté publiquement dans le calme, sa stupeur indignée contre propositions soumises à Commission interministérielle Affaires musulmanes Paris, concernant culte musulman, enseignement privé, langue arabe et liberté presse par haut fonctionnaire intéressé et pseudo-délégués indigènes notoirement incompétents et non qualifiés à tout point de vue Stop. Compte sur esprit honnête et libéral gouvernement central pour déjouer attentat contre maigres libertés indigènes algériens Stop. Avec douleur signale que Haute administration algérienne loin travailler pour apaisement nécessaire semble provoquer population pacifique et loin vouloir étendre libertés et favoriser réformes semble jeter suspicion sur cette population pacifique, qui si elle est profondément attachée à sa langue et à sa croyance est confiante en la France et ses destinées[8] ».

En octobre 1934, le docteur Saâdane est triomphalement élu conseiller général de Batna-Biskra, avec 2 145 voix sur 2 776 suffrages exprimés.

8. Voir Mahfoud Kaddache, *Histoire du nationalisme algérien*, p. 298, SNED, 1981.

Le 9 octobre, une bagarre éclate à Biskra, révélatrice de l'état d'esprit qui se propage. Elle oppose des spahis et des civils musulmans à des tirailleurs sénégalais. Un officier français intervient et tente d'arrêter deux soldats indigènes. Les civils, armés de bâtons et de planches cloutées arrachées à des caisses, lui lancent des cris hostiles. « Frappez l'officier et sauvez-vous. C'est un sale Français. Nous sommes là pour vous protéger », disent-ils aux soldats indigènes.

Le 5 mai 1935 a lieu l'élection des conseillers municipaux au titre indigène. La loi du 4 février 1919 exclut du droit de vote la très grande majorité des Arabes : il n'y a à Biskra que 1 300 électeurs indigènes. Le docteur Saâdane constitue une liste d'union « franco-musulmane » avec plusieurs notables de la ville : le docteur Chatenier, Louam Mohammed, Charles Codron, Djoudi Saïd, Bigillon Théodore, Safer Larbi, René Gueirard. Ce dernier est avocat, les autres sont médecins ou commerçants. Plusieurs sont officiers de réserve, l'un d'entre eux est chevalier de la Légion d'honneur.

À cette liste s'oppose celle du bachagha Bouaziz Ben Gana.

La veille du scrutin, les candidats de la liste Saâdane ont adressé un télégramme au préfet de Constantine afin de dénoncer les menaces et pressions exercées par le bachagha[9]. Celui-ci a, par exemple, ordonné aux cheminots indigènes, électeurs, de voter à bulletin ouvert pour sa liste, les menaçant de révocation s'ils n'obéissent pas.

Le déroulement du scrutin à la mairie est marqué par des trucages multiples et des violences. Alors que le docteur Saâdane proteste contre la manière irrégulière dont a été constitué le bureau formé exclusivement de partisans du bachagha, il est expulsé par des policiers sur l'ordre du maire, Cazenave, puis gardé à vue. Pendant ce temps, dans les couloirs de la mairie, les électeurs sont fouillés par des agents de police et des candidats de la liste Ben Gana qui leur retirent les bulletins de vote en faveur de la liste Saâdane dont ils sont trouvés porteurs. Dans la salle de vote, agissant sous les ordres du bachagha, des agents de police, des membres de la famille Ben Gana, des employés municipaux, contraignent les électeurs à voter à bulletin ouvert hors de l'isoloir. Le bachagha remet aux électeurs une enveloppe renfermant un bulletin. Alors qu'un vieillard, porteur d'un bulletin de la liste Saâdane,

9. Archives de la France d'outre-mer.

veut pénétrer dans l'isoloir, le bachagha lui arrache le bulletin et lui crache au visage. Le maire, présent, n'a pas un mot de réprobation. Voulant protester, le docteur Chatenier, candidat de la liste Saâdane, est frappé en pleine poitrine. De nombreux électeurs refusent de voter dans de telles conditions mais y sont pourtant obligés par les agents de police. Plusieurs de ceux qui refusent de leur obéir sont incarcérés.

Le dépouillement du scrutin s'effectue en la seule présence du bachagha, du maire et de leurs comparses. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que sur 813 suffrages exprimés, 804 le soient en faveur de la liste Ben Gana.

Le 22 mai, le docteur Saâdane et ses colistiers écrivent au ministre de l'Intérieur, Marcel Régnier, pour lui demander qu'une enquête soit menée et des sanctions prises mais aucune suite n'est donnée et le conseil de préfecture de Constantine validera l'élection municipale des conseillers indigènes de Biskra, couvrant ainsi les agissements du bachagha Ben Gana [10].

Le 28 juin, deux cents délégués des anciens combattants et notables musulmans de Biskra se rendent à Constantine et demandent à être reçus par le préfet.

Finalement, huit d'entre eux, trois mutilés de guerre, un ancien combattant, quatre notables, sont entendus par un représentant du Préfet à qui ils font part de leurs doléances.

«Nous sommes, journellement, victimes de menaces, d'injures, de brimades, de vexations de toutes sortes, de la part des agents de la Police municipale de Biskra. Lorsque nous essayons de nous expliquer ou de nous faire comprendre, nous sommes jetés en prison sans aucune considération pour notre qualité de mutilés ou de notables.

Nous avons cependant versé notre sang pour la France, sommes prêts à donner notre vie pour elle et nous ne pouvons nous expliquer ni admettre le traitement qui nous est infligé dans une ville française, soumise aux lois françaises, mais qu'administre un clan politique qui nous est hostile, qui ne cesse de nous tracasser, au nom de la France.

10. Lettre du docteur Saâdane, conseiller général Batna-Biskra; Louam Mohammed Salah, ancien conseiller général, ancien conseiller municipal, chevalier de la Légion d'honneur; Saïd Sjoudi, ancien conseiller municipal; docteur Chatenier, médecin oculiste, officier de réserve, Gueirard René, avocat, officier de réserve; Safer Larbi, publiciste, naturalisé français; Bigillon Théodore, directeur d'agence touristique; Charles Codron, industriel; à Monsieur le ministre de l'Intérieur, 22 mai 1935.

"Nous sommes, disent-ils, les Maîtres absolus de ce Pays, des bords de la Mer à Biskra. Nul ne peut et ne doit échapper à notre autorité, consacrée par M. le Gouverneur Général et M. le Préfet. "

Naguère, certains de nos partisans furent jetés en prison pour avoir crié dans la rue: "Vive Bendjelloul-Vive Saâdane".

Cela est intolérable et nous protestons contre cette atteinte à la liberté individuelle.

Nous avons déjà élevé notre voix pour protester contre ces faits révoltants. Nous nous sommes adressés à M. le Ministre de l'Intérieur, à M. le Gouverneur Général, à vous-même, à la Justice. L'information ouverte par celle-ci n'a donné aucun résultat et nos réclamations sont demeurées vaines.

Notre religion, elle-même, n'est pas épargnée. Une prostituée juive, du nom de Hana, en état d'ébriété et encouragée par l'attitude hostile des représentants de l'autorité à notre égard, s'adressant à nous, a insulté, il y a quelques jours, la religion musulmane et le meilleur des Musulmans.

Les règlements sur la police des mœurs ne sont ni appliqués, ni respectés dans cette ville où la liberté la plus grande, mais la plus choquante et la plus révoltante, est laissée aux prostituées.

Nous sommes poursuivis impitoyablement par le fisc et des saisies sont opérées à l'encontre de ceux qui ne peuvent payer.

Vous savez cependant que nous avons été victimes de la grêle, que la récolte des dattes a été nulle, que des dégrèvements ont été accordés aux indigènes du Territoire du Sud et que nous n'avons pas bénéficié de cette mesure de clémence.

Nos partisans et sympathisants indigents, malgré nos démarches et nos protestations, ont été exclus sans pitié des Chantiers de Charité.

Nous sommes méprisés, bafoués, traqués, provoqués et brimés, uniquement parce que nous sommes du Parti du docteur Saâdane et que nous ne voulons pas nous plier aux exigences et bon vouloir de certains dirigeants indigènes, notamment MM. Debabeche et Cheik El Arab.

Cette situation ne doit pas durer et nous venons vous demander d'y mettre un terme en procédant à une enquête sur place. Nous vous fournirons la preuve de tous ces faits avancés et que nous vous signalerons [11]. »

11. «Doléances de la Délégation indigène de Biskra composée des nommés: Hamlaoui Aissa Ben El Hadj, mutilé de guerre; Amraoui Brahim Ben Mohammed, mutilé de guerre; Khemla Tayeb Ben Mohammed, mutilé de guerre; Lamoudi Bachir Ben Youcef, ancien combattant; Ghemri Mohammed Ben Ahmed, notable; Houhou Hafnaoui Ben Mokhtar, notable; Remadna Salah Ben Hafnaoui, notable; Ben Bessem Mahmoud Ben Amar, notable», 28 juin 1935.

La popularité grandissante du docteur Saâdane, placé sous une surveillance policière très étroite, inquiète les autorités coloniales. C'est ainsi que dans un rapport au Gouverneur général de l'Algérie, le préfet de Constantine écrit: « [...] En sa qualité de médecin, le Docteur Saâdane touche de très près les Indigènes et acquiert, dans les intérieurs, une notable influence grâce aux guérisons obtenues et que, naïvement, les Indigènes imputent à un don miraculeux [...] [12] ».

Jusqu'à la fin de l'année 1934, il n'existe aucune organisation communiste à Biskra ou Batna. Un an plus tard, une activité communiste commence à se développer, en particulier parmi les cheminots. Le commissaire de police de Biskra, qui observe attentivement la situation, s'inquiète de la perspective d'une implantation communiste parmi les indigènes. «Leur activité s'exercera surtout et presque exclusivement sur la masse indigène, qu'ils auraient déjà sondée, écrit-il au Préfet. Leurs chances de succès actuelles sont réelles. Ils paraissent avoir de nombreux atouts dans leur jeu : crise économique, misère du fellah, propagande subversive à laquelle les milieux indigènes de Biskra sont soumis. Les indigènes retrouveront dans la doctrine communiste de nombreux points communs avec l'enseignement qu'ils reçoivent de certains agitateurs : émancipation, conditions de vie meilleures, misère diminuée, propagande antifrançaise ou tout au moins anti-administrative [...] Enfin, pour tout envisager et tout prévoir, on est en droit de se demander si les communistes de Biskra ne seront pas aidés, non seulement d'une manière fortuite, mais d'une façon personnelle et efficace par le Docteur Saâdane [...] Étant donné l'état d'esprit des indigènes il est à craindre que les idées communistes soient bien accueillies parmi eux et qu'elles rallient très rapidement de nombreux adhérents [...] [13] ».

En cette fin d'année 1935, les partisans du colonel de La Rocque sont nombreux à Biskra : la section des Croix-de-Feu y est forte de cinquante membres et celle des Volontaires nationaux d'une centaine.

Dans le camp opposé, un Front populaire se met sur pied.

En 1936, l'organisation communiste à Biskra s'est suffisamment développée pour constituer un Rayon de la Région algérienne du Parti

12. Archives de la France d'outre-mer.

13. Rapport du commissaire de police de Biskra au préfet de Constantine, novembre 1935.

communiste français. En septembre 1936, à la veille même de la création du Parti communiste algérien, le Rayon de Biskra est fort de cent dix militants, indigènes pour la plupart. Les principaux cadres communistes de Biskra sont alors algériens : Debabeche Rachid, Debabeche Mahmoud, Gozli Daha, Ben Lakehal.

C'est précisément en ce mois de septembre 1936 que Maurice adhère au Parti qui, dans quelques jours, va, officiellement, cesser d'être une Région du PCF pour devenir le Parti communiste algérien. « J'ai adhéré au parti lors de sa formation chez moi, en septembre 1936 », écrira-t-il plus tard et il expliquera ainsi les motivations de son adhésion : « J'ai adhéré au parti parce que j'ai gardé l'esprit de classe de mes parents, surtout de ma mère, issus tous deux de familles paysannes très pauvres et travailleuses ; j'y ai adhéré parce que, ayant vécu plus en contact avec les indigènes des campagnes qu'avec les Européens, je suis anticolonialiste acharné et proarabe, parce que je sens la nécessité de la formation d'une Nation algérienne délivrée de l'esclavage économique où elle se trouve vis-à-vis des capitaux et de l'industrie français ; parce que je suis pour le progrès et la libre expansion de l'individualité de chacun, parce que je ne veux plus d'une société où l'on étouffe et où peu à peu l'immense majorité de la population se trouve rejetée dans la misère et l'esclavage [14]. »

C'est Rachid Debabeche, secrétaire du Rayon de Biskra, qui, selon la terminologie de l'époque, « recommande » Maurice au Parti.

Rachid Debabeche est issu d'une grande famille de Biskra, dont une partie est liée à l'administration coloniale. Un de ses oncles est conseiller général. Pourtant, plusieurs des frères Debabeche, qui ont été des élèves d'Étienne Laban, sont devenus communistes. Le plus connu d'entre eux est Ali. Ancien employé de commerce, il est devenu, en 1934, l'un des dirigeants de la Région algérienne du PCF. En cette année 1936, il a été élu secrétaire du comité constantinois pour la réunion du Congrès musulman algérien, aux côtés notamment du Cheikh Ben Badis et du docteur Bendjelloul. Rachid, quant à lui, a le même âge que Maurice ; ils sont allés ensemble à l'école indigène. Très jeune il a adhéré au Parti communiste. Employé communal, il a été licencié pour ses activités politiques. À Biskra, c'est principalement avec lui que Maurice va militer.

14. Biographie de Maurice Laban rédigée le 22 mars 1939.

Le Parti communiste est alors en pleine expansion en Algérie. Ses effectifs sont, en effet, passés de cent cinquante militants, européens pour la plupart, en 1935, à cinq mille. Parmi ces nouveaux adhérents se trouvent de nombreux Algériens.

L'activité communiste est supervisée par celui que l'on ne connaît alors que sous le nom de Jean Barthel et qui se nomme en réalité Jean Chaintron. Instructeur du comité central du PCF, celui-ci est arrivé en Algérie en septembre 1935, avec pour mission de créer le Parti communiste algérien. Mais, à son insu, il se trouve aussi au cœur d'un conflit larvé, dont les données sont encore peu perceptibles, qui oppose deux dirigeants du PCF, Maurice Thorez et André Ferrat et qui se conclura, en 1937, par l'exclusion du Parti de ce dernier sous l'accusation fallacieuse mais alors définitive de « trotskysme ».

Concernant l'Algérie, André Ferrat, qui dirige la commission coloniale du PCF, met nettement l'accent sur l'anticolonialisme, le droit à l'indépendance, l'arabisation du parti tandis que Maurice Thorez donne la priorité absolue à l'antifascisme. Pour l'un la revendication de l'indépendance doit rester prioritaire, pour l'autre elle se trouve désormais reléguée au second plan.

En 1935, André Ferrat a rédigé une circulaire interne définissant ainsi la politique communiste en Algérie : « Notre politique doit être déterminée par le fait que dans notre pays, la nation opprimée doit lutter contre l'impérialisme oppresseur [...] La nation française n'est pas la nation du peuple d'Algérie. C'est une nation étrangère au peuple d'Algérie, c'est une nation oppressante. C'est la nation de l'impérialisme qui, par le fer et par le feu, s'est annexée l'Algérie et qui courbe sous l'esclavage la nation algérienne. »

Barthel approuve cette orientation mais il partage aussi le souci du rassemblement antifasciste que Maurice Thorez lui a donné pour mission de réaliser. « Je ne vis là qu'une question de forme quand en réalité on touchait à l'essentiel, écrira-t-il plus tard. Ainsi je participais sans m'en rendre compte à la pratique du double jeu, sous couvert de la dialectique léniniste selon laquelle la "partie peut être parfois en contradiction avec le tout". C'était à dessein que la direction du Parti envoyait en Algérie un secrétaire de la région parisienne rompu à l'antifascisme et non un spécialiste de l'anticolonialisme [15]. »

15. Voir Jean Chaintron, *Le vent soufflait devant ma porte*, Le Seuil, 1993.

Lors du Front populaire, en juin 1936, s'est tenue à Alger la première réunion du Congrès musulman algérien rassemblant la Fédération des élus, les oulamas, les socialistes, les communistes. Le Congrès revendique l'égalité, le rattachement à la France, la représentation parlementaire. Les nationalistes de l'Étoile nord-africaine, tenus à l'écart, sont désormais les seuls à revendiquer l'indépendance.

Le docteur Saâdane devient membre du comité exécutif du Congrès musulman et, en juillet 1936, il fait partie de la délégation du Congrès qui se rend à Paris où elle est reçue par Léon Blum.

Le 2 octobre 1936, Barthel vient à Biskra pour y rencontrer les militants locaux et tenir un meeting. Le maire de Biskra ayant refusé de fournir une salle municipale, la réunion publique se tient au siège local du parti, en présence d'une centaine d'auditeurs, Juifs et Arabes pour la plupart.

Barthel parle en particulier des événements d'Espagne, critique le gouvernement Blum qui a refusé son aide au gouvernement espagnol et appelle à la solidarité avec la République. Il exhorte ses auditeurs à unir leurs efforts contre le fascisme.

En ce début d'octobre 1936, Maurice est à Biskra. Le 10 octobre, une réunion se tient dans le local du Parti, sous la présidence de Ben Lakehal, employé aux PTT, en présence d'une soixantaine de personnes. L'assistance est composée en majorité d'indigènes mais elle compte également des Juifs. Maurice prend la parole le dernier et appelle à renforcer l'union de tous les travailleurs contre le fascisme. La séance est levée après une *Internationale* en français et en arabe [16].

Quelques jours plus tard, les 17 et 18 octobre 1936, se tient à Alger le congrès constitutif du Parti communiste algérien, dans un sous-sol

16. Dans son rapport au préfet du département de Constantine, le 12 octobre 1936, le commissaire de police de Biskra écrit, au sujet de Maurice Laban : « Faisant la critique du fascisme, il dit qu'il s'était affilié au Parti social-français, mais qu'il en était sorti plus communiste qu'auparavant, car dans toutes les réunions de ce parti on n'entendait que des paroles de haine contre les juifs et contre les indigènes. »

Cette affirmation du commissaire selon laquelle Maurice Laban aurait dit avoir été « affilié au Parti social-français » (le nouveau parti du colonel de La Rocque, créé après la dissolution des Croix-de-Feu par le gouvernement de Léon Blum en juin 1936), appelle les plus extrêmes réserves. Dans sa biographie rédigée en mars 1939 pour la section des cadres du PCF, à la question « Avez-vous été membre d'un autre parti avant votre adhésion au PC ? », Maurice Laban répond : « Je n'ai jamais appartenu à un autre parti que le PC. » Il est impensable que Maurice Laban ait fait une telle réponse s'il avait effectivement reconnu publiquement avoir appartenu au PSF, ce qui était très aisément vérifiable auprès des communistes de Biskra et spécialement de Rachid Debabeche qui avait parrainé son adhésion.

de Bab El Oued. Ce quartier populaire, à forte population originaire d'Espagne, est alors assez favorable au Parti : en avril 1936, Barthel y a obtenu 3 994 voix.

Maurice est l'un des délégués de Biskra à ce premier congrès, en compagnie notamment de Rachid Debabeche.

La direction du PCF y est représentée par l'un de ses trois secrétaires nationaux, Marcel Gitton. Le comité central est majoritairement composé de communistes arabo-berbères. Ben Ali Boukort et Amar Ouzegane en sont les principaux dirigeants, aux côtés, provisoirement, de Barthel. Élie Mignot, un communiste français, va également jouer auprès d'eux un rôle important.

Un Manifeste est adopté à l'unanimité, définissant la politique du PCA. La formulation explicite de la revendication d'indépendance en est absente.

« Nous luttons pour un sort meilleur dans l'immédiat.

Nous ne dissimulons pas ni n'abandonnons à aucun moment notre but final, qui est de libérer notre peuple d'Algérie de l'oppression impérialiste, féodale et capitaliste. Mais nous ne sommes pas des partisans du faux principe du "tout ou rien". Nous avons au cœur l'intérêt de notre peuple dont nous voulons alléger les souffrances et auquel nous voulons épargner les vaines aventures. Nous travaillons donc à améliorer immédiatement le sort des populations laborieuses européennes et arabo-berbères d'Algérie [...] Et si nous secouons les chaînes d'annexion et d'oppression qui nous ligotent à la France impérialiste, c'est pour créer de solides liens de fraternité qui uniront librement notre peuple au grand peuple frère de France, dans une communauté d'intérêts pour réaliser, aux côtés d'une France libre et heureuse, une Algérie libre et heureuse. »

Peu de temps après, Maurice quitte l'Algérie pour la France afin d'y poursuivre ses études. Ses relations avec ses parents sont alors au plus bas ; son père décide de lui couper les vivres.

II

L'ESPAGNE

Arrivé à Paris le 5 novembre 1936, Maurice y retrouve son camarade de lycée Simon Kalifa. Celui-ci habite une petite chambre au quartier Latin. Il lui offre l'hospitalité et partage avec lui le peu d'argent dont il dispose.

Maurice suit des cours de chimie à la Sorbonne mais prend part tout de suite au mouvement antifasciste. Le 22 novembre, il participe à la manifestation du Front populaire appelée après le suicide, quatre jours plus tôt, du ministre de l'Intérieur, le socialiste Roger Salengro, député-maire de Lille, victime des campagnes de calomnie menées contre lui par la presse fascisante et particulièrement le journal *Gringoire*. De la Bastille à la Nation, une foule nombreuse manifeste « pour la suppression de la presse infâme et la dissolution des ligues factieuses ; contre le fascisme qui a tué Roger Salengro et qui accumule les ruines et les deuils en Espagne ». La bataille pour la défense de Madrid, attaquée par les troupes franquistes, fait, en effet, alors rage. Tandis que Franco bénéficie du soutien de Hitler et de Mussolini, les démocraties occidentales ont décrété le blocus de l'Espagne, interdisant ainsi tout soutien à la République espagnole. Les manifestants crient « À bas le blocus ! », « Des canons, des avions pour l'Espagne ! »

Quelques jours plus tard, à Clichy, un ouvrier gréviste, Tahar Acherchour, originaire de Kabylie, est assassiné d'un coup de feu tiré par son patron, membre du Parti social français. Des dizaines de milliers de personnes participent à ses obsèques.

Très vite, Maurice se porte volontaire pour les Brigades internationales qui viennent d'être créées au mois d'octobre. Il s'y engage aux côtés de Simon Kalifa. Ils font ainsi partie des quelque deux cents natifs d'Algérie qui vont combattre aux côtés de la République espagnole entre 1936 et 1939. En ce début décembre 1936, cinq mille soldats hitlériens débarquent à Cadix.

Le 4 décembre 1936, Maurice écrit à ses parents. « [...] Laissez-moi d'abord vous dire que, comme vous le pensez, je dois être un peu détraqué au point de vue cérébral. Aussi ne vous étonnerez-vous pas de la décision que j'ai prise et que je vais mettre à exécution. J'espère qu'après cela je serai guéri moralement. Voilà : je pars en Espagne ce soir. Mais rassurez-vous ! Soyez tranquilles ! Il est très probable que je ne combattrai pas, car je n'ai pas fait mon service ni de préparation militaire. Comme on me l'a expliqué il vaut mieux pour les Espagnols que je serve suivant mes capacités, c'est-à-dire dans une usine chimique probablement, ou pour diriger des travaux [...] Les Espagnols n'ont besoin que de spécialistes : ils ont plus de 300 000 hommes sous Madrid. Ils n'auraient donc que faire de ma personne, en tant que simple soldat, ou même autre chose d'analogue. Soyez donc bien tranquilles : je ne risque rien. Je vous écrirai d'ailleurs très souvent. Ne croyez pas non plus que j'abandonne mes études : je viens de m'immatriculer à la fac des sciences, et je compte passer en juin mes examens de chimie générale et mathématiques générales. J'estime en effet que d'ici deux mois la guerre sera finie. Après la guerre, si nous triomphons, je resterai peut-être en Espagne. Sinon je reviendrai en France. Je voudrais que vous compreniez que cette "aventure" me sera salutaire et qu'à cette révolution correspondra en moi une autre révolution, celle des forces qui détraquent mon esprit parce qu'elles sont divergentes. Je suis sûr qu'après cela, je serai plus calme, plus normal, car j'en conviens, je suis un peu anormal, et c'est pour cela que je pars [...] Le convoi part ce soir. Nous sommes très nombreux. Nous triompherons, surtout si on lève le blocus. »

Il part avec, en poche, une boussole que son père lui a autrefois offerte. Ce jour-là, Madrid est bombardée.

Arrivé en Espagne le lendemain, il rejoint Albacète où se trouve le quartier général des Brigades internationales. Il est alors sans doute affecté à la 13e brigade, formée en quinze jours sous le commandement du général Gomez. Dès le 19 décembre, la Brigade est envoyée

au combat en Aragon, à proximité de Teruel, occupée par les troupes franquistes, avec pour mission de soulager le front de Madrid. Les hommes de la 13e brigade sont mal équipés, mal armés ; les munitions sont mauvaises, les canons usés. Néanmoins, le 27 décembre, les Internationaux attaquent sur la route Alfambra-Teruel et enlèvent les hauteurs dominant Teruel. Des renforts parviennent aux fascistes qui disposent d'un matériel puissant et d'un ravitaillement abondant. Du 28 au 31 décembre, la 13e brigade attaque sans répit et prend pied dans les premières maisons de Teruel mais ne peut s'y maintenir. Les pertes sont considérables : la moitié des effectifs de la Brigade est décimée. Les combattants s'enterrent, organisent leurs positions. Fin janvier 1937, même si Teruel demeure aux mains des franquistes, la 13e brigade a rempli sa mission : soulager le front de Madrid en obligeant les franquistes à y prélever des effectifs [1].

C'est au cours de ces terribles combats de Teruel que Maurice est gravement blessé, au mois de janvier 1937 : une balle lui fracture le fémur. Évacué vers l'hôpital de Castellon, il est opéré par un chirurgien américain. La jambe fracturée doit être raccourcie.

Le 15 février 1937, Maurice écrit à ses parents dont il est sans nouvelles. « La blessure s'est refermée complètement du côté où la balle est entrée dans la cuisse. De l'autre côté, cela va bien mieux et la plaie se referme peu à peu. Quant à la fracture, elle commence à guérir et les os se soudent. Mais c'est une question de temps, et je ne pourrai me lever que vers le début d'avril. Au début, je n'aimais pas sentir ma jambe dans un appareil. Maintenant, j'ai fini par m'y habituer et je n'y fais plus attention. Je suis très bien soigné et très bien nourri. Le seul inconvénient est d'être obligé, à cause de la fracture, de rester toujours au lit, sans pouvoir changer de position. Les camarades espagnols (je suis en effet dans un hôpital espagnol et non de la colonne internationale) sont très aimables et très chics. Ils font tout ce qu'ils peuvent pour me faire plaisir, et m'apportent toutes sortes de choses : oranges et mandarines, rhum, fruits confits, bière, etc. Ici, tout le monde a le sourire, sauf bien entendu ceux qui souffrent trop [...] J'ai appris ces

1. Voir *Épopée d'Espagne, Brigades internationales – 1936-1939*, édité par l'Amicale des anciens volontaires français en Espagne républicaine, 1956. Voir également de Rémi Skoutelsky, *Les Volontaires français en Espagne républicaines – 1936-1939*. Thèse pour le doctorat d'histoire-Université Paris I Panthéon Sorbonne, Centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme, 1996.

jours-ci la prise de Malaga par les fascistes. Bien que la ville soit importante, cet événement aura eu pour nous des conséquences assez heureuses. D'une part, il aura contribué à ouvrir les yeux à ceux qui croient (ou font semblant de croire) à l'efficacité du blocus et de la non-intervention. D'autre part, il aura amené le gouvernement républicain à prendre une mesure fort efficace et d'une très grande importance : la mobilisation générale. Jusqu'ici, nous avions sur les fascistes un assez grand avantage numérique. Après la mobilisation générale (elle n'est pas encore faite, mais on en parle sérieusement), nous aurons un avantage numérique écrasant. Ici, nous sommes sûrs de la victoire. Depuis que Franco a échoué devant Madrid, maintenant absolument imprenable, on a pu considérer les fascistes battus. Ils ne peuvent continuer la guerre que grâce aux interventions étrangères, mais ils ne font que reculer leur défaite. Car la situation a changé depuis le début où il n'y avait que pagaïe et où il fallait se battre avec des fusils contre des tanks et des avions. Maintenant je lis tous les jours sur les journaux espagnols des communiqués comme celui-ci : "18 avions survolent Madrid pour bombarder la ville. 12 avions gouvernementaux leur livrent bataille. Quelques moments après 7 avions fascistes étaient tombés et les autres en fuite. Aucun de nos avions endommagé." Bien entendu, ce ne sont pas tous les jours des victoires comme celle-ci. Mais notre aviation, bien que moins nombreuse que l'aviation fasciste (l'Italie et l'Allemagne sont si proches !) fait des merveilles et, qualitativement, est de beaucoup supérieure à l'aviation fasciste. Nous, qui avons combattu sur les champs de bataille et pu apprécier les qualités des adversaires, nous sommes sûrs de vaincre. Ce n'est pas la prise de Malaga qui sauvera les fascistes : leur échec devant Madrid les a perdus. Et puis le temps travaille pour nous. Chaque jour, nos principales infériorités par rapport aux fascistes (manque d'organisation, manque de cadres et d'armes, qualité des troupes), tendent à disparaître. Maintenant, le moral est bien meilleur chez nous que chez eux (beaucoup de déserteurs). Le courage, la combativité sont également bien plus grands chez nous. Enfin, au point de vue ravitaillement, nous ne manquons de rien non plus. Nous sommes très bien nourris et très bien vêtus. Comme vous le voyez, la victoire finira par venir. L'intervention des puissances fascistes la reculera un peu. Malgré tout nous vaincrons [...] De votre côté ne soyez pas inquiets si vous ne recevez pas de lettre de moi de long-

temps. Les lettres peuvent se perdre. Surtout n'allez pas croire ceux qui, périodiquement, font courir le bruit de ma mort. »

Maurice est envoyé en convalescence à Bénicassim, près de Castellon, où il demeure à la villa Rosa Luxemburg, à une trentaine de mètres d'une plage que baigne la Méditerranée.

Le 12 mai 1937, il écrit à nouveau à ses parents dont il reçoit maintenant des lettres : « Je me remets peu à peu de ma fracture qui commence à ne plus me faire mal : hier j'ai pu faire un peu plus d'une centaine de mètres sans béquilles. Évidemment, je n'avais pas une allure très élégante, mais je sens que d'ici quelques semaines je serai à peu près complètement rétabli [...] Peut-être ne marcherai-je pas très esthétiquement d'ici un mois ou deux. Cependant, je pourrai à ce moment remonter au front, et faire mon travail comme avant ou même mieux, car il n'y a rien de tel qu'une blessure pour vous donner de l'expérience. Les camarades qui viennent du front le disent bien : les "vieux", les "anciens", sont presque invulnérables. C'est remarquable comme ils savent profiter du moindre accident de terrain pour s'abriter [...] Je crois qu'ils se passeront de moi en France, pour le service militaire. Si nous triomphons et c'est une chose qui devient chaque jour plus certaine, il est fort possible que je me fasse naturaliser espagnol. Ça leur apprendra à vouloir nous faire faire deux ans de service. Mais je ne fais pas beaucoup de projets d'avenir : je me laisse vivre en attendant la fin de la guerre. Ensuite je verrai. D'ailleurs, même si je ne me fais pas naturaliser, je ne serai pas considéré en France comme déserteur, mais comme insoumis, ce qui n'a guère d'importance [...] Surtout ne soyez jamais inquiets pour moi : il n'y a pas cette année de mortalité de mauvaises bêtes. Et puis le bouc sacrifié à Sidi Md Moussa fera de l'effet [...] Si vous le pouvez, donnez un autre bouc aux arabes pour attirer sur moi les grâces de Sidi Md Moussa. »

Il en veut à Simon Kalifa qui a quitté l'Espagne et dont il vient de recevoir une lettre. « J'ai regretté qu'à la censure ils ne l'aient pas arrêtée : elle était très décourageante pour moi. Je m'étonne que, ayant été dans ma situation et étant comme moi parti librement en Espagne, il ait eu l'idée d'essayer de me communiquer son découragement. Je me doutais bien un peu de ce qui allait lui arriver : dès les premiers jours,

je l'ai vu peu enthousiaste. Après avoir été blessé au premier front où nous avons été, front terrible, plus terrible que Verdun d'après les anciens combattants de la Grande Guerre, il est "passé aux anarchistes", chez lesquels au contraire, tout était du plus grand calme. Ensuite, il a filé. Moi, je resterai jusqu'au bout, quoi qu'il arrive, et bien que tout ne soit pas parfait [...] »

À la fin du mois de juin 1937, toujours à Bénicassim, il écrit à sa sœur : « [...] cette jambe de malheur tarde à achever de guérir. Cela va de mieux en mieux mais les progrès sont lents. Cependant je compte que dans une bonne vingtaine de jours, je pourrai reprendre les armes ».

Il reproche à son père de l'inciter, dans ses lettres, à quitter l'Espagne et à revenir en Algérie. « Il aurait dû comprendre que je suis décidé à rester en Espagne jusqu'au bout de la lutte. J'aurais honte toute ma vie de m'être sauvé d'Espagne comme le font certains, et d'abandonner les Espagnols parce que, malgré leurs efforts et leur héroïsme, ils n'ont pas encore réussi à vaincre. Nous luttons pour la bourgeoisie, dit-il. Les Espagnols, après la guerre, détesteront les étrangers, même s'ils sont venus en Espagne lutter avec eux. Il n'y aura aucune situation stable, à cause du caractère révolutionnaire du peuple espagnol. Que de bêtises, auxquelles il serait si facile de répondre, mais qui n'en valent vraiment pas la peine. Au fait, je l'en excuse un peu : il a l'espoir de me faire revenir. Alors il cherche à s'y prendre par tous les moyens, même en disant des choses qu'il sait fausses. Mais il perd son temps. Il ferait mieux de faire des théories sur l'Être sidéral. »

Il prend la défense de son camarade juif Simon. « [...] papa se trompe lorsqu'il dit que Kalifa est venu en Espagne pour l'argent. Je puis affirmer qu'il n'est pas venu pour cela et qu'au contraire il a fait, en venant ici, preuve de beaucoup de désintéressement, comme tous les volontaires des B. I. bien que la presse allemande nous ait traités de "mercenaires bestialisés vendus à Moscou" [...] Je ne puis oublier qu'il a partagé avec moi à Paris le peu d'argent qu'il avait et qu'il a été très chic pour moi. Beaucoup d'autres n'en auraient pas fait autant [...] Avant de traiter quelqu'un de lâche il faut savoir si, dans les circonstances où il était : face à face avec la mort, démoralisé par le changement trop brusque de milieu et pour n'avoir pas examiné les choses assez objectivement, ils n'en auraient pas fait de même.

Quant à la question des Juifs, que papa soulevait dans une de ses lettres, ces derniers, qui sont assez nombreux dans les Brigades internationales, font généralement preuve d'un ensemble de qualités qui fait que nous les considérons comme des nôtres. D'ailleurs les questions de races, de nationalités ou de religions ne sont jamais soulevées. Nous sommes, à ce sujet, bien au-dessus de vous, soyez-en certains. À côté de moi, en ce moment, il y a un Juif, âgé de plus de 50 ans, qui est commandant de bataillon, grade qu'il a conquis par son courage en luttant dès les premiers jours de la révolution. Il a un fils de 15 ans qui a combattu lui aussi et qui est blessé. On voit beaucoup de choses dans les Brigades internationales. »

« Tu as dû, il y a quelques jours, apprendre la prise de Bilbao par les fascistes, écrit-il encore à sa sœur. Après plus de deux mois de luttes héroïques et terribles, dans lesquelles les fascistes, disposant d'un abondant matériel de guerre fourni par l'Allemagne, à laquelle les fascistes veulent livrer le fer de Viscaye, dans lesquelles les fascistes firent preuve d'une sauvagerie sans pareille (la guerre totalitaire), détruisant de fond en comble des villes entières, massacrant la population civile, les Basques, attaqués par toute l'armée de Franco, ne pouvant recevoir de secours du gros de nos forces, ont dû abandonner Bilbao. Mais ils ont évacué la ville en ordre sans rien abandonner. Et la lutte continue toujours auprès de Bilbao, les Basques faisant preuve d'un courage formidable [...] Nous luttons de toutes nos forces car nous savons que lorsque nous aurons triomphé, ce sera pour nous le bonheur et la liberté. Comme le disent les Espagnols, mieux vaut mourir debout que vivre à genoux. Nous serons victorieux, c'est certain. Il a fallu à toute l'armée de Franco plus de deux mois et demi pour prendre Bilbao. Mais quand il voudra se heurter au gros de nos forces, ce sera une autre chose. Et puis, peut-être que d'ici là nous pourrrons lutter à armes égales. »

Sa convalescence achevée, on lui propose de le réformer en raison de sa blessure et de l'employer à la rédaction d'un journal des Brigades. Il refuse et demande à pouvoir suivre les cours d'une école d'officiers. Il est admis à l'école d'officiers de Pozo Rubio, dans la province d'Albacete, où il passe les mois d'août et septembre 1937.

Pendant ce temps, le sursis dont il a bénéficié en tant qu'étudiant est arrivé à expiration. Les autorités militaires françaises, par l'intermédiaire

de l'ambassade, font parvenir une note aux autorités espagnoles demandant son rapatriement en France pour qu'il y effectue son service militaire. À sa sortie de l'école d'officiers, informé de la demande française, il refuse d'être rapatrié.

Pourtant, sa jambe le fait souffrir.

La 13e brigade ayant été dissoute, il est muté à la 14e où il retrouve son ancien camarade de lycée, Georges Raffini, qui s'est, lui aussi, porté volontaire pour combattre en Espagne et qui appartient aux Brigades internationales depuis le mois d'octobre 1937. Georges Raffini est responsable de l'organisation communiste au 13e bataillon de la 14e brigade.

En octobre 1937, alors que les troupes fascistes déclenchent une offensive visant à couper la route et la voie ferrée de Valence à Madrid et isoler ainsi la capitale, la 14e brigade est envoyée en catastrophe pour colmater la brèche ouverte à la Cuesta de la Reina. En trois jours de combat, la brigade perd mille cinq cents hommes, le tiers de ses effectifs. Par la suite, la brigade prend position dans la Sierra de Guadarrama. Sur le front, Maurice reçoit d'abord le grade de *brigada* (adjudant) puis de sous-lieutenant. Soldat, il ne cesse d'être communiste. Il appartient à l'organisation du Parti communiste espagnol dans les Brigades. Parlant maintenant couramment l'espagnol, il recrute de nombreux Espagnols dans les rangs du Parti et est à l'origine de la formation de la cellule de sa compagnie.

Au cours du premier trimestre de 1938, il se lie particulièrement avec Victorien Beauvois, ouvrier communiste de vingt-six ans, originaire d'Avesnes-lez-Aubert, dans le nord de la France. Arrivé en Espagne le 26 juin 1937, Victorien Beauvois est un des responsables communistes de la brigade avec le grade de lieutenant. Il sera blessé au bras et à la main gauche.

En janvier 1938, Maurice est délégué à la Conférence communiste de la 14e brigade à l'Escorial. En février 1938, il est nommé lieutenant.

Sa jambe le fait encore parfois souffrir.

« Nous sommes décidés à lutter jusqu'au bout, écrit-il à ses parents, et nous n'accepterons jamais un armistice ou une trêve. La lutte doit se terminer par l'anéantissement de l'un des adversaires. »

Il s'attend à pouvoir partir prochainement en permission en Algérie.

Début mars 1938, la 14e brigade combat sur le front de Madrid. C'est alors que Maurice est atteint d'une balle de mitrailleuse qui lui fracture le crâne et lui fait éclater la mâchoire. Des brancardiers le découvrent et l'un deux, le voyant dans un état qui paraît désespéré, veut l'achever pour lui éviter de continuer à souffrir. Georges Raffini se trouve là, s'interpose, et le sauve en l'emportant sur ses épaules.

Quand, à l'hôpital, Maurice reprend conscience, il a subi de très délicates opérations à la face et à la mâchoire et ne pourra parler avant longtemps. Il doit recevoir de longs soins avant d'être hors de danger. Le 12 mai 1938 il est réformé définitivement mais ce n'est qu'en juillet 1938 qu'il peut rejoindre un convoi de blessés à destination de la France dont le gouvernement est alors dirigé par Édouard Daladier. Celui-ci, depuis le mois de juin 1938, a décrété la fermeture de la frontière des Pyrénées. À la sortie du tunnel de Cerbère, les autorités françaises interdisent l'entrée du convoi dans lequel se trouve Maurice et le refoulent vers l'Espagne. Des protestations s'élèvent et, finalement, la mesure est levée et la frontière peut être franchie par le convoi sanitaire. Quand il arrive en France, le 25 juillet 1938, avec des combattants tout aussi gravement blessés que lui, Maurice est transporté dans un petit bistrot où se trouvent des routiers français. Ceux-ci, le voyant arriver, couvert de bandages, interrogent : « Qu'est-ce qui lui est arrivé ? » « C'est en Espagne, il a été blessé à la guerre. » « Pourquoi ? Ça se bagarre encore là-bas ? » Cette réflexion l'écœure. Ce même jour, la 14e brigade est engagée dans la bataille de l'Èbre.

Il prend place à bord d'un convoi ferroviaire de plus de deux cents grands blessés qui arrive le mardi 27 juillet à Paris, en gare d'Austerlitz. Ils y sont accueillis par de nombreuses personnes, des jeunes filles leur offrent des fleurs et des cigarettes puis ils sont conduits vers des hôpitaux parisiens et des foyers. Maurice, lui, est hébergé par un communiste polonais qui lui fournit des vêtements, une cravate... Aux yeux de Maurice, qui se désintéresse de la toilette, cette cravate offerte demeurera un témoignage de considération inoubliable.

La guerre d'Espagne, la cruauté des combats, le manque d'armes, l'ont marqué à jamais. Des années plus tard, il en parlera encore sans cesse à ses proches, évoquant mille épisodes de combat et gardera une profonde sympathie pour le peuple espagnol. Il restera marqué par la personnalité du chef des Brigades internationales, André Marty, qui ne tolérait pas la reculade : il fallait avancer quitte à se faire tuer.

Il ne pardonnera pas la politique de non-intervention du gouvernement de Front populaire de Léon Blum et de là datera son opposition à la social-démocratie.

Il dira son admiration pour le courage et l'ardeur au combat des volontaires yougoslaves qu'il a côtoyés.

« J'ai tiré le principal de mon instruction politique de mes vingt mois d'Espagne, écrira-t-il en mars 1939. Une instruction avant tout tirée de l'action et de la lutte dans des formes diverses et souvent aiguës. »

Le 1er août 1938, à Paris, il est arrêté sous l'accusation d'insoumission mais est vite relâché. Il comparaîtra plus tard devant le tribunal militaire de Constantine.

Le visage couvert de bandages, Maurice est de retour à Biskra où, tandis qu'il était encore en Espagne, de sanglants incidents ont éclaté. Le 6 février 1938, des élections aux délégations financières ont été à nouveau l'occasion de grossiers trucages permettant la victoire du candidat de l'administration, Sisbane, par quatre voix d'avance sur un partisan du docteur Saâdane, le docteur Benkhelil. Deux électeurs ont été tués par la police et près de vingt mille personnes ont assisté à leurs obsèques. Alors que les manifestants criaient « Vive la France ! Vive Abbas ! » et déployaient un grand drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge, ils furent pourchassés par la police.

Depuis la fin de l'année 1937, les militants nationalistes du Parti du peuple algérien (PPA) ont commencé à s'organiser à Biskra et, au cours de l'année 1938, ils formeront un important noyau.

Maurice retrouve une section communiste qu'il qualifiera de « moribonde » et qu'il s'emploie à remettre sur pied. Pourtant, en janvier 1937, le secrétaire général du PCA, Ben Ali Boukort, a tenu à Biskra un meeting devant plusieurs centaines d'auditeurs, en majorité indigènes.

Maurice participe également au mouvement syndical afin de faire respecter des lois sociales qui demeurent bafouées. Certains faits survenus en février 1937 en disent long à ce sujet. Les travailleurs de la ferme Dufourg demandent une augmentation. Les trois kilos de blé et d'orge mélangés que le patron paie à chaque ouvrier sont, en effet, insuffisants pour faire vivre les familles. Dufourg, le patron, refuse. Les travailleurs se mettent en grève et s'adressent au docteur Saâdane

pour trouver une solution au conflit. Dufourg fait alors appel à la gendarmerie qui intervient dans le campement des travailleurs de la ferme et de leurs familles. Les gendarmes donnent des coups aux ouvriers, leur font subir des vexations, molestent femmes et enfants, confisquent les instruments de travail. Par la force, les ouvriers sont également obligés d'apposer leurs empreintes digitales sur une feuille écrite en français.

Le 25 octobre 1938, Maurice comparaît devant le tribunal militaire de Constantine sous l'inculpation d'insoumission. Le quotidien *Alger républicain,* créé depuis peu et dont Albert Camus est alors un des rédacteurs, rend compte de ce procès. « [...] Laban n'était pas un insoumis ordinaire. Bénéficiaire d'un sursis d'incorporation, il le mit à profit, en décembre 1936, pour s'engager dans l'armée républicaine espagnole. [...] Mais pendant que Laban se battait pour la liberté, son sursis d'incorporation était expiré et, quand, à son retour en France, il se présenta aux autorités militaires, il fut réformé définitivement n° 2, mais fit en même temps l'objet de poursuites pour insoumission. C'est ainsi que le Tribunal militaire de Constantine avait à juger cet insoumis, glorieux blessé de guerre. Maurice Laban a déclaré qu'il s'était trouvé dans l'impossibilité de rejoindre son corps en temps opportun, en raison des graves blessures qu'il avait reçues. Favorablement impressionné par l'attitude ferme et digne du héros qu'ils avaient à juger les membres du Tribunal militaire de Constantine, après une sobre et émouvante plaidoirie de Me Marc Scamaroni et un court délibéré, revinrent avec un verdict d'acquittement. »

Le quotidien précise que « dans la salle d'audience, de nombreux amis de Maurice Laban, qui avaient tenu à assister aux débats, applaudirent au verdict[2] ».

En novembre 1938, Maurice est de retour à Paris où il consacre l'essentiel de son temps à des études de chimie générale à la Sorbonne. Il projette d'entrer en 1939 à l'Institut de chimie de Paris pour, au bout de deux ans, en sortir ingénieur-chimiste.

Il demeure au quartier Latin. Chaque mois ses parents lui font parvenir 1 500 francs.

2. *Alger républicain*, 28 octobre 1938, « Au Tribunal militaire de Constantine. Poursuivi pour insoumission un étudiant engagé volontaire en Espagne est acquitté. »

Cependant, Maurice milite également dans les rangs des Jeunesses communistes, à l'organisation des Étudiants communistes dont il est le secrétaire de la Région parisienne. À ce titre il participe à l'organisation des manifestations étudiantes contre Mussolini et Hitler que connaît le quartier Latin. C'est ainsi que, le 24 janvier 1939, des étudiants manifestent contre l'intervention italienne en Espagne et pour l'ouverture de la frontière des Pyrénées. Pendant une heure, ils parcourent les rues du quartier Latin aux cris de : « Les Italiens en Italie ! L'Espagne aux Espagnols ! Des armes pour l'Espagne ! » Le 26 janvier, des étudiants manifestent à nouveau devant l'ambassade d'Italie aux cris de « L'Espagne aux Espagnols ! Évacuez l'Espagne ! Ouvrez la Frontière[3] ! »

3. Voir *l'Humanité*.

III

CLANDESTIN

Au mois de février 1939, Maurice Thorez, le secrétaire général du Parti communiste français, effectue une tournée en Algérie. Depuis 1936-1937, la revendication d'indépendance de l'Algérie est considérée par Thorez comme faisant actuellement le jeu de Hitler et de Mussolini. Les nationalistes algériens sont assimilés à des agents du fascisme et les Partis communistes français et algérien ont approuvé la dissolution du parti nationaliste algérien, L'Étoile nord-africaine, par le gouvernement de Léon Blum. Un nouveau parti, dirigé par Messali Hadj, est bientôt né, le Parti du peuple algérien (PPA). Celui-ci est qualifié par le secrétaire général du PCA, Ben Ali Boukort, de « prolongement du PPF », le parti fasciste créé par Jacques Doriot[1].

Lors du 9e congrès du Parti communiste français, en Arles, Maurice Thorez confirme que la revendication de l'indépendance n'est plus à l'ordre du jour. « La revendication fondamentale de notre Parti communiste, déclare-t-il, concernant les peuples coloniaux reste la libre disposition, le droit à l'indépendance. Rappelant une formule de Lénine, nous avons déjà dit aux camarades tunisiens, qui nous ont approuvés, que le droit au divorce ne signifiait pas l'obligation de divorcer. Si la question décisive du moment c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les

1. Voir *La Lutte sociale*, organe central du PCA.

entreprises du fascisme et placer par exemple l'Algérie, la Tunisie et le Maroc sous le joug de Mussolini et de Hitler, ou faire de l'Indochine une base d'opérations pour le Japon militariste. Créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple, n'est-ce pas, là encore, travailler à remplir la mission de la France à travers le monde ? »

Le 4 février 1939, Maurice Thorez se trouve à Constantine où il prend la parole lors d'un meeting au foyer du Théâtre municipal. Maurice y assiste. Ce grand jeune homme mince a alors le visage recouvert de bandages à la suite des interventions chirurgicales qu'il a subies.

Le 11 février 1939, à Alger, Maurice Thorez prononce un discours qui tourne le dos à la revendication d'indépendance de l'Algérie. L'Algérie ne serait qu'une « nation en formation, dans le creuset de vingt races ». Il exalte le rôle de la France. « Il s'agit bien, n'est-il pas vrai, de lutter pour le salut de la démocratie et de la paix dans l'honneur et la dignité de notre France à tous [...] », lance-t-il à son auditoire. « Nous avons dit et nous répétons : unir tous les hommes qui veulent vivre libres, sans distinction de races ni de religions, tous les Français de France et tous les Français d'Algérie. Quand je dis Français d'Algérie, je vous entends tous ici présents, vous les Français d'origine, les Français naturalisés, les Israélites, et vous aussi les Musulmans arabes et berbères, tous les fils, sinon par le sang, du moins par le cœur de la Grande Révolution française qui ne faisait aucune distinction entre les races et les religions quand elle affirmait que la République française était une et indivisible. Unir enfin autour du peuple de France continuant sa marche historique vers le progrès et réalisant sa grande mission de liberté et de paix dans le monde, tous les peuples de bonne volonté [...] Où est maintenant dans votre pays la race élue, celle qui pourrait prétendre à la domination exclusive, celle qui pourrait dire : cette terre a été la terre de mes seuls ancêtres et elle doit être la mienne ? Il y a la nation algérienne qui se constitue historiquement et dont l'évolution peut être facilitée, aidée par l'effort de la République française. Ne trouverait-on pas ici parmi vous peut-être, les descendants de ces anciennes peuplades numides civilisées déjà, au point d'avoir fait de leurs terres le grenier de la Rome antique ; les descendants de ces Berbères qui ont donné à l'Église catholique saint Augustin, l'évêque d'Hippone, en même temps que le schismatique Donat ; les descendants de ces Carthaginois, de ces Romains, de tous ceux qui, pendant

plusieurs siècles, ont contribué à l'épanouissement d'une civilisation attestée encore aujourd'hui par tant de vestiges comme ces ruines de Tébessa et de Madaure que nous visitions il y a quelques jours. Sont ici maintenant les fils des Arabes venus derrière l'étendard du Prophète, les fils aussi des Turcs convertis à l'Islam venus après eux en conquérants nouveaux, des Juifs installés nombreux sur ce sol depuis des siècles. Tous ceux-là se sont mêlés sur votre terre d'Algérie, auxquels se sont ajoutés des Grecs, des Maltais, des Espagnols, des Italiens et des Français, et quels Français ! Les Français de toutes nos provinces, mais en particulier les Français des terres françaises de Corse et de Savoie, ceux de la terre française d'Alsace venus pour ne pas être Prussiens.

Il y a une nation qui se constitue, elle aussi, dans le mélange de vingt races. »

Maurice voudrait intervenir, mais sa blessure à la mâchoire l'en empêche ; il désapprouve cette orientation qui continuera durant de nombreuses années à inspirer la politique du PCF concernant l'Algérie.

Pendant ce temps, à Biskra, le 6 février 1939, huit mille indigènes se rassemblent au cimetière musulman pour célébrer la mémoire des victimes tombées un an plus tôt.

« Je reste en contact avec les masses indigènes d'Algérie, chaque fois que j'y séjourne, écrit Maurice. Je suis toujours en contact très étroit avec les masses arabes, surtout rurales [...] ».

En mars 1939, de retour à Paris, en tant que dirigeant régional des étudiants communistes, il doit alors répondre par écrit à un questionnaire biographique de la Commission des cadres du PCF. Cette pratique concerne l'ensemble des militants communistes ayant des responsabilités dans le Parti, les syndicats, les organisations parallèles. Ces biographies sont ensuite centralisées à Moscou où siège la direction de l'Internationale communiste. Ce questionnaire écrit, que le cadre communiste doit rendre avec ses réponses, porte sur « l'origine et la situation sociale », « la situation de parti », l'« instruction et le développement intellectuel », la « participation à la vie sociale », les « répressions subies et le casier judiciaire ». Il s'agit d'un instrument de contrôle sur les cadres communistes.

De ses parents il écrit : « Mon père est depuis l'âge de 15 ans, socialisant, et pacifiste. Il a appartenu à la franc-maçonnerie jusque vers 1930. Ma mère est, dans la mesure où elle s'occupe de politique,

sympathisante communiste et antipacifiste. Mon père garde quelques liaisons avec les milieux francs-maçons. Mes parents ont en outre quelques tendances colonialistes. »

Aux questions concernant les opposants au stalinisme, Maurice répond notamment : « Je n'ai jamais fait partie du groupe trotskyste. Je n'ai jamais été lié avec les trotskystes. [...] Je pense que le trotskysme est la forme la plus dangereuse de la réaction. » Concernant André Ferrat, il écrit : « Je n'ai jamais eu de relations avec Ferrat ni avec ce groupe. Je ne connais personne qui soit chez eux. »

Sa formation théorique est alors assez sommaire. « De Marx, Engels, Lénine, Staline, j'ai lu diverses brochures de vulgarisation. De Staline, j'ai lu *Le Marxisme et la Question nationale et coloniale*. Je l'ai lu plusieurs fois et commenté avec des camarades. »

Il fait la connaissance de Laurent Casanova, secrétaire personnel de Maurice Thorez, et conservera toujours pour lui une grande admiration. Laurent Casanova est né en Algérie, à Souk-Ahras, également dans le département de Constantine, en 1906. Son père, originaire de Corse, y était cheminot. En 1920, il a été marqué par les grèves des cheminots au cours desquelles son père fut délégué des grévistes. En 1924, la famine qui sévissait lui fit ouvrir les yeux sur les souffrances du peuple arabe.

En août 1939, inébranlable dans sa confiance en l'URSS et en Staline, Maurice approuve la signature du pacte germano-soviétique. Il y voit une manœuvre de Staline visant à gagner du temps pour renforcer les positions militaires de l'URSS face à l'Allemagne.

En septembre 1939, le PCF est interdit. Maurice poursuit alors une activité militante illégale. Il part de Paris pour aller à Lille où il s'inscrit à la Faculté des sciences.

En mai 1940, lors de l'avance allemande, il quitte Lille et rejoint d'abord Paris où il retrouve Simon Kalifa avec qui il part à la mi-juin pour Toulouse et Marseille. Puis il revient en Algérie.

En septembre 1939, le Parti communiste algérien a été interdit en même temps que le Parti communiste français. L'organisation communiste d'Algérie, déjà ébranlée par l'annonce de la signature du pacte germano-soviétique, est quasiment démantelée. Des arrestations ont été opérées. En janvier 1940, un comité central est reconstitué à Alger avec notamment Amar Ouzegane et Larbi Bouhali. Il compte également dans ses rangs un dirigeant communiste espagnol qui s'est évadé du camp d'internement Morand, à Boghari : Ramon Via Fernandez. Trois numéros ronéotypés du journal du PCA, *La Lutte sociale,* sont publiés mais leur diffusion est très réduite. En avril 1940, tous les membres de ce comité central sont facilement arrêtés et internés au camp de Djenien Bou Rezg. Seul Ramon Via Fernandez, qui dirige également l'organisation communiste espagnole clandestine en Algérie, échappe à l'arrestation.

C'est grâce à lui que l'activité communiste va se poursuivre. Il contacte Jean Torrecillas, un militant communiste expérimenté qui a fondé, en 1926, le Syndicat des dockers d'Oran.

À son retour en Algérie, Maurice se rend à Constantine où il entre en contact avec des militants communistes. Il y a là notamment son camarade Raffini, Mohamed Kateb, Gustave Vallon, Jean Cattoir, Poulmarc'h, Odette Rossignol, Thomas Ibanez. Certains d'entre eux sont des militaires, mobilisés à Constantine. Thomas Ibanez est l'animateur de ce groupe. Né en 1906 à Oran, il est instituteur et a été militant socialiste jusqu'en 1936 puis a adhéré au Parti communiste algérien. En 1937, il a été candidat communiste aux élections cantonales à Oran. Lors de la défaite des républicains espagnols, il a été l'organisateur de la solidarité avec les réfugiés. Mobilisé dans l'aviation en septembre 1939, il est d'abord affecté à Blida puis muté d'office à Constantine au dépôt de Zouaves n° 3 en compagnie d'autres suspects. Là, en compagnie de Poulmarc'h (qui trouvera la mort plus tard dans les rangs de la Résistance en France), Seigneur, Robby, Obbis, il entreprend une activité clandestine. Des liens sont établis avec les civils, en particulier Bernard Sportisse. Des réunions se tiennent. En juillet 1940, Ibanez est démobilisé et retourne à Oran auprès de sa femme et de ses deux jeunes enfants. Il multiplie les contacts en vue de réorganiser clandestinement l'activité communiste. Le 20 août 1940, alors que la police vient l'arrêter à son domicile pour l'interner dans un camp, il réussit à s'enfuir et se réfugie à Constantine où il poursuit son action.

Durant l'été 1940, Maurice se rend à Biskra. Il y rencontre notamment Mohamed Boucetta. Ensemble, ils tombent d'accord sur la nécessité d'entrer en relation avec les nationalistes algériens du PPA, parti interdit depuis septembre 1939, et d'établir avec eux des relations amicales. Mohamed Boucetta est chargé d'établir ces contacts.

Au cours de cet été 40, Maurice rejoint ses parents pour passer quelques jours de vacances à Laverdure, un village proche de la frontière tunisienne, à quelques kilomètres de Souk-Ahras. Étienne et Jeanne y séjournent dans un petit hôtel où ils ont sympathisé avec Mme Goldzeiguer et sa fille, Annie, une adolescente de 14 ans, qui viennent de Tunisie. M. Goldzeiguer, principal responsable de la franc-maçonnerie en Afrique du Nord, se sentant menacé par le gouvernement de Pétain, les a envoyées ici se mettre à l'abri. Au cours de son bref séjour, Maurice parle longuement à l'adolescente de la guerre d'Espagne sur laquelle elle l'interroge. Elle est choquée par le racisme ambiant qui règne en Algérie, l'antisémitisme, le mépris de l'indigène, qu'elle ignorait jusque-là. Maurice attire son attention sur le problème algérien, la fait réfléchir. Fascinée par ses paroles, elle ne voit plus sa gueule cassée. Chaque soir, dans le centre du village, où l'on vend des brochettes et des merguez, elle retrouve la fille de l'administrateur, les fils du receveur des postes, du percepteur, du caïd, de l'épicier, un Italien, un Maltais. Maurice se joint à eux et leur raconte des histoires qui les font beaucoup rire. Ensemble, ils font de longues promenades dans les forêts de chênes-lièges. Aux yeux de tous ces jeunes qui l'admirent il est un héros.

Au cours de ces quelques jours, respectant les règles de l'action clandestine, jamais il ne parlera du communisme[2].

Thomas Ibanez constitue un nouveau et éphémère comité central avec Jean Torrecillas et Jean Cattoir, un médecin de Constantine. Bientôt, en novembre, Torrecillas et Cattoir sont arrêtés à leur tour à la suite de la saisie par la police d'un rapport rédigé par Ibanez.

Maurice est inscrit à la faculté des sciences d'Alger, en deuxième année de chimie, et réside d'abord à l'Hôtel de Toulouse. Il rencontre fréquemment Thomas Ibanez.

En novembre 1940 paraît un numéro illégal de *La Lutte sociale*, imprimé à 2 000 exemplaires. On y lit le « Manifeste du Parti communiste algérien » rédigé par Maurice et Mohamed Kateb. Communiste depuis 1936, celui-ci est un lettré en français et en arabe qui a suivi les cours de la médersa. Il a pour neveu le futur écrivain Kateb Yacine.

2. Témoignage d'Annie Rey-Goldzeiguer, 7 novembre 1997.

« Peuple algérien ! La guerre impérialiste fait rage dans le monde. Notre pays a été lancé dans cette guerre par le gouvernement français. La France a été vaincue et notre Algérie est maintenant le sujet de marchandages entre fascistes français, allemands et italiens. Mais toi, peuple algérien, le principal intéressé, tu n'es pas consulté ! On te considère comme une marchandise ! Et pendant ce temps, ta misère s'accroît. En voilà assez ! L'heure est venue pour rompre le joug. C'est à cette tâche que le Parti communiste algérien te convie.

Depuis cent dix ans, la France opprime notre peuple, sous prétexte de le civiliser. Pour nous inculquer cette civilisation, on a commencé par massacrer nos ancêtres. Puis on nous a pris nos terres, les meilleures, les plus belles, situées dans les régions facilement irrigables, pour les donner aux Français. Maintenant ces terres, nos terres, nous les travaillons pour huit ou dix francs par jour. Depuis cent dix ans, la misère n'a fait que s'accroître. Notre peuple algérien est un des plus misérables de la terre. La mortalité est effrayante. Nous manquons de tout. Pas de terres, pas d'eau, pas de maisons, pas de pain, pas d'écoles, pas de vêtements. Par-dessus cela, on méprise notre peuple et nous sommes moins que les bêtes. Le colon, pour son cheptel, construit de beaux bâtiments, sains, aérés. Pour nous, le plus infâme gourbi est beau ! Qu'importe qu'un "bicot" meure ! Est-ce que nous ne sommes pas la sale race ? La France prétend avoir accompli ici une œuvre immense. Elle parle des routes, des chemins de fer, des ports, des hôpitaux, des écoles. Bien sûr, elle a construit des routes, des chemins de fer et des ports, mais c'est parce qu'ils servent aux impérialistes français pour mieux exploiter notre pays à leur profit. Et alors on nous permet, à nous, peuple algérien, de nous servir de tout cela ! Mais qu'on nous montre une route, une seule, faite rien que pour nous ! Une route qui ne servirait qu'aux Arabes. Il n'y en a pas. Les hôpitaux, oui, on en a fait quelques-uns pour nous, mais c'est parce que les Français avaient peur des épidémies qui pouvaient se développer dans nos masses dépourvues d'hygiène ! Seuls, les médecins (pas tous, mais les exceptions sont rares) nous ont soignés en nous considérant comme des hommes, mais toujours l'administration française a entravé l'œuvre humaine de ces médecins. Quant aux écoles... il suffit de dire que huit cent mille enfants de notre peuple ne peuvent aller en classe, faute d'écoles. Il n'y a d'ailleurs que quarante à cinquante mille Arabo-Berbères dans les écoles d'Algérie et c'est parce que

l'impérialisme français a besoin que quelques-uns d'entre nous sachent lire et écrire. Ça ne peut plus durer. Peuple algérien ! Est-ce que tu peux rester longtemps dans cette situation ? Non ! L'heure est venue d'aspirer à une vie meilleure, plus heureuse et plus digne. D'où viendra le salut ? Est-ce du mouvement de De Gaulle ? Non ! Car si de Gaulle venait à gouverner en France, ce serait à la suite d'une victoire anglaise. Or, l'Angleterre s'empresserait d'asservir notre pays. Est-ce de l'Allemagne hitlérienne ? Non ! Car il ne faut pas oublier que notre peuple est considéré par Hitler comme étant de race inférieure. Il ne faut pas oublier que les Arabo-Berbères ne peuvent pas pénétrer en zone occupée par les Allemands. Est-ce de Mussolini ? Non ! Car c'est l'assassin de nos frères albanais et tripolitains. Alors ? Peuple algérien ! Nous réclamons l'indépendance de l'Algérie pour constituer dans notre pays un gouvernement démocratique algérien désigné par l'ensemble du peuple algérien, formé de tous ceux qui contribuent à la prospérité générale du pays, quelle que soit leur race ou leur religion, dans l'égalité totale, absolue.

Nous voulons donner la terre à tous ceux qui la travaillent, fellahs, petits colons, ouvriers agricoles arabes ou européens. Et pour réaliser cela, nous remettrons les domaines des gros colons aux travailleurs agricoles.

Nous réaliserons l'industrialisation de l'Algérie, afin d'assurer au peuple tout entier un bien-être et une aisance toujours croissante. Il y a en Algérie des possibilités industrielles énormes : papeterie, métallurgie, industries textiles, raffineries de pétrole, etc.

Nous voulons l'école et l'hygiène.

Nous mènerons une politique de l'eau pour tous : barrages plus haut dans la montagne, multiplication de petits barrages, afin de capter le plus d'eau possible et d'irriguer le plus de terres possibles. Eau potable dans les douars.

Nous pratiquerons une politique de l'habitat. Il faut que notre peuple soit logé de façon convenable, à la ville comme à la campagne.

Voilà ce que réalisera le Parti communiste algérien. Mais pour cela, peuple d'Algérie, il faut s'unir. S'unir dans notre pays contre les exploiteurs communs. Peuple algérien, il faut comprendre que l'ennemi c'est l'impérialisme et rien que lui. Il nous faut, tous ensemble, Arabes, Kabyles, Mozabites, Juifs, Français, lutter contre l'impérialisme. Dans cette lutte, nous trouverons le peuple de France à nos côtés. Lui aussi

a à souffrir du capitalisme, lui aussi comprend nos souffrances, lui aussi, par la voie de notre parti frère, le Parti communiste français, réclame l'indépendance de l'Algérie.

Peuple d'Algérie, unis au peuple de France, sous la direction de nos deux Partis communistes, nous abattrons l'impérialisme.

En avant pour notre indépendance ! En avant pour notre bonheur[3] ! »

Traduit en arabe, ce texte est distribué à 5 000 exemplaires.

L'indépendance de l'Algérie se trouve ainsi placée au centre de la politique du Parti communiste algérien, rompant avec l'orientation en vigueur depuis 1936.

À son insu, Maurice fait l'objet de la surveillance de la Police spéciale d'Alger. Au mois de décembre, le chef de ce service rédige un rapport : « En recherchant la trace de Thomas Ybanez, alias André Arlandis, j'ai trouvé à l'hôtel de Toulouse, 2, rue Warnier, une fiche de ce dernier nom. La comparaison de l'écriture avec celle des lettres adressées par Thomas Ybanez à sa femme établit d'une façon certaine que le client de l'hôtel de Toulouse s'identifie avec Ybanez. De plus la propriétaire de l'hôtel a reconnu son client dans la photo que je lui ai présentée de Thomas Ybanez [...] Seul, un autre client, nommé Laban Maurice, né le 30 octobre 1916 à Biskra, se disant domicilié à Sidi Okba, étudiant à la faculté d'Alger, 2e année de chimie, a pénétré dans sa chambre. Entre le 29 novembre et le 6 décembre, Arlandis est revenu trois fois à l'hôtel de Toulouse pour demander Laban. Je me suis alors attaché à observer les agissements de ce dernier [...] Il y a lieu de noter que Laban Maurice n'a pas couché à l'hôtel de Toulouse dans la nuit du 3 au 4 décembre et qu'il s'est également absenté dans la nuit du 18 au 19 décembre. Or, au cours de la première nuit, il a été procédé à la distribution de *La Lutte sociale*, et au cours de la deuxième du tract communiste en arabe[4]. »

Un comité central se reconstitue peu à peu à Alger. Le dirigeant communiste espagnol Ramon Via Fernandez en est le véritable inspirateur politique. Il se fait appeler « Luis » ou bien « Manuel[5] ». Thomas

3. Archives de la Justice militaire.

4. Rapport du chef de la Police spéciale d'Alger, 20 décembre 1940.

5. Jamais arrêté mais condamné à mort par contumace par les tribunaux vichystes d'Alger, Oran et Marseille, Ramon Via sera fait citoyen d'honneur de la ville d'Alger. Il retournera en Espagne en 1945 pour y poursuivre le combat clandestin contre le franquisme. Il sera arrêté en novembre 1945. Torturé à

Ibanez en est le secrétaire général. Maurice est responsable de l'agitation-propagande. Un communiste allemand, Danélius Dietmar, évadé du camp de Susoni, est chargé de l'organisation. Il compte également dans ses rangs Georges Raffini, Lisette Vincent, Odette Rossignol, Gaby Gimenez, Mohamed Kateb, Émile Touati. Ses membres, tous clandestins, vivent sous de fausses identités. Maurice a des faux papiers au nom de Dominique Poli, né le 28 septembre 1913 à Piana, en Corse. Les membres du comité central vivent d'abord dans une villa de la Pointe Pescade puis, par la suite, dans deux villas voisines aux « Deux Moulins ». Georges Raffini, que l'on appelle « Mouflon », surnomme Maurice « Binette ».

Maurice définit les mots d'ordre généraux du Parti communiste algérien : « Vive l'indépendance de l'Algérie », « Union du peuple d'Algérie pour la conquête de son indépendance », « L'indépendance de l'Algérie sera l'œuvre du peuple algérien lui-même ». « [...] Mots d'ordre généraux, note-t-il alors, dont les deux principaux sont : indépendance nationale – la terre à ceux qui la travaillent (expropriation des ex-propriétaires) [...] Le Parti doit s'attacher à gagner les masses paysannes qui n'ont jusqu'à présent jamais été touchées par sa propagande qui, quelquefois, ignorent même le nom de communiste et qui seront la force matérielle et décisive du Parti. Grandes possibilités à exploiter. En particulier, toucher les montagnards (Kabylie, Aurès, frontière algéro-tunisienne) si possible les nomades. »

« Que faire ? se demande-t-il encore dans un autre texte. D'abord un principe : réclamer l'indépendance du pays [...] C'est dans la mesure où, par un travail acharné, le Parti fera connaître son programme de libération de toutes les nationalités et de l'Algérie, et de lutte contre les exploiteurs, qu'il pourra jouer son rôle de parti dirigeant dans la coalition des forces anti-impérialistes[6]. »

la prison de Malaga, il réussira à s'évader le 1er mai 1946. Le propriétaire de la maison où il s'était réfugié sera pendu à un arbre. Lui-même sera assassiné en pleine rue à Malaga. Le 12 juillet 1946, le Conseil municipal de la ville d'Alger, réuni en séance publique, lui rendra hommage et adoptera une résolution déclarant notamment : « Le Conseil municipal d'Alger présente à sa compagne et au Gouvernement provisoire de la République espagnole, ses condoléances à l'occasion de la mort de ce héros de la liberté. Le Conseil municipal demande au Président du Gouvernement provisoire de la République française, la rupture des relations diplomatiques et la fermeture des consulats franquistes en Algérie, repaires d'espions et de provocateurs. »

6. Archives de la Justice militaire.

L'organisation communiste commence à se reconstituer. Des tracts illégaux sont distribués, en français et en arabe. Trois directions régionales, vingt-trois sections, une centaine de groupes de base sont organisées.

Maurice rédige un « Rapport du comité central d'Algérie sur l'activité du PCA et sa situation en Algérie depuis la déclaration de guerre » destiné au Parti communiste français. Dans ce texte, il tente d'analyser les réactions des diverses catégories de populations vivant en Algérie. Il s'attache particulièrement à décrire l'état d'esprit des « masses indigènes » qui ont espéré que cette guerre leur permettrait de se débarrasser de la domination française et dont une partie a fondé ses espoirs sur une victoire allemande. « [...] Le sentiment pro-allemand, écrit-il, qui avait emporté l'assentiment des masses, diminue d'intensité pour diverses causes (l'hitlérisation de la France ne leur a pas apporté le mieux-être qu'elles attendaient de la victoire allemande) – les restrictions, le renchérissement du coût de la vie, la raréfaction de certaines marchandises, dus dans l'esprit des masses au fait que les Allemands accaparent tout ; décret interdisant l'entrée des Nord-Africains en zone occupée, propagande anti-hitlérienne des prisonniers arabes évadés, due à la déception de n'avoir pas trouvé, là-bas, le paradis rêvé et au traitement raciste qu'ils ont subi ; résistance anglaise ; défaite des Italiens devant les Grecs et Anglais ; tout cela diminue le prestige de l'Allemagne. Mais ces masses restent sans direction et c'est pourquoi notre propagande portera des effets rapides et que nous voulons décisifs car notre propagande pour l'indépendance nationale est bien le reflet du désir des masses. »

La conquête des masses arabes des campagnes est au cœur de ses préoccupations : « [...] notre parti n'a à peu près aucune organisation dans les masses arabes, grave lacune qui nous inquiète sérieusement mais que nous comblerons à très bref délai, nos préoccupations se portant constamment vers la conquête du peuple algérien tout entier, donc principalement des masses arabes. Nos dernières manifestations publiques, ainsi d'ailleurs que nos méthodes de distribution dans les masses arabes des campagnes – marchés hebdomadaires qui rayonnent à des centaines de kilomètres – marquent bien notre volonté de rompre avec l'impuissance de notre action passée[7] ».

7. Archives de la Justice militaire.

Les membres du comité central manquent cruellement de moyens non seulement pour mener leur action politique mais aussi pour assurer leur subsistance quotidienne. À la demande de Maurice, Lisette Vincent se rend à Saâda pour demander à ses parents une somme de cinq mille francs provenant de la vente de moutons lui appartenant. Il la charge également d'entrer en contact avec Ali Debabeche pour lui proposer de rejoindre le comité central à Alger, ce que ce dernier accepte.

Un jour de janvier 1941, Georges Raffini a rendez-vous avec un imprimeur surnommé « Jo » afin de se procurer des caractères d'imprimerie destinés au tirage de *La Lutte sociale*. Quand il se présente, des policiers l'arrêtent. Il est frappé jusqu'à ce qu'il avoue où se trouvent ses camarades. Le 12 janvier 1941, dans la villa « Atlantide », aux Deux Moulins, des policiers surgissent et arrêtent Maurice, Odette et Kateb.

La Lutte sociale, en cours de fabrication, est saisie par la police. L'un des articles s'intitule : « Non !... Nous ne voulons pas avoir faim ». « Le gouvernement pro-hitlérien de Pétain, en guise de souhaits de bonne année, nous a annoncé que l'année 1941 sera très rude et que nous aurons faim [...]. Rien ne peut justifier le rationnement alimentaire du peuple algérien. Que fait-on de notre blé ? On le donne au fascisme allemand pour continuer la guerre impérialiste. Où vont nos moutons ? Au fascisme allemand pour continuer la guerre impérialiste. Qui mange nos dattes, nos oranges, nos figues, nos légumes, et tous nos produits ? Le fascisme allemand pour continuer la guerre impérialiste. Hypocrites, affameurs, menteurs, les hommes de Vichy veulent nous faire croire que c'est le peuple de France qui bénéficie de nos produits. Duperie. La France paie à ses protecteurs hitlériens le prix de son aide, en pillant et le peuple de France et notre peuple d'Algérie. Nous ne voulons plus de cela ! Nous acceptons de partager nos ressources avec notre peuple frère le peuple de France mais nous n'acceptons pas d'être dépouillés par les fripouilles impérialistes de France, d'Allemagne et d'Italie [...] Unis à nos frères de France qui souffrent comme nous nous réaliserons l'indépendance de l'Algérie dans l'égalité des droits pour tous. Nous donnerons la terre à ceux qui la travaillent. »

Sous le titre « La légende de l'impérialisme soviétique », un autre article, rédigé par Ibanez, s'en prend violemment aux nationalistes du PPA : « [...] Ici, en Algérie, on a voulu par le canal des hitlériens du PPA, traîtres à notre peuple d'Algérie, vendus à l'impérialisme hitlérien, complice de l'impérialisme de Mussolini, l'assassin de nos camarades de Tripolitaine et d'Albanie, faire croire que l'URSS elle aussi était impérialiste et qu'à ce titre elle était aussi haïssable que la France impérialiste[8]. »

Le texte d'un nouveau *Manifeste du Parti communiste d'Algérie*, intitulé *Au peuple d'Algérie*, est également découvert par la police. On ne sait qui l'a rédigé.

« La situation empire de jour en jour. Des millions de travailleurs chôment. Le reste voit les salaires diminuer. Vivres et vêtements se font de plus en plus rares, les prix grimpent. Voilà le régime des cartes établi et les queues s'allongent devant les magasins vides. Dans cette disette, il faut encore que les ressources de notre pays servent à l'Allemagne et à l'Italie fascistes à continuer la guerre contre l'Angleterre.

La misère pénètre profondément dans nos familles.

La France est livrée à des hommes qui ne possèdent la confiance que d'une minorité infime : la clique des fascistes français qui, avec les États-majors, ont refusé de défendre le pays pour le livrer à Hitler. Ces hommes font peser sur la France et l'Algérie un régime dictatorial imposé par le bourreau de l'Allemagne. Ils nous privent des libertés d'association, de presse, de réunion. Ils renforcent la dictature des gros colons et de l'administration, aidés de leurs valets serviles : cheikhs, Caïds, Bachagas.

Ils ont créé les camps de concentration qu'ils ont remplis des meilleurs fils du peuple et des camps de travail où ils embrigadent de force les chômeurs pour des salaires de famine.

Pour faire diversion et détourner l'attention du peuple, nos maîtres provisoires vont, comme dans les autres pays fascistes, brandissant le drapeau de l'antisémitisme.

La misère, la dictature, sortent de la guerre impérialiste voulue autant par les gouvernements anglais et français que par les gouvernements fascistes allemand et italien, et combattue par les communistes [...]

8. Archives de la Justice militaire.

[...] Le peuple ne veut pas se battre pour simplement changer de maîtres. Il veut se battre pour ses intérêts propres. Pas plus en ceux qui, aujourd'hui, tels Pétain, Laval, Belin, ont trahi la France et se sont placés sous la dépendance de Hitler, qu'en ceux qui, hier encore au pouvoir, ont été incapables, ont refusé de conserver au peuple le peu de libertés qu'il détenait et de réaliser la plus petite de ses aspirations, le peuple ne peut mettre sa confiance [...]

L'Algérie doit être libérée du joug de l'impérialisme français. Elle ne doit pas, pour cela, retomber sous celui de l'impérialisme allemand, italien, espagnol ou anglais.

L'oppression des gros colons et de leurs valets doit prendre fin. Elle doit faire place au pouvoir direct du peuple.

Les communistes n'ont jamais renoncé à l'indépendance de l'Algérie. Ils n'ont jamais caché leur but. En Algérie comme en France, ils veulent la République des Conseils d'ouvriers et de paysans seule capable de réaliser toutes les espérances du peuple.

Dans l'immédiat, ils luttent pour la libération nationale de l'Algérie et l'instauration d'un gouvernement indépendant populaire, allié au prolétariat français [...]

Le PCA lance un appel à l'union à tous les hommes, à tous les partis, à toutes les organisations d'Algérie, musulmans et européens, désirant lutter effectivement contre la misère, pour la liberté, pour la remise de la terre à ceux qui la travaillent, pour la mise en valeur des richesses du pays, pour un gouvernement indépendant populaire d'Algérie[9] ! »

Sur Kateb, on trouve un texte écrit par lui au crayon :

« À tous les jeunes révolutionnaires d'Algérie.

« Guerre, misère, fascisme ! Voilà l'œuvre de Pétain, Doriot, Abrial et de tous les "défenseurs" de la jeunesse. Contre les étrangleurs de la liberté de tous pays, la Jeunesse communiste d'Algérie appelle tous les jeunes Algériens, Arabes, Berbères, Israélites, Européens, à l'union et à la lutte pour une Algérie indépendante et une jeunesse heureuse et libre [...]

Du travail, un métier ! Puis des libertés démocratiques pour tous les Algériens, pour les Arabes Berbères qui souffrent depuis un siècle d'oppression comme pour les Juifs qu'on persécute actuellement (abrogation du décret Crémieux, statut spécial) comme pour les Européens. Puis la paix et éviter que l'Algérie ne soit entraînée dans la guerre ni par Pétain, Flandin et le bloc italo-allemand, ni par de Gaulle et l'Angleterre.

Mais pour obtenir cela l'indépendance du pays est nécessaire[10] [...] »

Conduits au commissariat, à la préfecture d'Alger, Maurice, Odette, Kateb sont interrogés pendant trois jours puis incarcérés à Barberousse, la prison civile d'Alger. Au greffe de la prison, quand on demande à Maurice : « Nationalité ? » il répond : « Algérienne ! »

9. Archives de la Justice militaire.

10. Archives de la Justice militaire.

IV

LA PRISON

Le 27 janvier 1941, sous le titre « La bataille à Alger contre les communistes », on peut lire dans *L'Écho d'Alger* d'Alain de Sérigny : « Sept militants notoires ont été arrêtés cette semaine. La police spéciale continue sa surveillance et traque les derniers représentants du parti interdit. » « Depuis plus d'un an déjà, les services de la police spéciale des trois départements algériens, sans compter ceux de la Tunisie et du Maroc, exerçaient une surveillance des plus actives contre la propagande faite en Afrique du Nord par des groupes de militants communistes. Ceux-ci, choisis surtout parmi les intellectuels, chefs de groupements ou de cellules, étaient chargés de la propagation des mots d'ordre tant dans les grands centres que dans les communes de l'intérieur, principalement chez les musulmans et parmi les classes laborieuses européennes, au moyen de tracts en français ou en arabe qu'ils distribuaient dans l'ombre ou déposaient dans les boîtes aux lettres des quartiers populeux.

Déjà, les services de la police spéciale départementale d'Alger, que dirige le commissaire divisionnaire M. Barrette, avaient réussi, il y a quelques mois – et non sans peine, disons-le – à surprendre en notre ville les manœuvres du parti interdit et à en arrêter les militants, parmi lesquels deux femmes : une institutrice révoquée et une jeune fille d'origine israélite. Après instruction du Parquet, ces militants ont été condamnés à des peines d'emprisonnement.

Mais ces sanctions n'avaient pas diminué l'ardeur des propagandistes du communisme qui, pour dépister la surveillance dont ils savaient être l'objet, employaient divers subterfuges.

C'est ainsi que, déjà connus et "détectés" dans le ressort où ils "travaillaient", ordre leur était donné par leurs dirigeants d'aller propager "l'idée" dans d'autres départements, munis de faux états civils soigneusement "lavés". L'organisation pouvait donc sembler à l'abri de toute surveillance.

Mais tout a une fin, et l'on peut dire que, si le communisme n'est pas mort en Algérie, il n'en vaut guère mieux. »

Les autres membres du comité central vont être arrêtés dans les semaines suivantes. Thomas Ibanez, atteint du typhus, est appréhendé dans un hôpital au mois d'avril. Seul Ramon Via Fernandez, que la police ne parviendra pas à identifier, échappera à l'arrestation.

Les parents de Maurice, Étienne et Jeanne, sont immédiatement jetés en prison. On leur reproche d'avoir procuré de l'argent à leur fils pour financer les activités communistes clandestines. Étienne est alors âgé de 72 ans. En fait, ils sont éloignés des idées de leur fils. Dans sa cellule, Jeanne continue à faire confiance à Pétain. Étienne va simuler la folie, ne mettant que son fils dans le secret. Tout le monde, y compris Jeanne, y croira, ce qui lui permettra d'être remis en liberté.

Devant le juge d'instruction militaire Rondreux, Maurice revendique sa qualité de communiste mais nie les faits qui lui sont reprochés. « Je ne connais pas et n'ai jamais connu le nommé Ibanez », soutient-il. « Je n'ai jamais élaboré avec Ibanez les liaisons intérieures du parti puisque je ne connais pas Ibanez. Je suis un fervent militant communiste mais je n'ai pas participé à la réorganisation du parti. J'ai simplement assuré un certain nombre de liaisons à l'intérieur de la ville d'Alger [...] Je nie avoir été membre du CC clandestin [...] »

Il est confronté à Thomas Ibanez qui, tenu au secret, ignore la méthode de défense décidée par Maurice. Le sourire aux lèvres, la main tendue, Thomas Ibanez se dirige vers lui et dit : « Bonjour mon vieux » tout en lui tapant amicalement sur l'épaule. Maurice refuse de serrer la main que lui tend Ibanez et s'exclame : « Monsieur, je ne vous connais pas [1] ! »

Il en veut à Ibanez de reconnaître la plupart des faits.

Dès qu'il arrive à la prison civile d'Alger, Maurice est bien décidé à s'en évader. Il n'a cependant que bien peu de chance de réussir car,

1. Archives de la Justice militaire.

de mémoire de prisonniers, on ne connaît qu'une évasion réussie : elle remonte à 1928. Maurice ne désespère pourtant pas et prépare longuement son projet. Par l'intermédiaire de deux détenus communistes libérés, Baschevalier (qui mourra par la suite du typhus contracté en prison), ainsi que Bernard Sportisse, il demande à des amis espagnols de lui confectionner une paire d'espadrilles dans lesquelles seront dissimulées des lames de scie. Comme prévu, il reçoit les outils. Il partage sa cellule avec quatre codétenus, tous volontaires pour l'évasion : son inséparable copain Raffini ; un condamné français transféré en Algérie, René Cazau, et deux jeunes venant des Chantiers de jeunesse. L'évasion doit avoir lieu dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1941 mais le soir même du 31, un détenu, employé au greffe, alerte Maurice : « Prends garde, le directeur sait que tu vas t'évader ce soir ! » Effectivement, le directeur est informé du projet d'évasion mais il en ignore les modalités d'exécution. Il est convaincu qu'un tel projet ne peut être mené à bien qu'avec la complicité d'un gardien, mais lequel ? Il ordonne donc de faire surveiller la porte de la cellule et de doubler les rondes : les gardiens se surveillent les uns les autres. Maurice, de son côté, soupçonne Kateb, qu'il a tenu informé, de l'avoir trahi. Que faire ? Faut-il malgré tout maintenir l'évasion ? Il décide de la tenter coûte que coûte. La nuit est noire, le ciel est couvert, la pluie commence à tomber. Tandis que l'un des détenus scie un barreau, les autres ronflent pour en couvrir le crissement. Une fois le barreau scié et tordu à l'aide d'un drap sur lequel tirent les cinq détenus, et la grille qui vient après descellée, Maurice passe le premier par la fenêtre, suivi de René Cazau. Georges Raffini, plus corpulent, s'écorche mais finit par s'extirper à grand-peine. Il est deux heures trente. Les deux autres détenus n'arrivent pas à passer. Pour donner le change et faire croire qu'ils ont été victimes des évadés, ils se frappent mutuellement. Arrivés dans la cour de la prison des femmes, les fugitifs franchissent plusieurs murs et sautent dans la rue.

Conduits par Gaby Gimenez, ils se réfugient d'abord chez Jacques Bentolila, autrefois employé à la Compagnie des chemins de fer d'où il a été licencié parce que Juif, puis dans une maison qu'il leur a trouvée, à Air-de-France. Ils ne resteront en liberté que quelques jours. Le 9 novembre, Georges Raffini est reconnu par un gardien de prison, révoqué à la suite de l'évasion, alors qu'il est en train d'acheter du pain. Il est filé et la maison qui les cache est découverte. Une chasse à

l'homme est bientôt organisée. Raffini est arrêté. René Cazau est absent. Maurice s'échappe en courant dans la forêt voisine mais il se tord une cheville et, épuisé, se dissimule derrière un buisson. Un policier, l'arme au poing, le découvre. Maurice tente à nouveau de s'enfuir en lui donnant un coup de pied pour lui faire lâcher son arme. Furieux, le policier se retient cependant de tirer et s'exclame : « Si tu n'avais pas la blessure que tu as à la gueule, je te ferais la peau ! »

Quand il apprend l'arrestation de ses deux camarades, René Cazau craint qu'ils le soupçonnent de les avoir dénoncés et préfère se rendre à la police. Il est enfermé durant quatre-vingt-dix jours dans les cachots de Barberousse, les fers aux pieds et aux mains, et, couvert de gale, il meurt en prison.

Au commissariat, Maurice est confronté à Raffini qu'il ne reconnaît d'abord pas en raison des coups qu'il a reçus sur le visage. Ils sont tous deux jetés pour quatre-vingt-dix jours dans des cachots de Barberousse, dans le noir, pieds et mains enchaînés. Pour les empêcher de s'allonger, on répand de l'eau sur le sol. Par un trou, on leur jette un morceau de pain sec. Ils s'agenouillent et, ne pouvant le prendre dans leurs mains tenues enchaînées dans le dos, le poussent dans un coin du cachot où ils le mangent à même le sol. Le matin, on leur verse un quart d'eau dans la bouche dont la moitié est répandue par terre. On ne les détache même pas pour qu'ils puissent faire leurs besoins.

Raffini crache du sang, est fiévreux. Un gardien, nommé Passani, impliqué dans une affaire de trafic, l'a violemment frappé. Maurice et Raffini déclenchent alors une grève de la faim pour obtenir qu'un avocat vienne les voir. On les transfère à la prison militaire d'Alger[2]. Dans sa cellule, Raffini rédige un texte qui est saisi : « [...] Le fascisme s'est instauré en France avec en tête un homme que l'histoire aurait pu faire passer pour un grand chef militaire mais qui aux yeux de la postérité ne sera que celui qui vendit la France à l'étranger, qui étrangla la République et mit des chaînes au peuple français : Pétain[3]. »

Le 9 février 1942, devant la Section spéciale du Tribunal militaire d'Alger s'ouvre le procès de 61 communistes, accusés d'avoir reconstitué clandestinement le PCA. Maurice est l'un des principaux accusés. Il est jugé pour « reconstitution de ligue dissoute, atteinte à la sûreté

2. Sur cette évasion, voir notamment l'article de C. David dans *Liberté* du 31 juillet 1947.
3. Archives de la Justice militaire.

extérieure de l'État, faux et usage de faux en écriture authentique et publique ». Le Commissaire du gouvernement écrit de lui : « L'activité de Laban a été grande au sein du comité central. Au cours des perquisitions, de nombreux documents écrits de sa main ont été saisis et notamment un rapport destiné au parti communiste français contenant des précisions sur l'activité du mouvement en Algérie. Au point de vue administration, il assurait le contrôle des régions d'Oran et de Constantine et communiquait ses instructions [...] pour la gestion des fonds.

À l'instruction, Laban a adopté une attitude de dénégation absolue. Il reconnaît simplement avoir à l'instigation d'un nommé André rencontré à l'Hôtel de Toulouse, assuré quelques liaisons pour le parti communiste par l'intermédiaire d'individus inconnus. Il a avoué aussi que le rapport adressé au parti communiste français a été écrit de sa main, mais il prétend l'avoir recopié textuellement avec les ratures et les surcharges dans le but d'égarer l'enquête de police, le cas échéant. » Comme ses camarades, on l'accuse en particulier d'avoir tenté de « soustraire à l'autorité de la France une partie des territoires sur lesquels cette autorité s'exerce[4] ».

De Raffini, l'acte d'accusation déclare que « partout où il a séjourné, il a cherché à troubler l'ordre public ».

Maurice et d'autres accusés, Paul Estorges, les deux frères Debabeche, Odette, sont censés être défendus par un vieil avocat nommé Déroulède, de la famille du célèbre nationaliste français. Il a été contacté par les familles et n'a visiblement pas préparé de défense. Chaque accusé pouvant intervenir après la plaidoierie de son avocat, Maurice, quand arrive son tour, annonce aux membres de la Section spéciale : « Puisque mon avocat a négligé de me défendre, je vais le faire moi-même [...] » et il ajoute après avoir fait le procès du fascisme : « Vous pensez que vous nous jugez mais mettez-vous bien en tête que c'est nous qui vous jugeons et que vous le regretterez ! »

Le procès va durer plusieurs semaines. Il est suspendu lors de la venue en Algérie du ministre de l'Intérieur de Vichy, Pierre Pucheu, pour ne reprendre que le 8 mars 1942. Entre-temps, en raison de la sous-alimentation et de mauvaises conditions d'hygiène, une terrible

4. Acte d'accusation du Commissaire du Gouvernement près la Section spéciale du Tribunal militaire permanent d'Alger, Bois.

épidémie de typhus s'est développée à la prison Barberousse. De janvier à mars, plus de 200 détenus meurent, des indigènes pour la plupart. Parmi les victimes, il y a plusieurs des accusés du procès des 61 : Alphonse Juan, Maurice Gays, Joseph Herrada, Salvator Poullaouec, Joseph Pastor, Adonis Crouail, Joachim Benavente, Jean Torrecillas.

Le 21 mars 1942, le verdict est rendu, en pleine nuit. Six peines de mort sont prononcées : contre Thomas Ibanez, Lisette Vincent, Georges Raffini, Danélius Dietmar, Émile Touati et, par contumace, Ahmed Smaïli. Contre toute attente, Maurice échappe à la peine de mort. Il est condamné aux travaux forcés à perpétuité, plus un an pour son évasion, ainsi qu'à la confiscation de ses biens. Odette est également condamnée à perpétuité.

Le 22 mars 1942, *L'Écho d'Alger* rend compte des verdicts et on y lit que les militants du Parti communiste algérien « poursuivaient par des distributions de tracts et une propagande acharnée, une œuvre de démoralisation de l'armée et du pays tout entier. Des efforts tendaient à saboter l'œuvre de redressement national en s'attaquant à la personne du Maréchal et de ses collaborateurs ».

Finalement, aucune des condamnations à mort ne sera mise à exécution. Elles seront commuées en détention à perpétuité par un décret pris par Pétain en juillet 1942.

Maurice, Raffini, ainsi que les autres hommes condamnés, sont transférés à la Centrale de Lambèse, un ancien bagne militaire, situé à 1 000 mètres d'altitude, près de Batna, dans les Aurès, où furent autrefois détenus des déportés de 1848. Immédiatement, ils envisagent une nouvelle évasion. Pendant le voyage, que les prisonniers effectuent en train jusqu'à Batna, enchaînés quatre par quatre, ils découvrent qu'il est possible d'ouvrir leurs menottes avec le manche d'un rasoir mécanique qu'ils ont réussi à se procurer. Ils veulent mettre à profit les onze kilomètres du trajet entre la gare de Batna et Lambèse, qui se font en marchant, menottés aux mains et enchaînés aux pieds. Raffini s'est introduit le manche du rasoir dans l'anus afin de le dissimuler. Il espère pouvoir le récupérer en allant faire ses besoins et ouvrir alors ses menottes. Mais pour cela il faut d'abord que les gardiens acceptent de défaire les chaînes qui lient les prisonniers les uns aux autres, ce qu'ils refusent malgré les assurances que leur prodigue Raffini. Les détenus sont obligés de faire leurs besoins en restant enchaînés. Finalement, Maurice et Raffini arrivent à Lambèse sans avoir rien pu tenter.

Aussitôt, les prisonniers sont placés au régime du secret. Pour protester, ils engagent une grève de la faim qu'ils cessent au bout d'une dizaine de jours.

Le 7 mai 1942, le colonel Roubertie, Président de la Section spéciale d'Alger, rédige l'avis motivé suivant concernant Maurice : « Très intelligent, instruit, profondément convaincu et capable de passer à l'action violente comme sa participation personnelle à la guerre civile d'Espagne parmi les rouges le prouve. Communiste de premier plan particulièrement dangereux par suite de ses dons personnels, et des biens dont il dispose, ne paraît pas susceptible d'amendement. À maintenir hors d'état de nuire[5]. »

Les liaisons entre détenus sont rendues extrêmement difficiles et ne peuvent se faire que par les fenêtres, à l'aide de ficelles d'alfa au bout desquelles sont placés des bouts de papier.

Contraints au travail de l'alfa, ils décident d'en limiter la production au strict minimum. Ils souffrent particulièrement de la faim et du froid. Par dérision, Maurice baptisera cette prison, plus connue sous le nom de Dar El Chitan (Maison du Diable), « le Sana ».

Plus tard, un des condamnés du procès des 61, Jacques Salort, portera plainte contre le directeur de la prison, un nommé Paoli, et décrira les conditions de détention en ces termes :

« Nous étions une quarantaine de camarades au régime du secret. Nous n'avions le droit de prendre l'air qu'une demi-heure le soir et une demi-heure le matin. Malgré que cette détente fût bien courte, jamais sa durée ne fut respectée. C'est avec une sévérité draconienne que nous étions surveillés pendant ce court laps de temps. Une parole dite à un camarade suffisait pour nous faire condamner par cet homme Paoli, le directeur que je ne peux m'empêcher d'appeler tortionnaire, à 8 et 15 jours de cellule, à la privation de colis et de cantine pendant trois mois, alors que nous mourions littéralement de faim. Dans le cadre des possibilités de l'époque, nous avons fait, à plusieurs reprises, des propositions concrètes raisonnables ; par exemple, nous avons demandé deux lettres par mois au lieu d'une, de porter la limite d'achat de cantine de 60 à 150 francs par mois, l'augmentation du nombre de colis, etc. Ces propositions ont toujours été rejetées malgré une grève de la faim qui dura 10 jours et qui nous valut d'ailleurs une

5. Archives de la Justice militaire.

punition de 8 jours de cellule (pour être juste, je dois dire "avec sursis"). Ce qui est plus grave, c'est que ces propositions ont été rejetées, même après le 8 novembre 1942, date à partir de laquelle les restrictions se sont extraordinairement accrues au point de nous mettre, en peu de temps, dans un état physiologique désespéré.

[...] Après le débarquement des Alliés en Afrique du Nord, que nous avons réussi à connaître le lendemain même, nous pensions que tout allait changer dans notre situation, nous nous préparions même à sortir de prison. Tout a, en effet, changé, radicalement d'ailleurs, mais dans le sens imprévu. À savoir: renforcement du régime du secret, diminution des sorties (un quart d'heure au lieu d'une demi-heure), punition pour bavardage, provocations de toutes sortes et enfin surtout, la famine. Nous en sommes arrivés à manger les peaux de mandarines quand, par hasard, on nous vendait ces fruits à la cantine, à manger les cosses de fèves, etc.

Par suite de cette situation, pour le moins incompréhensible, car je le répète, nous étions au lendemain du 8 novembre, nous avons demandé le rapport de M. le directeur, afin d'obtenir des éclaircissements. Nous avons attendu une dizaine de jours une réponse, mais en vain. Cela nous amenait vers le 22 ou 23 novembre. Le directeur ne se décidant pas à se montrer, nous avons décidé la grève du travail forcé (nous tressions alors, en principe, de l'alfa). Le jour même, nous sommes tous traduits devant le prétoire et, sans vouloir écouter un seul mot d'explication, je dis bien, un seul mot – M. Paoli nous condamna tous à 45 jours de cellule disciplinaire. Après ce verdict rendu, nous sommes envoyés au quartier cellulaire où, sous la surveillance et les ordres du directeur, nous sommes soumis à une séance dite de "discipline" qui, par elle-même, exprime toute la bassesse de cet indigne fonctionnaire. C'est en effet sous les cris, les coups de cinq gardiens (parmi eux, le très zélé gardien Patissier) que nous fûmes contraints de tourner autour de la cour, serrés ou plutôt enchevêtrés les uns derrière les autres. Déjà affaibli et surtout indigné de tels procédés, j'ai quitté les rangs en protestant. Cela m'a valu, ainsi qu'aux camarades qui ont pris ma défense, d'être roués de coups sous le regard moqueur de M. Paoli qui, entre autres explications provocantes, a dit: "Cognez, cognez, je vous l'ordonne !"[6]. »

6. Voir André Moine, *Déportation et résistance, Afrique du Nord – 1939-1944*, Éditions sociales, 1992.

V

MOBILISÉ

Maurice et les autres détenus communistes ne sont libérés que le 15 mars 1943, quatre longs mois après le débarquement américain en Algérie. Après plus de deux années de prison, il est mobilisé en Oranie. En raison de ses blessures en Espagne, il n'est cependant pas envoyé au front.

Odette, quant à elle, est libérée de la prison de Maison-Carrée également en mars 1943, puis aussitôt assignée à résidence à la frontière algéro-tunisienne, au Kef. Souffrant de paludisme, elle est totalement isolée. Un jour, elle réussit à s'échapper en prenant place dans un convoi militaire venant de Kerouan et se dirigeant vers Alger. À Alger, le député communiste marseillais, François Billoux, libéré de Maison-Carrée en février 1943 avec vingt-six autres députés communistes, l'aide activement à régulariser sa situation. Elle va être employée au secrétariat des députés communistes français installés à Alger. Elle part en Oranie rendre visite à Maurice. Celui-ci, comme quelques autres de ses anciens camarades de prison, campe sous la tente. Sa haute stature n'a pas permis de lui trouver des habits militaires à sa taille, mais cela ne le préoccupe aucunement. Il lui écrit régulièrement. Il se lie d'amitié avec un autre condamné du procès des 61, Roger Tissier. Ancien membre des Jeunesses communistes à Toulouse, Tissier a appartenu au Secours rouge ainsi qu'au Grand Orient de France. Venu en Algérie dans les années trente, il était maître d'apprentissage à l'école pratique de Constantine. Membre du PCA, il était proche de Paul Estorges, secrétaire de la section de Bône. Dans la clandestinité,

il était secrétaire du Bureau régional de Constantine et a été lui aussi prisonnier à Lambèse.

Maurice se confie volontiers à Odette dans ses lettres.

30 juillet 1943.

« Rien de nouveau depuis notre arrivée à Zemmorah. La vie y est régulière, c'est le repos à peu près complet, du moins pour le moment. Nous ne nous ennuyons pas – du moins Tissier, Corneli et moi –, parce que nous sommes très préoccupés par les événements d'Italie, qui pourraient avoir une influence importante sur la durée de la guerre et le retour chez nous. Le soir, nous récoltons quelques bobards au village ; le lendemain, vers onze heures, nous attendons le journal, lequel est très difficile à se procurer. Ensuite, nous commentons les nouvelles entre nous et avec ceux des soldats qui s'intéressent à cela. La sieste est longue et plutôt pénible sous la tente. Par contre, les nuits sont excellentes et nous bavardons très tard, surtout Tissier et moi. Nous complétons notre alimentation – qui n'est pas toujours suffisante – par des achats aux civils : raisin, lait, œufs, etc. En somme, la vie ne serait pas désagréable si j'étais sûr de voir tout cela se terminer bientôt, ou si je pouvais aller de temps en temps à Alger. À ce sujet, nous avons vu, hier soir, Pantalini, mobilisé dans les tirailleurs. Il nous a dit que les députés, en particulier Barel, s'occupaient de nous faire avoir une permission exceptionnelle. J'en ai parlé ce matin à Lenoir, lequel m'a affirmé que Salort avait obtenu une permission exceptionnelle de huit jours au titre d'ancien détenu politique. Aussi, nous tous qui sommes ici, dans l'artillerie ou les tirailleurs, nous te demandons d'intervenir auprès de Barel pour qu'il voie s'il n'est pas possible d'avoir une permission exceptionnelle [...] Comme tu le vois, je pense en ce moment à deux choses surtout : les événements d'Italie et la possibilité plus ou moins problématique d'une permission [...] »

2 août 1943.

« [...] La vie ici est si monotone que je n'ai pas beaucoup de choses à raconter [...] Le grand événement, pour moi, ces jours-ci, a été mon admission dans la guitoune de Tissier. Nous sommes ici deux par guitoune. Quand je suis arrivé, Tissier était avec Cornelli et j'étais seul, sans guitoune, alors, chaque nuit, je dormais devant la porte "comme le chien", espérant avec persévérance une occasion. Celle-ci s'est présentée : Cornelli a été affecté aux cuisines et a dû déménager ; je me suis aussitôt installé à sa place. Tu peux juger par là de la monotonie de la vie pour qu'une telle chose prenne une si grande importance ! [...] J'utilise mes longs loisirs à me reposer et à faire provision de sommeil. Ensuite, à lire le livre d'histoire que tu m'as prêté, couvert de glorieuses moisissures. Chaque fois que je le prends, il me rappelle l'endroit, et notre voyage là-bas [...] Peut-être pourrais-tu me procurer *La Question nationale* ? [...] Tu me dis aujourd'hui que les réservistes (dont je suis) doivent être renvoyés au dépôt à Constantine ; mais il circule tellement de faux bruits ! Et puis, plutôt que d'être à Constantine, j'aimerais autant aller participer au 2e front ou à une campagne d'Italie ou des Balkans [...] »

11 août 1943.

« [...] Depuis quelques jours, j'avais plutôt le cafard, mais hier matin, nous étions avec Tissier à Relizane où nous avons mangé un casse-croûte bien arrosé. À la fin du repas, j'étais très optimiste [...] Heureusement qu'il y a Joseph ! Les nouvelles, depuis quelques jours, sont vraiment bonnes. Qui sait, peut-être ce sera fini pour le début de l'hiver ? Avec l'Armée rouge, on peut s'attendre à toutes les surprises. J'ai décidé qu'à la fin de la guerre, je me procurerai trois photos de 1,20 m de Joseph, Vladimir et T [...]; je les mettrai dans ma chambre avec un gros revolver en dessous – mieux, une mitraillette avec cette inscription : "Que celui qui se permettra de dire ou de penser quelque chose de malveillant sur eux se tienne sur ses gardes" [...] Je voudrais partir aujourd'hui même pour le 2e front. Qu'on en finisse vite, vite, même si on doit y laisser des plumes. »

Maurice ignore alors que, quelques jours plus tôt, le 6 août, son camarade des Brigades internationales, Victorien Beauvois, est mort à l'hôpital de Sèvres. Interpellé en gare de Chaville lors d'un contrôle d'identité, il s'est enfui et a été atteint d'une balle dans le dos.

Arrêté en mai 1942, à Doullens, par la police française pour propagande communiste, il s'était évadé en mai 1943 et avait rejoint le

maquis. Au moment de sa mort, il occupait d'importantes responsabilités dans le mouvement de résistance des Francs-tireurs et partisans. Son frère, René, sera fusillé par les nazis le 9 février 1944.

14 août 1943.

« [...] Nous nous procurons *Liberté* chaque semaine. C'est mieux qu'au début, parce que plus "algérien". Il ne faut pas oublier que si *Liberté* est l'organe des 26 députés, ces députés sont en Algérie et s'adressent à la population algérienne. Il ne faut pas oublier non plus que la population algérienne ne se limite pas à une minorité d'un million d'Européens et qu'elle comprend 6 à 7 millions d'indigènes. À ce sujet, deux ou trois bons articles dans le dernier numéro : celui de Midol, sur les salaires ; d'une jeune femme musulmane à propos du 14-Juillet ; des marchandes de beignets de Constantine [...] Il y a quelquefois des articles, des passages ou même des mots qui montrent qu'on ne considère pas assez les choses du point de vue algérien ou nord-africain. Ainsi, dans un précédent numéro, on signalait l'action héroïque des troupes françaises en Sicile. Or, les communiqués alliés nous apprennent que ces troupes françaises sont constituées en majorité de Marocains. Pourquoi ne pas souligner précisément cela ? ne serait-ce que pour contredire les arabophobes plus ou moins hitlériens qui prétendent que les indigènes ne font rien dans cette guerre [...] Nous parlons souvent de cela avec Tissier. Nous ne sommes pas toujours du même avis, mais nous sommes pleinement d'accord sur la durée de la guerre ; aussi optimistes l'un que l'autre [...] même désir de retourner à la vie civile et à la liberté [...] »

Le premier numéro de *Liberté,* journal du Parti communiste français en Algérie, a été publié le 1er juillet. La libération de la France et la participation des populations d'Algérie à cette libération sont maintenant au cœur de la politique communiste en Algérie. Les communistes impulsent la création d'une organisation, « La France combattante ». Le dirigeant communiste algérien, Amar Ouzegane, est revenu au devant de la scène. Interné au camp de Djenien Bou Rezg, il a toujours refusé de tenter de s'en évader, ce que Maurice et ses camarades de clandestinité ne lui pardonnent pas. Maurice l'appellera GVPLC (Grand Volontaire Pour Le Camp). L'action du comité central clandestin est maintenant passée sous silence et tandis que Maurice est mobilisé, Amar Ouzegane, parlant au nom du PCA, écrivait, le 8 juillet, dans *Liberté* : « Après trois années d'absence, c'est la tête haute que nous venons reprendre le combat en faveur de ce peuple d'Algérie qui a le droit d'aspirer à la vie, à la justice, à la liberté [...] »

Le 14 juillet 1943, à Alger, de Gaulle a présidé un défilé militaire. Les communistes, pour leur part, ont été à l'origine d'une importante manifestation civile qui a convergé avec ce défilé d'où les indigènes algériens ont été quasiment absents. Avant que de Gaulle prenne la parole sur le Forum, des orateurs se sont succédé. Parmi eux, le député communiste français François Billoux et Amar Ouzegane. Ce dernier a déclaré : « Il faut que la devise républicaine "Liberté Égalité Fraternité" soit une réalité pour tous les habitants de notre pays. Il faut donc supprimer toutes ces inégalités choquantes. Cette mesure de justice et de sagesse politique développera chez tous les Algériens, cet esprit de guerre, cet esprit de sacrifice, cet élan patriotique unanime que l'on admire tant chez tous les peuples de l'Union soviétique et qui sont la conséquence de leur union absolue garantie par la Constitution stalinienne. Cette mesure de justice et de sagesse politique renforcera l'union entre le peuple d'Algérie et le peuple de France et contribuera à la Victoire. »

Ce 14 août, se tient à Hussein-Dey une Conférence centrale du Parti communiste algérien, rassemblant deux cents délégués. Les rapports sont présentés par Amar Ouzegane, Nicolas Zanettacci, Larbi Bouhali. Amar Ouzegane devient le principal dirigeant du parti. Un comité central de dix-sept membres est élu.

17 août 1943.

« [...] Il n'y a rien de folichon comme paysage : d'un côté, la mer, assez loin, de l'autre les montagnes. Autour de nous, un paysage quelque peu "mexicain" : des figuiers de Barbarie, des aloès. Avec Tissier, nous avons monté notre guitoune sous un arbre dense ; nous avons de l'ombre toute la journée, et il fait frais. Rien de folichon, donc, mais à côté de Zemmorah, c'est le rêve. Nous avons même pris un bain de mer ! L'eau était froide, la mer un peu agitée. J'ai pu constater une fois de plus que je manque beaucoup d'entraînement : incapable de faire plus de cent mètres sans être essoufflé. Il faut que j'en

prenne tous les jours, cela me fera du bien et, on ne sait jamais, ça peut servir [...] Avec Tissier, nous nous entendons bien. Il y a entre nous tant de points communs ! Il y a aussi cette sorte de "fraternité d'armes" qui existe chez tous ceux qui sont passés par le "sana". Nous avons nos expressions bien à nous ; ainsi "faire le zaghouan", c'est raconter toujours les mêmes histoires, les mêmes sur ce fameux "Zaghouan". Cela se comprend ; quand on est passé par de dures épreuves, on ressent comme un besoin de parler. Quant à moi, j'essaie de "zaghouaniser" moins [...] ». « [...] La guerre finira bientôt, j'en suis convaincu. J'ai toujours été très optimiste au sujet de la guerre, mais cette fois, je crois que mon optimisme a des bases sérieuses : non seulement les Allemands, à cause de leurs pertes en hommes, se sont affaiblis tandis que nos alliés se sont renforcés, mais encore ils doivent faire face à une menace (qui devient sérieuse du fait de l'avance russe), d'un débarquement. Et surtout, au lieu de faire face à l'offensive russe avec l'espoir que la débâcle et le printemps vont rétablir la situation, ils combattent adossés à l'hiver qu'ils craignent tant. Tout leur système ne va-t-il pas craquer ? [...] Nous attendons tous ce jour avec espoir. Ici, tout le monde (à de rares exceptions près), Arabes et Français, applaudit aux victoires soviétiques, ne serait-ce que parce qu'elles hâtent la démobilisation. »

Maurice décide de ne plus se tenir à l'écart de l'action politique. « J'ai révisé ma position adoptée au "sana" et même un peu plus avant : me tenir à l'écart pour faire passer au premier plan mes fameux projets sur les sels [...] »

Odette lui a fait part dans ses lettres de sa tristesse devant le climat d'intrigues qu'elle voit se développer dans le milieu communiste en Algérie. Un très violent conflit oppose entre eux les anciens détenus communistes du camp de Bossuet qui s'étaient divisés en deux groupes hostiles, les uns acceptant de participer à la gestion du camp, les autres le refusant. En réponse, Maurice lui expose ses conceptions politiques.

« Quel motif à cette tristesse ? Seraient-ce les manigances qui ont dû avoir lieu pour le CC, ce que tu appelais à juste raison la prime à la lâcheté ? Si c'était cela, tu aurais tort ; je te croyais vaccinée, blindée contre toutes ces choses-là. Tu aurais dû faire comme moi à Lambèse

où cela était certainement beaucoup plus dégoûtant, mais où cela avait beaucoup moins d'importance : observer, l'œil sec [...] Je reconnais pourtant que j'ai eu tort, à certains points de vue, d'adopter une attitude de neutralité, ou, plus exactement, de non-belligérance. J'avais des motifs importants pour agir ainsi [...]. J'ai décidé d'abandonner l'attitude que j'avais eu jusque-là et d'entrer dans la bagarre. Je le fais, non pas parce que je compte y trouver des avantanges, crois-le bien, mais par tempérament et par devoir [...]

La solution pour gagner, pour remettre à leur place les lâches et les intrigants ? Être les meilleurs, apparaître aux yeux de tous comme tels ; quelques-uns d'entre nous avons été les meilleurs dans l'illégalité, parce que nous étions les plus combatifs et les plus honnêtes. Il faut que, dans la légalité, nous nous montrions aussi les meilleurs. Les qualités que nous devons mettre en relief ne sont peut-être pas tout à fait les mêmes [...] De la combativité ? Qui n'en aurait pas maintenant qu'on ne risque plus rien. De l'honnêteté et du dévouement ? Absolument indispensables, quelles que soient les circonstances. L'intérêt général doit toujours passer avant le sien propre [...]. Enfin, ce qui compte surtout en période légale, c'est d'avoir une ligne politique juste, savoir s'en pénétrer suffisamment, et être assez obstiné pour la faire triompher. Ensuite, avoir les capacités d'organisation et d'action pour la faire appliquer – mais n'être obstiné que si l'on est dans la ligne juste, bien entendu [...]

1) Ne pas se laisser aller à la présomption ; nous sommes en période d'essor, nous progressons. Mais est-ce suffisant ? Allons-nous à la vitesse des événements extérieurs ? N'avons-nous pas une faiblesse capitale envers les masses indigènes ? D'où ne pas hésiter à critiquer, critiquer sainement, bien entendu, dans un but constructif et en apportant des solutions.

2) Lutte intransigeante contre les opportunistes, contre les capitulards, ceux que tu appelles les lâches. Pas seulement contre ceux qui se montrent comme tels actuellement, mais aussi contre ceux qui se sont montrés comme tels dans l'illégalité, et qui risqueraient fort de recommencer si le cas se représentait.

3) Enfin et surtout, avoir d'amples liaisons avec les masses, écouter la voix des masses et comprendre leurs besoins poignants. Et les masses, c'est TOUT le peuple, et pas seulement une partie du peuple. C'est davantage ceux qui souffrent le plus, que les autres.

En France, le Parti a toujours été admirablement à la hauteur ; il a collé aux masses, n'en a jamais perdu le contact. Je crois qu'en Algérie, nous avons commis et nous commettons des erreurs à ce sujet. Il ne s'agit pas de suivre les masses partout où elles vont (il faut quelquefois, au contraire, aller contre le courant général, comme lors du début de la non-intervention en Espagne). Il s'agit de les guider, pour cela, être en avant, mais un pas en avant, et pas des kilomètres, sinon on perd le contact.

Le but actuel est de bien faire comprendre au peuple que son intérêt est, d'une part, de participer activement à la lutte contre Hitler (on ne fait pas la guerre efficacement si le peuple n'y participe pas) ; d'autre part – et ceci surtout pour l'avenir –, de s'unir étroitement au peuple de France.

Mais un fait est indéniable : les masses, surtout indigènes, se fichent pas mal, en général, de la lutte contre Hitler ; et vis-à-vis de la France, il n'y a pas seulement, hélas, de la haine, comme avant, il y a aussi du mépris. C'est pourquoi le courant sera long et difficile à remonter [...]

Avant tout, reprendre le contact. Reconquérir la confiance des masses et, pour cela, comprendre et exprimer leurs besoins poignants. Centrer notre propagande là-dessus. Ne pas craindre d'y insister, lutter pour : À travail égal, salaire égal ; droits égaux ; revendications culturelles, nationales, etc. dans la mesure où cela cadre avec la politique générale ; ne pas tomber dans la démagogie. Surtout, n'oublions pas les masses paysannes. Il y a dans les campagnes, en dehors des petits fellahs, des centaines de milliers de prolétaires ou semi-prolétaires très intéressants. Et les ouvriers des villes se rappellent souvent qu'ils sont d'anciens paysans ; les problèmes paysans les intéressent.

Ensuite – ou plus exactement en même temps mais en second lieu – comme conséquence, placer, grâce au contact ainsi établi, nos mots d'ordre fondamentaux : lutte contre Hitler – liaison avec le peuple français. Les masses ne suivront ces mots d'ordre que si elles ont confiance en nous et si elles y voient un intérêt direct.

[...] On parle bien de tout cela, soit. Mais on place en premier lieu ce qui doit l'être en second, alors les masses croient que ce que l'on met en second lieu, on le met pour la forme, pour faire passer le reste ; elles ne nous écoutent pas, nous repoussent. Elles vont vers les démagogues indigènes, les Bendjelloul, Ferhat ou Messali, parce qu'elles croient que nous, à force de trop parler de la France et trop peu de

l'Algérie, nous avons des "intentions secrètes", plus ou moins impérialistes. En définitive, le contrôle des masses nous échappe, et c'est l'union avec le peuple de France et la lutte contre Hitler qui y perdent. J'ai lu dans *Liberté* un manifeste du PCT qui semble avoir adopté cette façon de voir (*Liberté* du 12 août, je crois). De même, dans *Liberté* du 26, l'article faisant suite à la conférence semble se rapprocher de ce point de vue.

Évidemment, il y a une autre solution, celle, paresseuse, que préconise Tissier, par exemple : s'occuper pour la forme des masses musulmanes puisqu'elles ne veulent pas venir à nous, sans se faire aucune illusion sur elles. Concentrer notre action sur les Européens et attendre que le peuple français nous envoie ce que nous n'aurons pu conquérir nous-mêmes, solution qui ne me plaît pas.

Peut-être penses-tu que c'est chercher le poil dans l'œuf [...] Tiens compte que je suis à peu près isolé de tout et que ce sont simplement des idées personnelles que j'exprime. J'aurais préféré exprimer le résultat d'un travail collectif, toujours de qualité supérieure.

Un autre problème consiste en la diffusion des mots d'ordre dans les masses. Il me semble qu'il y a beaucoup à faire, que c'est une cause de nos faiblesses chez les musulmans. C'est un problème à étudier sérieusement, qui doit être aussi le résultat d'un travail collectif, auquel doivent participer ceux qui connaissent bien le peuple, qui ont vécu à son contact [...]

À signaler un moyen de pousser à l'union de tous les Algériens, de tous les Nord-Africains (union des Nord-Africains, idée que j'ai toujours défendue et que j'ai vue exprimée dans *Liberté* du 26), un moyen de resserrer les liens avec tout le peuple (Européens et indigènes) : développer la confiance en nous-mêmes, en notre force, en tenant compte des richesses de l'Afrique du Nord (agricoles et minières), et surtout des possibilités de développement agricole, minier et industriel. L'industrialisation du pays, qui est très possible, ralliera tous les suffrages. C'est un mot d'ordre d'avenir en même temps qu'il combat cette idée répandue et néfaste, que nous devons toujours être à la remorque d'un autre pays. »

Maurice s'ennuie. Chaque jour, il doit nettoyer le même camion. Parfois, il lit *Liberté*. Il étudie des livres : *L'Histoire du PC bolchevik* qu'il trouve excellent. « Je l'ai épluché phrase après phrase et j'ai

beaucoup réfléchi. » *La Question nationale* de Staline. *L'Histoire d'un peuple* d'André Ribard. Il lit également Ségal. « Je le trouve fameux : clair, précis, scientifique. Un livre mettant en relief les qualités bien françaises de l'auteur. » Il rend visite à Tissier, son seul vrai camarade, avec qui il discute longuement de l'évolution de la guerre.

Il lui arrive d'écrire des lettres pour les familles de soldats arabes. « Il faut faire une véritable gymnastique pour adapter leurs expressions. Ainsi, que dis-tu de cette formule : "Sois chacal pour ne pas que les chacals te mangent !" »

12 septembre 1943.

Maurice se rend au Parc-auto pour y retrouver Tissier et où l'on fête la reddition de l'Italie... depuis plusieurs jours. « J'ai été accueilli par une ovation ; on m'a forcé à boire, et je me suis laissé faire : il me faut bien fêter, moi aussi, la reddition de l'Italie [...] Il y a des histoires marseillaises, des chansons, depuis celles de Trenet jusqu'aux chants patriotiques en passant par les chansons grivoises que certains croient absolument indispensables [...] On m'a fait ingérer force gâteaux secs et... force boissons. L'atmosphère de franche camaraderie était très bonne, belliqueuse, ça sentait le débarquement [...] »

Il cherche à rassurer Odette inquiète de son sort en cas de mobilisation pour le débarquement. « Sois tranquille. Je ferai consciencieusement mon devoir, et cela ne m'empêchera pas de revenir entier à la fin de la guerre – qui n'est certainement pas si éloignée que tu penses. »

Odette ne cesse de l'encourager à reprendre ses études de chimie pour terminer sa licence et il décide de suivre ses conseils. « Chez moi, lui écrit-il, les déterminations importantes mettent souvent longtemps à être prises. Elles restent parfois une semaine ou des mois en gestation, quelquefois à mon insu. Puis, lorsque la décision est prise, bien prise, je suis tout à mon idée, je la travaille, je la polis, je la mets au point [...] »

19 septembre 1943.

« J'ai hâte de vivre une vie normale, de pouvoir me dépenser dans le sens où je voudrais ; d'entrer dans l'action. Depuis des années et des

années, je vis une vie qui n'est pas celle que je voudrais ; je suis obligé de refouler mes tendances naturelles à l'action, et maintenant, plus que jamais. Je voudrais pouvoir faire mienne – mais je dois me faire des illusions – la formule d'André Marty : Action, énergie, audace. Je la trouve excellente et je la mettrai au-dessus des portraits de ma chambre (tu sais, les trois portraits). En tout cas, je crois que maintenant est close l'ère de dépression qui a suivi Lambèse. Je ne suis certainement pas encore "d'attaque", surtout au point de vue physique (mes douleurs à la mâchoire commencent à m'inquiéter), mais enfin, surtout grâce à toi, je sais qu'il y a une différence de nature entre mon état d'esprit au sortir de Lambèse et celui de maintenant. J'ai, à des moments, envie de dire, comme un héros de Balzac, en regardant la vie : "À nous deux maintenant !" »

Il envisage de saisir la Commission d'épuration.

« Il nous semble que le Commissaire à la justice, de Menthon, certainement encore sous l'influence des masses françaises animées de l'esprit de la Résistance, soit décidé à prendre des mesures d'épuration. Bien des gens guettant des places ou un avancement, doivent eux aussi, pousser à l'épuration. Enfin, l'épuration apparaît à tous tellement nécessaire, à force d'être réclamée, que le gouvernement, à ne pas la faire, risquerait de se couper des masses, ce qu'il semble avoir compris. Pour toutes ces raisons, nous pensons qu'un nouveau pas sera fait dans cette voie. Mais ce pas en avant ne sera vraiment efficace que si les masses ne se contentent pas d'attendre passivement ces mesures et, au contraire, poussent et aident les autorités à mettre en pratique les décisions prises. Ces décisions devront s'étendre à un très grand nombre de cas et pourront avoir une réelle efficacité. Ainsi, Tissier et moi nous pensons que nous devrions signaler à la Commission d'épuration deux ordres de faits :

1) Les actes dont nous avons été victimes nous-mêmes ou nos parents ou proches amis qui ne peuvent le faire eux-mêmes. Ainsi, il nous semble que voilà l'occasion de soulever tout l'arbitraire et l'injustice de notre procès, et demander le châtiment des responsables, ceux qui nous ont jugés. Il y a deux façons de le faire :

a) Attaquer de front l'injustice de notre procès. Certes, il y avait des lois et les juges peuvent rétorquer qu'ils n'ont fait que les appliquer. Mais encore faut-il savoir si nous tombions sous le coup de ces lois.

Ainsi, il y a eu six condamnations à mort pour "démoralisation de l'armée", etc. art. 77. Si nous avions réellement démoralisé [...], etc., soit la condamnation aurait été juste et nous serions mal fondés de réclamer. Mais il est manifeste qu'au lieu de démoraliser, nous avons au contraire cherché à remonter le moral, puisque nous proclamions que l'Allemagne perdrait la guerre et que la France serait libérée. Or, malgré cela, alors qu'il était d'une évidence flagrante que nous étions innocents de ce dont on nous accusait et qu'au contraire c'étaient nos juges les coupables, on a condamné six camarades à mort. Une injustice aussi manifeste doit être châtiée sévèrement, sinon la Commission n'aurait pas sa raison d'être. De même pour d'autres accusations, celle des "territoires", par exemple, sur laquelle je ne m'attarde pas, faute de temps.

On pourra rétorquer par exemple qu'en vertu de la loi du 14 août 1941, les juges avaient le droit de prononcer des condamnations à mort, même sans la moindre preuve, mais, en avaient-ils l'obligation ? (C'est seulement dans le cas où ils auraient été dans cette obligation qu'ils ne tomberaient pas sous le coup de la Commission.) La loi du 14 août prévoit des peines allant de six mois à la peine capitale. Ils pouvaient nous condamner à six mois.

Enfin, je me souviens que Roosevelt lui-même avait déclaré que tous les juges des tribunaux spéciaux de Pétain seraient eux-mêmes jugés. Il faut le rappeler.

b) Attaquer sur les détails de procédure, par exemple – voir un homme de loi. Ainsi, je crois qu'il existe une loi interdisant formellement de faire sortir des détenus d'une prison où il y a une épidémie. On n'a pas suspendu notre procès comme nous le demandions, et on a continué à nous juger sans tenir compte le moins du monde de ce que nous demandions.

En dehors du procès, j'ai, en ce qui me concerne personnellement, de nombreuses accusations à formuler. Ainsi l'incarcération de mes parents, malgré leur âge et la fragilité des accusations. Une autre contre Me Guerard, avocat à Biskra, PPF, SOL, faisant des conférences collaborationnistes, etc. Autre accusation contre le greffier du tribunal militaire d'Alger ; contre les Rondreux, Bois, juges d'instruction, pour avoir refusé, pendant deux mois la visite d'un médecin légiste à Zerarka, de Biskra, dont l'accusation ne reposait sur rien, et dont l'état de santé était bien mauvais puisqu'il est mort quelques

jours après être sorti, de tuberculose. Il avait le droit de voir un médecin légiste. C'est à nous de le venger, à moi personnellement puisque c'était mon ami. »

Avec Tissier, il mène de longues conversations sur le déroulement de la guerre en URSS : « comme si nos bavardages pouvaient être utiles à quelque chose ; mais c'est un sujet si agréable, au train où vont les Soviets, qu'il est difficile de ne pas s'y étendre, d'autant plus que là-dessus, contrairement à ce qui se passe, dans une certaine mesure, à propos des questions algériennes, nous nous entendons très bien. Il maintient toujours, comme date de la fin de la guerre, le 7 novembre, et moi, moins précis, d'ici la fin de l'hiver ».

20 septembre.

« Ici, beaucoup commencent à se surexciter à l'annonce des victoires soviétiques. Aujourd'hui, j'ai fait le compte : 1 200 localités. On annonce que les Soviets ont défoncé les défenses de Smolensk. C'est très beau, mais pas d'illusions excessives... J'ai ramené de la ville voisine une carte détaillée de la Russie, la dernière qui restait. Tissier s'est traîné à mes pieds pour l'avoir, mais j'ai été inflexible. Il est bien attrapé. Je vais maintenant pouvoir diriger à mon aise les opérations de mes armées, tandis que les siennes vont dans l'inconnu. Il prétend avoir la carte en mémoire, mais rien ne vaut une bonne carte détaillée [...] »

22 septembre.

« J'ai lu, cet après-midi, *Liberté* du 17. J'ai trouvé, dans un article de J.-R. Bloch, un passage extrêmement intéressant, qui confirme pleinement un de mes points de vue sur un sujet épineux, à propos duquel je m'étais trouvé en désaccord avec beaucoup de chez nous. Je demande simplement qu'on applique à d'autres pays ce qu'on réclame pour la France... »

Dans cet article, l'écrivain communiste Jean-Richard Bloch écrit : « Les Français ont entendu les voix amies qui se sont engagées à restaurer la France dans sa grandeur et dans sa puissance mais ils savent aussi que la liberté ne se reçoit pas : elle se conquiert. L'indépendance

reçue du dehors, comme cadeau à l'enfant docile, est une forme détournée de la servitude. Les Français demandent à leurs amis non pas une indépendance toute faite, mais les moyens de la reconquérir eux-mêmes. »

Maurice vise ainsi l'opinion couramment répandue chez les communistes selon laquelle l'avenir de l'Algérie est dépendant de la naissance d'une France nouvelle. En décembre 1943, devant la Commission des affaires musulmanes, Amar Ouzegane exprimera nettement cette conception dominante : « Demain lorsque le peuple de France sera maître de ses destinées dans la France nouvelle qu'il forge dans sa lutte contre Hitler et Vichy, il assurera aux populations algériennes l'égalité totale. »

Maurice poursuit : « [...] Lu en vitesse le journal d'aujourd'hui. Le fait marquant, pour nous, Algériens, est la dissolution de la représentation musulmane aux Délégations financières, et l'internement de Ferhat et Sayah. Il me semble qu'au lieu de se combler, le fossé se creuse chaque jour davantage. Il faut tenir compte de cela et agir intelligemment. Ferhat en sortira sans doute grandi, à moins que nous soyons plus habiles que lui [...] »

Le général Catroux, Gouverneur général de l'Algérie nommé par de Gaulle, vient en effet de prononcer l'internement de Ferhat Abbas et Sayah Abdelkader pour incitation à la désobéissance civile et trouble à l'ordre public en temps de guerre, ainsi que la dissolution de la représentation musulmane aux Délégations financières. C'est, en fait, la réponse de De Gaulle au *Manifeste* du 12 février 1943 et à son additif du 26 mai 1943 qui réclament dans l'immédiat la participation des musulmans au gouvernement et à l'administration de l'Algérie, l'égalité de représentation entre Français et Musulmans dans les assemblées, en attendant la fin des hostilités où l'Algérie devra être dotée d'une Constitution élaborée par une Assemblée algérienne constituante élue au suffrage universel. En mai 1943, le chef de la France libre a été clair : « La base de l'unité nationale repose sur le principe de la souveraineté française intégrale dans toutes les parties de l'Empire. Rien, absolument rien de ce principe ne peut être abandonné. » Pour sa part, le général Catroux affirme que « l'Algérie et la France ne doivent former qu'une nation ».

L'espérance d'une permission occupe l'esprit de Maurice. Attente et déception se succèdent.

23 septembre.

« Tissier (qui est à l'infirmerie avec une angine) a soutenu qu'il était probable que nous n'aurions pas de permission et a réussi à m'ébranler quelque peu dans mes convictions. »

26 septembre.

« Journée excellente à cause du retard de l'heure ; une heure de sommeil de plus, c'est quelque chose qui compte pour quelqu'un qui aime bien s'attarder au lit. Je me suis réveillé tout doucement et non brutalement comme d'habitude [...] J'ai laissé, dans un demi-sommeil, mon imagination vagabonder vers l'avenir, et le construire à grands coups de couleurs, de belles couleurs. Puis, en homme pratique, j'ai pensé à des questions plus terre à terre et qui nous intéressent tant : aussitôt levé, on m'annonce une bonne nouvelle que je te donne comme on me l'a donnée : promesse de perm... Une journée si bien commencée ne pouvait pas ne pas continuer de la sorte. Le ciel lui-même y contribuait ; il faisait très beau, température très douce ; l'après-midi nous a amené le journal : Prise de Smolensk ! Je deviens insolent de joie comme si c'était moi qui avais pris Smolensk ! À propos, je décide d'élever une colonne en plein désert, à Saâda, en un endroit qui se verra de très loin, en l'honneur des victoires soviétiques. Inutile de te dire que nous exploitons à fond ces nouvelles. J'étais absorbé par la lecture du journal, quelque part dans la nature, lorsqu'on m'annonce des lettres... Impossible de trouver celui qui avait les lettres. Je galopais partout à sa rencontre, gêné par les semelles de mes souliers qui bâillaient et qui s'accrochaient aux souches. Lorsque j'ai eu mis la main dessus, j'ai encore été interpellé sur Smolensk (ils doivent croire que je suis ambassadeur des Soviets) et j'ai jeté quelques brèves explications [...] J'ai lu avec joie, sur le journal, la façon dont a été libérée la Corse. Merveilleux ! Excellent indice sur ce qui se passera en France. Mais ça me confirme dans mon opinion que nous ne sommes pas prêts à agir en France. Elle serait trop vite libérée, et pas comme

le veulent certains qui souhaitent faire durer la guerre pour mieux imposer leurs conditions de paix [...] »

30 septembre.

« Plusieurs soldats indigènes sont venus me trouver pour des réclamations à propos de leurs allocations. Certains, mobilisés depuis novembre ou le printemps dernier, n'ont encore rien touché, ce qui n'est pas fait pour relever leur moral. Ignorants et fatalistes, les uns ne réclament pour ainsi dire pas ; les autres multiplient les réclamations qui, la plupart du temps, restent sans réponse ni effet. Ils deviennent sceptiques quant à la possibilité de toucher quelque chose un jour. Comme ils sont tous du département de Constantine et qu'en matière d'allocations ils doivent passer par la préfecture, j'ai pensé écrire à Gaou en lui citant quelques cas. En même temps, je rédige une demande pour chacun à l'administrateur de la commune mixte. J'aurais peut-être dû m'adresser à B. qui s'occupe des militaires, mais il m'a semblé que ce serait plus direct en passant par Constantine et Gaou. De toute façon, je ne pourrais citer que quelques cas parmi ceux autour de moi ; or, le non-paiement des allocations aux indigènes est très fréquent. Il me semble qu'une démarche à Alger, auprès de qui de droit, serait fort utile [...] »

1er octobre.

« Au sujet de ma lettre concernant l'épuration et l'action à mener contre les collaborationnistes, et en particulier contre ceux qui nous ont condamnés. Tu me dis en avoir parlé à Billoux et que celui-ci m'a approuvé. Fort bien. Mais ce n'est pas surtout ça que je te demandais. Je savais bien qu'il ne pourrait qu'approuver. Je voulais et je veux encore des explications, des conseils sur la manière de mener l'action. J'aurais par exemple voulu que soit prise la décision de faire prendre la tête de cette action – et rapidement – par les condamnés à mort. Je voulais aussi les textes de loi, etc.

[...] D'accord avec Billoux, à certains points de vue, sur Pucheu. Mais tu as l'avantage de voir algérien, et tu t'es laissée entortiller. Billoux ne voit que la condamnation de Pucheu. Nous, nous voyons aussi l'agitation que le PCA peut faire en sa faveur autour du procès

Pucheu. Je ne pense pas que ça puisse alléger le cas de Pucheu que de l'accuser, en plus de l'affaire de Châteaubriant, des six condamnations à mort au terme de notre procès ; ça aura l'avantage de faire de la propagande pour le PCA. D'autre part, tu ne dis pas ce que t'a répondu Billoux sur le fait qu'on n'a encore rien dit sur Torrecillas, etc., sur les prisons d'Algérie. Je crois qu'il y a là-dessous l'action des Grands Volontaires Pour Les Camps...

Une petite remarque en passant : je ne suis pas pour réclamer l'indépendance à l'heure actuelle comme tu sembles l'avoir dit à Billoux. Je reviendrai là-dessus [...] »

Si Maurice pense maintenant que le mot d'ordre d'indépendance ne doit pas être défendu immédiatement, dans le contexte mondial de l'époque, il considère néanmoins que les communistes sous-estiment la réalité algérienne et ce qu'il appelle « les besoins poignants » des masses indigènes. Il s'agit pour lui de défendre d'abord les besoins immédiats de celles-ci et, partant de là, de participer à la guerre contre le nazisme.

Pour les Partis communistes français et algérien, non seulement l'indépendance de l'Algérie n'est pas souhaitable mais ses partisans sont des ennemis à combattre. « Le mot d'ordre d'indépendance de l'Algérie est non seulement vain, mais dangereux dans les circonstances présentes », lit-on alors dans le *Cours* n° 3 de l'École élémentaire du PCA. « Il conduirait à livrer les masses laborieuses du pays à une oppression plus dure et à renforcer les obstacles à leur émancipation. Elles n'y gagneraient rien, au contraire, et l'ensemble du mouvement démocratique mondial y perdrait. Un tel mot d'ordre ne peut être, aujourd'hui, que celui des gros colons fascistes qui veulent "s'émanciper" du peuple français, de la grande bourgeoisie indigène qui lie son sort au leur, d'impérialismes étrangers à la recherche de débouchés supplémentaires. »

Ces attaques visent, en fait, les nationalistes algériens du Parti du peuple algérien.

2 octobre.

« Lu aussi *Liberté* qu'on m'a apporté (le numéro sur la Corse). Excellent numéro. Incontestablement le meilleur de tous ceux parus...

Il sent un peu la poudre avec ces actions de partisans en Corse. J'aurais été si heureux d'y participer ! J'ai toujours aimé, dans la guerre, les actions de patrouilles et les coups de main où l'on est seul ou un petit groupe, avec toute initiative et où on peut organiser soi-même et affûter ses coups. Tandis que l'autre guerre, malheureusement inévitable, est beaucoup moins intéressante : celle où l'on n'est qu'une pauvre petite chose sous le feu de la mitraille, sans pouvoir même faire du mal à l'ennemi [...] Revenons un peu sur les sujets traités hâtivement hier soir. Je te rappelle que nous serions heureux, Tissier et moi, d'avoir quelques détails sur l'action à mener concernant l'épuration en général, et contre ceux qui nous ont condamnés en particulier. Cela t'occasionnera sans doute un surcroît de travail, mais tu y es intéressée au même titre que nous [...] Il faudrait surtout que l'action ne soit pas laissée à des initiatives éparses, mais organisée et menée par l'ensemble des condamnés, la tête devant appartenir aux condamnés à mort. Je doute qu'on se décide à organiser une action générale. Certes, cela profiterait au PCA en popularisant son action illégale. Mais ça populariserait aussi ceux des prisons au détriment des GVPLC (Grands Volontaires Pour Le Camp). Tu es (parmi ceux qui, comme en Corse, avaient organisé des imprimeries clandestines dans des endroits romanesques et qui, en même temps, avaient risqué leur peau et leur liberté) la mieux placée pour soulever la question sérieusement. Nous te demandons donc une action sérieuse, pas une opinion de Billoux sur le fond de la question...

De même au sujet de Pucheu. Fais remarquer à Billoux que nous ne devons pas viser à travers Pucheu seulement l'agitation à faire en France, mais que nous ne devons pas laisser échapper l'occasion de montrer qu'il n'existe pas seulement un PC français, avec ses martyrs, mais aussi un parti algérien qui n'a pas manqué d'une certaine combativité et qui lui aussi a laissé des plumes dans la bagarre. N'oublions pas tout le retentissement qu'a eu notre procès en Algérie et à Alger, ainsi que notre action clandestine. Il y a des gens qui ont adhéré à la lecture des condamnations ; pourquoi ne pas exploiter ?... encore une question à régler avec les GVPLC. D'autant plus que je ne vois pas en quoi cela nuirait à l'argumentation contre Pucheu que d'ajouter aux inculpations pour les crimes de France, celle d'avoir fait condamner des Algériens au moins aux travaux forcés à perpétuité. On l'accuse dans *Liberté* d'avoir, en France (à côté des condamnations à mort), fait jeter des quantités de militants en prison. Pourquoi ne pas parler aussi

des Algériens en laissant, bien entendu, comme accusation de base les exécutions en France ?

Sur la question algérienne... Je reconnais tout ce qu'il y a de délicat dans ces questions, surtout à côté de la netteté et de la facilité de la ligne en France et dans les pays métropolitains. Cela illustre encore ce que disait Billoux : "Il est beaucoup plus difficile de militer dans une colonie que dans la métropole." À tous points de vue. Mais, la délicatesse de la question ne doit pas faire perdre de vue son importance primordiale. La route pourra être dure, très dure si nous ne prenons, aussitôt que possible, les mesures nécessaires. Attention de ne pas partir trop tard, et souvenons-nous de l'exemple du Maroc espagnol lors du coup de Franco. Comme solution, j'en reste toujours à celles exprimées dans ma longue lettre "exprimer les revendications poignantes des masses", de façon à prendre contact avec elles, et à la faveur de ce contact ainsi pris, exprimer efficacement nos mots d'ordre : gagner la guerre ; liaison avec le peuple de France. La méthode semble me donner de bons résultats, c'est celle que j'ai toujours employée. Une petite remarque en passant, pour achever sur ce sujet : je crois qu'on a trop tendance à ancrer dans l'idée du peuple algérien qu'il ne saurait rien obtenir si cela ne vient pas (un peu comme une marchandise d'importation ou comme un cadeau) de la France. Il me semble au contraire essentiel de faire prendre au peuple algérien conscience de sa force et de ses possibilités. Il ne doit voir, dans le peuple de France, qu'un allié et non un généreux donateur. J'extrais d'un article de J.-R. Bloch sur *Liberté*, concernant la France : "[...] mais ils savent que la liberté ne se reçoit pas, elle se conquiert. L'indépendance reçue du dehors comme un cadeau à l'enfant docile est une forme détournée de la servitude. Les Français demandent à leurs amis, non pas une indépendance toute faite, mais les moyens de la reconquérir eux-mêmes ". Juste, fort juste, mais pourquoi seulement pour la France ? Tous ces problèmes concernent d'ailleurs, en partie, l'avenir. Certains ne sont pas d'actualité. »

4 octobre.

« [...] Depuis qu'ils savent que je ne fais aucune difficulté à rédiger les demandes, tous les soldats musulmans de la Batterie viennent m'en faire faire de toutes sortes. Maintenant que le pli est pris, je les expédie en vitesse. En échange, je me fais, par exemple, nettoyer le fusil. Je viens

de m'arrêter un long moment : un copain intéressant (sympathisant) a longuement parlé avec moi dans la cabine du camion. Nous avons beaucoup parlé des mouvements scouts, qu'il dirigeait à Philippeville. Il vient d'être cassé de son grade de brigadier et vient d'être muté à un autre groupe. Motif officiel : "S'est présenté à la visite un jour qu'il était de service, et l'observation du médecin a été : Peut faire son service." En réalité, le soir même il avait 39° de fièvre (paludisme). En fait, il lisait *Liberté* et *Combat*. Il avait conquis son grade en Tunisie et était un excellent brigadier... »

9 octobre.

« Tu me signales des mouvements indigènes à Alger, Sétif, Tlemcen. Rien d'étonnant. Quant à leur attitude vis-à-vis de nous, elle est presque nécessaire (dans le sens de qui ne peut pas ne pas être). Je compare cela à une réaction chimique : tu verses un acide sur une base, automatiquement, il y a neutralisation, plus ou moins complète. Pour mieux comprendre l'état d'esprit que doivent avoir les indigènes vis-à-vis de nous, suppose que le Parti, en France, soit constitué presque uniquement d'Allemands et qu'un de ses mots d'ordre principaux, venant en premier lieu et faisant le vide autour de lui soit : "Union avec le peuple d'Allemagne." Je ne crois pas que le Parti, dans ces conditions, aurait beaucoup de sympathie dans le peuple français. Je crois aussi que ses militants seraient beaucoup plus mal accueillis, lorsqu'ils iraient quêter, que vous ne l'avez été. Je précise bien que je suis, malgré cela, pour le mot d'ordre d'union avec le peuple de France et d'union du peuple d'Algérie. Mais, exposé comme il l'est, c'est prêcher dans le désert. C'est peut-être même néfaste à certains points de vue ; ainsi, à votre place, je n'aurais pas collecté dans les milieux musulmans : une collecte n'est positive que si l'argent est donné de bon cœur, sinon, elle est négative. Avec Tissier, nous avions envisagé de collecter ici, parmi les musulmans, pour les Partisans français, mais nous nous sommes aussitôt ravisés : personne n'aurait donné de bon cœur, et cela aurait contribué à nous couper des masses... Vous dites que les masses indigènes doivent être travaillées par la 5e colonne, et par nos ennemis. C'est certain, mais si nous étions plus près d'elles, si nous exprimions mieux leurs "besoins poignants", les efforts de la 5e colonne trouveraient moins d'écho. »

En octobre 1943, André Marty arrive à Alger pour y diriger la délégation du comité central du Parti communiste français en Algérie. Odette est employée à son secrétariat. Un jour, on lui demande de se tenir prête à accompagner le député communiste Émile Cossoneau pour un voyage clandestin vers la France occupée. Un couple passera plus facilement inaperçu. On lui dit de préparer des vêtements chauds. Maurice s'insurge contre ce projet et vient à Alger. « Qu'ils prennent quelqu'un de chez eux ! » s'exclame-t-il. La place d'Odette est en Algérie, pas en France. Finalement, elle ne partira pas. Quant à Émile Cossoneau, il disparaîtra dans des circonstances particulièrement troubles, en décembre 1943, lors du vol d'un avion parti de Londres et d'où il devait sauter en France occupée. Selon les uns, l'avion aurait été abattu par la DCA allemande ; selon d'autres, il aurait été projeté de l'appareil par des membres de l'Intelligence Service.

VI

BISKRA

Démobilisé, Maurice retourne à Biskra. Étienne, son père, meurt en 1943, à l'âge de 74 ans.

Maurice reprend son projet de mise en exploitation du Chott Merouane qu'il décrit ainsi : « Le Chott Merouane est une cuvette de 800 km² environ situé à mi-distance entre Biskra et Touggourt. La voie ferrée Biskra-Touggourt longe sa partie ouest. La station d'Ourir, à 110 km de Biskra, se trouve à 1 km du chott. Contrairement à ce qu'on pense généralement, le Chott Merouane n'est pas un lac, ou du moins il n'est un lac que pendant quelques jours par an, lorsqu'il pleut. En temps ordinaire il ne reçoit, dans sa partie sud, que l'oued El Kherouf qui lui apporte surtout l'hiver les eaux de drainage des oasis de l'oued Righ ; en outre plusieurs canaux de drainage en provenance des oasis de M'Raïer, Ourir et Oum-Tiour, se déversent dans sa partie ouest. Mais toutes ces eaux sont insuffisantes à compenser même en hiver l'évaporation intense, et à maintenir sur le chott une nappe d'eau. Le Chott Merouane se présente comme une vaste étendue plane et dure de sel d'une épaisseur variant de 1 dm à plusieurs mètres [...] Lorsqu'on parcourt l'immense étendue morne du chott, on est frappé par l'énorme réserve de sel que contient le Chott Merouane, véritable mine de sel gemme à ciel ouvert. »

Il obtient d'abord un permis de recherche grâce à l'intervention au gouvernement général de Lucien Midol, l'un des députés communistes français. Bien vite, ses projets suscitent l'intérêt et la convoitise de grands groupes industriels de France.

« J'ai reçu avant-hier, écrit-il le 16 mars 1944, la visite de deux ingénieurs des mines domaniales des Potasses d'Alsace. Je prévoyais un peu ce qu'ils me diraient, mais j'étais curieux de savoir comment ils s'y prendraient. Ils ont été extrêmement habiles et prudents. De mon côté, ma position était nette et forte, je n'ai pas eu de grandes difficultés à soutenir la conversation. En gros (je vais écrire à Midol pour lui exposer la situation et lui demander conseil), ils ont voulu savoir dans quelles dispositions j'étais à leur égard, si je connaissais la question d'un point de vue scientifique et technique, enfin essayer de m'endormir et de me domestiquer. Il y a eu des phrases, dans la conversation, très intéressantes sur le plan "diplomatie japonaise". Ils me disaient par exemple : "Vous pourriez nous être extrêmement précieux par votre connaissance du pays et de la population, comme directeur d'exploitation. De notre côté, nous avons quelques avantages, comme ceux de pouvoir vous procurer du matériel, du carburant, etc." (traduire : tous les avantages que donne le gros capital). Réponse de ma part : "Vous avez, certes, les immenses avantages que donnent de puissants moyens financiers, mais, de mon côté, j'ai ce petit avantage qui est celui d'avoir l'appui du peuple. Il est peut-être infime pour le moment, mais il est possible qu'il se développe un jour." La conversation a porté avant tout sur les questions scientifiques et techniques, sur lesquelles nous avons coïncidé, même dans les méthodes d'analyses. Dès qu'il s'est agi des autres questions, qu'ils disaient administratives, je leur ai spécifié nettement que je ne voulais avoir de relations avec eux, sur ce plan, que s'ils étaient mandatés directement par le gouvernement – donc par la collectivité – et non par un trust. Le lendemain, ils m'ont emmené à Ourir en voiture. Ils n'ont plus abordé les "questions administratives", si ce n'est pour me dire que M. Blum-Picard, directeur à l'Énergie (mines, électricité, etc.) et qui vient d'arriver de Londres, doit venir à Biskra dans une quinzaine ; ils l'accompagneront et viendront me voir avec lui, soit à Biskra soit à Ourir. M. Blum s'intéresse à la question. Incidemment, j'ai appris qu'il est ancien directeur des Mines et membre du Conseil d'administration des Potasses d'Alsace. La situation me semble sérieuse. J'ai d'abord pensé venir à Alger voir Midol afin qu'il me conseille, mais j'ai tellement de travail que je préfère rester et lui écrire. »

Maurice obtient un permis d'exploitation.

Les travaux commencent avec de faibles moyens. « [...] Au milieu du Chott, près du moto-pompe, une petite baraque en palmes a été installée, durant mon absence, par les ouvriers. De cette façon, nous pouvons déjeuner ici, faire la sieste et rentrer le soir. C'est bien moins fatigant, et plus agréable. Pour le moment, il ne fait pas encore chaud, il fait au contraire très bon. Autour de nous, du blanc jusqu'à perte de vue, sauf du côté d'Ourir où on voit l'oasis. On est tout ce qu'il y a de plus tranquille ; j'aurai plus de temps pour lire et écrire, travailler pour le Parti, faire mes analyses [...] »

Dans le même temps, il participe au renforcement de l'implantation de l'organisation du Parti communiste algérien à Biskra et dans la région. Autour de lui, on trouve notamment Rachid Debabeche, Ahmed Khallaf, Amira Hamlaoui, Belkacem Mekdad, Haffa Boukhellif, Larbi Rahmoun, Lakhdar Boucetta, Mekki Benlagha. Il y a également Chebbah Mekki, à qui Maurice voue une très grande estime. Né en 1894 à Sidi-Okba, celui-ci a émigré en France où il a adhéré au mouvement de Messali Hadj, l'Étoile nord-africaine, de 1924 à 1926. Rentré en Algérie, il a ouvert un café maure à Sidi-Okba et animé une société culturelle musulmane. En 1936, il était à la fois membre de l'association des Oulémas et du Parti communiste algérien. Le bachagha Bouaziz Ben Gana l'accusa alors de s'occuper de politique, fit fermer son café et le fit condamner à trente jours de prison. Attaché, poings liés, à la queue d'un cheval, il fut ainsi traîné, sous un soleil écrasant, jusqu'à Ouled-Djellal où il fut interné. À sa libération, il écrivit au gouverneur général de l'Algérie, Le Beau, pour l'informer et demander une Commission d'enquête. En vain. Chebbah Mekki fut alors obligé de se réfugier à Alger. On lui reprochait en particulier ses relations avec le docteur Saâdane. Chebbah Mekki est à la fois communiste et profondément religieux. Un jour, en 1936, le président de l'association des Oulémas, le cheikh Ben Badis, lui a demandé : « Comment peux-tu concilier la religion avec ton appartenance au Parti communiste alors que l'idéologie communiste n'est pas pour la religion ? » Chebbah Mekki lui répondit : « Montre-moi un verset du Coran qui condamne le communisme. Quand tu me le montreras je quitterai le Parti communiste. Je suis avec les communistes parce qu'ils défendent les pauvres. L'islam défend les pauvres. Je sais que certains qui sont dans l'association des Oulémas sont des exploiteurs

des paysans. Même si on prie le même Dieu, je n'ai rien à faire avec eux. » C'est un bon orateur qui exerce une forte influence sur les populations de l'Aurès. Maurice et lui sont très proches [1].

« La section de Biskra semble devoir faire de rapides progrès, écrit Maurice en mars 1944. Mardi, j'ai assisté à une réunion de cellule ; j'étais le seul Européen. Elle s'est faite en arabe, ordre du jour en arabe. Discussions très intéressantes et positives, surtout sur le plan du ravitaillement. Nous avons décidé de faire venir un député aussitôt que possible pour achever de lancer le Parti. J'ai été chargé d'écrire au groupe parlementaire à ce sujet. »

Très vite, sous l'impulsion de Maurice, les communistes osent s'en prendre publiquement au Cheikh El Arab Si Bouaziz Ben Gana dont le pouvoir tyrannique continue à s'exercer sur les populations indigènes des Territoires du Sud et qui a su se maintenir sous tous les gouvernements français des dernières années. En 1937, il a fondé à Alger la société « Les Amis de la France » regroupant bachaghas, cadis et « chefs indigènes » au service de l'administration française. En 1939, il a conduit une délégation de « grands chefs » qui a été reçue par le président Herriot. Lors de la déclaration de guerre, il proclamait : « Les musulmans se reconnaissent français, se font un titre de fierté de leur qualité de français ; se sentent profondément attachés à cette France maternelle et libérale pour tous et acceptent d'un cœur joyeux de vivre et de mourir à l'ombre de son drapeau. » Sous Pétain, il a été reçu à Vichy. En décembre 1943, de Gaulle l'a nommé membre d'une commission « chargée d'établir un programme de réformes politiques, sociales et économiques en faveur des Musulmans français d'Algérie ».

Tandis que les populations souffrent terriblement de la famine, le Cheikh El Arab, lui, s'enrichit par le trafic frauduleux des denrées alimentaires.

Autre scandale que dénoncent les communistes : celui d'Oum El Tiour. En 1940, Oum El Tiour était une petite oasis de l'Oued Rhir en voie de dépérissement total par manque d'eau. Des agriculteurs de la région rassemblèrent des fonds importants en vue de forer un puits artésien à grande profondeur atteignant la nappe phréatique qui alimente M'Raïer dont le débit est le plus fort du monde. L'administration accorda l'autorisation de forage mais à condition de participer à la moitié du financement du puits et d'obtenir la moitié de l'eau obtenue afin d'alimenter une expérience de réinstallation de paysans ruinés, ce qu'on appelait « un recasement ». En 1941, l'eau du puits jaillit avec un débit de 12 000 litres-minute, ce qui pouvait permettre d'arroser 36 000 palmiers qui, en production, représenteraient une valeur de plus de 400 millions de francs. L'oasis qui allait mourir devenait une extraordinaire source de richesse. C'est alors qu'au lieu de recaser là les nomades faméliques des Arab Gheraba de la région d'Oum El Tiour ou des paysans sans terre de Tamerna et Sidi-Rached dont les palmiers étaient desséchés, l'administration attribua gratuitement l'eau qui lui revenait à un groupe de très riches colons et à un haut fonctionnaire du gouvernement général. Ceux-ci s'installèrent et reçurent des titres de propriété. Devant l'intervention du Parti communiste, craignant que le scandale prenne trop d'ampleur, le Commandant du Territoire de Touggourt, le colonel Astier, les convainc d'abandonner leurs titres de propriété.

1. Chebbah Mekki a publié en Algérie en 1982 un petit livre en arabe : *Souvenirs d'un militant des Aurès.*

« Nous vivons ces jours-ci une vie effrénée, écrit Maurice à Odette le 1er mai 1944 : manifestation du 1er mai ; distribution de tracts. L'effet de ces tracts a été instantané ; la population en a été secouée : oser attaquer le Cheikh El Arab !... une vague de sympathie dans tout le pays pour nous. Des cellules se forment ; des tribus entières demandent à adhérer en bloc [...] les bobards circulent. Là-dessus se greffe la question de la municipalité sur le point d'être réglée. Il se produit à ce sujet des manœuvres extrêmement compliquées, des luttes épuisantes, en particulier entre Saâdane et nous. Quelqu'un avait appelé Biskra la petite Shanghaï, il n'avait pas tort à ce sujet. Si le Parti, en particulier les députés nous aidaient, nous ferions de grandes choses ! À propos, si tu vois Berlioz, dis-lui que nous serions heureux de l'avoir avec nous. Il resterait à Biskra chez les copains ; le ravitaillement est bon ces temps-ci. Il se reposerait et nous promettons de ne pas le saouler de politique [...] »

« Des tribus entières demandent leur adhésion (nous avons commandé 5 000 cartes de sympathisants, que nous attendons toujours). Nous formons des syndicats de fellahs au plein cœur des Territoires du Sud, et des syndicats qui ne se livrent pas à des bavardages, mais qui

mènent une action bien précise. De plus, la fameuse section de Biskra a l'avantage de ne connaître aucune scission ; union absolue de tous ses membres. Nous réalisons dans les faits la formule : "Union dans l'action", et ce que tu croiras peut-être plus difficilement, c'est que notre ligne est tout à fait celle du Parti. Depuis que je suis à Biskra et en contact avec la réalité, j'ai fini par assimiler la ligne du Parti et, bien sincèrement, je l'approuve sans réserves ; crois bien que si j'en faisais, je ne me gênerais pas pour te les dire. »

En écrivant cela, Maurice est sans aucun doute sincère. Cependant, un jour, au nom de la section de Biskra, il rédige un rapport dans lequel il dit que mettre en avant des mots d'ordre exclusivement français est une erreur et qu'il faut aussi parler des revendications nationales algériennes. L'école du Parti, à Alger, est alors faite par André Marty, Étienne Fajon et Roger Garaudy. Ce dernier, promu au rang d'idéologue officiel, n'est alors guère sensible à la question nationale algérienne. En novembre 1943, par exemple, rendant compte d'un meeting du Parti communiste dans les colonnes d'*Alger républicain*, il écrivait : « À Alger aujourd'hui, le parti communiste rassemblait à son appel, des hommes et des femmes de toutes les classes et de toutes les races : la chechia du fellah côtoyait l'uniforme de l'officier. L'union de la nation française était une réalité. »

Un jour, au cours d'une séance de l'école du Parti, à laquelle Odette assiste, André Marty, parlant du rapport de Maurice le dénonce comme une « déviation nationaliste ». Odette tente de protester, de dire que le rapport a été tronqué, que le mot « exclusivement » a été enlevé, ce qui en déforme le sens. Elle est invitée à quitter la salle.

Maurice est menacé d'exclusion du Parti communiste algérien. Paul Estorges, membre du comité central du PCA, un ancien du procès des 61, avec qui Maurice entretient des relations amicales, vient à Biskra au mois de mai. « La section de Biskra, dans sa candeur, croyait qu'enfin le Parti avait décidé de nous aider en nous envoyant quelqu'un pour enquêter sur des scandales comme on n'en voit pas ailleurs [...], écrit Maurice. Au lieu d'aide, ça a été des coups de matraque, et précisément là où nous nous sentions les plus forts : la conduite à avoir vis-à-vis des nationalistes musulmans [...] La section de Biskra a fait bloc autour de moi et a attaqué. »

Après Estorges, c'est Larbi Bouhali, un autre dirigeant du parti, qui est envoyé à Biskra.

En 1951, Maurice écrira : « [...] pour avoir dit, dans un rapport intérieur, qu'à mon avis il fallait parler aussi des revendications nationales algériennes, Estorges puis Bouhali ont été envoyés, en 1944, pour me faire exclure ou, tout au moins, me remettre à la base ».

Finalement, Maurice est sanctionné par un blâme.

Odette et lui se marient en octobre 1944. Elle quitte Alger et le rejoint à Biskra. Le couple s'installe d'abord au douar Saâda, sur une partie de la propriété des parents qui a fait l'objet d'un partage avec la sœur de Maurice après la mort du père.

Maurice est membre du conseil municipal de Biskra, responsable de la commission agricole. En novembre 1944, lui et d'autres militants communistes passent à l'action contre le Cheikh El Arab qui est maintenant Conseiller supérieur du Gouverneur général Chataigneau. Ses camions, chargés de blé et d'orge, sillonnent en fraude les routes du Sud et il a entreposé illégalement des stocks chez son cousin, le caïd de Touggourt. En un mois, celui-ci a reçu 2 500 quintaux de céréales alors qu'il y a pénurie de blé et que fin décembre on ne pourra plus en distribuer aux populations. Maurice apprend que, le 31 octobre, un camion transportant 210 quintaux de céréales et 52 quintaux de pois chiches est arrivé à Biskra, chez le bachagha. Le trafic se fait avec la complicité du maire d'Oued-Atméniat, qui a délivré un permis de circulation au titre de la consommation personnelle du bachagha. Maurice fait voter une motion contre Ben Gana et ses pratiques par le conseil municipal. Il est d'abord reçu discrètement par le juge Roger Kamal, qui est de père kabyle et de mère française. Il est accompagné de Salah Barka, cuisinier que le bachagha a engagé de force pour préparer un festin de célébration de la soumission des Ben Gana à la France au siècle dernier. Le cuisinier témoigne auprès du juge sur les stocks de denrées alimentaires entreposés chez le bachagha. Un cheminot, nommé Duprat, vient également informer le magistrat de la présence en gare d'un wagon de 100 quintaux de blé dur destinés au bachagha. Ahmed Belghoul, de la tribu des Ghamras, et Moussa Rahal, de la tribu des Oules Sidi-Salah, portent plainte comme victimes du bachagha. Maurice, muni d'une attestation de citoyen au service de la justice délivrée par le juge, demande, le 2 novembre 1944, au commissaire de police Santucci de l'accompagner pour perquisitionner les silos et le domicile de Ben Gana. Le commissaire refuse. Il va voir alors le colonel

Fort, commandant la place de Biskra, et lui demande de l'accompagner. Le colonel, qui a depuis longtemps des comptes à régler avec Ben Gana, accepte et fait sonner le rassemblement. En quelques minutes, une centaine de tirailleurs sénégalais est alignée dans la cour de la caserne. Le colonel conduit d'abord ses hommes vers le commissariat de police. Le commissaire Santucci est sommé d'accompagner Maurice, le colonel et sa troupe. À 15 heures, Maurice fait irruption dans la résidence du bachagha, accompagné du Commissaire. Celui-ci, contre son gré, signifie au Cheikh El Arab l'accusation portée contre lui et ordonne la perquisition. Ben Gana tente de s'y opposer mais la troupe a encerclé son domicile et y pénètre. Dans les magasins, on découvre un stock de 282 quintaux de céréales et de pois chiches. Au domicile du bachagha, on trouve également de grosses quantités de semoule et de pois chiches. Les stocks sont saisis. Ils seront remis à la Croix-Rouge et distribués aux cantines scolaires et aux soupes populaires. En fin d'après-midi, le bachagha, vêtu de sa tenue d'apparat, quitte sa demeure, menottes aux poignets, encadré par une escorte armée, et est conduit au commissariat. Une information judiciaire est ouverte contre lui pour stockage injustifié de denrées destinées à l'alimentation humaine, marché noir en temps de guerre, ingérence de fonctionnaire dans une affaire incompatible avec sa fonction. Il est entendu durant la soirée et toute la nuit. Le lendemain, sur ordre de De Gaulle, il est relâché et assigné à résidence dans ses appartements privés.

Les jours suivants, les cheminots de Biskra refusent d'acheminer les marchandises de Ben Gana que l'on surnomme désormais « l'écumeur du désert ». Une manifestation, musique en tête, défile devant chez lui et parcourt les rues de Biskra. Derrière une grande banderole sur laquelle Ben Gana est dessiné la main dans un sac de grains, une foule nombreuse crie : « Ben Gana volait la nourriture du peuple et la vendait au marché noir. » À la fin de la manifestation, au cours d'une réunion publique, Maurice et le docteur Saâdane prennent la parole.

Le 6 novembre, Maurice demande, par écrit, qu'une perquisition soit opérée à Ounache où Ben Gana a fait dissimuler d'importants stocks de blé. Aussitôt, des caravanes de chameaux et des camions évacuent le blé et quand la perquisition est effectuée, le 12 novembre, les stocks ont disparu. Les semaines suivantes, dans la région, des centaines de chameaux sont utilisés pour disperser les stocks accumulés par Ben Gana. Dans les douars, des hommes de main font signer de

force des pétitions en sa faveur. À El Hajeb, les habitants ne peuvent toucher leur ravitaillement qu'à condition de signer la pétition.

Le dossier est pris en main par le gouverneur général de l'Algérie Chataigneau, à qui, en décembre 1944, la section de Biskra du Parti communiste algérien écrit : « Vous avez bien voulu, à la suite de l'action que nous avons déclenchée en accord avec le Comité de Biskra de la France combattante, et des accusations que nous avons portées contre Ben Gana, envoyer sur place, afin d'enquêter sur cette affaire, plusieurs personnalités à la tête desquelles M. Battestini, inspecteur général de l'Administration. Or, un mois s'est passé depuis le départ des enquêteurs sans qu'aucune décision soit intervenue. Il ne nous semble pas que cet état de choses soit de nature à renforcer l'autorité gouvernementale ni à calmer l'opinion publique qui n'admet pas qu'au moment où tant de sacrifices sont demandés aux populations on hésite à punir comme il convient un gros trafiquant du marché noir. C'est pourquoi il nous apparaît comme très salutaire que le Gouvernement prenne une décision ; celle de faire connaître à l'opinion publique les résultats de l'enquête et les sanctions immédiates qui en découlent car, de deux choses l'une : ou Ben Gana est coupable, et il mérite une sanction qui doit être d'autant plus sévère qu'il occupe dans la hiérarchie administrative un poste élevé, ou il est innocent et il serait bon d'en fournir la preuve.

Certains que vous voudrez bien prendre une décision dont l'urgence s'impose, nous vous prions, etc.[2]. »

En fait, échappant à toute poursuite, le bachagha est nommé, en décembre 1944, membre du Comité supérieur économique de l'Algérie. Le colonel de la place de Biskra quant à lui est déplacé pour avoir refusé de couvrir ses trafics.

L'inspecteur général de l'administration Battestini, ex-préfet vichyste démis de ses fonctions, chargé de l'enquête sur Ben Gana, fait arrêter, en janvier 1945, Danélius Dietmar, ancien membre du comité central clandestin du PCA, pour « propagande communiste ».

Le cheikh Ben Gana décédera quelques mois plus tard d'une crise cardiaque. Ses fils lui succéderont.

La famine sévit durant l'hiver 1944-45, les épidémies de typhus et de variole se propagent. Un jour, un vieil homme, poussant devant lui

2. Sur l'affaire Ben Gana, voir notamment *Liberté*, novembre-décembre 1944.

deux tout jeunes enfants, arrive à la ferme de Saâda et implore les Laban : « Je vous les donne. Ils vont mourir [...] Je ne peux plus rien faire. » Les deux petits sont effectivement en train de mourir de faim et sont sauvés par les soins qu'on leur prodigue immédiatement avant de les conduire à l'hôpital. À cette époque, des enfants affamés se jettent sur des résidus de dattes restées accrochées aux régimes qui n'ont plus que la peau et le noyau.

Un matin, Maurice constate que le matériel de pompage qu'il a installé sur le chott a été saccagé par les gens du bachagha. Il dépose une plainte qui restera sans suite. Des camions ont les pneus crevés, les moteurs sont sabotés.

Dans la seconde quinzaine d'avril 1945, Amar Ouzegane effectue une tournée dans le Constantinois. Henri Alleg, alors secrétaire de la Jeunesse communiste, l'accompagne. Une visite à Biskra est prévue. Maurice les conduit à la réunion organisée à la section du Parti. Henri Alleg est frappé en voyant que les communistes qui sont là, une cinquantaine de paysans pauvres, portent tous le burnous. Dans leur regard, il perçoit que ce sont des hommes qui n'ont jamais courbé la tête. Il constate l'immense popularité de Maurice auprès de ces paysans et l'affection dont ils l'entourent. Le soir, un meeting a lieu dans la cour de la mairie. Tout autour, sur la terrasse qui la surplombe, Maurice a disposé des militants armés de pistolets pour faire face à une éventuelle attaque des hommes de main des Ben Gana[3].

Le 1er mai 1945, comme dans d'autres villes, un millier d'Algériens manifestent à Biskra à l'appel du PPA avec les mots d'ordre : « Libérez Messali », « Algérie indépendante ».

Le 8 mai 1945, dans plusieurs villes d'Algérie, et en particulier à Sétif et Guelma, la police ouvre le feu sur des manifestants nationalistes du PPA parmi lesquels on relève des morts. Bientôt, en représailles, dans ces villes, et surtout dans les campagnes avoisinantes, des civils européens, dont des communistes ou sympathisants, sont assassinés et fréquemment mutilés. Un militant communiste, Denier, a les deux poignets tranchés. Les Partis communistes français et algérien

3. Entretien avec Henri Alleg, 14 juin 1996.

réagissent d'abord en dénonçant ceux qu'ils nomment « les agents hitlériens du PPA » et appellent même à « passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute ». Amar Ouzegane qualifie les chefs du PPA de « mouchards, criminels et valets du fascisme[4] ». Une répression collective sanglante va frapper les populations algériennes. Des milices européennes sont constituées et se livrent à des massacres ; l'armée, l'aviation, interviennent contre des douars, faisant des milliers de morts dans la population.

Peu à peu, dans les mois suivants, le Parti communiste algérien dénoncera cette répression de masse et mènera campagne en faveur de la libération des emprisonnés et l'amnistie des condamnés.

Biskra reste à l'écart de ces événements sanglants. Cependant, des arrestations y sont opérées parmi les membres du mouvement des Amis du Manifeste et de la Liberté (AML) alors en pleine ascension en Algérie. Ce mouvement, créé en avril 1944 par Ferhat Abbas, a pour but de faire connaître les arguments du *Manifeste* et avance l'idée d'une nation algérienne. Il rassemble des nationalistes du PPA et les partisans de Ferhat Abbas. Le docteur Saâdane, l'un des dirigeants nationaux de premier plan des AML dont il a présidé le congrès au mois de mars précédent, est arrêté ainsi que Ferhat Abbas. *L'Humanité* approuve ces arrestations : « On apprend l'arrestation après les événements du département de Constantine de Ferhat Abbas, conseiller général, président du Comité des Amis du Manifeste. Une mesure identique a été prise à l'égard du docteur Saâdane, membre du Comité directeur de la même organisation. Il est bien que des mesures soient prises contre des dirigeants de cette association pseudo-nationaliste dont les membres ont participé aux incidents de Sétif[5]. »

Aux yeux de Maurice, l'origine et l'enchaînement de ces événements restent d'abord obscurs et il ne s'oppose pas aux positions initiales adoptées alors par le PCF et le PCA. Cependant, il ne tarde pas à y voir une provocation fomentée par le gouvernement général en vue de décapiter le mouvement des AML. Le 26 avril 1945, le préfet de Constantine n'avait-il pas déclaré au docteur Saâdane : « Des troubles vont se produire et un grand parti sera dissous. »

4. Voir *Liberté*, mai 1945.
5. *L'Humanité*, 31 mai 1945.

Aux élections municipales de juillet 1945, la liste se présentant dans le collège européen sous l'étiquette de la France combattante est élue à Biskra. Elle est formée de trois communistes, dont Maurice ; trois socialistes ; trois CGT ; deux anciens combattants ; une représentante de l'Union des femmes d'Algérie ; trois indépendants. Des communistes sont également élus dans le collège musulman, notamment Rachid Debabeche.

Ce même mois de juillet, Maurice aide des membres de la tribu des Ouled Sidi-Salah à s'opposer aux méthodes de l'agha Hassani Mohamed qui détourne à son profit les eaux précieuses de l'Oued Biskra. Une lettre, signée en arabe par cinquante-trois membres de la tribu, est adressée au Gouverneur général[6].

En réaction, pour tenter de discréditer Maurice, un article paraît dans le journal *Démocratie*, « l'organe hebdomadaire républicain radical et radical-socialiste » en Algérie. C'est sous cette étiquette que se présente alors Henri Borgeaud, une des plus grandes fortunes d'Algérie. *Démocratie* est violemment hostile au mouvement national algérien. Anticommuniste, il proclame notamment : « Amar Ouzegane en prison ». Sous le titre « Une manœuvre savante », on lit :

« *Liberté* du 2 août a publié en deuxième page la copie d'une pétition adressée au Gouverneur général par 53 habitants du douar Saâda contre le chef de leur tribu, l'agha Hassani Mohamed. Comment, diable, le "plus grand journal de l'Algérie du Nord" peut-il s'abaisser à s'occuper de ce qui se passe dans un tout petit bled, à quelque 40 ou 50 kilomètres au sud de Biskra ? Nous allons vous le dire : Imaginez-vous que la personnalité communiste la plus marquante de tout le Sud constantinois est un certain Laban. Il participa à la guerre civile en Espagne, dans les rangs des républicains. Et ce n'est pas dans ce journal que nous pourrions l'en blâmer. Au contraire. Mais depuis, ce que ce Laban a pu devenir goulu... jugez-en :

Laban, chef communiste de Biskra, est le représentant (pas à l'œil, soyez sans crainte) de la Société des Potasses d'Alsace, et remarquons à cet égard qu'il n'a pas perdu de temps pour décrocher cette timbale dorée (À bas les trusts !). Laban tient également un petit commerce de bois au prix de la taxe (À bas le marché noir !). Ce Laban, enfin, vit par ailleurs très pauvrement des revenus de plusieurs milliers de

6. *Liberté*, 2 août 1945.

palmiers et d'une jolie propriété (À bas les féodaux !). Tout cela situé... où ça ? Au douar Saâda susvisé !

Ah, ces protecteurs de la veuve et de l'orphelin[7] ! »

Quelques semaines plus tard, un nouvel article s'en prend à nouveau à Maurice : « Le chef local du PCA, le sieur Laban, agent appointé d'un trust fort connu, mais qui fait la guerre aux trusts pour la frime et pour donner le change[8]... »

À cette même époque, alors qu'il se trouve à la terrasse d'un café, en compagnie d'Azouzi Debabeche, Boukhellif et Boucetta, des tracts sont lancés à partir d'un petit avion qui survole Biskra : « Laban, Ban ! Ban ! Mange le blé de ses ouvriers. »

Maurice impulse à Biskra et sa région la création du Syndicat des petits cultivateurs dont le rayonnement va bientôt s'étendre. Au mois d'octobre 1945, le Syndicat proteste auprès du gouverneur général contre la suppression de la fourniture de céréales de semence dont, à la suite d'une mauvaise récolte, les paysans sont démunis. Il demande la répartition d'un millier d'hectares de terres domaniales incultes, couvertes de broussailles, entre les paysans pauvres de la région de Saâda. Le gouvernement général s'y oppose. Il revendique également, pour ses centaines de membres, l'autorisation de forage d'un puits artésien dans la région de El Haouchê, à laquelle l'administration ne répond pas. Face à ces refus, Maurice écrit : « L'administration cherche à briser toute tentative qui ne viendrait pas d'elle de groupement des cultivateurs dans le but d'exploiter des terres incultes. »

Les brimades en tout genre se multiplient pour tenter d'enrayer le développement du syndicat. À El Haouch, l'infirmier Abderrahmane Ben Aïssa, ancien combattant de la guerre 1914-18, est renvoyé de son poste sous prétexte qu'ayant soigné des paysans syndiqués « l'infirmerie avait été transformée en cercle communiste ». Le neveu de l'agha, qui possède à El Haouch un café maure clandestin, est nommé à sa place. À Bido, le cheikh menace un paysan qui a l'intention d'adhérer au syndicat. Pour prix de son pardon, le cheikh exige la livraison immédiate d'une importante quantité de dattes. À Fliache, on veut priver de blé de semence le président du syndicat local, Hadj Sadok.

7. *Démocratie*, 10 août 1945.
8. *Démocratie*, 12 octobre 1945.

À Liana, Garta, Elaïa, aux tribus de Ghara et Ahi Ben Ali, les chiouks, kalifa et caïds, recourent à la suppression du ravitaillement, aux menaces d'arrestation, aux chantages, aux bakchichs.

Cependant, les sections du syndicat se renforcent dans la région de Biskra.

C'est à cette époque que William Sportisse rencontre Maurice pour la première fois. Cela fait cependant longtemps qu'il le connaît de réputation : les Brigades internationales, son action en France parmi les étudiants communistes. Durant la période de Vichy, à Constantine, William Sportisse, contacté par Georges Raffini, a milité clandestinement dans les rangs du Parti communiste algérien. Il a alors servi d'agent de liaison et connaît le rôle de Maurice dans la clandestinité ainsi que les circonstances de son évasion de Barberousse.

De retour en Algérie en juillet 1945, après avoir participé au débarquement en France, il a été scandalisé en apprenant le massacre, deux mois plus tôt, de milliers d'Algériens alors que leurs frères avaient combattu en première ligne sur les champs de bataille d'Europe. Son frère aîné, Lucien, l'un des responsables de la résistance en zone sud de la France, a été assassiné à Lyon, en mars 1944, par la Milice. À peine démobilisé, on l'a chargé de s'occuper des Jeunesses communistes dans la région de Constantine. Pour lui, comme pour les autres jeunes communistes, Laban et Raffini sont deux exemples. Venu à Biskra, en octobre 1945, pour y rencontrer les jeunes communistes, William Sportisse prend la parole lors d'un meeting. Devant une salle comble, il axe son intervention contre la politique d'assimilation qu'il critique avec véhémence, déclarant : « S'il devait y avoir assimilation, ce serait au million d'Européens qui vivent en Algérie de s'assimiler. » L'assistance l'applaudit. À la fin du meeting, Maurice s'approche et lui dit : « Je suis d'accord avec ce que tu as dit mais tu vas avoir des problèmes. » Maurice apprécie fortement le fait qu'il ait abordé l'aspect national du problème algérien. À partir de là, des liens vont se créer entre eux [9].

À travers les actions qu'il mène, le Parti communiste algérien réclame l'abrogation du régime des communes mixtes et des Territoires militaires du sud qui continue à s'appliquer aux populations indigènes.

9. Entretien avec William Sportisse, 21 août 1996.

En novembre 1945, 30 petits propriétaires de Garta portent plainte auprès de l'administrateur de la commune mixte, de Vivié de Régie, contre les membres de la Djemaâ qui détournent à leur profit une partie de l'eau d'irrigation pour la revendre. Ils se plaignent également de ce que le nommé Harzli Ali, « ravitailleur », touche les pensions pour 132 personnes décédées ou n'habitant pas à Garta et qu'il vend ensuite au marché noir. Ils fournissent la liste de ces 132 personnes. Ils font aussi état d'abus et de vols dans la répartition des céréales en apportant des précisions. Au début de l'année 1946, après de nouvelles plaintes, une enquête établit l'exactitude des faits dénoncés. De Vivié de Régie se contente d'infliger 24 heures de prison au fils du « ravitailleur » et les trafiquants ne sont pas inquiétés. En revanche, les habitations de plaignants sont fouillées. On y trouve 9 et 5 quintaux de céréales destinés à la nourriture des familles, des fellahs et des animaux. Une partie de ces céréales est saisie.

Les communistes de Biskra réclament la révocation de celui qu'ils appellent « l'administrateur fasciste de Vivié de Régie ». Celui-ci a longtemps gardé dans son bureau les portraits de Pétain et du comte de Paris.

À la fin de l'année 1945, sur les murs de Biskra, se multiplient des inscriptions : « Libérez Messali, Brahimi, Ferhat », « Vive l'Algérie indépendante ». Les communistes de Biskra se défendent d'en être les auteurs. Finalement, dans la nuit du 27 au 28 décembre 1945, deux jeunes gens sont surpris en flagrant délit d'inscription de ces mots d'ordre par l'agent de police Berbeche Hocine. Porteurs d'un pot de peinture et d'un pinceau, ils sont également armés d'une mitraillette et de munitions. Ces deux jeunes Européens, Eugène Pérez et Robert Grégoire, sont connus comme pétainistes et anti-arabes. Ils font partie de ceux qui à la suite du 8 mai 1945 appelaient à la répression et dénonçaient « les Arabes qui veulent jeter les Français à la mer ». Leur action relève de la provocation. D'abord conduits au commissariat, ils ne sont finalement pas inquiétés à la suite de l'intervention de personnalités que les communistes de Biskra qualifient de fascistes.

Alors que la population algérienne s'accroît rapidement en raison d'une forte natalité et que la misère s'étend, les communistes de Biskra revendiquent des mesures d'urgence. Ils réclament que des terrains domaniaux ou communaux, cultivables, soient répartis entre les

petits paysans et que la forêt de Saâda, terrain domanial, soit partagée entre les petits agriculteurs du douar. Ils demandent la distribution entre les petits paysans de la région de grandes superficies de terrains situés entre Biskra et Tolga, possédant des nappes phréatiques abondantes, afin d'y planter des palmiers. Ils proposent le « recasement » de fellahs déshérités sur des terres jusque-là inexploitées et prennent la défense des paysans « recasés » d'Ourir contre la toute puissante Société agricole et industrielle du sud algérien (SAISA), dirigée par De Villiers de la Noue, propriétaire de dizaines de milliers de palmiers. L'affaire des recasés d'Ourir remonte à plusieurs années.

En 1935, à Ourir, alors que la SAISA s'apprêtait à arracher cinq mille palmiers qui, faute de soins, étaient devenus totalement improductifs, elle s'avisa qu'une solution plus rentable pour elle existait. Le colonel du territoire de Touggourt convoqua vingt familles de Tamerna, Sidi-Rached et Chamra, villages voisins de Touggourt, dont les palmeraies avaient été totalement desséchées à la suite de forages intensifs de la SAISA, et leur proposa de les recaser à Ourir. Ces vingt familles fondèrent le village d'El Mahdia qu'elles construisirent entièrement de leurs mains. Quatre mille palmiers improductifs furent divisés en vingt lots et attribués aux vingt familles. Après plusieurs années d'un travail acharné, les palmiers recommencèrent à produire et, à la place des joncs et des roseaux qui étouffaient leurs racines, des cultures maraîchères se développèrent. La SAISA ordonna à neuf de ces vingt familles d'abandonner les lots qu'elles avaient mis en valeur et qui allaient maintenant rapporter pour leur attribuer de nouveaux lots de palmiers improductifs. En dépit de leurs protestations, ces neuf familles durent se résigner à être dépossédées du fruit de leur travail. À cette même époque, avec la complicité de l'administration, la SAISA mit sur pied un contrat qui plaçait les familles de recasés sous son entière dépendance. Ce contrat stipulait notamment que « les locataires devront fournir à la Société, et ce, chaque jour et pendant toute la durée du bail, un homme et un enfant en état de travailler par lot, soit au total vingt hommes et vingt enfants qui seront employés par la Société pour ses travaux et seront payés par elle, au même taux que les autres ouvriers ». Un autre article indiquait que « si un locataire se rendait coupable de vol au préjudice de la Société ou se rendait insupportable par sa mauvaise conduite ou son mauvais esprit, il pourrait, à la demande de la Société être évincé avec préavis de trois mois sans

avoir droit à aucune indemnité ». L'administration coloniale se porta garante de l'application de ces clauses par les recasés et convoqua le cheikh d'El Mahdia à qui elle fit signer le contrat sans même qu'il l'ait lu et ait reçu une procuration des recasés. Lorsque ceux-ci découvrirent de quoi il s'agissait, ils firent appel aux communistes et, après de multiples démarches, le contrat fut annulé. Pour se venger, la SAISA leur a coupé l'eau d'irrigation des palmiers malgré leurs protestations auprès de l'administrateur de Touggourt.

Au sujet de cette affaire, Maurice écrit dans *Liberté* : « Cet exemple [...] aura apporté un démenti formel aux colonialistes de tout acabit lorsqu'ils prétendent que les Arabes sont incapables de travailler : les palmiers qui, sous la direction de la SAISA, grosse compagnie aux mains des 200 familles, avaient périclité et étaient devenus improductifs, avaient grâce aux soins et au travail des recasés repris leur vigueur coutumière et étaient devenus de très beaux palmiers [10]. »

La répression frappe des communistes de la région de Biskra. En avril 1946, à El Oued, l'un d'eux est arrêté chez lui, sous le prétexte mensonger qu'il était ivre, et est jeté en prison. Un mois plus tard, il est toujours détenu. À Tolga, sous le même motif, le cheikh arrête un communiste et le bastonne, avant qu'il soit condamné à plusieurs jours de prison à Biskra par l'administrateur de Vivié de Régie. À Sidi Okba, sous les ordres d'un administrateur-adjoint, les membres de la Djemaâ administrative parcourent les rues, armés de manches de pioches et arrêtent 21 personnes figurant sur une liste, sous le prétexte qu'elles s'adonneraient à la boisson. Parmi elles se trouvent des dirigeants du syndicat dont deux sont roués de coups. Les personnes arrêtées, menacées d'être envoyées aux travaux forcés dans l'Oued Souf, sont relâchées après 8 jours de prison à la commune mixte de Biskra. Au douar Chetma, on supprime le ravitaillement de Ghersa Abdelhafid. Son café est fermé pour 8 jours et on le menace de retrait définitif de sa licence. Son fils est renvoyé de l'école. La sépulture de ses parents est violée. On l'emprisonne pour une nuit. De Vivié de Régie le menace directement de sanctions s'il continue à faire état de ses opinions. À El Oued, Mostafaoui Bachir est condamné à 15 jours de prison sous un faux prétexte. En réalité, il préparait la fondation d'un syndicat.

10. *Liberté*, 3 et 10 octobre 1946.

Sous les arguments les plus fantaisistes, par brimades, l'administration convoque des personnes qui sont obligées de faire souvent des centaines de kilomètres. S'ensuivent des pertes de temps, des dépenses, le risque de contracter des maladies épidémiques. On les fait longuement attendre, parfois durant plusieurs jours, avant de les interroger et finalement de les autoriser à retourner chez elles. Ces pratiques sont courantes dans les Territoires du Sud.

Lors des élections pour l'Assemblée nationale constituante du 2 juin 1946, la population de Teniet El Oued vote communiste. En représailles, des habitants sont arrêtés et brutalisés. À Sidi Okba, alors que l'administration favorise les amis et parents de ses agents pour la distribution d'étoffe, elle fait condamner cinq anciens combattants qui ont osé demander l'ouverture d'une enquête sur ces faits.

Dans la nuit du 12 au 13 juin 1946 un rail est placé sur la voie ferrée de Biskra, à Touggourt, entre Ourir et M'Raïer. Heureusement, l'autorail peut s'arrêter à temps. L'administrateur soumet les habitants du village d'Ensigha à la garde obligatoire de la voie et leur impose d'incessantes convocations à Biskra.

Des cafés sont fermés sur ordre de De Vivié de Régie parce qu'une affiche communiste a été placardée à proximité de leur emplacement.

Cinq membres de la tribu des Ouled Sidi Salah sont convoqués à Biskra devant l'administrateur pour avoir refusé de livrer la laine de moutons qu'ils ne possèdent pas. Après avoir attendu huit jours avant que l'administrateur les entende, ils lui font remarquer que les collectes de laine ne sont pas obligatoires. Il les laisse rentrer chez eux mais ils ont perdu huit jours de travail et ont eu plus de 1 000 francs de frais.

À Tolga, Karbagli fait savoir à la population que tous ceux qui sont victimes des injustices des représentants de l'administration peuvent trouver un appui auprès du Parti communiste. Il est convoqué par l'administrateur devant lequel il maintient ses propos. Renvoyé chez lui, il a perdu lui aussi plusieurs jours de travail et a subi des frais importants.

Lors des élections de juin 1946 pour l'Assemblée nationale constituante, le Parti communiste algérien a connu un important recul en Algérie tandis que s'affirmait l'influence des nationalistes du PPA (qui avait préconisé l'abstention) ainsi que celle des partisans de Ferhat Abbas.

Tirant la leçon de son échec, le PCA marque un revirement complet de sa politique en préconisant maintenant l'alliance avec le PPA de Messali Hadj et l'UDMA de Ferhat Abbas au sein d'un Front national démocratique algérien. André Marty reconnaît que « la question nationale domine toute la vie algérienne ». Le PCA préconise une « République démocratique algérienne ayant sa Constitution, son Parlement, son gouvernement. » Cette évolution va dans le sens des positions défendues jusque-là par Maurice. Néanmoins, l'on continue à parler du maintien de cette Algérie dans le cadre de l'Union française. Le 11 août 1946, à Paris, Ali Debabeche salue Messali Hadj, au nom du PCA, lors d'un meeting à la salle Wagram.

Heureux événement pour le couple : un enfant naît en août 1946. C'est un garçon et tout le monde s'en réjouit. Pour les gens de Saâda, Maurice ne pouvait attendre qu'un garçon et ils célèbrent la naissance en offrant œufs, poules et menue monnaie fraîchement déterrée de l'endroit où on l'avait enfouie. On célèbre au même moment le mariage d'un des ouvriers de la ferme. Ses compagnons se sont cotisés pour lui payer une femme. Maurice se joint à eux et offre, en cadeau de mariage, une charge de dattes et un sac de café.

Pour se rapprocher de Biskra et échapper aux contraintes de la propriété en indivision, Maurice vend sa part d'héritage et achète une plantation d'un millier de palmiers, située à El Hajeb, à dix-sept kilomètres de Biskra, sur la route de Tolga. Le domaine s'appelle Djenan Tarfa, le Jardin des tamarins. La maison compte trois vastes pièces. Un ouvrier permanent, Tahar, y est employé. Avec sa femme et ses enfants, il fait partie de la famille. En février, à l'époque de la fécondation des palmiers, puis lors de la récolte, Maurice embauche une dizaine d'ouvriers saisonniers.

À Biskra, Odette et Maurice louent également un logement confortable et spacieux. Ils n'ont pratiquement pas de relations avec les autres Européens de la ville, à l'exception d'une famille de cheminots, la famille Fernandez, qui a pris racine dans le Sud, d'abord à la petite gare de Chegah puis à Biskra. Lui est aiguilleur, elle garde-barrière au passage à niveau qui sépare la ville de la palmeraie de Beni Morah. Ils se sont, avec leurs sept enfants, intégrés à la société indigène ; ils parlent tous couramment l'arabe et elle, conseillère municipale, est une farouche ennemie du marché noir.

En octobre 1946, dans un article que publie *Liberté,* Maurice réclame « l'instauration en Algérie d'un parlement et d'un gouvernement démocratique algérien, condition préalable à toute réforme saine [11] ».

En novembre 1946 ont lieu des élections législatives.

À la fin de cette année 1946 la répression s'abat sur les communistes des Territoires du Sud. Un télégramme est adressé à *Liberté* : « Vous signalons répression sauvage exercée contre nos camarades des Territoires du Sud, en particulier région Tolga et Liana. Dix déportés dans Oued Souf. Nombreux emprisonnements arbitraires depuis élections. Répression s'accentue sans cesse et risque provoquer troubles. Signalons particulièrement administrateur de Vivié de Régie [12]. »

À Tolga, Kherredine Ali est frappé par le cheikh, convoqué à Biskra et emprisonné. Ghorbane Karbali Mohamed, de Bordj Tolga, est condamné à 15 jours de prison par le commandant du territoire militaire de Touggourt. Lors des élections de juin 1946, il avait été désigné par le PCA pour surveiller la régularité du vote à Bordj Tolga. À Badès, quatre communistes sont déportés pour un mois dans l'Oued Souf pour avoir refusé d'effectuer une corvée gratuite sur des champs exploités par l'administration de la commune mixte. Pourtant, les corvées ont été officiellement supprimées par l'ordonnance du 7 mars 1944.

À Liana, les petits cultivateurs, organisés en un puissant syndicat, sèment et récoltent en commun, selon de vieilles traditions. Depuis des années l'administration de la commune mixte de Biskra s'est accaparée des parts d'eau revenant à la tribu, l'a spoliée de certaines terres et exige des corvées des possesseurs d'animaux de trait. Les petits cultivateurs dénoncent ces abus de pouvoir, demandent qu'on leur restitue leurs terres, leurs parts d'eau et qu'on leur rembourse ce qui leur est volé depuis des années. Ils exigent que des comptes soient rendus par la commune mixte. Six paysans communistes sont arrêtés et envoyés aux travaux forcés dans l'Oued Souf pour un mois. Plusieurs centaines d'hommes armés, étrangers à la tribu et au douar, sont surpris en train de combler le canal servant à irriguer les terres du syndicat. Ils y ont été incités par de gros propriétaires inquiets du développement du syndicat. Le risque d'affrontement violent est

11. *Liberté*, 3 et 10 octobre 1946.
12. *Liberté*, 5 décembre 1946.

grand. Des goumiers sont envoyés à Liana et l'administrateur de la commune mixte affirme vouloir y supprimer la section communiste.

On rapporte que de Vivié de Régie aurait déclaré qu'à Sidi-Okba, Zeribet, El Oued, il faudrait que se déclenchent des événements semblables à ceux de Sétif et Guelma en mai 1945.

Au cours de l'hiver 1946-1947, les populations du Sud continuent à souffrir des restrictions alimentaires et de la faim. La récolte des dattes, qui constituent la nourriture de base, est mauvaise. Les rations de céréales distribuées par l'administration sont très insuffisantes, de même que le sucre, le thé, l'huile ou le savon. Du ravitaillement est prélevé par l'administration sur les réserves collectives pour payer en nature et non en argent les propriétaires des chameaux utilisés pour le transport de l'alfa ou du bois nécessaires à certains travaux. Les caïds et les familles de grandes tentes en perçoivent également d'importantes quantités aux détriments des plus déshéritées.

Le manque d'eau potable se fait cruellement sentir. À Elzab Elchergui, commune mixte de Biskra, il n'y a ni puits, ni fontaine, ni source. Ceux qui en ont la force font des kilomètres pour aller chercher de l'eau ; les autres doivent boire l'eau infectée qui croupit dans les fossés et dont la consommation cause des décès.

En février 1947, le secrétaire général du PCA, Amar Ouzegane, prend la parole à Biskra devant un millier d'auditeurs et à Batna devant quinze cents autres.

La section communiste de Biskra est formée notamment d'anciens élèves d'Étienne Laban, comme les frères Debabeche, autrefois condamnés au procès des 61. L'action d'Étienne a profondément marqué les Algériens de Biskra. Sa mémoire y est respectée. Beaucoup de militants nationalistes ont également été ses élèves.

À Biskra, Maurice est estimé des Arabes. Ils ne voient pas en lui un Européen mais un Algérien comme eux. Lui-même se vit d'ailleurs ainsi. Les conflits entre militants du PCA, du PPA et de l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA) ne vont jamais bien loin et, en tout cas, ne remettent pas en cause les relations amicales qui règnent entre eux. Maurice et le docteur Saâdane, maintenant l'un des dirigeants de l'UDMA aux côtés de Ferhat Abbas, s'estiment mutuellement malgré leurs divergences. Maurice est toujours chaleureusement

accueilli chez les Saâdane. Hadj Chaoui, parent de Saâdane et propriétaire du logement des Laban à Biskra, lui-même militant de l'UDMA, répond généreusement aux collectes du PCA mais dit à Maurice : « Ce n'est pas au parti communiste que je donne ça, c'est à toi, Maurice ! »

Maurice prend l'initiative d'actions concrètes. Dans l'oasis de Biskra, constituée de petites palmeraies, la terre, favorable à la culture du palmier, souffre du manque d'eau, ce qui est généralement pris comme une fatalité. S'inspirant d'un exemple popularisé en Union soviétique, Maurice obtient de tous les membres de la section communiste qu'ils se mobilisent pour creuser un trou près de la source de l'Oued Biskra, jusqu'à ce que l'eau affleure à la surface du sol. La démonstration suscite un énorme intérêt parmi les habitants de l'oasis mais elle n'est suivie d'aucun effet de la part des autorités.

Les Algériens souffrent du manque de vêtements. Maurice en organise la distribution.

Les communistes étendent leur influence dans les Aurès. Laïd Lamrani est une autre figure du Parti communiste algérien très populaire dans les Aurès. Après avoir effectué des études de droit à Toulouse, il s'est installé comme avocat à Batna où il est surnommé « l'avocat des pauvres ». Alors que tous les autres avocats de Batna sont européens, il a été néanmoins élu bâtonnier de l'Ordre avec l'appui de l'avocat socialiste Guedj.

Les sections de Biskra et Batna coopèrent étroitement. Pendant la période d'hiver, traditionnellement, les paysans des Aurès, surtout ceux de la région de Tadjemout, se déplacent vers le sud pour y séjourner.

Les populations influencées par le PCA dans les Aurès et le Sud sont musulmanes, pratiquantes. Elles vont à la mosquée, font la prière, mais voient chez les communistes leurs meilleurs défenseurs face aux multiples injustices du système colonial. En 1946, entre Djema et Biskra, l'administration décide de fermer une école coranique qui servait également de mosquée. Au nom de la défense de la liberté du culte, Maurice organise la lutte des paysans jusqu'à ce que la mosquée soit rouverte.

Dans tout le Sud, les militants communistes sont également très croyants. À Tibesbest, près de Touggourt, le groupe communiste est dirigé par un immam. Avant de tenir leurs réunions, le soir, les paysans communistes font leur prière.

Tous les ans a lieu la conférence des groupes paysans de l'Oued Righ qui rassemblent environ six cents adhérents. À la fin d'une de ces

réunions, cet immam, délégué de son groupe de Tibesbest, se lève et demande de prier Dieu pour que toutes les décisions prises soient appliquées.

Au total, les effectifs des sections de Biskra et Batna ainsi que des groupes paysans qui en dépendent s'élèvent à environ 1400 adhérents et forment la part la plus importante de la Région constantinoise. Ces effectifs, formés presque exclusivement d'Algériens, resteront à peu près stables jusqu'en novembre 1954. Leur importance inspirera aux communistes de Batna et Biskra, et particulièrement à Lamrani et à Maurice, le souhait de pouvoir former une fédération ayant son autonomie. Mais cette position sera rejetée par la direction du PCA.

Lors du 4e congrès du PCA, en avril 1947, les communistes du Constantinois présentent la candidature de Maurice au comité central. La commission politique du congrès la rejette. À la sortie de la commission, Demène Abdallah en informe William Sportisse. Pour tenter de justifier ce rejet, on donne de Maurice l'image d'un militant « aventurier ». Lors de la séance plénière du congrès, au moment du vote, tous les délégués du Constantinois exigent que la candidature de Maurice soit acceptée et qu'il soit procédé à un vote. C'est ainsi qu'à l'unanimité du congrès il est élu membre du comité central. Personne n'a pu alors s'opposer ouvertement à son élection. Mais on ne lui accorde qu'une fonction de membre suppléant.

Le 1er mai, une manifestation rassemble deux mille personnes à Biskra.

En mai 1947, Maurice est présenté par le PCA comme candidat à l'élection partielle pour le siège de conseiller général de Batna. Dans son édition du 15 mai, *Liberté* lance un appel : « Électeurs de Batna, votez Maurice Laban. » « Dimanche 18 mai aura lieu l'élection du Conseiller général de Batna. Le candidat présenté par notre parti est connu dans toute la région pour son intégrité et son activité au service des populations du Sud. Maurice Laban, de la section communiste de Biskra, membre suppléant du comité central, est agriculteur-propriétaire à Saâda (commune mixte de Biskra). En 1936, il adhère au Parti communiste. Depuis, il n'a pas cessé un instant de lutter contre le fascisme, pour la démocratie et la liberté.

Dès 1936, volontaire dans les Brigades internationales, il combat avec le grade de lieutenant jusqu'à juillet 1938. Il est blessé deux fois. Sous Vichy, il combat dans la clandestinité. Arrêté le 11 janvier 1941,

il est condamné aux travaux forcés à perpétuité et envoyé à Lambèse, d'où il ne sortira que le 18 mars 1943. Il est aussitôt mobilisé et participe à différentes campagnes [13].

Son activité et son dévouement l'ont fait élire par la population de Biskra au conseil municipal.

En votant pour Maurice Laban vous voterez en même temps pour le Parti de la clairvoyance et du courage, le Parti de la lutte contre le colonialisme, le Parti qui met l'Union pour la liberté, la terre et le pain au premier rang de ses préoccupations. Vous voterez pour le Parti qui demande le minimum vital, l'application du plan de Sécurité sociale à l'Algérie, vous marquerez votre volonté d'obtenir un statut de l'Algérie qui établisse les bases d'une véritable démocratie. »

Le jour de l'élection, le nommé Germain Ribès et plusieurs de ses amis tentent de voter deux fois. Maurice les en empêche et une bagarre éclate au cours de laquelle il est blessé ainsi que Simon Kalifa et Boukelif. Le commissaire de police de Batna, sans être requis, intervient dans le bureau de vote avec plusieurs de ses hommes armés, sans prendre aucune mesure contre les agresseurs.

En septembre 1945, le candidat du PCA avait obtenu 91 voix ; cette fois-ci, Maurice en obtient 229.

Le commissaire de police manifeste publiquement sa satisfaction en voyant que le candidat communiste est néanmoins battu.

Le 22 mai, à Batna, un meeting a lieu au théâtre municipal pour protester contre l'agression dont Maurice et ses camarades ont été victimes.

En juin 1947, l'un des secrétaires du PCA, Rachid Dalibey, effectue une tournée à Biskra et dans les Territoires du Sud. À son retour à Alger, il témoigne sur l'épouvantable misère qui y règne. « C'est la mauvaise saison, juin, à Biskra. Les gens désertent. Ceux qui peuvent, bien sûr. Par exemple, la famille Ben Gana a un palais d'été à Philippeville. Mais d'autres ne partiraient pas, s'ils pouvaient rester. Or, plusieurs kilomètres avant Biskra, vous seriez étonnés par l'animation des pistes. Des caravanes entières de 50, de 100, de 200 chameaux parfois passent, s'éloignent de Biskra. Des familles entières suivant leurs ânes. Et parfois, pas même d'ânes. Une charrette sur laquelle s'entassent femmes, enfants, bagages. La misère remonte vers le Nord. Devant, il y a la moisson, c'est-à-dire un peu de travail. Derrière, plus rien. Souvent ce sont d'ex-ouvriers des grandes compagnies, propriétaires de palmeraies : car ces campagnes occupent un très grand nombre d'ouvriers... quand il y a la récolte. Mais lorsqu'il n'y a plus la récolte, ou s'ils se sont brisés une jambe au travail, aucune raison de les garder. Ils s'en vont, s'ils peuvent, ailleurs crier famine. Et les khammès. Le sort du khammès est plus pénible encore dans les Territoires du Sud qu'ailleurs. Il n'y a de khammès que sur la petite propriété. Et chez les petits propriétaires, il y a un dicton fort populaire : Après les dattes, les dattes.

Le khammès travaille trois mois sur sa récolte. Il en vit trois mois. Et puis il emprunte sur la récolte prochaine. Et lorsque la récolte prochaine est entièrement "mangée", il laisse son fils entretenir la propriété et va s'engager ailleurs. Mais, quelquefois, le propriétaire lui dit : "Je t'enlève la bêche" et notre khammès est réduit au chômage.

Voilà pourquoi de plus en plus nombreux, les gens du Sud remontent, l'été, chassés par la misère [14]. »

Dans les Territoires du Sud, les frères Benzine, Mohamed et Aïssa, deux communistes, sont jetés en prison par le cheikh de Djamaâ. L'un pour avoir creusé un trou dans lequel il a enfoui des ordures qui obstruaient la voie publique ; l'autre pour être allé voir le cheikh « sans avoir été appelé par lui ». L'administrateur militaire vient les chercher en voiture pour les conduire à la prison de Touggourt. En cours de route, il les expose à la vue de la population en signe d'avertissement. À Touggourt, ils sont jetés en cellule, au secret. Dans l'Oued Righ, cependant, les protestations se multiplient et les deux frères sont remis en liberté.

Le même cheikh de Djemaâ continue à exiger des corvées de la population. La section de Biskra du PCA dénonce ces pratiques illégales auprès du gouvernement général.

Lors de la session du comité central des 20 et 21 septembre 1947, Maurice intervient sur le problème du blé. Il demande que la culture en soit étendue et que l'on aide les petites et moyennes propriétés.

13. Ce qui est inexact.

14. *Liberté*, 26 juin 1947.

Aux élections municipales d'octobre 1947, à Biskra, il est réélu au conseil municipal. Dans le premier collège, la liste d'Union démocratique conduite par le docteur Saâdane, dont font partie les communistes, est élue au premier tour avec 863 voix et obtient 21 conseillers. Dans le deuxième collège, la liste d'Union démocratique est également élue avec 1 625 voix et 14 élus (9 UDMA, 4 PCA, 1 indépendant). Le MTLD obtient 488 voix et la liste administrative 180.

À Batna, la liste d'union UDMA-PCA est élue dans le second collège avec 863 voix.

En novembre 1947, lors de la campagne pour les élections aux Djemaâ, Maurice fait parvenir à *Liberté* le télégramme suivant : « Viens d'être violemment agressé dans une rue par les sbires du caïd de Djamaâ, Senoussi ; de nombreux camarades blessés à coups de matraque et de crosse. Élections sous l'égide de la terreur. »

Chebbah Mekki, candidat, est venu tenir un meeting à Djamaâ, le jour du marché. Le caïd Senoussi et l'administrateur veulent l'empêcher de prendre la parole. Attaqué par-derrière, frappé, il est arrêté et conduit à Touggourt.

La terre et l'eau restent au centre de l'action de Maurice et des communistes de Biskra. La population s'accroît, les fellahs demandent des terres qu'on leur refuse. Des palmeraies meurent de sécheresse. Pourtant, selon les communistes il y a de l'eau dans les profondeurs du sol de l'Oued Righ et ils formulent des revendications précises dans lesquelles on retrouve l'esprit scientifique et pratique de Maurice. « 1) Réfection générale et obligatoire de tous les vieux puits artésiens dont les tubes rouillés laissent échapper l'eau dans les couches perméables. Facilités accordées par l'administration aux petits propriétaires pour l'exécution de ce travail.

2) Vannage en hiver, où les palmiers ont besoin de moins d'eau des puits artésiens ainsi refaits.

3) Emploi de canalisations étanches.

4) Pompage électrique. Le pompage peut permettre d'augmenter considérablement le débit des nappes. En Argentine, par pompage on est arrivé à décupler le débit de certaines nappes artésiennes [...]

5) Un autre moyen d'augmenter les ressources en eau de l'Oued Righ est d'exploiter plus largement la puissante nappe de 180 m qui semble pouvoir fournir encore plus d'eau.

6) Enfin, il semble qu'en certaines régions, où elle est moins profonde, il serait possible d'atteindre la nappe de l'albien, aux ressources illimitées [...] Mais le problème de l'exploitation de cette nappe est étroitement lié à une question de technique sur laquelle le Gouvernement général est bien en retard [15]. »

En 1948, Biskra compte une population de 34 807 musulmans et 11 540 Européens.

En avril 1948, Maurice est présenté par le PCA comme candidat aux élections à l'Assemblée algérienne dans le premier collège de la 12e circonscription du Constantinois, Batna-Biskra. Il y a 7 468 électeurs inscrits ; 5 159 votes exprimés. Le radical-socialiste Alfred Malpel, organisateur du Service d'ordre légionnaire sous Pétain, est élu avec 3 019 voix.

Mekdad Messaoud est, quant à lui, candidat communiste dans le deuxième collège à Biskra. Il n'obtient que 190 voix ; le candidat de l'UDMA, le docteur Saâdane, 3 768 ; le candidat du MTLD, Amar Mahhoube, 4 185. Sous l'étiquette « démocrate indépendant », Tabani Mohamed, en obtient 6 643.

À la fin de l'année 1948, les communistes de Biskra dénoncent l'action de la police. À la sortie de l'école, des enfants musulmans sont pris en chasse par le commissaire de police Koch qui les poursuit avec sa jeep et les insulte. Deux enfants sont conduits au commissariat.

Après l'arrestation d'un homme que la police accuse d'avoir détenu des armes, une vingtaine de personnes sont arrêtées ou convoquées par la police. Elles subissent ce que les communistes de Biskra dénoncent comme « des interrogatoires genre Gestapo ». Des maisons d'habitation, des fondouks et des cafés maures sont perquisitionnés. Les communistes mettent en cause publiquement le policier Lahcinet qu'ils accusent d'avoir injurié et maltraité les gens.

En octobre 1948, le docteur Saâdane meurt à Aix-en-Provence et, le 4 novembre, à Biskra, une foule de vingt mille personnes participe à ses obsèques auxquelles Maurice et le député communiste Djemad Cherif représentent le comité central du Parti communiste algérien.

15. *Liberté*, 11 décembre 1947.

En décembre 1948, les communistes de Biskra protestent contre l'invitation adressée par le maire socialiste, Mselati, au Gouverneur général Marcel Edmond Naegelen, lui-même socialiste, et à sa femme. Ils reprochent particulièrement à Naegelen les tueries de Deschmya et Champlain. Lors des élections du mois d'avril précédent, des gardes mobiles ont ouvert le feu sur des paysans, faisant des morts parmi ceux-ci.

En mars 1949, à Oughlana, le cheikh arrive avec le caïd de Djamaâ, le bachagha Senoussi.

– Les hommes doivent venir à Ayata en corvée pour construire nos conduites, ordonnent-ils.

– Mais nous payons nos prestations régulièrement, disent les habitants. De plus, Ayata est en dehors de nos circonscriptions.

– Aucune importance. Venez !

Un homme s'avance pour protester, il reçoit une paire de gifles. Comme aucun habitant ne cède, vingt-deux hommes sont arrêtés et jetés en prison. La section communiste organise la protestation et ils sont finalement relâchés.

En avril 1949, d'importantes inondations ont lieu à Biskra, faisant plusieurs victimes et de nombreux sinistrés. En tant qu'élu municipal Maurice agit pour leur venir en aide.

En mai 1949 se tient le 5e congrès du PCA. Maurice ne figure plus parmi les membres du comité central.

Par la suite, sur sa demande, il va cesser d'être secrétaire de la section communiste de Biskra. Debabeche Rachid puis Boucetta Mohamed lui succèdent. Il souhaite pouvoir se consacrer à son exploitation de palmiers. Il peut alors acheter un tracteur, une voiture 4 CV. Il prête son tracteur aux paysans des Aurès afin de les aider à labourer leurs terres. Un jour, comme le tracteur tombe en panne, il utilise sa voiture pour tirer la charrue d'un paysan. Il veut ainsi démontrer les bienfaits de la solidarité entre paysans.

En janvier 1950, Maurice et quatre autres élus (Bencharif, Benlagha, Debabeche Rachid, Kabès) s'opposent à l'ouverture d'une piste militaire à l'aéroport de Biskra. Cette demande de l'armée est cependant acceptée par le maire et la majorité du conseil municipal.

Le 19 janvier 1950, sous la présidence de Maurice, une réunion publique se tient à la mairie de Biskra, avec la participation de Larbi Bouhali, secrétaire du PCA, et William Sportisse, secrétaire régional. L'assemblée adopte une motion par laquelle elle dénonce « les préparatifs de guerre dirigés contre l'URSS et les démocraties populaires, la guerre injuste du Vietnam, les poursuites intentées contre Bachir Hadj Ali, secrétaire du PCA ». Elle proteste également contre « les licenciements abusifs de Belkhir Amine, délégué du personnel chez Rodari, et Abderrahmane, veilleur de nuit à l'hôtel des Ziban ».

À partir de mars 1950, une vague de répression s'abat sur le MTLD, en particulier dans le Constantinois, à la suite de la découverte de l'existence de l'Organisation secrète (l'OS). Cette organisation clandestine armée a été mise en place par le PPA à la suite des massacres de mai 1945. Elle a pour but de préparer l'insurrection. Officiellement, le MTLD en nie l'existence et dénonce un complot du gouvernement général qui viserait à justifier la répression. De nombreuses arrestations ont lieu et l'on met en cause le recours à la torture de la part de la police (supplices de l'électricité et de l'eau). Le PCA reprend à son compte la thèse du complot. Dans une déclaration « le bureau politique du PCA s'élève avec la dernière énergie contre l'ignoble campagne d'affolement de l'opinion publique, en particulier dans le Constantinois, et l'odieuse entreprise de division raciale de toute la presse colonialiste au sujet d'un soi-disant complot armé. Cette campagne n'est pas le fait du hasard. Elle tend à justifier la répression sauvage qui s'accentue et s'abat sur les militants démocrates, progressistes et syndicaux algériens, en vue de hâter les préparatifs de guerre impérialiste... Le bureau politique, conscient de ses responsabilités devant le peuple algérien, appelle les masses populaires sans distinction d'origine à resserrer leur union fraternelle, à dénoncer vigoureusement cette campagne de panique. Il les appelle au calme et à la vigilance pour déjouer toute provocation de la part de l'administration coloniale aux abois ».

Le 1er mai 1950, 4 000 personnes, essentiellement des travailleurs agricoles et des fellahs, manifestent à Sidi-Amrane, près de Djamaâ. C'est la première fois qu'un tel événement se produit dans les Territoires militaires du Sud. Les manifestants réclament la suppression des Territoires du Sud, l'arrêt de la répression, la fin de la guerre

du Vietnam, l'attribution des allocations familiales aux ouvriers agricoles, la répartition des terres et de l'eau pour tous. Demène Abdallah, communiste, secrétaire de l'Union des syndicats du Constantinois, conduit le cortège. Il est arrêté. Le secrétaire du syndicat des ouvriers agricoles, Boulifil Bachir, est recherché mais réussit à s'enfuir. Maurice le cache à Biskra puis le fait partir à Constantine où il restera jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de danger. Demène Abdallah, lui, est emprisonné à Touggourt. Une délégation est constituée avec Pierre Fayet, député d'Alger, Rachid Dalibey, William Sportisse et Maurice, pour aller protester à Touggourt auprès du commandant. La délégation se rend à Djamaâ, Tamerna, M'raïer pour y tenir des réunions. Elle quitte Tamerna, sur une charrette tirée par un cheval. Maurice est assis à l'arrière au côté de William Sportisse. Un homme de main du caïd les poursuit en les provoquant. Maurice crie au conducteur de la carriole : « Arrête-toi ! On va lui casser la figure ! » Les autres passagers refusent.

En octobre 1950, le secrétaire de la section communiste de Batna, Laïd Lamrani, est candidat dans le deuxième collège de Biskra pour l'élection à l'Assemblée algérienne.

Le 30 décembre 1950, le préfet de Constantine, Maurice Papon, vient en visite officielle à Biskra où il est reçu à l'Hôtel Transatlantique par le maire de la ville, Jules Mselati. Dans son allocution, Maurice Papon affirme être « heureux de dire combien l'accueil de Biskra l'a ému. Il en est d'autant plus heureux qu'il y avait eu des consignes d'abstention ». « Les foules qui sont venues l'accueillir ont, selon lui, plébiscité la France, car la France est permanente en Algérie. » Il salue « avec respect et émotion la mémoire du Cheikh El Arab ». « Quand j'entends, poursuit-il, nos détracteurs traiter la France de "puissance colonialiste" je dis qu'ils ne sont pas de bonne foi [...]. Défendons-nous contre les ennemis de l'intérieur, des propagateurs de faux bruits, des semeurs de mensonges ou de calomnies, qui se servent des religions pour assouvir leurs desseins racistes [...] Il est temps que les bons citoyens s'unissent afin que ne puissent pas nuire ceux qui se mettent d'eux-mêmes hors de la communauté ».

Après un banquet, le préfet est ensuite reçu au palais des Ben Gana [16].

16. *La Dépêche de Constantine*, 31 décembre 1950.

Dans le courant de l'été 1951, Laïd Lamrani effectue une visite dans les Territoires du Sud. Il en rend compte dans *Liberté*. « Nous avons quitté Biskra à destination d'El Oued, vers six heures du soir, au milieu d'un vent de sable qui va durer jusqu'au matin, obligeant le car à couvrir un trajet d'environ deux cents kilomètres en treize heures.

La "Reine des Zibans", avec ses légions de mendiants faisant couleur locale, avec ses aveugles nombreux, ses ouvriers communaux en grève pour de meilleurs salaires, paraît un paradis en comparaison des communes mixtes d'El Oued et de Touggourt que nous allons visiter durant plus d'une semaine.

L'âpreté de la nature, la chaleur torride et les mouches ne font qu'ajouter au spectacle, partout le même, de la faim et de la misère. Nous sommes accueillis partout par les mêmes pauvres gosses aux yeux mangés par le trachome, avec leurs membres grêles et leurs ventres ballonnés ; ce sont là les signes caractéristiques d'une sous-alimentation chronique, passée depuis quelque temps à l'état aigu ; on nous a signalé que la mortalité infantile est très élevée et qu'elle dépasse soixante pour cent dans les premiers mois qui suivent la naissance.

Les parents ne sont pas dans une plus brillante situation ; ils sont venus en masse nous dire le triste sort qui leur est réservé sur leurs propres terres, devenues la propriété d'autrui. Ils nous ont exposé les mêmes plaintes concernant le coût de la vie, les bas salaires, les conditions draconiennes de la Khamessa, le manque quasi total d'hygiène et d'instruction, enfin l'exploitation féroce des gros colons et de certains féodaux.

Dans l'Oued Souf, pays de petite propriété, où l'on cultive le palmier et le tabac, les conditions de vie sont dures ; une grande partie de la population est en chômage ; les plus privilégiés parmi les chômeurs peuvent travailler une quinzaine de jours dans les chantiers "de charité" de la commune, au salaire maximum de 212 francs par jour, sans allocations familiales ; les entreprises privées appliquent des salaires parfois beaucoup plus bas. C'est pourquoi les gens du Souf émigrent vers le Nord où ils acceptent d'accomplir les travaux les plus pénibles.

Les petits cultivateurs de tabac ont réussi, en s'organisant en syndicat, à échapper quelque peu à l'exploitation de la coopérative dirigée par un agent de l'administration, qui les volait systématiquement ; les grains sont rares et chers (900 francs la mesure de blé) ; la situation est tragique ; les caïds eux-mêmes, sous le sceau du secret, nous ont demandé de faire des démarches pour que des secours soient immédiatement distribués.

Dans l'oued Righ, commune mixte de Touggourt, c'est la catastrophe. À Djamaâ et M'raier, la grosse colonisation possède la majeure partie des palmiers et de l'eau, élément vital dans ce pays ; on a exproprié sans pitié les paysans suivant des procédés divers dont le plus courant et le plus efficace est la soif. Ce procédé consiste à faire refuser par l'administration l'autorisation de forer de nouveaux puits dans les palmeraies où l'eau est tarie ; les populations sont ainsi obligées d'abandonner leurs palmiers et leurs habitations pour se mettre au service des colons, qui en font de véritables serfs.

C'est le cas des recasés de l'Ourir : ces derniers ont dû quitter leurs dehours, de Sidi-Khaled et d'ailleurs et venir s'installer à Mahdia – dont le nom inventé par les recasés signifie le don, le cadeau – (dans l'esprit de ces braves gens, il s'agissait d'un cadeau que leur offrait l'administration). Promesse leur avait été faite, en effet, qu'au bout de dix ans, ils deviendraient les propriétaires exclusifs de la belle palmeraie, entièrement plantée et soignée par eux.

Les dix ans écoulés, ils ont dû constater que les jardins de leur Mahdia appartiennent en réalité à la SAISA, grosse compagnie de colonisation, qui y possède 45 000 palmiers deglet nour (dattes de qualité, destinées à l'exportation). Les quelque trente familles des recasés qui se sont multipliées en une centaine de foyers ne possèdent que 4300 palmiers tout venant (dattes destinées à la consommation familiale). Pour mieux les tromper, on leur a fait payer pendant trois ans l'Impôt foncier pour le compte de la SAISA, en leur promettant d'illusoires droits de propriété.

Nous avons constaté là une exploitation éhontée de toute la population, y compris les enfants qui fournissent un effort égal à celui des adultes, moyennant un salaire variant entre 60 et 80 francs pour une journée de 10 à 12 heures ; les adultes touchent entre 150 et 212 francs par jour toujours sans allocations familiales ; à la période des grands travaux, le taleb lui-même est obligé de fermer son école pour venir prêter main-forte à ses malheureux élèves.

Les mêmes salaires sont pratiqués à Djamaâ par les Senoussi, les Ben Kheireddine, dans tout l'Oued Righ, par les Deviq, Ranoux et autres Delanoy, le grand patron de la SAISA.

Nous avons visité de nombreux intérieurs, notamment à Ouaghlana, Sidi-Yahia, Sidi-Amrane, Mazer et bien d'autres dehours. Nous avons vu partout le même visage de la misère. Nous n'oublierons pas Tamerna-Djedida avec le tiers de ses maisons abandonnées, tombant

en ruine, ses palmiers morts de soif et le petit moteur, servant à l'administration de moyen de chantage, distillant l'eau précieuse au compte-gouttes pour ce qui reste encore de la population ; les gens de ce pays dont la générosité et l'hospitalité sont proverbiales étaient honteux de ne pouvoir rien nous offrir, à l'exception d'une chorba à la graisse, menu des mauvais jours. Ils nous ont montré leurs réservoirs absolument vides de provisions ; même le thé, la précieuse denrée, manquait de maisons qui, il y a quelques années, étaient encore prospères.

Le problème se pose dans des conditions plus affreuses pour les nomades, cette année, à cause de la sécheresse.

Nous allons saluer avant de quitter le Sud, les courageuses populations des Zibans : cette région, considérée depuis longtemps comme la chasse gardée des Ben Gana, qui la dominent aussi bien en qualité de gros propriétaires fonciers qu'en qualité de caïds et d'élus préfabriqués, est férocement exploitée ; là, comme ailleurs, féodaux et gros colons se sont alliés contre les fellahs de plus en plus misérables.

Quelques exemples illustreront les méfaits de cette sinistre alliance : près d'Aïn-Bennouni, à la demande de la population et grâce à l'énergique effort de celle-ci, un puits a été foré, débitant 3 500 litres d'eau à la minute, soit la quantité suffisante pour irriguer 10 000 palmiers d'un rapport moyen de 70 millions de francs par an.

Les créateurs de cette immense richesse ont été spoliés. L'opération s'est passée le plus simplement du monde avec, bien entendu, la complicité de l'Administration. Cette dernière, par le canal de la commune mixte de Biskra, a sollicité un crédit de 80 millions de francs pour la remise en valeur des terrains ainsi irrigués, crédit qu'elle savait ne pouvoir obtenir. Ne l'ayant pas obtenu en effet, elle a cédé l'exploitation au gros colon Berlan et à quelques féodaux du cru, moyennant paiement d'une indemnité qui, d'ailleurs, n'a pas été versée intégralement.

À Tolga, des terrains concédés en principe aux anciens combattants ont été partagés entre les Ben Gana et leurs alliés.

À Sidi Okba, on parle de priver la population des eaux du barrage de Foum El Guerza qui, à lui seul, peut irriguer des milliers et des milliers de palmeraies ; là où il n'y a pas de colons, on crève littéralement de soif, et Aïn-Naga est là pour l'attester.

Ces vaillantes populations méritent que l'on se penche très sérieusement sur leur sort, qu'on leur distribue des secours en nature et qu'on ouvre de nombreux chantiers pour occuper les chômeurs.

Les habitants des Territoires du Sud s'organisent pour la défense de leurs revendications. Par une action de masse, ils les imposeront à l'administration colonialiste. Et avec tout le peuple algérien ils arracheront enfin la Libération nationale qui détruira les causes de leurs souffrances [17]. »

En octobre 1951, ont lieu des élections aux conseils généraux. Pour protester contre le trucage électoral massif qui a marqué toutes les précédentes élections, les nationalistes du PPA-MTLD appellent au boycott. Il s'agit non seulement de ne pas voter mais aussi d'empêcher de voter. L'UDMA ne présente pas de candidats. Dans un premier temps, le comité central du PCA, après s'être réuni, décide également de boycotter ces élections. Quelque temps après, cependant, suite à l'intervention de Léon Feix, chef de la section coloniale du PCF, cette décision est remise en cause lors d'une nouvelle session. Seul le PCA décide ainsi de participer à ces élections cantonales et combat l'abstention qui, dit-il, « laisse la voie libre aux béni-oui-oui ». Maurice désapprouve cette position qui, estime-t-il, isole les communistes. Il est favorable au boycott actif ainsi que la majorité des membres de la section de Biskra. William Sportisse, membre du comité central et secrétaire à l'organisation de la Région de Constantine, est désigné pour aller à Biskra discuter avec Maurice. La discussion va se poursuivre une nuit entière sans que Maurice soit convaincu. « Tu deviens une circulaire du Parti ! » lance-t-il à son camarade. À son retour de mission, William Sportisse rend compte au secrétaire régional, Azzedine Mazri. Celui-ci décide à son tour de se rendre à Biskra pour convaincre Maurice et la section de Biskra. Lors d'une réunion en présence du secrétaire régional, la section vote le boycott. Dès lors, certains dirigeants du PCA réclament la dissolution de la section de Biskra. William Sportisse s'y oppose. Aucune sanction n'est finalement prise.

Par discipline, Maurice se rallie cependant à la ligne du parti. Le PCA le présente comme candidat à Biskra pour le premier collège tandis que Lamrani l'est dans le second. Maurice est indigné par le contenu d'un tract du PCA qui est envoyé à Biskra. En 1953, il écrira à ce sujet : « Au cours des élections cantonales de 1951, la Région de Constantine avait distribué un tract qui était une véritable saloperie :

17. *Liberté*, 2 et 16 août 1951.

pas un mot de la guerre du Vietnam, de la paix en général, de la libération nationale, du problème de la terre, etc. J'ai protesté auprès du PCA ; j'ai même envoyé, à titre documentaire, un double au PCF. La réponse n'a pas tardé sous forme d'une lettre du camarade Moine qui m'a laissé ahuri, parlant entre autres de manque de confiance dans la direction du Parti... »

André Moine est alors membre du secrétariat du PCA. Né en 1909, dans la Loire, il a été ajusteur. Il a adhéré au PCF en 1925 et, en 1931, a été envoyé à Moscou pour y suivre les cours de l'École léniniste. À la fin 1933, il est secrétaire de la région des Basses-Pyrénées du PCF où il animera le soutien aux Républicains espagnols. Arrêté en août 1939 pour propagande communiste, il est condamné à six mois de prison. Placé en résidence surveillée en avril 1940, il est ensuite transféré de camps en prisons avant d'être interné en Algérie, à Djelfa d'abord puis à la redoute de Bossuet, l'ancien bagne de Biribi, en Oranie. Libéré le 1er juin 1943, il est détaché par la délégation du comité central du PCF afin d'aider le PCA à se réorganiser. Après le retour en France de la délégation, il reste en Algérie pour y expédier les affaires courantes de celle-ci. Il rentre en France en octobre 1946 pour y devenir instructeur du PCF. En mars 1947, sur proposition de Léon Feix et de Léon Mauvais, il est envoyé à Alger.

Le jour des élections, Maurice s'efforce de convaincre les militants de voter. Odette finit par céder et, sur les marches de la mairie, elle rencontre Abdellali, un membre du parti, qui lui confie qu'il a voté blanc. Elle lui répond qu'elle a fait de même.

Rentrée chez elle, elle fait part à Maurice de sa conversation avec Abdellali et lui dit avoir également voté blanc.

– Tu ne le diras à personne..., mais moi aussi, lui avoue-t-il à son tour.

Au premier tour, Maurice obtient 75 voix et Temam Sadoun, le candidat socialiste, 133. Celui-ci accepte les huit points définis par le Bureau politique du PCA pour que les candidats communistes se désistent au second tour. Ces huit points sont : « 1) L'annulation des prétendues élections du 17 juin dans le deuxième collège. 2) La liberté de vote dans le deuxième collège. 3) Le respect des libertés démocratiques fondamentales. 4) La libération des emprisonnés politiques victimes

de la répression collective. 5) La fin de l'ingérence administrative dans les affaires du culte musulman. 6) L'augmentation générale des salaires avec application du minimum garanti de 20 500 francs et l'institution de l'échelle mobile. 7) L'arrêt de la guerre du Vietnam et le rapatriement des soldats algériens. 8) La signature d'un Pacte de paix entre l'Union soviétique, les États-Unis, la Chine populaire, l'Angleterre et la France, et l'interdiction de l'arme atomique. »

Le candidat socialiste est élu au second tour.

Dans le second collège, où les nationalistes appellent à l'abstention, Lamrani n'obtient que 116 voix tandis que Ben Gana Mohammed Ben El Hadj, gratifié de 18 451 voix (sur 25 631 inscrits), est élu.

Dans les Zibans, les Ben Gana continuent à régner. Ils s'accaparent des terres appartenant traditionnellement à des tribus sur lesquelles ensuite des paysans doivent fournir des corvées.

En février 1952, Maurice est délégué au 6e Congrès du Parti qui se tient en présence d'André Marty et de Léon Feix. Dans *Liberté*, le compte rendu indique que « Laban (Biskra) consacre son intervention au problème de la participation ou de la non-participation aux élections, problème qui a suscité de nombreuses discussions lors des campagnes électorales passées ». Maurice est mis en cause par le premier secrétaire du PCA, Larbi Bouhali. Il est accusé de « nationalisme ». Le jeune Daniel Timsit, délégué des étudiants communistes, gardera l'image de Maurice, revenu au pied de la tribune et à qui l'on interdit de reprendre la parole. Évidemment, Maurice n'est pas élu au comité central malgré la protestation des délégués des Aurès. Ceux-ci, montagnards revêtus de leurs grands burnous, s'insurgent contre le refus de la direction du PCA de proposer Laïd Lamrani comme membre du comité central. « On a fait une liste, il n'y a pas de place pour tout le monde », leur dit le président de séance, Mahmoudi. Sous la menace de ne pas prendre part au vote, ils finissent cependant par imposer la nomination de Lamrani [18].

En mars 1952 éclate une grève des ouvriers agricoles dans l'Oued Righ. Des centaines de grévistes viennent à Djemaâ pour y déposer leurs revendications. Ils sont attaqués par les hommes de main du

18. Entretien avec Daniel Timsit, 1er décembre 1998.

bachagha Senoussi et du caïd Lamine. Trente ouvriers agricoles sont arrêtés et frappés. Devant le mécontentement que cela provoque, ils sont relâchés le lendemain.

Le 1er mai 1952, plusieurs milliers de travailleurs agricoles et de fellahs manifestent à Djemaâ. Ils réclament la suppression des Territoires du Sud, les allocations familiales, la répartition des terres entre les fellahs, l'octroi de prêts agricoles. Ils proclament leur solidarité avec le peuple tunisien. Le bachagha Senoussi, accompagné d'hommes armés de matraques et de fusils, prétend interdire la manifestation. Les organisateurs refusent de céder. Le bachagha met en joue des manifestants ; il y a des blessés par coups de matraque et de crosse de fusils. Les manifestants ripostent, désarment les hommes du bachagha, faisant des blessés parmi eux. Abdelhafid, un manifestant est arrêté. Une délégation conduite par Abdallah Demène demande sa libération. Ses membres sont arrêtés à leur tour, enchaînés, matraqués puis conduits en prison à Touggourt. Oughlana est cernée par des hommes armés, sur l'ordre de Senoussi et de l'administrateur Gidel ; des perquisitions sont opérées. À Sidi Amrane, la porte du local des syndicats est défoncée, du matériel et de l'argent sont saisis.

La protestation s'organise contre cette répression : des délégations sont envoyées auprès du commandant Thomas, à Touggourt, une pétition rassemble 6 000 signatures. Dix manifestants sont libérés tandis que quatre autres vont être jugés.

En décembre 1952, Maurice aide activement les planteurs de tabac de l'Oued Souf à se constituer en coopérative. Le tabac est la principale culture de l'Oued Souf. Le manque d'eau, les vents de sable, en rendent les conditions extrêmement difficiles. En 1950, pour se défendre face à l'administration, ils ont déjà créé leur syndicat qui rassemble 800 d'entre eux. Jusque-là ils étaient contraints de vendre toute leur récolte à la coopérative de la Société indigène de prévoyance (SIP) dirigée par l'administrateur de la commune mixte et à laquelle ils devaient obligatoirement cotiser sans avoir droit à la parole. Alors que la récolte se termine en juillet, la SIP ne la leur prenait qu'en novembre, à bas prix. Une fois formés en syndicat, les planteurs luttèrent pour la liberté de vente et finirent par l'arracher au bout de deux mois. Les petits fabricants de tabac devinrent leurs principaux acheteurs. Mais, en 1952, les gros fabricants, tels Bastos, Bentchicou,

signent un contrat avec la SIP stipulant qu'ils lui achèteront le tabac sans passer par le marché libre. La SIP, pour sa part, s'engage à leur en fournir 1 600 quintaux. Les petits fabricants, sollicités, refusent de s'associer à ce contrat. Le gouvernement général décrète que les planteurs ne pourront écouler leur production sur le marché qu'en la vendant à la SIP ou par l'intermédiaire d'une coopérative à laquelle ils seraient adhérents. L'administration mise sur leur incapacité à pouvoir remplir cette deuxième condition. Ils décident pourtant de former leur propre coopérative. L'assemblée générale constitutive est fixée pour le 7 décembre, à El Oued. Dans les jours qui précèdent, des perquisitions sont opérées chez des responsables du syndicat, des archives sont saisies, des membres du syndicat sont malmenés. Sept d'entre eux sont arrêtés et emprisonnés à Touggourt. Néanmoins, le jour dit, plus de 800 fellahs, venus de Guémar, Réguiba, et des points les plus reculés de la commune mixte d'El Oued, tiennent l'assemblée générale constitutive de la Coopérative des planteurs de tabac de l'Oued Souf, en présence d'un huissier et en veillant à respecter toutes les formes légales.

Dans l'Oued Souf, le Parti communiste algérien va compter environ trois cents adhérents.

À la fin de l'année 1952 éclate l'affaire Marty. Le dirigeant communiste français est exclu du PCF sous l'accusation de « liaisons policières ». En 1944, Maurice a eu à pâtir des méthodes dictatoriales d'André Marty qui avait alors le contrôle du Parti communiste algérien, mais il a toujours éprouvé du respect envers celui qui a fondé les Brigades internationales en Espagne. De son côté, Odette, lorsqu'elle travaillait au secrétariat des députés communistes français, a pu voir de près les colères maladives d'André Marty et la soumission qu'il faisait régner autour de lui, mais elle conserve aussi le souvenir de son intégrité.

Maurice et Odette estiment que le Parti français se trompe en portant ces accusations contre Marty. Odette écrit au vieux dirigeant communiste pour lui demander de reconnaître ses erreurs. Bien plus tard, en mai 1956, au cours d'une entrevue qu'elle aura avec Léon Feix, responsable de la section des cadres du PCF, celui-ci fera allusion à cette lettre que Marty n'aura jamais reçue.

Maurice s'est beaucoup rapproché de Mostefa Ben Boulaïd, le dirigeant du PPA-MTLD dans les Aurès. Les deux hommes se connais-

sent depuis longtemps, s'apprécient et fraternisent. Natif d'Arris, Ben Boulaïd a été mobilisé en 1939 et a fait la guerre dans l'armée française. Après avoir été blessé, il a été réformé puis remobilisé en 1943-44. Il a obtenu le grade d'adjudant, la médaille militaire et la croix de guerre. D'abord meunier, il a été ensuite marchand de tissus puis a obtenu une licence pour exploiter une ligne de car Arris-Batna. Devenu militant du PPA en 1946-47, Ben Boulaïd a été l'un des responsables clandestins de l'Organisation secrète (OS). Aux élections législatives d'avril 1948, à Batna, il a été le candidat du MTLD. Il a obtenu 2 369 voix. Le candidat de l'UDMA, Benkheliti Abdeselem, a été élu avec 8 574 voix. Ben Boulaïd a été arrêté et emprisonné en 1950 lors de la découverte de l'existence de l'OS. Un rapport des services de police français le décrit comme « un homme du peuple, un homme d'action très évolué, conscient de la situation des musulmans, de leur désir d'évolution ». Il est extrêmement populaire dans les Aurès. Sur le conseil de Ben Boulaïd, Maurice décide de postuler une place d'instituteur dans une école abandonnée depuis quatorze ans, dans l'Aurès, à Djemora. Il n'est guère attiré par le métier d'instituteur mais veut entrer en contact avec la population de ce secteur de l'Aurès. Compte tenu de ses diplômes, le poste ne peut lui être refusé et, en novembre 1952, le voilà nommé à Djemora où il se rend chaque jour à moto. Lui qui en a vu beaucoup en matière de misère est malgré tout frappé par l'extrême pauvreté de la population et des enfants qui s'alimentent d'oignons et d'herbes. Il se prend d'affection pour eux et, avec l'accord de leurs parents, il en emmène quelques-uns à Biskra pour leur faire découvrir la ville. Sa fonction d'instituteur ne dure que quatre mois.

Il est, en effet, révoqué en mars 1953. On l'accuse d'avoir fermé l'école lors de la mort de Staline, en signe de deuil. Les parents se seraient plaints, prétend l'académie. Tout cela est totalement faux. Maurice réagit en riant devant ce grossier stratagème. Odette, quant à elle, se rend à Constantine pour protester auprès de l'inspecteur d'académie qui, après l'avoir fait attendre longtemps, finit par la recevoir et lui confie qu'il a agi sur ordres « supérieurs » mais qu'il est disposé à faciliter une mutation en France si Maurice le souhaite.

Or, celui-ci n'est pas si mécontent que ça d'en avoir fini avec son expérience d'instituteur. Il a pu réaliser ce qu'il souhaitait en allant à Djemora : entrer en contact avec la population.

En novembre 1954, le secrétaire général du Syndicat national des instituteurs, Denis Forestier, décrira ainsi Djemora qu'il vient de visiter : « Djemora, petite et maigre oasis, enserrée dans les Djebbels nus du Sud-Aurésien ; nous y arrivons à l'improviste. Les enfants sont groupés devant la porte. Deux gosses apportent les paniers et distribuent au passage assiettes et couverts propres. Pendant que nous discutons, un jeune maître, mûri par ses responsabilités, surveille attentivement la distribution du plat cuisiné qui pour bien des enfants constituera l'essentielle, sinon la seule nourriture de la journée. Le matin, les yeux des enfants atteints par le trachome ont été soignés. Sur des fronts ou des bras, des plaies ont été pansées. Ils sont là quatre jeunes maîtres, deux ménages, qui s'efforcent de remplir simplement le double rôle pédagogique et social qui est celui de l'école en ce pays. Et alors que nous attendions d'eux des renseignements sur la situation dans l'Aurès, leurs premières paroles sont pour demander à l'Inspecteur d'Académie qui nous accompagne des médicaments les plus divers, pour préciser que la réserve de la cantine aura besoin d'être regarnie.

Pourquoi faut-il que l'Ordre des Pharmaciens et Médecins se soit plaint du dépôt de médicaments dans les écoles du bled. Ce fait à lui seul est révélateur[19]. »

19. *L'École libératrice*, 10 décembre 1954.

VII

LA BLESSURE

Le 22 juillet 1953, Maurice est sanctionné d'un blâme par la direction du PCA, après le passage d'une commission d'enquête devant laquelle il a comparu, comprenant notamment André Moine. Ce dernier, devenu membre du secrétariat du comité central au 6e congrès du PCA, en février 1952, est en fait le représentant du Parti français. Entre autres, la Commission d'enquête reproche à Maurice les désaccords qu'il a exprimés en 1944-45 lorsqu'il voulait que soient prises en compte les revendications nationales algériennes. On accuse Maurice de « relations avec la police », d'« esprit de groupe » et de « dénigrement de la direction du Parti ». Ce blâme vise également Laïd Lamrani et Chebbah Mekki, soupçonnés d'avoir formé avec lui un groupe critique à l'égard de la direction du PCA.

Aussitôt après, un article le mettant en cause paraît dans le journal du PCA, *Liberté*, sous la plume d'André Moine. Une telle mise en accusation publique et nominale d'un militant est peu courante et démontre la volonté de la direction du PCA de détruire son image, de le mettre au ban du Parti communiste. Le titre de cet article qui déshonore son auteur est « Droit comme ce bâton ». Sur un ton moralisateur, André Moine y distille les insinuations malveillantes, laissant surtout entendre que Maurice est « tenu » par la police mais jetant aussi des soupçons sur sa vie privée. Sans rien oser affirmer puisqu'il s'agit d'un procès monté de toutes pièces, André Moine se contente de suggérer.

« Le camarade Maurice Laban, lit-on, s'est montré audacieux pendant la période de Vichy. Condamné aux travaux forcés, il s'est évadé de la prison civile d'Alger. Néanmoins, il semble qu'aujourd'hui il juge les choses, non politiquement, mais par rapport à son passé. Il s'agit là d'un défaut grave pour un militant : le manque de modestie. D'ailleurs les conséquences sont là : sous des prétextes humanitaires Laban s'est laissé entraîner dans des discussions avec certains policiers de Biskra ; il a été ainsi mêlé à leurs querelles. Aux critiques qu'on lui fit, Laban opposa son passé : "Moi, condamné... évadé... l'Espagne... Ne pas voir clair ! C'est moi qui 'roule' les policiers !"

En vérité, les divisions des policiers s'étaient introduites dans les organisations démocratiques y compris dans le Parti.

Voilà où mène l'esprit de suffisance. Avec un peu plus de modestie, ce trait typique des militants communistes, Laban aurait évité une telle aventure.

Le colonialisme repose sur le mensonge : il présente comme civilisation ce qui est oppression et exploitation ; avec le régime colonial le mensonge, la duplicité pénètrent partout, s'installent sournoisement dans les esprits, deviennent une habitude.

Le plus faible, le colonisé, réagit, se défend, quelquefois avec les mêmes armes et on ne saurait lui donner tort vis-à-vis des colonialistes. Mais ces procédés sont inadmissibles dans le mouvement national et à plus forte raison dans le Parti de la classe ouvrière. Pourtant est-ce que, çà et là, ne perce pas parfois, plus ou moins consciemment, l'idée de "se débrouiller", de manœuvrer et même de "rouler" tel camarade ou tel organisme ? En tout cas chacun comprend que cela est indigne d'un communiste pour qui le souci de la stricte vérité guide ses rapports avec le Parti : l'honnêteté, la franchise la plus absolue vis-à-vis du Parti est le premier des devoirs quoi qu'il en coûte.

C'est vrai pour la vie privée des militants qui, dans ses conséquences politiques, est elle aussi une affaire du Parti.

Supposons un militant qui a une vie privée... anormale. Il va inévitablement entrer dans la voie du mensonge vis-à-vis de sa famille, de ses amis, du Parti ; il perdra à juste titre la confiance de ses proches et du Parti. Mais les ennemis, la police, n'auront-ils pas là un moyen direct ou indirect de faire pression sur lui, éventuellement de le "tenir"? C'est ce qui arrive. Et un tel militant ne pourra pas dire : "Moi je suis fort, on ne m'y prendra pas." Sa force, il la montrera en rentrant

dans une vie normale, régulière, ouverte aux yeux de tous. C'est le seul chemin possible, le chemin du courage.

Nous devons tous beaucoup au Parti qui est une école de modestie, de droiture, de courage et de dévouement. Mais il faut se comporter en communiste dans la vie politique, sociale et privée. Comme le disait le fellah de Tlemcen en montrant sa canne rectiligne, "Il faut être droit comme ce bâton [1]." »

Indigné, meurtri, Maurice se défend et répond par écrit au blâme et à l'article. « Il est fait état d'une enquête détaillée sur tous les faits incriminés, écrit-il. Je proteste contre cette affirmation. Il n'a pas été enquêté sur tous les faits incriminés, et en particulier sur le deuxième point reproché dans le blâme : esprit de groupe qui est le plus grave, esprit de groupe appelant tôt ou tard scission, cette dernière étant un crime contre le Parti [...] Vous parlez d'une enquête auprès de tous les camarades intéressés. N'aurait-il pas été plus juste que l'enquête s'étende non seulement aux camarades intéressés (en les confrontant, ce qui n'a pas été fait), mais encore et surtout aux camarades de la base de Biskra et de la région (Aurès, Oued Righ, Oued Souf) qui nous voient dans notre activité quotidienne, qui, dans leur bon sens et leur façon de voir les choses par en bas, peuvent avoir un jugement plus sûr que les camarades enquêteurs. D'après les échos que j'ai eus de la part des camarades de Biskra et de la région après l'article paru dans *Liberté*, leur jugement n'est pas du tout celui de la commission d'enquête [...] À quel adhérent de base les membres de la Commission d'enquête ont-ils demandé si, à son avis, nous avions des relations avec la police, si nous nous livrions à une politique de sape et de dénigrement de la direction du Parti, si nous avions un esprit de groupe ? Qu'on nous cite un seul camarade qui réponde affirmativement à ces questions. »

Il réfute en particulier l'accusation de « relations avec la police ». « Lors du passage de la Commission d'enquête, ses membres, le camarade Moine en particulier, se sont plus à me répéter qu'à leur avis il n'était pas question de me reprocher d'avoir donné des renseignements à la police, mais simplement d'avoir conversé avec un agent de police alors voisin de palier. [...] en fait, les discussions que j'ai pu

1. *Liberté*, 30 juillet 1953.

avoir avec un gardien de la paix, dont nous avions depuis longtemps connu la femme, se limitent au fait que cet agent de police nous ayant parlé de persécutions à son encontre de la part du commissaire de police, nous lui avons conseillé de s'adresser à son syndicat CGT, ce qu'il a fait [...] Dans ces conditions, pourquoi parler, dans le blâme, de relations avec la police ? En bon français, relations avec la police signifie échange de renseignements avec la police, ce qui est extrêmement grave et entraîne, à mon avis, l'exclusion. » [...]

« Ne pensez-vous pas que l'Administration se réjouisse de la parution de tels articles ? Périodiquement, depuis que je milite à Biskra, les caïds et administrateurs faisaient courir le bruit que j'avais quitté le Parti, que j'étais un personnage douteux ; leur tâche est maintenant facilitée. À moins que vous ne pensiez réellement que je suis un personnage douteux ? Dans ces cas, comment expliqueriez-vous que j'aie été, en mars dernier, révoqué de mes fonctions d'instituteur, sans avoir commis aucune faute professionnelle, que l'agent de police avec lequel je serais en relation ait été déplacé à Aïn Béida par mesure disciplinaire, que la commune mixte de Touggourt m'ait fait annuler tout dernièrement une autorisation d'entreprendre une extraction de sels et de potasse à Ourir, laquelle autorisation était déjà accordée et signée par les Domaines, sous prétexte que cette entreprise était de nature à créer une agitation dans le Sud ; que les quatre pneus d'une remorque m'appartenant aient été lacérés, une nuit, par des gens à la solde de Ben Gana ? Croyez-vous que si j'étais quelqu'un de douteux, l'Administration ne me tendrait pas la main ?

Je n'insiste pas sur un autre aspect de l'article où l'on veut me faire passer pour une sorte de caïd fanfaron du Parti, avançant en toute occasion que je suis un ancien combattant de la Guerre d'Espagne, que j'ai milité dans l'illégalité en Algérie, ce qui m'a valu des travaux forcés à perpétuité ainsi qu'à ma femme, que je me suis évadé de Barberousse, etc. Vous savez très bien que je ne suis ni un ambitieux, ni un fanfaron. Si j'avais été ambitieux, j'aurais pu très bien, avec mon passé politique, gravir – ou essayer de gravir – les échelons du Parti. Je n'en ai rien fait et pourrais en donner mille preuves. Vous savez aussi que je ne suis pas un fanfaron.

Toutefois, je n'ai pas honte d'être allé me battre en Espagne ; et les blessures qui m'ont fracassé le fémur et arraché une partie de la mâchoire et fracturé le crâne, je ne les considère pas comme des bles-

sures honteuses, d'autant plus que les deux balles que j'ai reçues, je les ai reçues face à l'ennemi ; je n'ai pas honte non plus d'avoir milité activement dans l'illégalité en France, puis en Algérie ; d'avoir contribué à faire paraître la première presse clandestine sous Vichy, d'avoir tenu tête aux juges de la Section spéciale lors du procès des 61, d'avoir, en prison, mené toujours le combat contre l'administration pénitentiaire (ce qui a abouti à nous faire respecter) ; d'avoir toujours lutté pour que le Parti, en prison, soit un bloc homogène, le camarade Estorges pourra en témoigner.

Je parle rarement de ces choses-là, mais je ne crois pas que ce soit une faute d'en parler quand l'occasion s'en présente [...] »

Il fait une analyse de ce qu'il nomme « le mal profond du PCA ». « En fait, à travers cette affaire, comme à travers celle de Lamrani et de Chebbah Mekki, et sans doute d'autres encore, apparaît un mal profond qui empêche le développement du PCA, l'étouffe, le sclérose. Ce mal, c'est à mon avis l'étouffement complet de la démocratie, le peu de compte qui est fait de l'avis de la base, le manque de liaison avec les masses. La démocratie, dans le Parti, consiste en l'échange de deux courants : l'un venant du sommet et allant vers la base, l'autre venant de la base et allant vers le sommet. Croyez-vous que ce deuxième courant existe ? Certes, il est possible de donner son avis lors d'une réunion, d'une conférence régionale ou d'un congrès ; mais pour peu que l'avis ne soit pas conformiste, on est sabré de telle façon que l'envie de recommencer vous est définitivement enlevée ; aussi, les congrès deviennent-ils de plus en plus, non pas une occasion de travail et de désignation de la direction du Parti, mais une assemblée où se répètent toujours les mêmes discours et où on applaudit en cadence en jetant des petits papiers. On introduit ainsi la passivité dans les rangs du Parti, et la passivité conduit à l'inaction.

Même lorsqu'il ne s'agit pas d'un congrès mais d'un rapport intérieur, pour peu qu'un camarade avance une idée qui n'est pas dans les vues de la direction du Parti, pour peu qu'il fasse une critique, il reçoit un coup de "barre" qui ne l'incite pas à recommencer. Ainsi, pour avoir dit, dans un rapport intérieur, qu'à mon avis il fallait parler aussi des revendications nationales algériennes, Estorges puis Bouali ont été envoyés à Biskra, en 1944, pour me faire exclure ou, tout au moins, me remettre à la base. Il est vrai que c'était du temps Marty-Ouzegane.

Au cours des élections cantonales de 1951, la Région de Constantine avait distribué un tract qui était une véritable saloperie : pas un mot de la guerre du Vietnam, de la paix en général, de la libération nationale, du problème de la terre, etc. J'ai protesté auprès du PCA ; j'ai même envoyé, à titre documentaire, un double au PCF. La réponse n'a pas tardé sous forme d'une lettre du camarade Moine qui m'a laissé ahuri, parlant entre autres de manque de confiance dans la direction du Parti, etc., parlant aussi d'un deuxième tract consacré aux questions générales (Vietnam), comme si les problèmes n'étaient pas intimement liés et pouvaient donner lieu à deux tracts différents [...]

Aussi les membres du Parti deviennent-ils de plus en plus passifs, acceptant sans souci de l'améliorer par des propositions constructives, la ligne du Parti. Car, aussi parfaits qu'ils soient, les dirigeants peuvent aussi se tromper ; en tous les cas, les membres du Parti devraient être incités à donner leur avis, même s'il n'est pas le même que celui de la direction, de façon à développer chez eux l'esprit d'initiative et de responsabilité, afin d'en faire de futurs dirigeants [...] »

« Pour terminer, ce n'est pas, à mon avis, les relations avec la police, le comportement à l'égard de la direction du Parti ou l'esprit de groupe que vous me reprochez quant au fond. Vous savez vous-mêmes que tout cela n'existe pas et que vos reproches frisent souvent l'enfantillage. Au fond, ce que vous me reprochez, c'est de ne pas être un militant passif, d'être un des très rares camarades à ne pas avoir peur de dire ce qu'il pense, de ne pas vous approuver quand ce que vous dites lui paraît faux, en un mot, de ne pas vous aduler et de ne pas faire le "cireur de bottes" [2]. »

Maurice est maintenant un homme profondément blessé. Le but poursuivi par la direction du PCA est atteint : devenu suspect, le voilà mis en quarantaine. Passant, un jour, accompagné d'Odette, dans une rue de Biskra, au milieu d'un groupe de militants communistes, parmi lesquels se trouve le docteur Larribère, un gynécologue très connu d'Oran, personne n'ose le saluer. Maurice a les larmes aux yeux. Georges Raffini lui-même, son camarade de toujours, avec qui il a partagé tant d'épreuves et côtoyé la mort, lui tourne maintenant le dos. Il est membre du comité central et rédacteur à *Alger républicain*, qu'a-t-on pu lui dire de Maurice, de quel complot a-t-on pu l'accuser, pour qu'il se comporte ainsi, reniant leur amitié ?

Odette est révoltée. Mais que sont donc de tels hommes, se demande-t-elle, qui, sur ordre ou par sottise, peuvent se détourner d'un ami de toujours ? Elle veut répliquer publiquement dans les colonnes du journal de Ferhat Abbas mais Maurice l'en empêche au nom de la sacro-sainte discipline de Parti qui lui interdit de s'exprimer publiquement par crainte de faire le jeu de l'ennemi. Il veut espérer que le Parti finira par évoluer.

Maurice se consacre à nouveau à son projet d'exploitation des sels de soude et de potasse sur le Chott Merouane. En 1951, le commandant des territoires militaires de Touggourt s'est opposé à ce qu'il puisse y louer 2 hectares sur une superficie totale de 80 000, alors que tous les services concernés (Domaines, Colonisation, Hydraulique, Mines) avaient donné leur accord. En février 1954, Maurice écrit au Gouverneur général de l'Algérie, Roger Léonard. « Au Cercle Interallié, à Paris, vous avez déclaré le 16 février, à propos de l'Algérie que "l'expansion démographique de l'Algérie et le relèvement du niveau de vie de sa population appellent de façon impérieuse son expansion industrielle". Il va sans dire que, comme tout Algérien, quelle que soit son origine ou la couche sociale à laquelle il appartient, qu'il soit fellah sans terre et sans travail ou bachelier sans débouché, je ne puis qu'approuver cette nécessité impérieuse d'industrialiser l'Algérie. Toutefois, avant d'arriver à mon cas particulier, je me permets de vous faire remarquer qu'à mon avis un des gros obstacles à l'industrialisation de l'Algérie, sinon le principal, réside dans l'action des trusts français ou étrangers qui voient en une Algérie industrialisée un concurrent futur. C'est ce qui semble apparaître dans la partie de votre intervention où vous dites "qu'il importe notamment que l'Industrie française considère très sérieusement que l'Algérie ne peut pas être simplement pour elle un marché de consommateurs". J'applaudis donc à vos efforts pour protéger l'industrie algérienne naissante contre toutes sortes d'entreprises plus ou moins avouables.

Il est une branche de l'industrie qui, selon moi, pourrait se développer en Algérie : la grande industrie chimique et plus particulièrement

2. Ce texte, comme d'autres, avait été placé dans une bouteille puis enfoui dans le sable, par Maurice Laban, après le 1er novembre 1954. Certains furent retrouvés, une fois la guerre finie ; d'autres ont disparu à jamais, emportés par les mouvements des sables.

celle des sels alcalins parce qu'elle peut bénéficier de matières premières à très bon marché par une exploitation rationnelle des chotts algériens [...] En dehors des Usines Solvay à Baba-Ali, je ne pense pas que l'administration algérienne se soit beaucoup penchée sur la création de cette branche de l'industrie. Toutefois, s'il est logique d'accorder la priorité à d'autres industries plus importantes (industrie mécanique et construction), il me semble injuste, surtout après vos déclarations, d'empêcher l'initiative privée de tenter un essai d'industrialisation dans ce domaine.

Je me permets d'attirer votre bienveillante attention sur le fait que j'ai été le premier à demander à exploiter ce chott ; que mon exploitation vise non seulement le sel marin mais encore et surtout les sels de potasse, le sulfate de soude que l'Algérie ne produit pas du tout ; qu'enfin ma demande ne porte que sur deux hectares et ne saurait apporter une perturbation dans le marché du sel en Algérie.

Si, pour des motifs qui m'échappent, la location de ces deux hectares sur le Chott Merouane se révélait impossible, je vous serais reconnaissant de vouloir bien me l'accorder sur le Zaghrez Chergui dans le sud algérois.

En résumé, je ne demande aucune aide financière (bien au contraire je m'étais mis d'accord avec les Domaines pour louer chaque hectare de terrain 100 000 francs par an) ; je ne puis nuire à personne dans ma petite exploitation, ni aux gens du pays ni aux autres exploitants de sel d'Algérie ou de France ; enfin, je pense pouvoir prouver par la création de ces deux hectares de marais salant qu'il est possible, en utilisant rationnellement les eaux des chotts, d'avoir là une source importante de matières premières à bon marché rendant possible la création d'une industrie chimique des sels alcalins. [...] »

Cette demande reste sans suite.

En mai 1954, apprenant la victoire vietnamienne de Diên Biên Phu, Maurice, alors qu'il ne boit jamais d'alcool, remonte l'avenue Porcioli où habite son beau-frère, à Constantine, brandissant triomphalement une bouteille de liqueur pour fêter l'événement.

En 1954, Chebbah Mekki est contacté par Ben Boulaïd qui l'informe, sous le sceau du secret le plus absolu, du déclenchement prochain d'un soulèvement armé dans les Aurès. Le chef nationaliste lui propose d'en prendre la tête à Sidi Okba et sa région. Chebbah Mekki refuse.

Il se sait surveillé par les Renseignements généraux et ne se sent plus assez jeune ; il est âgé de plus de 60 ans[3].

Maurice est également informé de ces projets insurrectionnels. À la demande de Ben Boulaïd, il fabrique de la poudre dans sa ferme. En tant qu'agriculteur, il se procure des engrais chimiques à partir desquels il produit de la poudre. Des hommes viennent discrètement des Aurès pour en prendre livraison. Maurice agit secrètement, à l'insu de ses camarades communistes, en liaison avec Ben Boulaïd. Seule Odette est au courant.

3. Exclu du PCA en décembre 1947, janvier 1948, Amar Ouzegane, l'ex-secrétaire général, évolua par la suite vers le nationalisme. Il demeura en relation avec Chebbah Mekki. Dans une lettre de septembre 1960 adressée à Odette Laban, il écrit : « C'est le seul camarade – resté membre du PCA – que je voyais et avec qui j'acceptais de discuter. Je l'avais perdu de vue fin 1954 ou début 1955. Il me tenait au courant des multiples interventions des camarades des Aurès, venant chercher des directives auprès de la direction bureaucratique du PCA. Après avoir tenté d'éluder les réponses, mise au pied, il fut répondu à Chebchoub [Chebchoub Sadek, militant communiste des Aurès, avait pris le maquis à la fin des années quarante après avoir blessé un garde-champêtre lors d'un conflit du travail] que la direction interdisait aux membres du Parti de prendre les armes ! Alors que jusqu'à cette époque, j'avais toujours été sollicité de donner des conseils, j'ai demandé à Chebbah Mekki de transmettre aux délégués des Aurès une réponse impérative : N'attendez pas ! C'est vous qui avez raison contre le comité central. Déchirez vos cartes du PCA et rejoignez les rangs de l'Armée de libération nationale ! Je suis donc sorti de ma coquille, parce que ce n'était plus l'affaire du PCA en faillite, mais c'était désormais l'affaire de tout le peuple algérien. »

VIII

LA GUERRE

À Biskra, la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954 est si chaude que les Laban se sont installés pour dormir sur la terrasse de l'immeuble. Ils ne sont pas les seuls à avoir eu cette idée : tous les locataires ont transformé la terrasse en dortoir. À l'exception de deux familles arabes, toutes les autres sont européennes. Dans la nuit, une déflagration retentit soudain en provenance de la gare toute proche. Une bombe a été lancée pour tenter d'enflammer des wagons.

Les dormeurs sont réveillés en sursaut et Maurice ainsi qu'un voisin arabe connu comme membre du MTLD, qui, tous deux, n'ignorent ni l'origine ni le but de cette explosion, s'efforcent de faire remarquer à l'entourage qu'ils sont bien sur la terrasse à ce moment précis qui marque le début de l'insurrection. Il n'empêche que le voisin arabe est arrêté dès le lendemain matin avec d'autres nationalistes de la ville. Maurice n'est pas inquiété, ce qui le surprend. Il voit là une subtile manœuvre de l'administration pour le compromettre et le discréditer aux yeux des indigènes.

Le 2 novembre, on lit dans *Alger républicain* : « Vers 2 heures, hier matin, plusieurs explosions ont réveillé les habitants tandis qu'une cinquantaine de coups de feu étaient tirés en plusieurs points de la ville. Les bombes, de faible puissance, ont explosé devant l'usine électrique, la caserne, le commissariat et à la gare sous un wagon d'avoine. Il y a un blessé par un éclat à l'usine. Au commissariat, un policier a été blessé d'une balle de fusil.

30 à 40 arrestations ont été opérées, parmi lesquelles se trouvent une dizaine de militants MTLD, communistes et UDMA qui ont été enfermés à la prison militaire. MM. Bessaoud, cheminot, et Bari Mida, instituteur, se trouvent parmi eux.

Le car de la ligne Biskra-Arris a été stoppé par des inconnus qui ont invité tous les voyageurs à descendre. L'instituteur de Tifelfel et le caïd de M'Chouneche, près de Biskra, ont été tués.

La circulation sur la route de Biskra-Arris est interdite.

Un avion survole la région. »

Ce 2 novembre 1954, le bureau politique du PCA publie une déclaration dans laquelle il « estime qu'à l'origine de ces événements il y a la politique colonialiste d'oppression nationale, d'étouffement des libertés et d'exploitation [...] que les responsabilités fondamentales de ces événements incombent entièrement aux colonialistes, qui malgré les expériences du Vietnam, du Maroc, et de la Tunisie, s'obstinent dans une politique d'opposition et de force, face aux aspirations légitimes du peuple algérien [...] Il rappelle que la répression n'a jamais réglé et ne réglera pas les problèmes politiques, économiques et sociaux, que pose devant le monde contemporain l'essor irrésistible des mouvements nationaux de libération [...] Il estime que la meilleure façon d'éviter les effusions de sang, d'instaurer un climat d'entente et de paix consiste à faire droit aux revendications algériennes par la recherche d'une solution démocratique, qui respecterait les intérêts de tous les habitants de l'Algérie, sans distinction de race ni de religion, et qui tiendrait compte des intérêts de la France. »

Cependant, lors de réunions de cadres, des dirigeants du PCA tels André Moine déclarent que les actions qui ont eu lieu la veille peuvent être des « provocations » et appellent à la vigilance.

« De nouvelles arrestations ont été opérées hier matin », lit-on le 3 novembre dans *Alger républicain*. « Une délégation de démocrates s'est vue refuser l'entrée de la caserne, où sont détenues les quelque 40 personnes arrêtées lundi : elle désirait remettre des paniers de victuailles. Le juge chargé de l'instruction a également refusé de recevoir la délégation et ce n'est qu'après une vigoureuse intervention auprès des autorités militaires que les paniers ont pu être acheminés vers leurs destinataires. Trois de ces derniers seraient libérés ce matin. Il s'agit de trois instituteurs.

La section du Parti communiste algérien a adressé au Procureur de la République de Batna un télégramme protestant contre les arrestations arbitraires et demandant la libération des emprisonnés.

D'autre part, une conférence aurait réuni hier dans la ville de nombreuses autorités civiles et militaires. »

« Le lundi 1er novembre à 10 h 30, 17 personnes, militants communistes, MTLD et progressistes ont été arrêtés. Ils n'ont été relâchés que mercredi à 20 h 50 après avoir subi un interrogatoire d'identité, à l'exception de M. Assami, tailleur à Biskra et militant MTLD dont l'arrestation a été maintenue malgré l'ordre de libération qui touchait tous les emprisonnés. Des personnes arrêtées à Sidi-Okba et incarcérées à la caserne Fort Saint-Germain sont encore détenues alors qu'ordre avait été donné de les relâcher. Une délégation de commerçants et de cultivateurs de Biskra et de la région s'est rendue auprès du maire et l'a remercié des efforts qu'il a faits pour empêcher le renforcement des troupes répressives. Elle lui a demandé de ne pas accepter la constitution de milices civiles. Le maire a donné des assurances à ce sujet. Dans la nuit du 3 au 4 novembre une milice armée ayant été constituée à l'intérieur de la gare avec le consentement du chef de gare, dans leur grande majorité les cheminots, européens et musulmans, ont protesté par pétition auprès du directeur des chemins de fer contre la formation de cette milice. Ils se sont rendus en délégation auprès du maire. La milice a finalement été dissoute.

Dans les douars autour de Biskra, on continue à arrêter de nombreux habitants qui sont amenés en ville et soumis à des vérifications d'identité. » (*Alger républicain,* 5 novembre 1954.)

Le 8 novembre, le Bureau politique du PCF publie une déclaration : « Le Parti communiste français souligne que les événements qui se déroulent actuellement en Algérie résultent essentiellement du refus opposé par les gouvernants français aux revendications nationales de l'immense majorité des Algériens, ce refus s'ajoutant à une misère généralisée et croissante, conséquence directe du régime colonial qui sévit dans ce pays [...]. » Le PCF dénonce la répression mais prend ses distances à l'égard des actions entreprises le 1er novembre : « Le parti communiste français, [...] ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux [...]. »

Quelques jours plus tard, le 14 novembre, le comité central du PCA, tout en rejetant la thèse d'une provocation, fera sienne cette même mise en garde. « [...] Il y a tout lieu de croire qu'il ne s'agit pas d'une provocation ou d'un complot colonialiste mais d'un mouvement algérien [...] Le problème de fond c'est que les Algériens ne veulent plus vivre comme par le passé. Ils ne veulent plus du régime colonial. [...] Les communistes n'ont jamais préconisé les actes individuels. Parce que les actes individuels traduisent en général un manque de confiance dans les masses et l'action des masses et sont impuissants à eux seuls à faire avancer la cause des peuples. Un acte individuel peut nuire à la cause du peuple s'il doit aboutir à ralentir l'action de masse, à démoraliser les masses et à faciliter ainsi la répression. »

Une journaliste de *l'Humanité* arrive à Biskra et rencontre Maurice. Porteuse de la ligne politique du PCF, elle pense que les actions armées qui ont eu lieu sont une provocation. Maurice essaie de la convaincre du caractère sérieux du mouvement qui vient d'éclater mais elle reste sur ses positions, se méfiant de celles de Maurice dont elle connaît la réputation qu'on lui a faite dans le PC, et refuse même d'être hébergée chez lui.

Maurice conscient que c'est une guerre d'indépendance qui a commencé veut y prendre part. Sa réaction est aussi celle d'un grand nombre de communistes des Aurès et du Sud. Les paysans communistes s'engagent immédiatement dans l'insurrection armée. Laïd Lamrani et Mohammed Guerrouf, membres du comité central du PCA, prennent des contacts avec les chefs de l'insurrection dans les Aurès, en particulier avec Mostefa Ben Boulaïd à qui ils proposent l'aide et la participation des communistes à la guerre d'indépendance. Il semble que c'est à ce moment que Ben Boulaïd fait savoir à Maurice qu'il souhaite l'avoir à ses côtés comme adjoint militaire. À la suite de ces contacts, disciplinés, Mohammed Guerrouf et Laïd Lamrani se rendent à Alger pour informer le comité central du caractère populaire de l'insurrection dans les Aurès et obtenir l'aval de la direction du parti en faveur de l'engagement communiste. On leur répond que les militants qui veulent s'engager le feront sous leur propre responsabilité, à titre individuel, sans engager le parti. Quant à Laban, leur est-il précisé, il lui est strictement interdit de bouger. La direction du PCA, en lui intimant l'ordre de ne pas se joindre aux maquisards, le plonge dans le plus grand désarroi. Il se demande ce que cache cette mesure,

si quelqu'un qui serait « droit comme un bâton » ne l'a pas mis encore une fois dans son collimateur. Lui, qui a volé au secours de l'Espagne républicaine en y risquant sa vie, ne peut admettre qu'on lui impose de se tenir en dehors de la guerre de libération de son pays. Malheureux, il fait une fois de plus preuve de discipline. Néanmoins, dans les jours suivants, il s'ingénie à trouver quelques armes provenant notamment de la guerre d'Espagne, qu'il récupère à Alger chez des communistes espagnols et qu'il fait parvenir aux maquisards des Aurès. Il est en relation avec Trouch, un Aurésien, qui l'informe de la situation dans sa région. Celui-ci sera arrêté, soumis à un interrogatoire à bord d'un hélicoptère en vol puis précipité dans le vide.

Dans les Aurès, qui sont le fer de lance de la guerre d'indépendance, une terrible répression de masse s'abat. Cinquante mille tracts sont lancés par avions :

« Musulmans !

Vous rallierez immédiatement et avant le dimanche 21 novembre à 18 heures, les zones de sécurité avec vos familles et vos biens. L'emplacement de ces zones de sécurité vous sera indiqué par les troupes françaises stationnées dans votre région et par les autorités administratives des douars.

Hommes qui vous êtes engagés sans réfléchir, si vous n'avez aucun crime à vous reprocher, rejoignez immédiatement les zones de sécurité avec vos armes et il ne vous sera fait aucun mal.

Bientôt un malheur terrifiant s'abattra sur la tête des rebelles.

Après quoi régnera à nouveau la paix française. »

Des populations sont déplacées de force et regroupées. L'aviation mitraille des mechtas.

Le 27 novembre, en visite d'inspection dans les Aurès, le ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, se rend à Biskra.

Des villages des Aurès sont détruits aux lance-flammes et leurs habitants s'enfuient. Des exécutions sommaires ont lieu.

Le soldat Pierre Leulliette, alors parachutiste, béret rouge, racontera ainsi, longtemps après, la destruction du village de Djemora où Maurice a été instituteur : « [...] Pendant une heure, nous verrons sur la crête les habitants de Djemora, inquiets de voir trois gueules de 105 braquées sur eux, quitter en hâte leur village et dévaler la pente, des paquets sous le bras. Une heure, pas plus, leur a été donnée. [...] Et à cinq heures exactement, simultanément, les trois premiers obus partent en sifflant

par-dessus nos têtes. Une heure durant, toutes les deux minutes, trois coups partiront. Torse nu, les servants s'affairent, méthodiquement, obus en main. De sourds grondements sont renvoyés par l'écho.

À sept heures, besogne accomplie, l'artillerie se replie tranquillement sans même daigner aller au résultat. On n'aperçoit plus rien du village, même à la jumelle. Il semble avoir fondu sur la ligne d'horizon.

Commentaires : "Voilà ce qu'il aurait fallu faire tout de suite en arrivant. Et pas seulement ici, partout ! [...] Raser tous les villages ! [...] N'ayant plus personne pour les aider, les rebelles se disperseraient ou seraient obligés de redescendre dans les plaines où ils se feraient prendre [...] On est trop bons avec ces gens-là ! Tôt ou tard, ils nous retomberont tous dessus, même les enfants, même les femmes !" [...] "Une bonne petite bombe atomique là-dessus, conclut quelqu'un, et c'est fini ! On rentre chez nous !" [...] La discussion se poursuit, pendant que là-haut des gens agonisent peut-être oubliés sous les pierres. "On est trop bon. On est trop bon", on n'entend que ça [1]. »

Le 28 décembre 1954, on lit dans *Alger républicain* : « Samedi 18 [décembre] courant, à partir de 5 heures du matin, grand déploiement de forces : police d'État, gendarmerie, parachutistes, dans la ville de Biskra, en particulier au faubourg populeux et pauvre de Star-Melouk et au marché aux dattes [dénommé Foire]. Des avions survolaient continuellement la ville et les issues de la Foire et de Star-Melouk étaient gardées militairement. Une voiture avec haut-parleur expliquait aux gens que le but de l'opération était la recherche d'armes, de munitions et de suspects.

À partir de 5 heures, les forces de répression ont commencé à frapper aux portes des maisons. Tout le monde a été obligé de rester chez soi. Puis une fouille systématique des maisons, cafés, magasins, a commencé. Signalons que la Foire est très fréquentée cette saison et que le quartier Star-Melouk compte plus de 8 000 habitants, presque tous ouvriers.

Les forces répressives avaient des détecteurs d'armes qu'elles ont promenés partout : maisons, jardins, magasins, cafés.

Dans les maisons, des portes de chambres fermées ont été brisées. Durant les fouilles, les forces répressives ont :

1. Pierre Leulliette, *Saint Michel et le dragon*, Éditions de Minuit, 1961.

– porté la main sur des jeunes filles aux parties intimes de leur corps ;
– mangé les oranges mûres des jardins ;
– versé sur leurs têtes le parfum trouvé dans les maisons ;
– versé et mélangé des provisions diverses (café, semoule, épices) ;
– fouillé des cartables d'écoliers dont elles ont mangé le casse-croûte ;
– conduit des dizaines de gens à la caserne pour vérification d'identité ;
– fouillé les personnes comme des malfaiteurs pris en flagrant délit ;
– battu des enfants, des hommes ;
– battu un ancien combattant, kebir de quartier lotissement Ferhat.

L'état-major des fouilles était installé au siège de la commune mixte où M. Hirtz est administrateur. La municipalité ayant été tenue à l'écart, la population se demande si M. Hirtz et les militaires ne visent pas à l'installation d'une délégation spéciale.

Toute cette fièvre s'est soldée par trois mandats de dépôt pour détention d'armes de guerre, qui sont en réalité des revolvers 6 mm 35. À cause de tout cela, les ouvriers, dans leur grande majorité, n'ont pu travailler le samedi matin puisqu'ils ne pouvaient quitter le quartier. Mais l'entreprise Rodari et les Sondages ont pu, accompagnés d'agents, aller chercher leurs ouvriers en voiture.

L'indignation est grande dans toutes les couches de la population. Les autres quartiers de la ville vivent dans la hantise de subir le même sort. »

Lors du réveillon du jour de l'an 1955, les époux Laban sont attablés au casino de Biskra, en compagnie d'un jeune couple. Lui est algérien, elle française. Le directeur du casino, Aïoun, qui a autrefois appartenu au PCA, est un ami des Laban. Un soldat invite la jeune femme à danser. Elle répond qu'elle n'en a pas envie, et l'autre veut l'y contraindre. Une bagarre éclate. Le directeur intervient pour tenter de calmer les esprits ; il est pris à partie par des soldats qui le traitent de « sale youpin » et l'immobilisent tandis que l'un d'eux tente d'uriner dans sa bouche.

Maurice en informe *Alger républicain* où, dans l'édition des 2-3 janvier 1955, paraît l'article suivant :

« Certains militaires cantonnés à Biskra font régner dans la ville une atmosphère de plus en plus tendue.

À deux reprises, certains d'entre eux ont battu un vendeur d'*Alger républicain*. D'autres ont emporté une table de la terrasse d'un café maure et, comme le propriétaire les poursuivait, ils la lui ont lancée, lui cassant un bras.

Une cinquantaine de parachutistes coloniaux ont provoqué de très graves incidents au casino dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier. Ils ont pénétré dans la salle de réveillon en proférant des insultes racistes à l'adresse des Israélites et des Musulmans. Une femme, mariée à un Musulman, a été insultée et giflée parce qu'elle avait décliné l'invitation à danser d'un militaire. Ce geste déclencha une bagarre au cours de laquelle les parachutistes s'acharnèrent à briser tous les objets qui leur tombaient sous la main. La police militaire, alertée par le propriétaire, refusa d'intervenir, sous prétexte que les forcenés étaient trop nombreux et qu'elle n'aurait pu en venir à bout.

L'attitude raciste des militaires ne date pas de cette soirée. C'est tous les jours, depuis le début des événements, que des insultes à l'égard des Musulmans et des Israélites risquent de provoquer des incidents. Devant cette situation, le Consistoire israélite de Biskra a envoyé des télégrammes de protestation au ministre de l'Intérieur et à M. Jacques Chevallier, secrétaire d'État aux Forces armées. D'autre part, des listes de pétition circulent parmi la population pour protester contre cette attitude des militaires, attitude que le maire de la ville a, lui aussi, critiquée.

Enfin, on signale qu'un instituteur, M. Bencharif, a été giflé et emprisonné ; un employé des contributions, M. Debabeche, a été placé sous mandat de dépôt. »

Dès le lendemain, *Alger républicain* publie un nouvel article sur « Le réveillon de Biskra ».

« Il faut revenir sur ce qui s'est passé à Biskra dans la nuit de vendredi à samedi. D'abord parce qu'il est grave, très grave que de paisibles citoyens soient agressés uniquement en raison de leur origine. Ensuite parce que ces événements éclairent d'un jour singulier la situation actuelle en Algérie.

En effet jamais les quelques militaires en cause n'en seraient arrivés là si on ne s'était pas employé depuis le début des événements à entretenir et aggraver le climat de répression RACISTE. De la chasse aux "suspects" on est vite passé aux ratissages, forme la plus odieuse des représailles collectives. En foi de quoi il s'est trouvé quelques individus pour trouver normal d'agresser des gens qui prétendaient passer tranquillement la dernière soirée de l'année !

Et à partir du moment où on tolère la création de ce climat de répression raciste, comment trouver étonnant qu'il s'étende à un autre groupe ethnique ? Pour parler clair, il est dans la logique raciste que les représailles touchent des Israélites après s'être exclusivement abattues sur la population musulmane.

De même, logiquement, la répression ne connaît pas de limites dans tel ou tel secteur politique particulier. Tant il est vrai que chaque outrage fait à la liberté individuelle atteint tous ceux qui y sont attachés. Il faut enfin dire que c'est l'honneur de la jeunesse française d'être par essence étrangère à ces procédés. En Algérie comme en Tunisie les jeunes soldats français sont dans leur quasi-totalité fidèles aux traditions de liberté et de démocratie de leur pays. La presse française de toute tendance a offert plusieurs exemples de cette attitude.

Raison de plus pour stigmatiser les coupables et surtout ceux qui s'emploient à entretenir ici un climat de représailles racistes.

Raison de plus pour que se joignent à la protestation contre la répression et l'arbitraire tous ceux – Européens, Musulmans, Israélites – qui ont un intérêt commun à ce qu'on y mette fin au plus tôt. Si tout le monde s'y met la tâche sera plus vite accomplie. »

En découvrant ces lignes, Maurice, outré, écrit aussitôt au journal pour protester.

« Chers camarades,

Je viens de lire l'article d'*Alger républicain* de ce jour intitulé "Le réveillon à Biskra". Dans son ensemble, l'article me paraît fort bon et j'en approuve les termes. Cependant, il y a un passage que je ne puis approuver, c'est celui où il est dit : "[...] Il faut enfin dire que c'est l'honneur de la jeunesse française que d'être par essence étrangère à ces procédés. En Algérie, comme en Tunisie, les jeunes soldats français sont dans leur quasi-totalité fidèles aux traditions de liberté et de démocratie de leur pays."

Comme l'a dit je ne sais plus qui, les faits sont têtus. Il y a à Biskra trois sortes de parachutistes : les "bérets rouges" (volontaires français), les "bérets bleus" (contingent), et les "bérets verts" (étrangers). Pour l'instant, les incidents sont provoqués surtout par les Bérets rouges ; quelques fois par les Bérets bleus (incident du cafetier maure). Les Bérets verts font moins parler d'eux. Ce sont donc des Français de

France, commandés par des Français de France qui sont à la pointe de la provocation anti-arabe et antisémite. Ne croyez-vous pas que ces gens-là engagent leur responsabilité et même celle du peuple français, tout comme la Wehrmacht engageait celle du peuple allemand ? Car, il faut avouer que les protestations contre le rôle qu'on fait jouer à ces troupes sont bien faibles, aussi bien parmi les troupes d'occupation qu'en France.

Je reconnais que le racisme est exceptionnel en France ; toutefois, l'esprit de supériorité, le paternalisme – qui mènent droit au racisme – sont très fréquents en France. Combien de fois n'avons-nous pas entendu en public, pendant la période 43-45, des réflexions telles que : "Quel sale pays !", "Pays de bicots !"? D'ailleurs, dans les camps de concentration allemands où se côtoyaient tous les citoyens d'Europe, les Français étaient souvent mis à l'écart. En Espagne, du temps des Brigades Internationales, lorsqu'on voyait un saoulard, on disait : "Voilà un Français". Et j'ai participé au jugement, à Guixolo (Catalogne), d'un groupe de Français qui avaient à diverses reprises traité de "sales boches" certains de nos camarades des Brigades Internationales.

Il est certain que le peuple français a eu des moments de grandeur, mais je crois qu'il s'agit du passé et qu'à l'heure actuelle il est bien moins révolutionnaire que la plupart des peuples du monde.

Et puis, ne croyez-vous pas que ceux qui sont traqués, battus, volés, assassinés dans leurs montagnes par DES TROUPES FRANÇAISES, pour avoir commis le crime de défendre leur patrie contre l'envahisseur, ne méritent pas un peu de pudeur ? Croyez-vous nécessaire de faire les louanges des soldats qui se conduisent vis-à-vis d'eux pire que les Allemands le faisaient en FRANCE ?

Et quant à ceux qui ne provoquent pas, qui se conduisent en soldats normaux, sont-ils venus ici en touristes pour visiter le pays ? Quand ils voient un patriote algérien, croyez-vous qu'ils hésitent à le tuer ? Ils ne sont pas ici parce que fidèles aux traditions de liberté et de démocratie, mais pour asservir notre peuple. Dans ces conditions, croyez-vous nécessaire de parler, à leur propos, de "fidélité aux traditions de liberté et de démocratie" qu'ils sont là pour supprimer ? Ils font ce "travail" contre leur gré, mais ils le font tout de même.

Qu'auraient pensé les Français si un journal clandestin avait, en France occupée, fait les louanges des "bons Allemands" ? Parce que, aussi vrai qu'il existe de bons Français aux traditions révolutionnaires, il existe des révolutionnaires allemands, mais, dans la France occupée,

le leitmotiv était : "Haine contre l'envahisseur allemand" et le mot "boche" était très en faveur.

Bien fraternellement. »

En ce début d'année 1955, le PCA confirme sa condamnation du mouvement insurrectionnel. Le 9 janvier, une déclaration affirme que « le Parti communiste algérien s'est toujours gardé de mots d'ordre inconsidérés ou d'actes individuels qui ne correspondent pas à la volonté et aux possibilités réelles des larges couches de la population, qui seraient un élément de division parmi les travailleurs algériens ou qui risqueraient de faire le jeu des colonialistes [...] Le Parti communiste algérien a toujours indiqué qu'il conçoit la perspective d'avenir de notre pays dans l'édification d'une République démocratique unie à la France par des liens librement établis, dans le respect des intérêts réciproques ».

Lors de sa session des 5 et 6 février 1955, le comité central du PCA se fait même encore plus net dans sa réprobation. « Les événements du 1er novembre se sont produits sur un fond général d'attentisme. Ils ne tiennent pas compte des niveaux de lutte très différents qu'on constate suivant les régions, les couches raciales, etc.

– En dehors des tracts distribués au début par les promoteurs du mouvement, aucune perspective politique immédiate ou à venir n'a été donnée à ce mouvement qui a été alimenté par certaines illusions sur les perspectives générales.

– Par ailleurs ils se sont produits à un moment où les forces nationales et démocratiques n'étaient pas unies.

[...] La meilleure chance de libération nationale de l'Algérie réside dans notre lutte commune avec nos alliés naturels en France. »

À cette même époque, fin 1954-début 1955, Maurice rédige un texte qu'il intitule « Charbonnier est maître chez soi » dans lequel il réfléchit à l'avenir de l'Algérie. « Selon la thèse officielle, commence-t-il, les événements d'Algérie seraient dus tout simplement à l'action de l'étranger, comme s'il n'existait pas un problème algérien, comme si les exactions des caïds et administrateurs, l'immixtion de l'Administration dans la religion musulmane, l'étouffement de la langue arabe – considérée comme étrangère dans un pays où elle est parlée par les 9/10 de la population –, les urnes bourrées lors des élections, en bref l'absence de liberté, n'étaient pas parmi les causes fondamentales de ces événements.

Il est aussi une autre cause, étroitement liée aux précédentes et qui en constitue la toile de fond : c'est la situation économique désastreuse du pays, et en particulier de la majorité des musulmans. » Il poursuit en examinant l'état de l'agriculture qui est la ressource presque exclusive de l'Algérie. Depuis cinquante ou soixante ans, constate-t-il, les ressources agricoles sont restées stationnaires : les vignobles se sont développés mais l'élevage a régressé et la culture des céréales stagne. Or, pendant ce temps, la population algérienne a triplé et continue d'augmenter au rythme de 250 000 habitants par an. La conséquence en est un terrible appauvrissement de la population musulmane : ses ressources par habitant sont trois fois moindres qu'il y a cinquante ans. Cette situation se trouve encore aggravée par la mécanisation de l'agriculture qui prive d'emplois des centaines de milliers d'ouvriers. Plus de cinq millions d'Algériens sont sous-alimentés.

Que faire ? Une meilleure répartition des terres, l'augmentation de la production par l'emploi des engrais, pourraient améliorer la situation « mais, ce serait des mesures insuffisantes et n'oublions pas que dans dix ans, nous serons 2 500 000 ou 3 millions de plus en Algérie ».

Ce qu'il faut, selon lui, « c'est une industrialisation du pays qui permette de donner un travail régulier aux centaines de milliers de chômeurs ». Il insiste sur la création d'une industrie lourde. Selon lui, l'Algérie en a les moyens : elle dispose d'une main-d'œuvre abondante qui peut se former si l'on développe les écoles professionnelles et techniques ; elle possède des moyens de communication et des ports ; elle est suffisamment riche en matières premières ; il existe un marché où écouler les produits fabriqués, « l'Algérie elle-même, avec ses dix millions d'habitants dont le pouvoir d'achat augmenterait considérablement du fait de l'industrialisation » ; quant aux capitaux, il serait, selon lui, possible d'en trouver sur place et en faisant des emprunts à l'étranger. Puisque les conditions existent, pourquoi l'industrialisation ne se fait-elle pourtant pas ? « C'est qu'il existe une sixième condition que ne signalent pas les économistes "bien pensants" : la liberté. C'est parce que l'Algérie n'est pas un pays libre qu'elle ne s'industrialise pas et qu'elle reste pauvre [...] L'Algérie est une colonie, c'est-à-dire, aux yeux des industriels français, un pays où ils peuvent acheter bon marché les matières premières, et vendre cher leurs produits fabriqués. Laisser se développer une industrie en Algérie, ce serait à leurs yeux, enlever toute raison d'être à l'Algérie. »

En conclusion, affirme-t-il, l'indépendance de l'Algérie est la « condition indispensable à l'industrialisation qui apportera du travail et une vie décente à tous les habitants » et il invite « les Algériens, qu'ils soient d'origine européenne ou musulmane, qu'ils soient bourgeois éclairés ou prolétaires, à s'unir pour faire avancer l'Algérie vers l'indépendance ».

Participant à sa façon à cette recherche d'industrialisation de l'Algérie, il persévère dans ses projets d'exploitation du Chott Merouane afin d'en extraire des sels de potasse et des sous-produits. Il espère pouvoir constituer une société avec quelques associés et démarrer l'exploitation durant l'été 1955. Il multiplie les démarches en ce sens mais se heurte au monopole des puissantes Potasses d'Alsace. « Les efforts des Potasses d'Alsace, conjugués à ceux des Potasses de Stanfurth et de Cardona tendent à empêcher la mise en exploitation des nouvelles richesses de potasse, quitte à faire semblant de rechercher la potasse, comme elles le font à Zargis, et tout récemment au Maroc », écrit-il alors.

Il rédige un long rapport très détaillé afin de défendre son projet auprès du service des Mines. Son esprit scientifique s'y exprime dans toute sa rigueur. « Il est possible, écrit-il, de tirer des eaux du chott de nombreux produits, qui eux-mêmes peuvent servir de base à la fabrication de très nombreux autres sans d'autres apports, la plupart du temps, que de combustibles (charbon ou mieux fuel oil lourd) ou de matières telles que sable, gypse, calcaire qu'il est possible de trouver sur place [...] En définitive, il y a dans le Chott Merouane, en quantités presque illimitées, une eau qui contient pour 5 à 600 francs de sels de potasse au mètre cube et 3 à 400 francs de chlorure de sodium. Pour extraire ces produits, il ne s'agit que de la faire évaporer au soleil, pour ainsi dire sans frais et retirer ensuite à la pelle le chlorure de sodium et le sel de potasse. Les frais d'établissement du marais salant sont faibles en regard du résultat ; le démarrage de la production pourrait être effectué quelques jours seulement après l'établissement du marais salant qui lui-même pourrait être achevé en une quinzaine de jours.

Tous ces facteurs assurent à cette exploitation une réussite certaine et rapide.

Quant à l'intérêt général, il n'a rien à perdre et tout à gagner. »

Maurice place ses espoirs dans ce projet pour améliorer sa situation financière qui est difficile en permanence. « [...] On s'en tire, écrit-il à

son ami Antonio, mais tout juste, comme d'habitude. Je souhaite bien que cette histoire de sel aboutisse ; elle nous sortirait tous d'embarras. » « Aujourd'hui, lui écrit-il quelque temps plus tard, nous avons eu une sérieuse alerte : un vol de sauterelles s'était abattu sur le jardin et en avant les fèves et les petits pois. Heureusement que ces bestioles sont capricieuses et que tout d'un coup elles sont parties sans qu'on sache trop pourquoi. Les dégâts – s'il n'y a pas de nouveaux vols – ne sont pas importants. Au fond, rien ne vaudrait, pour toi comme pour moi, que l'autorisation aboutisse. »

En mars 1955, une élection législative partielle a lieu dans la circonscription Batna-Biskra. Le PCA décide d'y présenter Laïd Lamrani qui, le 7 mars, tient un meeting à Biskra devant plusieurs centaines d'auditeurs.

En mars 1955 également, *Alger républicain* entreprend une enquête auprès de ses lecteurs sur le thème « L'Algérie vivra-t-elle ? ». Le 31 mars, Maurice répond aux questions du quotidien. Son texte n'est pas publié. Il est vrai qu'il s'y livre notamment à une critique de la théorie thorezienne considérant l'Algérie comme une « nation en formation », qui continue à imprégner la politique du PCF. En février 1955, dans *Les Cahiers du communisme,* Léon Feix vient à nouveau d'en faire l'éloge.

« En dehors des deux positions extrêmes, écrit Maurice, celle de l'assimilation ou de l'intégration pour lesquelles l'Algérie n'est que trois départements français, et ceux qui reconnaissent à l'Algérie la qualité de nation et préconisent sa séparation d'avec la France, il y a, dans l'opinion publique, de nombreuses autres positions intermédiaires, parmi lesquelles celle estimant que l'Algérie n'est encore qu'une nation en formation et ne peut prétendre qu'à une autonomie interne et doit conserver d'étroites liaisons avec la France.

Si l'on veut voir les choses telles qu'elles sont, on est obligé de constater que l'essentiel de la population est formé d'Arabo-Berbères, que leur proportion par rapport à la population totale est de 9/10 et que cette proportion augmente d'année en année ; que la minorité européenne est non seulement de moindre importance, mais qu'elle se concentre le plus souvent dans cinq ou six grandes villes, à tel point que si l'on excepte Alger, Oran, Bel-Abbès, Constantine et Bône, toute

l'Algérie est peuplée exclusivement d'Arabo-Berbères. Certes, si elle doit attendre que Musulmans et Européens se fondent les uns dans les autres pour avoir droit au titre de nation, l'Algérie risque de rester longtemps encore au stade de nation en formation.

Mais si l'on tient compte du fait que la masse de la population présente une grande homogénéité, qu'elle a une unité de langue (l'arabe est parlé d'un bout à l'autre de l'Algérie), de coutumes, de religion, de culture, enfin, de vie économique et de territoire, on doit constater que l'Algérie présente toutes les caractéristiques d'une nation formée d'Arabo-Berbères, les Européens constituant une minorité nationale, comme les Turcs ou les Hongrois en Roumanie, les Roumains en Hongrie, les Allemands en Tchécoslovaquie, etc. Il n'y a donc pas lieu de s'attarder outre mesure sur le rapport et la fusion des Européens et des Musulmans, rapport rendu d'autant plus difficile que la minorité européenne jouit dans son ensemble d'avantages matériels et moraux immenses qu'elle tient à conserver, se refusant obstinément à toute sorte de fusion.

L'Algérie étant une nation, il est évident qu'elle ne saurait être considérée comme étant trois départements français. »

Il poursuit en écrivant que « seul l'emploi de la force permettra de résoudre le problème, et dans l'emploi de la force le peuple algérien ne doit surtout compter que sur lui-même. Il faut être naïf pour penser que l'impérialisme français va se laisser convaincre par des arguments et abandonner ses nombreux privilèges sans les défendre jusqu'au bout, exactement comme il serait naïf de croire que le capitalisme va abandonner ses mines et ses terres à la suite d'une simple discussion avec les masses exploitées. Ou alors il faut admettre la thèse selon laquelle c'est par "bonté d'âme" que Mendès France a négocié en Indochine, et que Diên Biên Phu n'a servi à rien ; qu'en Tunisie, ce n'est pas l'action des fellagas qui a forcé Mendès France à entrer en pourparlers ; il faudrait admettre aussi que c'est par bonté d'âme et esprit de justice, et non à la suite des événements dans les Aurès et en Kabylie qu'Edgar Faure et Soustelle ont admis une certaine liberté de vote dans quelques points (rares, il est vrai) de la circonscription Batna-Biskra, lors des dernières élections partielles.

Il est évident qu'il faut entendre le mot "force" au sens large, c'est-à-dire non seulement force armée, mais aussi grèves politiques, manifestations de masses, boycott des produits français [...] »

Il revient à nouveau sur l'industrialisation de l'Algérie : « On a beaucoup écrit sur l'industrialisation de l'Algérie, mais ce qu'on a oublié presque toujours, c'est que l'industrialisation est inconcevable tant que l'Algérie restera une colonie et qu'elle n'aura pas acquis son indépendance. Comment concevoir en effet que le gouvernement français tolérera la création d'une industrie qui enlèvera à la France son important marché en Algérie, le meilleur client de la France ?

Comment expliquer cet acharnement de la France à vouloir une Algérie française, si ce n'est le désir effréné de défendre ce marché ? [...] N'oublions pas que dans le cadre du régime actuel, pour toute usine qui se créera en Algérie, ce sera une usine qui risquera de se fermer en France. On mesure par là les efforts qu'il faudra déployer pour vaincre ces résistances.

Voilà pourquoi les problèmes économiques, qui sont essentiels en Algérie, sont si étroitement liés et dépendent si étroitement des problèmes politiques, et pourquoi une amélioration sensible du sort des Algériens ne pourra se produire tant que leur sort sera entre les mains du gouvernement français et que l'Algérie n'aura pas arraché son indépendance. »

Cependant, il n'attend pas de miracle de cette indépendance nécessaire. « Dans une Algérie libre et indépendante qui aura un immense effort à faire pour fonder son industrie, les questions sociales devront être résolues selon les possibilités algériennes qui sont faibles actuellement. Il est très probable que le pouvoir d'achat des ouvriers algériens restera, pour d'assez longues années, inférieur à celui des ouvriers français [...] Ce qu'il faudra considérer dans le sort de l'ouvrier algérien, ce seront les progrès accomplis chaque année dans sa situation matérielle, et surtout la suppression du chômage et du non-emploi qui sont, beaucoup plus qu'autre chose, les grands maux dont souffrent les masses algériennes. »

« [...] l'Algérie ne pourra vivre que si elle est indépendante. Seule l'indépendance pourra donner aux Algériens la possibilité d'avoir une vie digne, conforme à leurs traditions et leurs coutumes, et matériellement assurée. »

Concernant l'avenir des Européens d'Algérie, il écrit : « Il ne sera pas question d'opprimer en quoi que ce soit la minorité nationale européenne à qui l'on devra toutefois supprimer les privilèges. Les Européens pourront, s'ils le désirent, refuser de s'assimiler aux Algériens musulmans, conserver leurs langues, leurs coutumes, etc., à moins qu'ils ne trouvent préférable de retourner dans leur pays d'origine, comme l'ont fait, pour ne citer que ces deux exemples, les barons baltes ou les Allemands qui habitaient la Silésie polonaise. »

Enfin, « quant aux relations avec le peuple français, ce sera au peuple algérien d'en décider. Il jugera s'il doit ou non entretenir des relations culturelles ou économiques avec la France, ou s'il préfère les entretenir avec l'Égypte, la Syrie, ou les démocraties populaires [...] En tout cas, des relations culturelles devront être établies entre l'Algérie et les pays arabes et orientaux qui ont tant de ressemblances avec elle ».

Mais conclut-il, « ce qu'il faudra surtout, ce sera établir de [illisible] relations économiques et culturelles avec la Tunisie et le Maroc, qui pourront aller jusqu'à la suppression des frontières ».

S'attendant à être arrêté, Maurice placera ce texte ainsi que d'autres dans des bouteilles enfouies dans le sable du désert.

En mai 1955, le service des Mines paraît sur le point d'accorder l'autorisation d'exploitation du Chott Merouane. Maurice doit encore effectuer une démarche auprès du commandant du territoire de Touggourt dont l'autorisation est nécessaire et qui jusque-là l'a refusée. « Je me préparais à le faire, à contrecœur parce que tu connais les sentiments de ces gens à mon égard, écrit-il à Antonio, lorsqu'il y a eu à Biskra et dans la région une foule d'arrestations (envois en résidence surveillée et expulsions du Département) à laquelle je me demande comment j'ai échappé. J'ai jugé plus prudent et plus raisonnable de me faire oublier : tels que je les connais, ils seraient capables de me faire expulser du Département pour nous empêcher d'exploiter le sel... La situation est malsaine pour moi à Biskra en ce moment et il y a tout intérêt à ce que je me fasse oublier. »

Biskra, en été, est une véritable fournaise et la chaleur y devient une menace pour la santé, en particulier celle des enfants quand ils sont obligés de l'endurer. La mortalité infantile par déshydratation est fréquente dans les milieux pauvres de la région. Aussi, dès que le soleil se fait plus ardent, voit-on les familles qui en ont les moyens s'exiler dans le Nord pour la saison.

L'approche de l'été est souvent chez les Laban une source de préoccupations, la plus importante étant de mettre leur fils à l'abri de la

canicule. C'est un enfant sain, facile et joyeux et cette belle santé doit lui être conservée. Sur ce point, Maurice est naturellement d'accord mais il laisse à sa femme le soin d'y veiller. Lui – qui cache mal la pointe d'orgueil que lui a donnée la naissance d'un garçon – a d'autres ambitions en ce qui concerne son fils. Peut-être souhaite-t-il le modeler à son image ; il le veut libre comme lui-même l'a été dans son enfance, ouvert et curieux, et c'est réussi. Dès qu'il s'est senti solide sur ses jambes et qu'il a pu courir, l'enfant est devenu un familier à El Hajeb. Il a été accueilli dans tous les gourbis avec le privilège de s'approcher des femmes et d'être cajolé.

Très tôt, son père lui a appris à se défendre des scorpions. Pour cela, il lui nouait autour du ventre un cordon au bout duquel pendait une fourchette, l'arme offensive. Suivait une longue démonstration répétée plusieurs fois.

Vers la fin de la journée, Maurice aime faire une promenade avec son fils. Main dans la main, ils vont zigzaguer entre les palmiers et les seghias, le petit attendant impatiemment que son père reprenne le fil abandonné la veille d'une interminable histoire bizarrement intitulée « Les raisins du loup » où Maurice glisse toutes les notions qu'il croit essentielles pour l'éducation de son fils.

Lorsque ce dernier a atteint l'âge d'aller à l'école, il a été inscrit dans une école d'enseignement indigène où il est, comme son père auparavant, le seul élève européen.

À Biskra, en face de la demeure des Laban se trouve la « grande maison », comme l'appelle Odette, où se cloîtrent on ne sait combien de familles et où s'agite une marmaille bruyante. L'enfant y est comme chez lui, partageant à égalité avec les autres enfants, les jeux, la galette et bien souvent la couche, se disputant avec eux le lait de la chèvre que la grand-mère leur distribue parcimonieusement. Maurice est étonné et ravi de l'entendre parler l'arabe aussi parfaitement. « Il le parle mieux que moi », dit-il souvent, avec fierté.

En 1955, la chaleur s'annonce précocement et les Laban, par relations familiales, ont pu obtenir la réservation de deux pièces à Cavallo, village de Petite Kabylie. Maurice, cette année, ressent le besoin de s'éloigner de Biskra, quoi qu'il lui en coûte. La ville lui est devenue hostile, fourmillant d'allées et venues des bérets verts qui sèment la terreur, traversée et survolée par des engins de guerre qui se dirigent à grand fracas vers l'Aurès. Lui, impuissant, ulcéré, assiste à tout ce

mouvement en spectateur forcé. Il part à Cavallo avec sa femme et son fils.

Cavallo se situe sur la côte, à mi-chemin de Bougie et Djidjelli. C'est un village kabyle où vivent quelques rares Européens. On y trouve un petit hôtel, un bureau de poste, un garde-champêtre, un cantonnier et l'école placée comme en sentinelle sur le bord de la route. Elle est animée par un couple d'instituteurs ; le mari fait également fonction de maire. Aucun d'eux ne se déplace sans une arme dans la poche. Lorsque les deux instituteurs voyagent en voiture, monsieur tient le volant et madame le « pétard » prêt à toute éventualité.

La plage de Cavallo pourrait largement accueillir toute la population de la région tant elle est étendue, mais l'institutrice, quand elle s'y trouve, ne tolère pas la présence de la moindre gandourah. Il lui suffit de froncer les sourcils pour faire le vide, les jeunes redoutant pardessus tout qu'elle en appelle à monsieur le maire dont ils connaissent d'expérience la poigne de fer.

Un jour, alors que des adolescents kabyles jouent au foot sur la plage, l'un d'eux, nommé Lamri, a la maladresse de laisser rouler le ballon sur le tapis de bain d'une dame qui est allongée dessus. Celle-ci se redresse en brandissant un pistolet et en criant, menaçante : « Je vais vous descendre ! » Le maire, arrivé sur ces entrefaites, saisit Lamri et lui assène un terrible coup de poing. Il a eu ces garçons comme élèves et leur a fait construire un terrain de basket, un terrain de volley et un autre de boules mais ils n'ont pas l'autorisation d'y jouer. Ils doivent se contenter de regarder les parties à travers le grillage sans même y poser les mains.

Entre Maurice et le maire la tension est vive. Un jour, la femme du maire lui adresse un geste significatif : on te tranchera la tête !

Au début de l'été 1955, quand les deux instituteurs quittent les lieux pour partir en vacances en France, tout le monde respire. La sœur et le beau-frère d'Odette (par ailleurs frère de l'institutrice) arrivent de Constantine avec leurs deux enfants ; ils s'installent dans l'école restée vacante pour l'été et celle-ci retrouve sa vraie fonction : la maison d'accueil des enfants. Ils y reviennent nombreux. La grande cicatrice qui barre la joue de Maurice les intrigue. Il leur en dit l'origine et se met à raconter l'Espagne, les Brigades. Cela l'amène à leur parler des combats acharnés qui se livrent dans l'Aurès. L'attention est grande chez les enfants et l'étonnement aussi car jamais personne ne leur a parlé ainsi, ni à eux ni aux leurs.

Sur une mappemonde découverte dans la salle de classe, Maurice leur montre la situation de l'Algérie enserrée entre le Maroc et la Tunisie puis les entraîne dans un voyage imaginaire vers l'Égypte en montrant du doigt l'itinéraire qu'ils devront suivre pour y arriver. Faute de mieux, ils voyageront sur un radeau fait de planches, de vieux pneus de tracteurs et de cordes, et qui, mis à la mer, transportera sur une petite distance une joyeuse bande de gamins.

Mais un jour de juillet, le garde-champêtre vient remettre à Maurice un arrêté d'interdiction de séjour dans tout le département de Constantine, exécutoire dans les vingt-quatre heures. Accompagné de sa femme, de son fils et d'un de leurs neveux, Maurice prend un car en direction d'Alger. Odette y reste en attendant que l'été se fasse plus clément puis rentre avec son fils à Biskra pour y régler de nombreuses affaires restées en suspens.

Elle n'a pas le temps de le faire car dès le lendemain de son arrivée la police se présente à son domicile. Des hommes armés fouillent l'appartement, cherchant des armes qu'on n'y trouve pas. Le commissaire informe Odette que sa présence à Biskra est indésirable, que la mesure prise à l'encontre de son mari la concerne également et qu'elle doit quitter les lieux dès le lendemain.

Le temps de boucler quelques bagages, elle s'en retourne à Alger pour y retrouver Maurice. Ce dernier a toutes raisons de penser qu'il va bientôt être arrêté et devoir se cacher. Pour assurer la sécurité de leur fils, il est décidé que la mère et l'enfant se réfugieront en France.

Tandis qu'elle s'embarque pour la France avec leur fils, Maurice passe dans la clandestinité. À Alger, il se cache en particulier chez un couple d'amis, les Garcia. Lui, est réfugié espagnol ; elle, a été en prison sous le régime vichyste.

IX
LE MAQUIS

Le 20 juin 1955, le comité central du Parti communiste algérien se réunit secrètement à Bab El Oued et décide l'engagement des communistes dans la lutte armée. Une organisation militaire, les Combattants de la libération (CDL), va être créée. Elle sera dirigée par Bachir Hadj Ali, Sadek Hadjeres, Jacques Salort, Lucette Manaranche-Larribère. Le docteur Camille Larribère, ancien commandant dans l'armée française, en est le conseiller militaire.

Le secrétariat du PCA est remanié : André Moine est remplacé par Ahmed Akkache.

Le 12 septembre 1955, un décret du président du Conseil, Edgar Faure, et du ministre de l'Intérieur, Maurice Bourgès-Maunoury, prononce la dissolution du Parti communiste algérien.

Au mois de novembre, Maurice part pour Paris rejoindre sa femme et son fils qui vivent dans le XII^{e} arrondissement. Mais il ne voit pas Paris ; la guerre d'Algérie l'obsède. Un insupportable sentiment de culpabilité l'habite : comment a-t-il pu combattre en Espagne et maintenant se tenir en dehors de cette guerre de libération ? Pendant ce séjour très court, il assiste, à la Mutualité, à un colloque sur la situation en Algérie où il est question de définir qui devrait être l'interlocuteur valable pour des pourparlers de paix. Au cours de ce colloque, il prend la parole pour dire que « l'interlocuteur valable » ne peut être que celui qui se bat. Léon Feix, présent à la discussion, lui reproche vivement ces propos : « Tu as fait le jeu des trotskistes, une fois de plus [...] » Maurice fait part de son amertume à Odette.

Quelque temps plus tard, il reçoit une lettre en provenance d'Alger, datée du 20 novembre. Il y lit ceci :

« Cher ami.

J'ai donc vu ton patron qui m'a dit que tu as toujours ta place au cas où tu voudrais revenir en Algérie. Bien entendu aux appointements que tu percevais auparavant. Note bien qu'il juge que ta présence ici est utile et nécessaire. Il regrette le fâcheux contretemps qui t'a fait partir précipitamment. Affectueusement à toi, ta femme, et ton enfant. »

Cette lettre lui est adressée par un instituteur communiste de Batna, nommé Mekdad, qui se cache à Alger. Sous ces mots anodins, il s'agit en réalité d'un message lui faisant savoir que la direction clandestine du Parti communiste algérien souhaite qu'il revienne en Algérie. Maurice n'hésite pas.

Il arrive à Alger le 7 décembre 1955. Il est préoccupé par l'état de sa ferme, louée à un nommé Rezgui Hocine qui l'a abandonnée. Le moteur de la pompe est en panne, l'irrigation des palmiers est interrompue depuis deux mois et la prochaine récolte est gravement compromise.

Le 24 décembre 1955, *La Dépêche de Constantine* titre : « Les dissensions s'aggravent entre les rebelles tandis que se confirme la participation des communistes au terrorisme. Un important chef de bande qui commandait toute la zone sud de l'Aurès fait sa reddition à nos troupes. Sensationnelle révélation : deux dirigeants communistes notoires, Me Lamrani, ancien bâtonnier de Batna et Maurice Laban, militant européen de Biskra se trouvaient dans les rangs terroristes. » [...]. « Me Lamrani, bâtonnier du barreau de Batna, membre du comité central du Parti communiste algérien, et M. Maurice Laban, ancien instituteur à Biskra, membre du Parti communiste, très connu dans le Sud, se trouvent actuellement parmi les hors-la-loi, ce qui démontre, une fois encore et de façon absolue cette fois, la collusion du Parti communiste avec le terrorisme [...] »

Une très ancienne photo de Maurice est publiée en première page. En légende, on lit : « Maurice Laban, militant communiste de Biskra, ancien membre des Brigades internationales, qui aurait été abattu par son chef de bande, Kerbbadou. »

Selon le quotidien constantinois, le nommé Kerbbadou, craignant pour sa vie, se serait enfui du maquis en ouvrant le feu sur les hommes qui l'accompagnaient. « Au cours de cette affaire trois hommes tombèrent sous les rafales de Kerbbadou [...] Le 3e personnage blessé lors du combat en question est un "Européen". C'est ainsi que l'a désigné Kerbbadou. Des renseignements et du signalement donné par les rebelles, il ressort que cet "Européen" est M. Maurice Laban, né le 30 octobre 1914 à Biskra, ancien instituteur dans cette ville, membre du parti communiste et ancien membre des Brigades internationales [...] Les rebelles connaissaient M. Laban sous le nom de "Messaoud". Donc, si l'on se réfère aux déclarations de Kerbbadou, déclarations qui paraissent extrêmement sérieuses, Me Lamrani et Maurice Laban sont "tombés" au cours du combat de Bouyakadane. Sont-ils morts ? Sont-ils seulement blessés ? Qui pourra le dire ? »

Dans une « fiche signalétique », le quotidien constantinois indique : « Lors du déclenchement des événements en novembre 1954, Laban avait convoqué à son domicile à Biskra, le responsable du PCA pour la zone des Aurès : Guerrouf Mohamed, membre du comité central du PCA. Au cours de plusieurs entrevues auxquelles assistait également Lamrani, l'attitude du PCA à l'égard des rebelles avait été arrêtée. Sans participer directement aux opérations, il avait été décidé que les militants du PCA de la région apporteraient une aide "bienveillante" aux rebelles. Cette aide "bienveillante" devait amener progressivement Guerrouf à soutenir matériellement les rebelles, mais il devait être arrêté en février dernier. En raison de son attitude et de sa propagande discrète, Laban faisait l'objet, le 5 juillet 1955, d'un arrêté d'interdiction de séjour dans le département de Constantine. Il avait alors disparu et diverses informations avaient signalé sa présence en zone rebelle. Certains tracts et directives diffusés dans la zone des Aurès avaient été attribués à Laban. D'ailleurs, ces informations devaient se confirmer, puisque, récemment, une note de propagande écrite par Laban avait été découverte. Maurice Laban était un agitateur entièrement dévoué aux organes du Parti communiste [...] Maurice Laban a élevé sa famille dans des principes communistes. Son épouse, Odette Rossignol, est une militante communiste convaincue. »

Le jour même de la parution du journal, depuis Alger, Maurice fait parvenir à Constantine un télégramme à son beau-frère et à sa belle-sœur : « Suis parfaite santé Informations mort pure fantaisie : Maurice. »

Odette et son fils sont aussitôt prévenus.

Maurice va de planque en planque. Peut-être est-ce en cette fin d'année 1955 que Mostefa Ben Boulaïd cherche vainement à le

contacter, par l'intermédiaire de l'avocate Renée Stibbe, afin de lui demander une nouvelle fois de le rejoindre au maquis dans les Aurès. Après avoir été capturé à Ben Gardane, en Tunisie, en février 1955, Ben Boulaïd a reçu la visite du commandant Vincent Monteil, membre du cabinet du nouveau gouverneur général de l'Algérie, Jacques Soustelle. Le commandant est impressionné par le chef nationaliste qui lui dit notamment : « Je ne demande rien pour moi-même. Ma vie ne compte pas. Je suis prêt à signer un papier reconnaissant que j'accepte d'être fusillé si ma mort doit sauver l'Algérie. » De cette rencontre, le commandant ressort convaincu de la nécessité de mettre fin aux « ratissages » de l'armée dans l'Aurès et de s'orienter vers une négociation. Condamné à mort par le tribunal militaire de Tunis puis par celui de Constantine, Ben Boulaïd s'est évadé de la prison de Constantine avec une vingtaine d'autres détenus, le 10 novembre 1955.

Tandis que Ben Boulaïd était en prison, les maquis des Aurès étaient le théâtre de dissensions sanglantes obscurcies par les circonstances de la guerre. Chihani Bachir, son adjoint, avait pris sa succession après son arrestation. Partisan, lui aussi, de l'intégration des communistes dans les maquis, il est assassiné en octobre 1955. Chez les nationalistes, d'autres sont violemment anticommunistes, prêts à aller jusqu'au meurtre. Les assassinats de communistes montés au maquis vont se multiplier, dans la confusion et le silence.

En novembre 1955, Abdelhamid Benzine, ancien militant nationaliste du PPA-MTLD, de 1940 à 1953, devenu responsable communiste, décide de rejoindre le maquis dans les Aurès, avec l'accord de la direction clandestine du PCA. Ignorant sa mort, il espère y retrouver Chihani, qu'il connaît depuis 1948 et qui l'a déjà contacté quelques mois plus tôt, ainsi que Ben Boulaïd qu'il connaît depuis 1945. Benzine se rend d'abord à Batna chez un médecin, membre du FLN. Celui-ci le conduit en voiture chez l'imam de la mosquée de Lambèse. Au bout de quatre jours, un agent de liaison le guide jusqu'au maquis, près de Tazourt. Là, un sergent de l'Armée de libération nationale (ALN) qui se rappelle l'avoir vu à l'époque du PPA en compagnie de Ben Boulaïd, lui conseille de repartir le plus vite possible car, lui dit-il, « ça va très mal ». Écoutant cet avertissement, Benzine repart vers Alger [1].

1. Entretien de l'auteur avec Abdelhamid Benzine, mai 1997.

En mars 1956, Ben Boulaïd sera tué par l'explosion d'un colis piégé, avec à ses côtés son secrétaire, Abdelhamid Lamrani, un jeune frère de Laïd Lamrani.

Laïd Lamrani et Georges Raffini ont rejoint les maquis des Aurès depuis le mois de juillet 1955 ainsi que le docteur Counillon, psychiatre à l'hôpital de Blida dans le service que dirige Frantz Fanon. C'est sans doute en cette fin d'année 1955 qu'ils sont assassinés dans un maquis des Aurès par des nationalistes anticommunistes.

En novembre-décembre 1955, trois militants communistes de Constantine, Antoine Martinez, Roland Siméon, Abdelkhader Belkhodja, recherchés par la police, se réfugient dans les Aurès pour y rejoindre le maquis. On aura de leurs nouvelles jusqu'en avril-mai 1956. Puis plus rien. On apprendra que Martinez a été arrêté, accusé de faire de la propagande communiste dans les maquis. Puis on n'aura plus aucune nouvelle de lui.

Au mois de janvier 1956, Maurice fait parvenir la lettre suivante aux responsables clandestins du PCA.

« Chers camarades,

Lorsqu'à la suite de l'affaire Kerbbadou vous avez décidé que je devais disparaître de la circulation, j'ai été conduit chez un camarade, puis dix jours après chez une autre chez qui je devais rester jusqu'au surlendemain matin vendredi 6. Personne n'étant venu me chercher ce jour-là, et la camarade ne pouvant plus me garder parce qu'elle devait recevoir un membre de sa famille malade, j'ai dû partir samedi soir. Auparavant j'ai fait prévenir, par deux voies différentes, les responsables, de ce que j'allais être obligé de quitter les lieux. J'ai dû me réfugier là où j'étais quand vous m'avez demandé de me cacher. Mais il ne m'est pas possible de rester ici plus de quelques jours. En effet la police sait que j'ai l'habitude d'aller chez ces amis ; elle a même interrogé ces jours-ci la femme pour savoir ce que je suis devenu. En outre le mari est étranger et je risque de le compromettre gravement. Si vous pensez pouvoir me cacher d'une façon sérieuse, et m'utiliser sérieusement, soit pour le maquis soit pour quelque autre tâche où je puis rendre des services, prévenez-moi le plus vite possible. Si personne ne vient d'ici jeudi matin 12, je considérerai que ma présence ici n'a plus de raison et n'est plus possible ; aussi je prendrai, dans ce cas, le premier bateau pour la France à partir de jeudi. J'essaierai de passer

inaperçu ; il est fort possible que je sois pris. Dans ce cas je démentirai, en ce qui me concerne, les déclarations de Kerbbadou. Vous pouvez être sûrs que, quelles que soient les tortures qui pourront m'être infligées, je ne donnerai aucune indication sur les lieux où j'ai été hébergé, ni sur le Parti. »

Quand il écrit ces lignes, Maurice est réfugié chez ses amis Garcia. Il est contacté et ne repartira pas en France, allant de refuge en refuge, parfois pour une seule nuit. C'est ainsi qu'en février 1956, dans les jours qui suivent les émeutes fomentées par les ultras de la colonisation lors de la venue à Alger du nouveau président du Conseil, le socialiste Guy Mollet, il est hébergé durant une nuit chez le docteur Meyer Timsit.

On le fait alors participer à une tentative de création de maquis communiste à Bouinan, dans la région de Blida. Mais l'expérience tourne vite court, faute d'armement. Il échappe de peu à l'arrestation. Il semble qu'il se trouve alors à Birtouta, dans la région de Blida, où il a reçu l'ordre d'attendre sans bouger, seul, en pleine campagne, lorsqu'il voit s'approcher des militaires battant les taillis, accompagnés de chiens. Il n'a que le temps de se réfugier chez un instituteur communiste, Dronne, qui l'aide à s'échapper et à revenir à Alger.

Un soir, la nuit tombée, Daniel Timsit, responsable de la section clandestine des étudiants communistes, a pour mission d'aller chercher Maurice et de le convoyer, à bord d'une 2 CV, jusqu'à une nouvelle planque à Alger. Bientôt, les deux hommes s'aperçoivent qu'ils sont suivis par une voiture. Daniel Timsit cherche à rompre la filature mais avec une 2 CV la partie est difficile. Maurice, assis à son côté, garde tout son sang-froid et craignant qu'ils soient rattrapés et son chauffeur compromis, lui dit :

– Écoute, Daniel, on n'arrive pas à les semer. Je descends, tu continues et moi je me débrouillerai !

Daniel Timsit refuse :

– Mais où vas-tu aller ? On va les semer. Je vais t'emmener quelque part et après on verra.

Effectivement, il réussit à fausser compagnie à ses poursuivants et conduit Maurice chez un membre de sa famille. « Tu vas nous héberger », se contente-t-il de dire à leur hôte qui n'en demande pas plus. Cette nuit-là, Maurice parle à l'étudiant en médecine qui écoute attentivement sans poser de questions. Maurice a besoin de parler. Il est amer.

« Ben Boulaïd, dit-il à Daniel Timsit, m'a demandé de monter dans les Aurès pour être son adjoint militaire et le Parti me l'a interdit. » Il lui parle de l'interdiction de séjour dans le Constantinois qui l'a obligé à quitter les Aurès. « J'ai enterré des lettres dans un jardin », lui confie-t-il. « Là-bas, poursuit-il, j'aurais été à mon aise dans un pays que je connais comme ma poche, adjoint de Ben Boulaïd, et je me suis plié à la discipline du Parti. » Il ajoute, révolté : « Léon Feix m'a traité de dégonflé. Moi, un dégonflé. Voilà ce qu'on me dit... » Daniel Timsit, ignorant le séjour qu'il a effectué à Paris, ne comprend pas le sens de ces paroles. Faisant sans doute allusion à la tentative avortée de maquis à Bouinan, Maurice dit : « On ne m'a pas donné les armes qu'on m'avait promises. » « Et maintenant, on me demande de partir dans l'Ouarsenis, de faire un maquis là-bas, dans une région que je ne connais pas, où je vais à l'aveuglette. » Il conclut en disant, toujours discipliné : « Je ferai ce qu'il faut. »

Daniel Timsit ne dit rien mais est bouleversé en entendant ces paroles de la bouche de cet homme dont il a découvert le nom il y a de cela maintenant longtemps. C'était en 1943-44, dans le local des Jeunesses communistes, l'Union démocratique de la jeunesse algérienne, où il avait trouvé de vieux numéros d'avant guerre de *La Lutte sociale*. Sur l'un d'eux il avait vu une photo de Maurice Laban.

Le lendemain, Daniel Timsit le conduit à l'adresse fixée par l'organisation communiste [2].

En mars 1956, *Le Canard enchaîné* publie des extraits d'une lettre que lui a adressée Maurice sous le pseudonyme de Mustapha et où il se présente comme un « étudiant musulman, nationaliste ».

« Pendant les sept premiers mois [de novembre 54 au début de juin 55], lit-on dans *Le Canard enchaîné*, aucun civil européen n'a été tué, à l'exception de l'instituteur Monnerot, sur la mort duquel il y a d'ailleurs plusieurs versions. Avouez que les fellagas se sont montrés pendant tout ce temps-là plutôt pondérés. »

« Canard : Ils se sont rattrapés depuis.

Mustapha : Parce que la pondération n'a servi à rien. L'Aurès a été mis à feu et à sang : villages rasés, populations entières déplacées, femmes, enfants et hommes sans défense massacrés par milliers, tout

2. Entretien avec Daniel Timsit, 1er décembre 1998. De Daniel Timsit, on peut lire *Algérie, récit anachronique*, Éditions Bouchène, 1998.

cela, qu'on ne l'oublie pas, non seulement par les légionnaires, mais aussi par les petits soldats français du contingent. J'ai encore présent en ma mémoire un tract adressé aux populations des Aurès, lancé par avion aux tout premiers jours du soulèvement. Il y était dit : "Un malheur terrible va s'abattre sur vos têtes !" Ne croyez-vous pas que tout cela doive se payer ? [...] Je soutiens que 80 à 90 % de la population non musulmane, si on lui demandait son avis, serait pour l'emploi du napalm contre les fellagas [...] Réalisez-vous aussi ce que signifie un salaire de 150 à 200 francs par jour de travail agricole (salaires pratiqués à l'heure actuelle dans le Sud)[3] ? Je parle pour ceux qui ont la chance de trouver du travail. Pensez encore aux 2 francs par kilo donnés à celui qui peine à arracher l'alfa que M. Blachette revend ensuite de 50 à 60 francs le kilo [...] Ce n'est pas de notre faute si votre pays n'a semé que la haine et si, de Paris, il n'est venu d'autre autorité efficace que celle du genre Soustelle et Naegelen [...] Lundi 6 février et mardi 7, les fellagas ont été de tout cœur avec la France et avec Guy Mollet. Là-dessus j'ai écouté le discours tant attendu par 9 millions de va-nu-pieds, de parias, de desperados. Guy Mollet a parlé, et la France s'inclina comme toujours. Et demain, malheureusement, il y aura du sang, toujours du sang, et des Diên Biên Phu[4]. »

Le lendemain même de la publication de cet article s'ouvre à l'Assemblée nationale le débat sur les pouvoirs spéciaux en Algérie réclamés par le gouvernement de Guy Mollet. L'article 5 du projet de loi stipule : « Le gouvernement disposera, en Algérie, des pouvoirs les plus étendus pour prendre toute mesure exceptionnelle commandée par les circonstances en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire.

Lorsque les mesures prises en vertu de l'alinéa précédent auront pour effet de modifier la législation, elles seront arrêtées par décret pris en Conseil des ministres. »

Le ministre résidant en Algérie, Robert Lacoste, exprime nettement les intentions du gouvernement : « [...] il n'est pas un Français qui accepte de voir la France chassée d'une terre où elle s'est installée par le droit discutable des armes mais qu'elle a conquise par l'indiscutable droit d'une œuvre civilisatrice faite d'humanité et de générosité [...] La

3. Pour donner une appréciation de ce que représentait une telle somme, rappelons par exemple que le prix d'un journal quotidien en Algérie était alors de 15 francs.

4. *Le Canard enchaîné*, 7 mars 1956.

présence française dans ce pays devra être maintenue dans une communauté dont la forme reste à définir, où la personnalité algérienne pourra se mouler dans un cadre juridique propre, mais de telle manière que l'union avec la France soit indissoluble [...] »

Les députés communistes français votent ces pouvoirs spéciaux au nom de la recherche d'une unité avec la SFIO. Dans les semaines suivantes, leur mise en œuvre va se traduire par l'intensification de la guerre.

Maurice condamne absolument ce vote. La politique algérienne des PC français et algérien n'en finit pas de le dérouter. Il l'écrit à sa femme dans une correspondance clandestine qu'il entretient parcimonieusement avec elle par l'intermédiaire de leur ami Ado. Ce dernier, bouquiniste rue des Saints-Pères, a connu les Laban quelques années auparavant à Biskra où il était venu en vacances avec sa compagne. Maurice leur avait fait l'honneur du pays, heureux de leur faire découvrir le Sud ainsi que les Aurès, de les présenter partout aux amis algériens chez qui ils avaient été généreusement reçus. Au cours de ce voyage de forts liens d'amitié s'étaient noués entre les deux hommes.

Un jour, Ado téléphone à Odette, lui demandant de venir chercher une lettre de Maurice dont il ne veut pas lui dire le contenu par téléphone, le jugeant trop sérieux. Dans cette lettre expédiée d'Alger, Odette lit à peu près ceci : « Je crois qu'on veut me dresser un guet-apens, qu'on veut ma peau. C'est une bande de salopards. Je suis revenu à Alger. » La hardiesse des propos et le désespoir qui en émane la bouleversent et l'inquiètent.

Découvrant cette lettre, Odette se dit que Maurice s'égare. Comment peut-il en venir à penser que des camarades veuillent avoir sa peau ? Avec cette lettre, elle se rend au siège du comité central du Parti communiste français, 44, rue Le Pelletier, pour y rencontrer Léon Feix, le responsable de la section coloniale du comité central, qu'elle a bien connu à Alger dans les années quarante et qui supervise l'activité du PCF concernant l'Algérie. Lorsqu'il la reçoit, elle lui donne à lire la lettre de Maurice. « Regarde ce que Maurice m'écrit, lui dit-elle. À force de tergiverser, voilà ce qu'il en arrive à penser. » Léon Feix conserve la lettre et, comme pour la rassurer, lui dit : « Tu n'auras qu'à lire *Le Monde* dans quelques jours [...] »

En page une du *Monde* daté du 6 avril 1956, on lit : « Un aspirant qui serait militant communiste s'empare d'un camion chargé de 132 mitraillettes ».

Le 4 avril 1956, Henri Maillot, militant du PCA, aspirant rappelé dans l'armée française, déserte avec un stock d'armes.

Il est né à Alger en 1928. Son père est communiste, sa mère catholique. Originaire du Clos Salembier, un quartier d'Alger peuplé essentiellement d'indigènes, il a exercé des responsabilités aux Jeunesses communistes d'Algérie (l'Union des jeunesses démocratiques algériennes). Comptable de formation, il a été responsable du service des ventes du quotidien *Alger républicain* dont Henri Alleg était le directeur. Au début de l'année 1955, il a suivi pour ce journal le procès de cinquante-cinq militants du MTLD jugés à Bône. Ayant déjà effectué son service militaire il y a plusieurs années à Tours, il est officier de réserve et a été rappelé en octobre 1955, avec le grade d'aspirant. Affecté au 57e bataillon de tirailleurs, stationné à Miliana, il a d'abord été mis en relation avec un réseau clandestin au sein de l'armée française supervisé par la direction du Parti communiste français. En juillet 1955, à Paris, à la suite d'une rencontre avec Jacques Duclos, Léon Feix et Élie Mignot, André Moine a été mis en contact avec un nommé Alfred Gerson, chargé de l'organisation d'une activité communiste clandestine au sein de l'armée française en Algérie. André Moine a organisé l'arrivée en Algérie d'Alfred Gerson qui a pour adjoint Lucien Hanoun. Henri Maillot a été contacté pour participer à ce réseau[5]. Par la suite, il a fait partie des Combattants de la libération créés par le Parti communiste algérien.

Quelques jours avant sa désertion, il a été particulièrement bouleversé par un massacre commis, le 29 mars, à Constantine, par des militaires français. Il en a fait part à Abdelhamid Benzine qui en rendra compte plus tard en ces termes : « N'est-ce pas toi, frère Henri, qui me racontais à Alger ce qui s'était passé à Constantine après qu'ils eurent précipité plusieurs personnalités du haut du Rummel ? Les paras, me disais-tu, venaient d'investir un bidonville. Ils arrêtaient, insultaient, frappaient hommes et femmes tandis que crépitaient trop souvent les mitraillettes. Un capitaine para entra dans une mansarde. L'officier était superbe dans sa tenue avec ses galons. Dans l'unique pièce en terre battue, il trouva une jeune mère tremblante serrant sur son sein un petit bébé qui criait, criait... Le capitaine s'approcha doucement de l'enfant qui enlaçait sa mère et dit : "N'aie pas peur, n'aie pas peur

5. Voir à ce sujet le livre d'André Moine, *Ma guerre d'Algérie*, Éditions sociales, 1979.

mon petit !..." L'officier prit son revolver, essuya avec son mouchoir le canon, le mit dans la bouche du bébé et dit encore : "Suce, suce, mon petit, suce !" Et le miracle s'accomplit : le bébé cessa tout à coup de pleurer, sourit largement et se mit à sucer le bout de fer en glouton qu'il était sous les yeux peu rassurés de la mère et ceux très paternels du capitaine. Puis le coup de feu partit. Le capitaine venait de tirer dans la bouche du bébé. Il fit ensuite demi-tour et sortit au pas cadencé, laissant étendus par terre, un enfant mort dans les bras de sa mère évanouie, peut-être morte elle aussi.

Et tu me disais alors, Henri, dans ta grande colère : "Il faut les tuer tous. Ne pas en laisser un seul vivant"[6]. »

Le 18 avril 1956, *l'Humanité* publie une lettre d'Henri Maillot par laquelle il explique son geste.

« L'écrivain français Jules Roy, colonel d'aviation, écrivait il y a quelques mois : "Si j'étais musulman, je serais du côté des fellagas." Je ne suis pas musulman, mais je suis algérien d'origine européenne. Je considère l'Algérie comme ma patrie. Je considère que je dois avoir à son égard les mêmes devoirs que tous ses fils.

Au moment où le peuple algérien s'est levé pour libérer son sol national du joug colonialiste, ma place est aux côtés de ceux qui ont engagé le combat libérateur.

La presse colonialiste crie à la trahison, alors qu'elle publie et fait siens les appels séparatistes de Boyer-Bance.

Elle criait aussi à la trahison lorsque sous Vichy les officiers français passaient à la Résistance, tandis qu'elle servait Hitler et le fascisme.

En vérité, les traîtres à la France, ce sont ceux qui pour servir leurs intérêts égoïstes dénaturent aux yeux des Algériens le vrai visage de la France et de son peuple aux traditions généreuses, révolutionnaires et anticolonialistes. De plus tous les hommes de progrès de France et du monde reconnaissent la légitimité et la justesse de nos revendications nationales.

Le peuple algérien, longtemps bafoué, humilié a pris résolument sa place dans le grand mouvement historique de libération des peuples coloniaux qui embrase l'Afrique et l'Asie. Sa victoire est certaine.

Et il ne s'agit pas comme voudraient le faire croire les gros possédants de ce pays d'un combat racial, mais d'une lutte d'opprimés sans

6. Abdelhamid Benzine, *Journal de marche*, Éditions nationales algériennes.

distinction d'origine contre leurs oppresseurs et leurs valets sans distinction de race.

Il ne s'agit pas d'un mouvement dirigé contre la France et les Français ni contre les travailleurs d'origine européenne ou israélite. Ceux-ci ont leur place dans ce pays. Nous ne les confondons pas avec les oppresseurs de notre peuple.

En accomplissant mon geste, en livrant aux combattants algériens des armes dont ils ont besoin pour le combat libérateur, des armes qui serviront exclusivement contre les forces militaires et policières et les collaborateurs, j'ai conscience d'avoir servi les intérêts de mon pays et de mon peuple, y compris ceux des travailleurs européens momentanément trompés. »

L'annonce de cette désertion avec de nombreuses armes inquiète les dirigeants du FLN présents alors à Alger, avec, à leur tête, Abane Ramdane. Ils y voient le danger d'une activité armée remettant en cause le monopole du FLN. En février-mars 1956, Abdelhamid Benzine, au nom du PCA, a contacté Abane Ramdane par l'intermédiaire d'un agent de liaison de celui-ci, Mohamed Talbi. Abane et Benzine se connaissent depuis 1946 alors que le premier était membre de l'UDMA de Ferhat Abbas et le second du PPA de Messali Hadj. Benzine a fait venir Abane au PPA.

Abane a fait savoir qu'il était d'accord pour des discussions mais aucune date n'a encore été fixée. La désertion d'Henri Maillot va précipiter les choses car le FLN est à cours d'armement et souhaite vivement en récupérer. Comme gage de bonne volonté, la direction du PCA va faire parvenir rapidement au FLN une partie des armes emportées.

Le 6 avril, c'est au tour d'un sous-lieutenant de l'armée française de déserter. Âgé de 29 ans, il se nomme Hamid Gherab[7]. Après avoir suivi des études de médecine, il est entré à *Alger républicain* où il a occupé les fonctions de secrétaire de rédaction, de responsable de la mise en page, de billettiste en politique internationale ; il a également effectué quelques reportages. Rappelé sous les drapeaux français à la fin de l'année 1955, il est cantonné à l'hôpital militaire de Blida.

7. Entretiens de l'auteur avec Hamid Gherab, janvier 1983 et avril 1997.

Communiste, il fait partie d'une cellule clandestine du PCA à Blida, dont le responsable est Abdelkader Babou, membre du comité central. Quelques mois plus tôt, il a transmis à son camarade Counillon l'ordre de rejoindre les maquis des Aurès. Immédiatement après la désertion d'Henri Maillot, Abdelkader Babou lui a donné pour directive de déserter à son tour afin d'aller implanter un maquis des Combattants de la libération dans la région d'Orléansville. Il est prévu qu'une partie des armes emportées par Maillot servira à armer ce maquis dont Hamid Gherab sera le responsable militaire. La région a été choisie en raison de l'action de solidarité qu'y a développée le PCA à la suite du violent tremblement de terre qui a ravagé la région en septembre 1954. Des sympathies ont été gagnées dans la population. En 1955, les communistes ont organisé une importante grève d'ouvriers agricoles. L'Armée de libération nationale est absente de ce secteur où aucune action armée n'a encore eu lieu. Dès que possible les maquisards rallieront les rangs de l'ALN.

Mais, dans cette région, les hommes du bachagha Saïd Boualem sont également présents. Officier de l'armée française, le bachagha Boualem est l'héritier d'une famille qui a fait allégeance à la France à l'époque de Bugeaud et a participé à la répression de soulèvements contre la colonisation.

Hamid Gherab déserte seul, un samedi matin. Son absence ne sera ainsi signalée que le lundi, ce qui lui donne une journée de répit. Il prend le train, en tenue militaire, et, dans le massif des Beni Boudouane, au douar Beni Rached, rejoint un petit groupe de paysans. Ce premier noyau de maquisards ne compte pas plus de cinq ou six membres. Parmi eux un jeune homme originaire de la région de Ténès qui se somme Belkacem Hannoun et n'a que 18 ans. Ils ont pour unique armement un colt américain, une mitraillette allemande, un vieux fusil de guerre français et un fusil du siècle dernier. Ils s'installent dans la montagne, loin de toute agglomération, en pleine nature. Le ravitaillement est difficile.

Ils sont d'abord rejoints par Mustapha Saadoun, membre du comité central du PCA, qui prend la responsabilité politique du maquis. Ensuite vient Mohamed Boualem. Ancien responsable nationaliste, il est venu au Parti communiste par le syndicalisme à la CGT. Jusque-là responsable du puissant syndicat CGT des dockers d'Oran, très connu

et estimé d'eux, il se demande pourquoi on l'a envoyé ici où il ne connaît personne alors qu'il pouvait tant faire à Oran.

Pendant ce temps, au cours de la dernière semaine du mois d'avril 1956 une première séance de négociations se déroule à Alger entre les représentants du FLN, Abane Ramdane, Benyoucef Benkhedda, et du PCA, Bachir Hadj Ali, Sadek Hadjerès. Au début, Abane dénonce ce qu'il appelle des tentatives de noyautage par les communistes. Puis, après des explications de Bachir Hadj Ali, le ton se calme. Le FLN est informé, entre autres points, de la constitution d'un maquis dans la région d'Orléansville. Un accord est conclu pour le transfert au FLN des armes emportées par Henri Maillot mais des divergences subsistent sur l'avenir des relations entre FLN et PCA. Pour les nationalistes, l'appartenance au FLN ne peut se faire qu'à titre individuel tandis que les communistes revendiquent l'adhésion de leur parti en tant que tel[8].

Fin avril-début mai 1956, Maurice arrive au maquis, le visage couvert d'une barbe poivre et sel qui le vieillit. Il a d'abord été acheminé en voiture par Marylise Ben Haim, institutrice à Oued Fodda, puis a poursuivi à pied dans la montagne pour rejoindre le bivouac. Hamid Gherab ne l'a jamais rencontré auparavant mais en a beaucoup entendu parler et l'admire. Maurice est le vétéran du groupe : il va sur ses 42 ans. Il est, de loin, le plus expérimenté mais à aucun moment ne cherche à s'imposer. Il accepte volontiers la direction d'Hamid Gherab et Mustapha Saadoun. Hamid Gherab et lui discutent souvent. Maurice lui parle notamment de l'Espagne.

Les maquisards sont révoltés par le vote des députés communistes français en faveur des pouvoirs spéciaux accordés au gouvernement Guy Mollet quelques semaines plus tôt.

Lors d'une de leurs discussions, Hamid Gherab demande à Maurice : « Si on fait prisonniers des soldats français et que ce sont des communistes ou des enfants de communistes, qu'est-ce qu'on en fait ? On ne peut pas les garder, on n'en a pas les moyens. On les tue ? On les relâche ? »

8. Sur les négociations FLN-PCA, on peut lire notamment : *1er juillet 1956 : L'accord FLN-PCA* de Hafid Khatib, Office des Publications universitaires, Alger, 1986.

Maurice propose une solution : « On leur coupe les index de la main gauche et de la main droite, comme ça ils ne pourront plus tirer, et on les relâche. »

Les paysans respectent Maurice. Est-ce en raison de sa prestance, de son âge, de sa maîtrise de l'arabe ? Ils le surnomment. « Le Serviteur du Droit ». On est alors à l'époque du ramadan. Quand arrive le soir, c'est lui qu'on interroge pour savoir s'il est l'heure de rompre le jeûne.

Dans son portefeuille, Maurice a conservé l'article d'André Moine de 1953. Il reste profondément meurtri par les accusations portées alors contre lui et, à plusieurs reprises, il montre cet article à Hamid Gherab qui cherche à le convaincre de le lui remettre, quitte à le cacher pour le récupérer plus tard quand tout sera terminé. En agissant ainsi, un double souci anime Hamid Gherab : d'une part, il ne veut pas que cette division puisse se trouver exposée devant l'ennemi si Maurice venait à être pris ; d'autre part, il pense que cela l'aiderait à se débarrasser de cette idée obsédante. « Non, il est très bien là où il est », lui répond Maurice qui refusera toujours de se séparer de ce papier.

Les maquisards sont maintenant une quinzaine, des paysans de la région essentiellement. Tous ne sont pas communistes. Ils se déplacent souvent, bivouaquent dans la montagne, allant rarement chez les habitants pour ne pas les compromettre. Cependant, ils sont bien accueillis par ces montagnards misérables qui leur offrent ce qu'ils peuvent.

Les semaines passent et ils n'ont toujours pas d'armes, contrairement à ce qui était prévu.

La pression de l'armée française se fait de plus en plus forte. Un jour, cachés dans une forêt, les maquisards dénombrent dix-sept hélicoptères au-dessus de leurs têtes. Des montagnards les avertissent que de nombreux militaires en provenance d'Orléansville montent vers eux, sans se dissimuler, déployés en tirailleurs. Que faire ? Faut-il reculer en direction de l'Ouarsenis au risque de tomber dans un piège comme le craint Hamid Gherab ? Les avis sont partagés. Finalement, Hamid Gherab décide que les maquisards vont se diriger vers leurs assaillants et se faufiler à travers leur dispositif. Camouflés, ils réussissent effectivement à franchir les mailles du filet, laissant derrière eux les militaires français, puis traversent le fleuve Chéliff en barque. Ils marchent ensuite durant de longues heures en direction de Medjadja. Maurice est épuisé. « C'est encore loin ? » demande-t-il à Hamid Gherab. À cet instant, un âne se met à braire. « Tu entends cet âne ? C'est juste à côté. »

Au bout d'une heure de marche, on entend à nouveau un âne. « Il recule pendant qu'on avance ton âne ! » s'exclame Maurice qui n'en peut plus. « Je m'arrête ici. Je ne bouge plus. Même si toute l'armée française arrive, je m'en fous ! » Il s'allonge et s'endort immédiatement, à bout de forces. On le transporte, endormi, loin du sentier, à l'abri de buissons et, tandis que les maquisards poursuivent leur route, deux d'entre eux restent à ses côtés pour le protéger. Plus tard, Hamid Gherab envoie deux maquisards et une mule pour le ramener. Il termine le voyage endormi, allongé en travers de la mule.

Les maquisards sont hébergés chez des paysans aisés, dont l'un se nomme Hanni Ben Hanni. Lorsque Maurice arrive, il s'éveille et voit un lit. « Un lit ! » s'écrie-t-il avant de se jeter dessus et de dormir pendant quatorze heures d'affilée.

Henri Maillot rejoint ce groupe des Combattants de la libération à la mi-mai. Le 22 mai 1956, il est condamné à mort par contumace par le tribunal militaire d'Alger.

En ce mois de mai, une deuxième rencontre se déroule à Alger entre représentants du FLN et du PCA. Ces derniers continuent à revendiquer en vain l'élargissent du FLN à l'organisation communiste. Un compromis est finalement trouvé : il y aura unification militaire. Les membres des Combattants de la libération seront intégrés à l'Armée de libération nationale. Ils n'auront plus de lien organisationnel avec le PCA sans pour autant avoir à renier leurs opinions communistes. Le PCA continuera à exister en dehors du FLN.

Mais les armes n'arrivent toujours pas aux maquisards. À Medjadja, ils sont logés dans une grosse ferme où sont employés des ouvriers agricoles. La région est vallonnée. Les journées sont interminables. Avec les quelques armes dérisoires qu'ils détiennent, les maquisards s'occupent en faisant du maniement d'armes... La tension monte. Cela fait maintenant bientôt deux mois qu'on les laisse ainsi désarmés, à la merci d'une attaque des troupes françaises toujours possible contre laquelle ils ne pourraient se défendre. Maurice qui, depuis de longs mois, vit ainsi, dans l'incertitude, ayant toujours en tête les accusations dont il a été victime, se renforce dans l'idée qu'on les a trahis. Il en vient à vouloir tuer Abdelkader Babou qu'il tient pour l'un des responsables de cette situation et veut aller à Orléansville où se trouve

celui-ci. Hamid Gherab s'y oppose résolument et décide d'aller lui-même à Orléansville en compagnie de Belkacem Hanoun pour obtenir des explications. Le voyage est risqué car les contrôles sont nombreux. Les deux hommes sont armés. Ils rencontrent Abdelkader Babou qui est en compagnie d'un autre membre du comité central, Abdelhamid Boudiaf (un cousin de Mohamed Boudiaf). Babou les rassure et leur certifie que les armes vont bientôt arriver.

Effectivement, à la fin mai, des armes dérobées par Henri Maillot parviennent aux maquisards, en pièces détachées. Mais quand il s'agit de les monter, il apparaît que certaines n'ont pas de percuteur, d'autres pas de culasse. Malgré tout, il y en a suffisamment pour armer les membres du groupe dont l'effectif s'est réduit au cours de cette longue attente.

Quelque temps plus tard, ils reçoivent l'ordre d'entreprendre leur première action armée : il s'agit d'exécuter quatre collaborateurs de l'armée française dont les noms leur sont communiqués par écrit. Ils ne connaissent pas ces hommes. L'endroit où ils ont l'habitude de se réunir est également signalé. Il s'agit d'un café du douar de Medjadja.

Le 4 juin 1956, dans la soirée, alors qu'il fait encore jour, les maquisards encerclent le café. L'un d'eux y pénètre et appelle les quatre noms signalés. Les quatre hommes sont bien là et sortent du café. Leur identité est vérifiée. Les autres clients présents dans le café ne sont pas inquiétés. Hamid Gherab, Belkacem Hannoun et Maurice conduisent les quatre hommes derrière le café, contre un mur. Maurice est armé d'une mitraillette. Les quatre hommes sont abattus. Hamid Gherab leur donne le coup de grâce avec un pistolet.

Leur mission accomplie, les maquisards se replient en descendant vers l'oued Cheliff qu'ils franchissent avant de remonter vers Beni Boudouane. Ils savent que l'alerte est donnée et qu'ils vont être recherchés. Ils marchent dans la montagne durant plusieurs heures, devancés par des éclaireurs. Hamid Gherab décide de s'arrêter au djebel Deradj, en pleine forêt, sur une hauteur permettant d'observer les alentours.

X

ÉPILOGUE

Vous savez maintenant quel fut le long cheminement qui conduisit Maurice Laban jusqu'à ce matin du 5 juin 1956.

Celui qui l'a tué est un soldat du 504e Train, ex-champion de France junior du 1 000 mètres.

Deux autres maquisards sont tués durant le combat : Belkacem Hannoun, Moussaoui Djilali.

Abdelkader Zelmatt, le ravitailleur parti à Lamartine, a été remarqué à cause du harnachement de sa mule, inhabituel dans la région. Arrêté, il a été torturé jusqu'à ce qu'il dise où se trouvaient ses camarades. Il a été ensuite abattu sur place.

Henri Maillot, quant à lui, est pris vivant par des militaires, puis conduit sur la route. Alors qu'on veut lui faire crier « Vive la France ! » il s'exclame : « Vive l'Algérie indépendante ! » et est tué d'une rafale, près d'un petit pont. Un berger, qui garde ses moutons non loin de là, est témoin.

Trois autres maquisards parviennent à s'enfuir. Hamid Gherab et Mohamed Boualem restent cachés dans un fourré. Les militaires n'ont pas de chiens. À un moment donné, le regard d'un harki croise celui d'Hamid Gherab. Les deux hommes sont armés ; Hamid Gherab pointe son pistolet en direction du harki qui passe sans donner l'alerte. À la faveur de la nuit, Hamid Gherab et Mohamed Boualem réussissent à s'échapper.

Pour sa part, Mustapha Saadoun se sauve en traversant un ravin.

Le hasard veut que le jour même où Maurice est tué au combat, *Le Monde* entreprend, à Paris, la publication du rapport secret de Khrouchtchev devant le XX[e] Congrès du PCUS, dénonçant certains des crimes de Staline.

Le 6 juin 1956, *L'Écho d'Alger* titre : « L'aspirant félon Maillot et Laban sont abattus près d'Orléansville. Les deux traîtres accompagnaient les assassins de quatre Français musulmans. »

« Une nouvelle s'est répandue, hier, au début de la nuit, dont le retentissement s'étendra bien au-delà des frontières de l'Algérie : l'aspirant félon Maillot, et l'ancien instituteur communiste de Biskra, René *(sic !)* Laban, ont été tués hier au cours d'un engagement dans la région d'Orléansville. Une série d'actes de terrorisme avaient été commis la veille par une bande rebelle dans le douar Sidi Rached, situé dans le Dahra, à une vingtaine de kilomètres au nord-est d'Orléansville et rendu tristement célèbre par le séisme de septembre 54. Quatre Français musulmans avaient été assassinés. Une vaste opération fut aussitôt déclenchée qui débuta hier matin et devait durer une partie de la journée. La bande de hors-la-loi, fortement armée, ayant franchi le Cheliff vers le sud, cherchait à gagner le massif de l'Ouarsenis. Une poursuite s'engagea et le contact fut trouvé au sud du village de Lamartine, sur les hauteurs voisines du barrage de Oued Fodda. »

Ce 6 juin, une troisième rencontre se tient à Alger entre les représentants du FLN et ceux du PCA, chez Jean-Baptiste Cervetti, derrière le siège du Gouvernement Général. Ils organisent l'intégration des membres des Combattants de la libération dans le FLN-ALN.

Dans le train qui la conduit à son travail, Odette lit *l'Humanité*. Le discours prononcé la veille à l'Assemblée nationale par Waldeck-Rochet retient toute son attention. Il y expose les raisons pour lesquelles les députés communistes vont s'abstenir dans le vote sur la confiance réclamée par le président du Conseil, le socialiste Guy Mollet. Odette, comme bien d'autres communistes, a été révoltée par le vote des pouvoirs spéciaux par les députés communistes. Aujourd'hui encore, ceux-ci refusent de se prononcer contre ce gouvernement qui pourtant mène la guerre en Algérie.

Le train arrive à destination sans qu'elle ait eu le temps de lire, en page quatre du quotidien communiste, ces quelques lignes : « Selon

l'Agence France-Presse l'aspirant Maillot aurait été tué près des Beni-Rached ». « L'Agence France-Presse annonçait hier soir que deux Algériens d'origine française qui faisaient partie d'un maquis ont été tués hier près des Beni-Rached dans la région d'Orléansville. L'un d'eux serait un instituteur de Biskra, Henri *(sic !)* Laban, expulsé de Constantine en 1955 et qui avait disparu depuis. Selon l'AFP Henri *(sic !)* Laban était membre du Parti communiste algérien. »

Habituellement, quand elle arrive au travail, ses collègues sont contents de la voir ; aujourd'hui, ils lui paraissent tristes. Elle est installée à son poste de travail quand on l'appelle pour une communication téléphonique personnelle, ce qui pourtant est normalement interdit. C'est son fils qui lui annonce : « Papa a été tué ! » L'enfant et sa tante ont écouté les informations sur Radio-Luxembourg et c'est là qu'il a entendu la nouvelle. Au téléphone, Odette lui dit : « Ce n'est pas vrai ! » Au mois de décembre dernier, on a déjà annoncé la mort de Maurice et c'était une fausse nouvelle. « Ne bouge pas ! J'arrive. » Elle va voir le directeur qui lui lance : « De la graine comme vous on n'en veut pas ! Partez ! » Elle est licenciée sur-le-champ.

Sans attendre sa mère, bouleversé, le petit garçon, qui n'a pas encore 10 ans, se précipite au siège du comité central du PCF. Il veut être rassuré mais s'entend dire que sa place, ce jour-là, n'est surtout pas en ce lieu et il est renvoyé.

Dans la rue, horrifiée, Odette s'attarde devant les kiosques à journaux. En première page du *Figaro*, on peut lire : « L'aspirant Maillot et un instituteur communiste tués dans le camp rebelle au cours d'un engagement [...] Au cours d'une opération dans la région d'Orléansville, l'aspirant félon Henri Maillot et René *(sic !)* Laban, un instituteur communiste, également passé aux rebelles, ont été tués. » En page sept, sous le titre « L'aspirant félon Henri Maillot et un instituteur communiste tués dans le camp rebelle », on lit une correspondance par téléphone de René Janon : « [...] Les officiers qui dirigeaient l'opération constatèrent que deux cadavres étaient ceux de deux Européens. Il fut facile d'identifier l'un des deux hommes : on trouva dans ses poches l'arrêté d'expulsion pris contre lui il y a près de seize mois. C'était l'ancien instituteur communiste de Biskra, René *(sic !)* Laban, passé chez les rebelles de l'Aurès, dès le mois de novembre 1954, condamné à mort par contumace depuis [...] Cependant, des spécialistes des services d'anthropométrie furent aussitôt envoyés à Lamartine, près d'Orléansville, où avaient été transportés les cadavres. On confirmait,

cette nuit, que les cadavres ont été identifiés de façon certaine comme étant ceux de Laban et de Maillot. »

En page trois de *Libération*, sous le titre prudent « L'aspirant Maillot aurait été tué », on lit : « Une brève nouvelle diffusée hier soir annonçait qu'au cours d'une opération militaire dans la région de Beni Rached deux Algériens d'origine européenne ont été tués aux côtés de cinq fellagas. L'un d'eux serait l'instituteur communiste Laban et l'autre le jeune aspirant Maillot qui avait récemment rejoint le maquis. »

Pour Odette et son fils, l'attente commence, avec l'espoir que Maurice est vivant et qu'il va se manifester bientôt comme au mois de décembre précédent.

Le lendemain, *L'Écho d'Alger* revient sur les faits : « Dans l'Ouarsenis, resté longtemps à l'écart de l'agitation terroriste, quatre assassinats provoquèrent samedi une violente émotion [...] L'agha Boualem, un notable des Beni Boudouane, très connu pour son glorieux passé militaire (il est lieutenant de tirailleurs) et pour son attachement à la France, mobilise 200 de ses montagnards. La consigne était formelle : surveiller le moindre mouvement pour étouffer la rébellion dans l'œuf. 24 heures plus tard, l'un des fidèles de l'agha, vint, à bride abattue donner l'alerte. Un étranger venait de se ravitailler à Lamartine. Son mulet lourdement chargé, il regagnait le Djebel Deraga. Les montagnards usèrent d'un stratagème. Deux d'entre eux engagèrent la poursuite. Le ravitailleur les conduisit jusqu'à la bande qui les fit prisonniers. Ils se proposaient en s'évadant un peu plus tard de démasquer la cachette des rebelles. Mais les hors-la-loi flairèrent la supercherie et les deux malheureux allaient périr égorgés quand une opération de grand style fut déclenchée par le capitaine SAS Cognyll et l'agha Boualem. Une section du 504e Train, un escadron de gendarmerie mobile et le GMPR d'Orléansville lançaient mardi, à l'aube, une vaste manœuvre d'encerclement. À 10 h, le bouclage était terminé. »

Ce même jour, on lit dans *l'Humanité*, en page quatre : « La mort de l'aspirant Maillot officiellement confirmée. » « Les autorités administratives d'Alger ont délivré hier un permis d'inhumer au nom de l'aspirant Henri Maillot, tué au combat près de Beni Rached, dans la région d'Orléansville. À ses côtés se trouvait le corps d'un instituteur

d'origine européenne, Henri *(sic !)* Laban, comme Henri Maillot, membre du Parti communiste algérien. Né en 1928 en Algérie, fils d'un militant de la CGT, Henri Maillot avait été rappelé avec le grade d'aspirant dans une unité militaire. Jugeant qu'il ne pouvait porter les armes contre la liberté de son peuple, il quitta sa compagnie le 4 avril dernier et rejoignit le maquis. Quant à Henri *(sic !)* Laban, il avait quitté son domicile en décembre dernier, le jour où un arrêté d'expulsion lui fut signifié. Sa mort avait déjà été annoncée dans les Aurès il y a quelques mois. »

Dans *Libération*, sous le titre « La mort de l'aspirant Maillot », on lit : « Les autorités administratives ont confirmé que c'est bien l'aspirant Henri Maillot qui, avec l'instituteur Henri *(sic !)* Laban, a été tué, mardi, près de Lamartine, dans la région d'Orléansville.

L'aspirant Maillot, Algérien d'origine européenne, avait rejoint le maquis algérien le 4 avril dernier avec une cargaison d'armes. Peu de temps après, un document signé de son nom était adressé aux journaux parisiens. On y lisait notamment : "L'écrivain français Jules Roy, colonel d'aviation, écrivait il y a quelques mois : 'Si j'étais musulman, je serais du côté des fellagas.' Je ne suis pas musulman, mais Algérien d'origine européenne. Je considère l'Algérie comme ma patrie. Je considère que je dois avoir à son égard les mêmes devoirs que tous ses fils".

Cinq autres Algériens ont été tués au cours de l'engagement. »

Le ton est bien différent dans *Le Figaro* qui titre en première page : « Comment fut abattu l'aspirant félon Henri Maillot. » En page sept, on lit : « Le traître a été tué par des soldats de son ancien bataillon [...] Par un jeu du destin qui ressemble singulièrement à un acte de justice immanente, l'aspirant félon avait été abattu par les soldats de l'unité qu'il avait trahie le 4 avril. »

En page une de *France-Soir*, on lit : « L'aspirant félon Maillot aurait été tué en combat dans les rangs des rebelles. » L'édition suivante est plus affirmative : « L'aspirant déserteur Maillot a été abattu par un rappelé qu'il avait instruit.

Le traître, grimé, avait les cheveux et les sourcils teints. »

Dans *Le Monde*, on lit : « Le corps de l'ex-aspirant Maillot officiellement identifié. L'officier félon a été tué en même temps que l'instituteur Laban dans un combat près d'Orléansville [...] Quant à Laban, il avait disparu en décembre après notification de son expulsion et l'on

avait appris par l'organe clandestin du parti communiste algérien *Liberté* qu'il avait organisé un petit maquis à Sidi-Onan. »

L'organe officiel du Parti socialiste-SFIO, *Le Populaire*, titre quant à lui : « L'aspirant Maillot est abattu ainsi qu'un autre rebelle européen communiste » et reprend également l'expression « l'aspirant félon Henri Maillot ». « La nouvelle de la mort dans les rangs fellaga de Maillot et de Laban a eu un immense retentissement dans l'opinion. La trahison ne reste pas impunie, dit-on. »

Le 8 juin, *France-Soir* indique que « Maillot et Laban ont été enterrés au cimetière de Lamartine sous la protection de la gendarmerie ». « Les deux cercueils de bois blanc, contenant les dépouilles de l'aspirant félon Henri Maillot et de l'instituteur communiste Maurice Laban, abattus mardi, ont été conduits hier, à la tombée de la nuit, au cimetière de Lamartine, à 30 km d'Orléansville, sous la protection d'un peloton de gendarmerie. La population du village, le regard durci par la colère, avait pendant six heures interdit l'entrée du convoi funèbre dans le cimetière. »

En fait, la population européenne de Lamartine s'étant furieusement opposée à ce que les corps de Maurice et de ses camarades soient enterrés dans le cimetière, cinq fosses ont été creusées au-delà des murs, dans une clairière. C'est là qu'ils reposent.

Le 9 juin, *Le Monde* parle de « [...] la petite bande dont faisaient partie l'aspirant félon et l'ancien instituteur ».

Ce même jour, le Parti communiste algérien publie un tract clandestin qui ne retient que le seul nom d'Henri Maillot. « Gloire à Henri Maillot, héros de la cause nationale [...] Son sacrifice héroïque marquera dans l'histoire de notre pays. Son nom restera éternellement vivant au cœur de notre peuple [...] Henri Maillot et ses camarades ont inscrit leurs noms, en lettres de sang, sur la longue liste des martyrs de la liberté [...] »

Pourquoi cette ultime occultation du nom de Maurice Laban ? Car, enfin, au regard de l'histoire du communisme en Algérie durant les vingt dernières années, l'annonce de sa mort avait une portée au moins aussi grande que celle d'Henri Maillot. Sans doute faut-il voir là une nouvelle marque de la méfiance avec laquelle il a fréquemment été

considéré parmi les dirigeants communistes. D'ailleurs, à la lecture de ce tract on peut remarquer la persistance de conceptions avec lesquelles Maurice était en total désaccord depuis fort longtemps. On y parle, en effet, d'« un combat juste et exaltant au cours duquel se forge aujourd'hui la jeune nation algérienne ». Il s'agit là d'une reprise actualisée de la théorie de Maurice Thorez sur « l'Algérie nation en formation ». Or, aux yeux de Maurice, l'Algérie était bel et bien une nation dominée par le colonialisme et maintenant engagée dans une guerre d'indépendance dans laquelle il avait voulu prendre part.

On ne saurait oublier non plus que l'auteur de l'article infamant que Maurice avait gardé sur lui jusqu'à sa mort, André Moine, même s'il avait maintenant moins d'influence qu'autrefois, continuait néanmoins à jouer un rôle dans l'organisation clandestine du PCA dont il était notamment responsable de l'imprimerie [1].

Il faudra attendre le 12 juillet pour voir le nom de Maurice figurer dans une lettre adressée par la direction communiste au FLN : « Notre parti est le seul en tant que tel à rassembler dans ses rangs des Algériens de toutes origines, musulmans, européens, israélites. Il éprouve une légitime fierté d'avoir formé des patriotes conséquents, non seulement parmi les Musulmans qui subissent directement l'oppression nationale, mais aussi les Européens, comme en témoignent l'action et le sacrifice d'Henri Maillot, Maurice Laban et tant d'autres héros qui luttent et meurent pour que vive l'Algérie libre et indépendante. »

Dans son édition du 14 juin 1956, sous le titre « La mort de l'aspirant Maillot », l'hebdomadaire *France Observateur* publie une nouvelle version des faits, mêlant exactitudes et erreurs.

« Un correspondant européen nous a fait parvenir le récit de la mort de l'aspirant Maillot. Connaissant les sources de ce correspondant, nous avons décidé de publier, à titre d'information, un texte dont l'authenticité ne saurait être contestée.

Maillot n'a pas été tué en combat comme on l'a dit. Il a été pris vivant (et absolument indemne) avec deux Musulmans des Beni-Rached et l'instituteur Laban. Tous les détails qui ont été donnés par la

1. André Moine est décédé en 1994, à l'âge de 85 ans. Le Parti communiste français et le Parti algérien pour la démocratie et le socialisme (PADS) lui ont alors rendu hommage. Arrêté en 1957, il fut condamné à vingt années de prison.

presse sur la première phase de l'opération sont vrais (arrestation d'un ravitailleur avec sa mule volée au douar des Beni-Rached ; action du caïd des Beni-Boudouane ; participation de nombreux Musulmans aux opérations). Au moment de la capture, on ignorait de qui il s'agissait, et on a continué de l'ignorer jusqu'après le massacre ; bien mieux : on n'était pas sûr qu'il s'agissait d'un Européen, car la couleur rousse de ses cheveux et de ses sourcils (décolorés) prêtait à confusion. Il a été arrêté par des soldats du 504 BT, mais les gendarmes mobiles d'Orléansville l'ont vite "pris en main". Coups de pied dans les côtes, coups de poing dans la figure, etc. La séance a duré une demi-heure selon les uns, presque deux heures selon les autres. Il était torse nu, un genou en terre, les mâchoires serrées, et il refusait de parler. Au bout d'un certain temps, un adjudant ou un lieutenant de gendarmerie lui a dit : "Lève-toi, tu peux filer." Il s'est relevé lentement, en sachant ce qui l'attendait, et s'est mis à s'en aller à reculons, suivi à quelques pas par deux hommes armés de mitraillettes. Il a fait une dizaine de mètres et a crié d'une voix forte : "Vive le Parti communiste algérien". Une rafale lui a scié les jambes ; il s'est écroulé en criant.

Les trois autres, Laban en particulier, ont été exécutés de la même façon.

On a réuni ensuite gendarmes et soldats pour leur dire de se taire : "Oubliez ce que vous avez vu. Ces hommes ont été tués au combat." Ce qui est important, c'est que l'on ait ignoré l'identité de Maillot au moment où on le frappait et où on l'a tué. Identifié, l'aspirant Maillot aurait été probablement fusillé. Ces exécutions sommaires n'en sont pas moins révélatrices du climat de l'actuelle "pacification". »

Après avoir lu cet article, Odette se rend au siège du journal et y rencontre le rédacteur en chef, Gilles Martinet. Elle souhaite en savoir plus et pouvoir entrer en contact avec l'informateur à l'origine de ces informations. Cela ne sera pas possible car celui-ci ne réside pas en France.

Cette version de la mort d'Henri Maillot, exécuté froidement, sera confirmée par Marcel Montanié, communiste d'Orléansville, affirmant la tenir du docteur Bensouna, ami du bachagha Boualem. Des années plus tard, en 1989, un paysan algérien racontera que tandis qu'il faisait paître son troupeau non loin du lieu de l'accrochage, il entendit une voix qui ordonnait : « Crie "Vive la France !" Puis une autre voix répondre : "Vive l'Algérie indépendante !" »

Dans son édition du 14 au 20 juin 1956, *France Dimanche* publie une photo du cadavre nu d'Henri Maillot et une autre où l'on voit cinq tas de terre dans une clairière. Une légende dit : « [...] Il reste de la bande cinq tumulus anonymes sur un terrain vague [...] ». Un « reportage », suant la bassesse, signé Voldemar Lestienne, dresse de Maurice le portrait suivant : « [...] On le vit errer dans les rues de Biskra, les yeux dans le vague, tenant des propos incohérents, mystique en djellabah. Il servait aux Arabes de domestique et s'asseyait aux carrefours en nasillant : "Écrivain public, écrivain public !" Les fellagas s'approchaient de lui avec des mines mystérieuses. Il sortait son écritoire et écrivait, pour eux, leurs lettres d'affaires et leurs plaintes à M. le préfet. En Islam, on n'écrit pas de lettres d'amour. Le mystique se fit trafiquant de moutons. Puis commerçant : il acheta des palmiers et se mit à faire grossir des cochons avec les eaux grasses de la ville de Biskra [...] »

Dans les jours qui suivent la mort de Maurice et de ses camarades, les services de l'armée éditent un tract : « La trahison ne paie pas. » « Le traître Maillot, corrompu par les idées communistes, était passé à l'ennemi avec un chargement d'armes. Condamné à mort par les Tribunaux, Maillot a été aussi condamné par Dieu qui a voulu qu'il soit abattu le 5 juin 1956 par ses propres soldats amenés sur le lieu de l'accrochage par le camion qui lui avait servi à consommer sa trahison.

Le traître Laban, dirigeant communiste, ancien membre des Brigades internationales, avait bénéficié de la générosité de la France, qui, mettant fin à sa vie d'aventure, l'avait admis dans le cadre de ses instituteurs. Il avait lui aussi trahi la mission de paix qui lui avait été confiée. Traqué une première fois dans les Monts Nementchas en 1955, Laban vient de subir aux côtés de Maillot le sort que Dieu réserve aux traîtres.

Dieu n'aime ni le traître ni le criminel. (Coran, Sourate 4, Verset 107.) »

Mais revenons à Biskra, où tout débuta. En ce mois de juin 1956, un jeune Français, Jacques Pucheu, y effectue son service militaire. « De Biskra, témoignera-t-il plus tard, nous partions souvent en opérations, généralement dans l'Aurès, pour une durée de trois à quinze jours. [...] au cours d'une de ces opérations, dans le désert à l'ouest d'El Outaya, nous sommes tombés un jour sur un campement de

nomades : le capitaine fait brûler les tentes et les vivres [...] puis les hommes sont fusillés [...] Quand je repense à cette opération, je revois toujours les visages de détresse des femmes et des gosses abandonnés là, sans eau, devant les cendres du campement et les cadavres aux têtes éclatées. [...] Dans l'Aurès, nous traversions souvent des villages abandonnés qui avaient été mitraillés par l'aviation, bombardés ou incendiés. À plusieurs reprises nous rencontrâmes des charniers, dégageant une odeur épouvantable, d'hommes et de mulets : il s'agissait de caravanes prises en chasse par l'aviation. Dans les villages habités de la zone non interdite, que nous traversions, un certain nombre de civils étaient en général torturés devant la troupe, avec la même participation active de quelques appelés ou maintenus[2]. »

Un enfant du douar de Zaatcha assiste alors à des scènes qui le marqueront à jamais. Il ne pourra, par exemple, oublier le cadavre de ce vieil homme abattu à la mitrailleuse par des militaires circulant en jeep alors qu'il travaillait dans une palmeraie. Ni cet autre qui gisait éventré après avoir été arrêté lors d'une rafle opérée la veille. Ni ces militaires qui, après l'heure du couvre-feu, conduisaient des prisonniers, sur la route proche de sa maison, et leur disaient : « Vous êtes libres ! » avant que l'enfant n'entende claquer des coups de feu. Le lendemain, on retrouvait des morts. Une fois, ce fut son oncle qui fut arrêté et tué non loin de Lichana. Généralement, les cadavres restaient exposés à la vue de tous pour que l'effet de terreur soit satisfaisant, puis on ordonnait à la population de les ramener sur la place du village avant de les enterrer. À plusieurs reprises, l'enfant fut pris dans des rafles. Toute la population était alors rassemblée en plein soleil, aux heures les plus chaudes de la journée, femmes et enfants d'un côté, hommes de l'autre. Un homme au visage cagoulé se tenait dans une jeep et les hommes devaient défiler un à un devant lui. Lorsqu'il hochait la tête, celui qu'il désignait ainsi était mis à l'écart puis disparaissait. Quand l'homme cagoulé hésitait ou ne désignait personne, un militaire, se tenant à ses côtés, lui enfonçait une longue aiguille dans la chair[3].

Durant cet été de 1956 Abdelhamid Benzine est officier dans l'Armée de libération nationale (ALN). Dans son *Journal de marche*, il note :

2. Jacques Pucheu, « Un an dans les Aurès », *Les Temps modernes*, septembre 1957.
3. Témoignage de Benaïssa Khaled, juillet 1997.

« Combien notre pays comptera-t-il d'Oradour sanglants ? Notre haine est sans limite et nous fait souffrir. Et comment dans de tels moments puis-je expliquer à mes compatriotes que tous les Européens d'Algérie ne sont pas les mêmes ? Pour un Maillot ou un Maurice Laban combien y en a-t-il qui applaudissent aux crimes de la Main Rouge[4] quand ils ne travaillent pas pour elle ? »

Pour le vingtième anniversaire de la création des Brigades internationales, à la fin de l'année 1956, l'Amicale des anciens volontaires français en Espagne républicaine publie un petit livre intitulé *Épopée d'Espagne*[5]. Dans une liste de « mille huit cents noms de héros français des Brigades internationales tués, disparus dans les combats » et sous le titre « Ceux des nôtres qui ont donné leur vie pour la liberté », figure le nom de Maurice Laban. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce n'est pas par erreur qu'il se trouve là.

Le président de l'Amicale est alors Jean Chaintron, celui-là même qui, autrefois, en Algérie, se faisait appeler Barthel. Devenu par la suite commissaire politique de la 15e brigade internationale, figure de la résistance à l'occupant nazi, Jean Chaintron est maintenant entré en opposition avec la direction du PCF. Il critique le vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet et le refus de reconnaître la réalité du rapport Khrouchtchev dénonçant le stalinisme.

En faisant figurer le nom de Maurice, il lui rend ainsi hommage, établissant une filiation entre son combat contre le fascisme en Espagne et celui contre la domination coloniale en Algérie.

En 1962, peu de temps après l'accession de l'Algérie à l'indépendance, Odette va sur le lieu où repose Maurice mais elle ne peut deviner sa tombe qu'au seul renflement du sol. Rien n'indique qu'il gît en cet endroit avec ses camarades.

À la fin de l'année 1962, le cinéaste René Vauthier, qui organise des projections de films à Oued Fodda, se rend à Lamartine. Situés à une dizaine de mètres à l'extérieur du cimetière européen à l'abandon, il

4. La Main Rouge : organisation terroriste clandestine antinationaliste, agissant au Maroc, en Tunisie, en Algérie, liée aux services spéciaux français, responsable de nombreux assassinats.
5. *Épopée d'Espagne, recueil de récits et de documents historiques*, édité par l'Amicale des anciens volontaires français en Espagne républicaine, 1957.

découvre et filme les cinq emplacements fleuris par la population du village. Les fleurs proviennent de l'ancienne propriété du bachagha Boualem. Lors d'une visite du président de la République algérienne, Ahmed Ben Bella, à Oued Fodda, René Vauthier lui propose d'aller honorer la mémoire de Maurice et ses camarades. Ben Bella accepte d'abord mais un membre de sa suite le fait changer d'avis sous prétexte de problèmes d'organisation de la tournée présidentielle [6].

Lorsque Odette retourne à Lamartine, deux ans plus tard, la terre s'est tassée et nivelée encore un peu plus et, seul, un vieillard s'efforce d'empêcher les ânes de venir y paître.

Au mois de juillet 1972, sous le règne de Boumedienne, Annie Rey-Goldzeiguer se trouve en Algérie, invitée officiellement par le ministre de la Jeunesse et des Sports à l'occasion du dixième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. Comme elle demande à pouvoir se rendre sur la tombe de Maurice Laban, on cherche à l'en dissuader sous divers motifs. Elle insiste et, finalement, se rend sur place, en présence d'officiels algériens. On lui indique de petits tertres que rien ne signale, à l'extérieur du cimetière. Visiblement, en toute hâte, on a commencé à débroussailler, sachant qu'elle venait. Elle dépose des fleurs. Le préfet, très gêné, lui dit : « Il faudra l'enterrer dignement [7]. »

Tandis qu'en 1963 les restes d'Henri Maillot ont été officiellement transférés à Alger pour y être inhumés au cimetière d'El Alia, ceux de Maurice et de ses autres camarades le seront, bien des années après, au carré des martyrs du cimetière de Lamartine, désormais appelé El Karimia.

C'est là que repose désormais Maurice Laban, dans l'anonymat d'une sépulture sans nom.

Quant à Hamid Gherab, mon ami, il s'est éteint à Paris, au mois d'août 1997, après un long combat fait de courage, de dignité, et d'humour aussi, contre le cancer qui le rongeait. Il repose maintenant en terre algérienne, à Blida.

6. Témoignage de René Vauthier, novembre 1998.
7. Témoignage d'Annie Rey-Goldzeiguer, novembre 1997.

Condamné deux fois à mort par des tribunaux militaires français, il resta emprisonné jusqu'à l'indépendance de l'Algérie, devint Ambassadeur de son pays en Amérique latine puis quitta la diplomatie après avoir refusé de faire allégeance à Boumedienne lors du coup d'État de celui-ci. Homme intègre, il se tint éloigné de la recherche du pouvoir et de la course à l'argent. Jusqu'à la fin de ses jours, il garda pour Maurice Laban un infini respect et beaucoup d'affection.

En 1970, il écrivait à Odette : « [...] La mort de Laban a été celle d'un homme qui vivait profondément son idéal, qui ne trichait ni avec lui-même ni avec les autres, qui a fait très simplement le sacrifice de sa vie parce qu'il pensait qu'il ne pouvait en être autrement. De l'Espagne au Beni-Boudouane, ça a toujours été le même homme qui n'a pas dévié d'un pouce, qui aimait les hommes droits et méprisait les fausses hiérarchies. Il est mort en plein combat en tirant jusqu'à son dernier souffle sur des soldats pleins de haine et de peur. »

Au mois de septembre 1987, j'étais allé lui rendre visite à l'hôpital de Douira. Deux jours plus tôt, il avait été gravement brûlé au visage et sur le corps lors d'une explosion accidentelle dans la petite usine qu'il avait montée. Ses yeux s'étaient ouverts, il m'avait reconnu et dit : « L'Homme est immortel. » Et moi, le voyant ainsi, je songeais qu'il fallait que certains racontent ce qu'ont fait les hommes afin que cela ne meurt. Je repensais à la phrase par laquelle Hérodote fit commencer son *Enquête* : « Hérodote de Thourioi présente ici son enquête, pour empêcher que ce qu'ont fait les hommes ne s'efface de la mémoire avec le temps et que de grandes et stupéfiantes actions, œuvres tant des Grecs que des Barbares ne cessent d'être réputées. »

Comme un jour je l'accompagnais à un rendez-vous avec Odette et son fils, qu'il ne connaissait pas encore, il avait revêtu son meilleur costume et me dit : « C'est pour moi comme un pèlerinage... » Il fut frappé par la ressemblance du fils avec son père et fut heureux de cette rencontre.

Je l'entends encore me dire : « Quarante ans après, tout cela me paraît un peu irréel et pourtant toutes les images sont très bien gravées dans mon esprit. »

Qu'est donc devenue l'Algérie pour laquelle ces hommes-là et tant d'autres sacrifièrent tout ?

Qu'au moins leur histoire soit écrite et transmise.

INDEX

A

Abane Ramdane : 166, 168
Abbas Ferhat : 18, 70, 76, 95, 99, 103, 105, 131, 166
Abdelhafid : 121
Abdellali : 119
Abderrahmane : 113
Abrial : 52
Acherchour Tahar : 27
Aïoun : 141
Alleg Henri : 94, 164
Assami : 137
Astier : 89
Aumale (duc d') : 11

B

Babou Abdelkader : 167, 170, 171
Barel : 64
Bari Mida : 136
Barka Salah : 91
Barrette : 55
Barthel Jean : 24, 25, 26, 183
Baschevalier : 57
Battestini : 93
Beauvois René : 66
Beauvois Victorien : 34, 65
Belghoul Ahmed : 91
Belin : 52
Belkhir Amine : 113
Belkhodja Abdelkhader : 159
Benaïssa Khaled : 182
Benavente Joachim : 60
Ben Badis : 23, 87
Ben Bella Ahmed : 184
Ben Boulaïd Mostefa : 122, 123, 132, 133, 138, 157, 158, 159, 161
Bencharif : 112, 142
Bendjelloul : 18, 23, 70
Ben Eddaïkha Mohammed : 14
Ben El Akkal Mohammed es Seghir : 14
Ben El Arbi Ibrahim : 14
Ben El Bachir Ben Yahia Mohammed es Seghir : 14
Ben Elletif Mohammed : 14
Ben El Messaoud Messaoud : 14
Ben El Miloud Ben Ammar : 14
Ben Gana : 11, 12, 13, 15, 19, 20, 91, 92, 93, 94, 108, 114, 117, 128
Ben Gana Cheikh El Arab Si Bouaziz : 17, 19, 21, 88, 91, 92, 114
Ben Gana Mohamed Ben El Hadj : 13
Ben Gana Si Mohammed Sghir Ben El Hadj Ali Ben Guidoun : 11, 12
Ben Haim Marylise : 168
Ben Hani Hani : 170
Ben Kheireddine : 116
Benkhelil : 36
Benlagha : 112
Benlagha Mekki : 87
Ben Lakehal : 23, 25
Ben Moussa El Biskri : 14
Bensouna : 180
Bentolila Jacques : 57
Benzine Abdelhamid : 158, 164, 165, 166, 182
Benzine Aïssa : 109
Benzine Mohamed : 109
Berbeche Hocine : 99

Bessaoud : 136
Bigillon Théodore : 19, 20
Billoux François : 63, 67, 78, 79, 80, 81
Blachette : 162
Bloch Jean-Richard : 75, 81
Blum Léon : 25, 36, 39
Blum-Picard : 86
Bois : 74
Borgeaud Henri : 96
Boualem Saïd Bachaga : 167, 180, 184
Boualem Mohamed : 167, 173
Boucetta : 97
Boucetta Lakhdar : 87
Boucetta Mohamed : 43, 112
Boudiaf Abdelhamid : 171
Boudiaf Mohamed : 171
Bouhali Amar : 67
Bouhali Larbi : 42, 90, 91, 113, 120
Boukhellif Haffa : 87, 97
Boukort Ben Ali : 26, 36, 39
Boulifil Bachir : 114
Boumedienne : 184, 185
Bourgès-Maunoury Maurice : 155
Bouzian : 11, 12
Brahimi : 99
Bruel Jeanne : 9, 10, 15

C

Camus Albert : 37
Casanova Laurent : 42
Catroux : 76
Cattoir Jean : 43, 44
Cazau René : 57, 58
Cazenave : 19
Cervetti Jean-Baptiste : 174
Chaintron Jean : 24, 183
Chataigneau : 91, 93
Chatenier : 19, 20
Chebchoub Sadek : 133
Chevallier Jacques : 142
Chihani Bachir : 158
Codron Charles : 19, 20
Corneli ou Cornelli : 64, 65
Cossoneau Émile : 83
Counillon : 159, 167
Crouail Adonis : 60

D

Daladier Édouard : 35
Dalibey Rachid : 108, 114
David : 58
Debabeche : 21
Debabeche (frères) : 59, 105, 142
Debabeche Ali : 50, 103
Debabeche Azouzi : 97
Debabeche Mahmoud : 23
Debabeche Rachid : 23, 25, 26, 87, 112
Delanoy : 116
Demène Abdallah : 107, 114, 121
Déroulède : 59
De Villiers de la Noue : 100
Deviq : 116
Dietmar Danélius : 48, 60, 93
Djemad Cherif : 111
Djilali Moussaoui : 173
Djoudi Saïd : 19
Doriot Jacques : 39, 52
Dufourg : 36, 37
Duprat : 91

E

El Arab Cheikh, *voir* Ben Gana Cheikh El Arab Si Bouaziz
Engels : 42
Estorges Paul : 59, 63, 90, 91, 129

F

Fajon Étienne : 90
Fanon Frantz : 159
Faure Edgar : 149, 155
Fayet Pierre : 114
Feix Léon : 118, 119, 120, 148, 155, 161, 164
Ferrat André : 24, 42
Forestier Denis : 124
Franco : 27, 30, 33, 81

G

Garaudy Roger : 90
Garcia : 154, 160
Gaulle Charles de : 46, 53, 67, 76, 88, 92
Gays Maurice : 60
Gerson Alfred : 164
Gherab Hamid : 166, 167, 168, 169, 170, 171, 173, 184
Ghorbane Karbali Mohamed : 104
Gide André : 10
Gimenez Gaby : 48, 57
Gitton Marcel : 26
Goldzeiguer Annie : 44, 184
Gomez : 28
Gozli Daha : 23
Grégoire Robert : 99
Guedj : 106
Gueirard René : 19, 20
Guerard : 74
Guerrouf Mohammed : 138, 157

H

Hadj Ali Bachir : 113, 155
Hadj Chaoui : 106
Hadj Sadok : 97
Hadjeres Sadek : 155
Hamlaoui Amira : 87
Hannoun Belkacem : 167,171, 173
Hanoun Lucien : 164
Harzli Ali : 99
Hassani Mohamed : 96
Herbillon : 12
Herrada Joseph : 60
Herriot : 88
Hirtz : 141
Hitler : 27, 38, 39, 40, 46, 51, 52, 70, 71, 76, 165

I

Ibanez Thomas : 43, 44, 47, 48, 51, 56, 60

J

Janon René : 175
Juan Alphonse : 60

K

Kabès : 112
Kaddache Mahfoud : 18
Kalifa Simon : 17, 27, 28, 31, 32, 42, 108
Kamal Roger : 91
Karbagli : 102
Kateb Mohamed : 43, 44, 48, 50, 53, 57
Kateb Yacine : 44
Kerbbadou : 156, 157, 159, 160
Khallaf Ahmed : 87
Kherredine Ali : 104
Khrouchtchev : 174, 183

L

Laban Étienne : 9, 10, 15, 16, 23, 44, 56, 85, 105
Laban Jeanne : 15, 16, 44, 56
Laban Odette : 8, 10, 53, 60, 64, 72, 83, 89, 103, 122, 123, 133, 154, 155, 157, 163, 174, 175, 183, 185
Lacoste Robert : 162
Lamine : 121
Lamrani Abdelhamid : 159
Lamrani Laïd : 106, 107, 120, 125, 129, 138, 157, 159
Lamri : 153
La Rocque : 22, 25
Larribère : 130
Larribère Camille : 155
Laval : 52
Le Beau : 87
Lénine : 39, 42
Lenoir : 64
Léonard Roger : 131
Lestienne Voldemar : 181
Leulliette Pierre : 139
Louam Mohammed Salah : 19, 20
Luxemburg Rosa : 31

M

Mahhoube Amar : 111
Mahmoudi : 120
Maillot Henri : 164, 167, 168, 170, 171, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 183, 184
Malpel Alfred : 111
Manaranche-Larribère Lucette : 155
Martinet Gilles : 180
Martinez Antoine : 159
Marty André : 35, 73, 83, 90, 120, 122, 129
Marx : 42
Mauvais Léon : 119
Mazri Azzedine : 118
Mekdad : 156
Mekdad Belkacem : 87
Mekki Chebbah : 87, 88, 110, 125, 129, 132, 133
Mendès France : 149
Messali Hadj : 18, 39, 70, 87, 94, 99, 103, 166
Midol Lucien : 66, 85, 86
Mignot Élie : 26, 164
Mitterrand François : 8, 139

Moine André : 62, 119, 125, 130, 155, 164, 169, 179
Mollet Guy : 160, 162, 168, 174, 183
Monnerot : 161
Montanié Marcel : 180
Monteil Vincent : 158
Mostafaoui Bachir : 101
Mselati Jules : 112, 114
Mussolini : 27, 38, 39, 40, 46, 51

N

Naegelen Marcel Edmond : 112, 162

O

Obbis : 43
Ouzegane Amar : 26, 42, 66, 67, 76, 94, 95, 96, 105, 129, 133

P

Pantalini : 64
Paoli : 61, 62
Papon Maurice : 114
Passani : 58
Pastor Joseph : 60
Patissier : 62
Pérez Eugène : 99
Pétain : 44, 52, 56, 58, 60, 74, 88, 111
Poullaouec Salvator : 60
Poulmarc'h : 43
Pucheu Jacques : 181, 182
Pucheu Pierre : 59, 78, 79, 80

R

Raffini Georges : 17, 34, 35, 43, 48, 50, 57, 58, 59, 60, 98, 130, 159
Rahal Moussa : 91
Rahmoun Larbi : 87
Ranoux : 116
Régnier Marcel : 20
Ribard André : 72
Ribès Germain : 108
Robby : 43
Rondreux : 56, 74
Roosevelt : 74
Rossi Dominique : 17
Rossignol Odette : 43, 48, 50
Roubertie : 61
Roy Jules : 165, 177

S

Saâdane Mohamed Chérif : 18, 19, 20, 22, 25, 36, 87, 92, 95, 105, 106, 110, 111
Saadoun Mustapha : 167, 168, 173
Safer Larbi : 19, 20
Salengro Roger : 27
Salort Jacques : 61, 64, 155
Santucci : 91, 92
Sayah Abdelkader : 76
Scamaroni Marc : 37
Ségal : 72
Seigneur : 43
Senoussi : 110, 116, 121
Sérigny Alain de : 55
Siméon Roland : 159
Si Saddok bel Hadj : 12
Sisbane : 36
Sjoudi Saïd : 20
Skoutelsky Rémi : 29
Smaïli Ahmed : 60
Soustelle Jacques : 149, 158, 162
Sportisse Bernard : 17, 43, 57
Sportisse Lucien : 17, 98
Sportisse William : 98, 107, 113, 114, 118
Staline : 42, 72, 123, 174

T

Tabani Mohamed : 111
Talbi Mohamed : 166
Temam Sadoum : 119
Thorez Maurice : 24, 39, 40, 42, 179
Timsit Daniel : 120, 160, 161
Timsit Meyer : 160
Tissier Roger : 63, 64, 65, 66, 68, 71, 72, 73, 75, 77, 80, 82
Torrecillas Jean : 43, 44, 60, 79
Touati Émile : 48, 60
Trenet : 72
Trouch : 139

V

Vallon Gustave : 43
Vauthier René : 183, 184
Via Fernandez Ramon : 43, 47, 56
Vincent Lisette : 48, 50, 60
Vivié de Régie de : 99, 101, 102, 104, 105

W

Waldeck-Rochet : 174

Y

Ybanez Thomas, *voir* Ibanez Thomas

Z

Zanettacci Nicolas : 67
Zelmatt Abdelkader : 173

TABLE

I - Une enfance dans l'Aurès 9
II - L'Espagne 27
III - Clandestin 39
IV - La prison 55
V - Mobilisé 63
VI - Biskra 85
VII - La blessure 125
VIII - La guerre 135
IX - Le maquis 155
X - Épilogue 173

Index 187

DANS LA COLLECTION « DOCUMENTS »
au cherche midi éditeur

Dr Michel Allard
Dr Armelle Thibert-Daguet
Longévité mode d'emploi

Geoffroy d'Aumale
Jean-Pierre Faure
Guide de l'espionnage
et du contre-espionnage
Histoire et techniques

Patrice Barois
Le Tour du monde des volcans

Jean Bernard
La Médecine du futur

Isabelle Bricard
Dictionnaire de la mort
des grands hommes

Michel Bührer
Rwanda, mémoire d'un génocide
textes et photographies

Dr Pierre Dukan
Dictionnaire de diététique et de nutrition

Joseph Gourand
Les Cendres mêlées

Alain Kalita
Je suis né deux fois

Luigi Lucheni
Mémoires de l'assassin de Sissi
édition établie et présentée par Santo Cappon

Théodore Monod
Le Chercheur d'absolu

Keiji Nakazawa
J'avais 6 ans à Hiroshima,
le 6 août 1945, 8 h 15

Gilles Plazy
Gustave Courbet,
un peintre en liberté

Maurice Rajsfus
Drancy, un camp de concentration
très ordinaire, 1941-1944

La Police de Vichy,
les forces de l'ordre françaises au service
de la Gestapo, 1940-1944

La Police hors la loi
Des milliers de bavures
sans ordonnances, depuis 1968

Les Français de la débâcle
Juin-septembre 1940, un si bel été

Mai 68
sous les pavés, la répression
juin 1968 - mars 1974

Jacques Rossi
Manuel du goulag

Catherine de Silguy
Histoire des hommes
et de leurs ordures,
du Moyen Âge à nos jours,
préface d'Éric Guillon

Christel Trinquier
Femmes en prison

Daniel Zimmermann
Jules Vallès, l'Irrégulier

Composition – Mise en pages
DV Arts Graphiques à Chartres

Imprimé en France par la Société Nouvelle Firmin-Didot
Dépôt légal : février 1999
N° d'édition : 640 - N° d'impression : 46021
ISBN : 2-86274-640-1

Un Algérien

MAURICE LABAN

L'HISTOIRE de Maurice Laban, c'est d'abord la tragédie d'un homme qui prit part à quelques-uns des combats marquants de ce siècle. On ignore, le plus souvent, ce qu'était la réalité de la domination coloniale française dans ce Sud algérien où il naît en 1914 et contre laquelle, très tôt, il entre en rébellion. En 1936, il participe à la fondation du Parti communiste algérien et, bientôt, il s'engage en Espagne dans les Brigades Internationales dont il devient un officier, blessé gravement à deux reprises au combat.

Revenu en Algérie, il prend part à la lutte clandestine contre le régime de Vichy dès 1940 et il est condamné aux travaux forcés à perpétuité par la Section spéciale du Tribunal militaire d'Alger.

Il affirme alors la nécessité de l'indépendance de l'Algérie. Communiste fidèle jusqu'à l'abnégation, mais exprimant ses positions, il est mis à l'écart, victime des nombreux aléas de la politique officielle des Partis communistes français et algérien. Pourtant, dans le Sud algérien, Biskra, les Aurès aux côtés de l'avocat Laïd Lamrani, il demeure une figure très populaire parmi les Algériens, à la tête de la puissante organisation communiste de la région.

En novembre 1954, la tragédie va se nouer. Pris en contradiction entre sa volonté de s'engager dans la guerre d'indépendance qui éclate et l'attentisme du Parti communiste algérien, il est finalement tué au maquis, dans la région d'Orléansville, au mois de juin 1956, aux côtés de l'aspirant Henri Maillot qui avait déserté de l'armée française avec un camion d'armes. Désigné comme traître par une grande majorité d'Européens d'Algérie et par les autorités civiles et militaires françaises, il se considérait, lui, seulement comme un Algérien.

Jean-Luc Einaudi restitue avec vigueur et clarté cet itinéraire tragique qui fait partie à la fois de l'histoire de la France et de celle de l'Algérie.

Jean-Luc Einaudi est l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés à l'Algérie : *Pour l'exemple (l'Affaire Fernand Yveton)*, L'Harmattan, 1986 ; *La Ferme Ameziane (Enquête sur un centre de torture pendant la guerre d'Algérie)*, L'Harmattan, 1991 ; *La Bataille de Paris (17 octobre 1961)*, Le Seuil, 1991 ; *Un rêve Algérien*, Dagorno, 1994 ; et d'un livre sur *Les Mineurs délinquants*, Fayard, 1995.

COLLECTION « DOCUMENTS »

947880-8
ISBN 2-86274-640-1

COUVERTURE : Maurice Laban en 1954.
PHOTO DR

98 F. / 14,94 euros

le cherche midi éditeur